SERIALS DIVISION

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE – N° 14535 – 6 F

MARDI 22 OCTOBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Vote-sanction en Turquie

M. Turgut Ozal a payé, dimanche 20 octobre, le prix d'une politique dont le bilan est très loin d'être négatif, mais trop peu soucieuse d'équité sociale. Un peu à la manière de Mikhaïl Gorbatchev, le président turc recueille à la fois, pour avoir stabilisé son pays et l'avoir orienté vers une économie plus ouverte, l'estime des dirigeants occidentaux, qui trouvèrent en lui pendant la crise du Golfe un allié fiable, et l'impopularité chez lui. L'inflation que M. Ozal avait promis d'éradiquer en arrivant au pouvoir est, aujourd'hui, à un taux de 70 %, le mal le plus douloureusement ressenti par les Turcs.

Le revers est certes moins ample que certains le prédisaient puisque le parti de M. Ozal obtient la seconde place, devant une gauche social-démocrate qui n'a pas profité, dans l'ensemble du pays, du mécontentement. Mais, dût-il rester à la présidence de la République, M. Ozal, privé de sa majorité au Parlement, ne pourra plus compter sur le relais du gouvernement pour exercer, comme il l'a fait ces dernières années, un pouvoir très autocratique.

LA grande surprise de ces élections est le score de près de 17 % obtenu par le Parti fondamentaliste de M. Erbakan, allié pour l'occasion au vieux leader de l'extrême droite turque, M. Alpaslan Turkès. C'est un vote de protestation. M. Erbakan a mené une campagne électorale très dispendieuse et habile, sans prêcher ouvertement l'intégrisme islamique. Il en recueille les fruits au-delà de toute attente, auprès des masses que les difficultés matérielles poussent vers les grandes villes, et dans l'est du pays, où il séduit une fois de plus une population kurde à la fois religieuse et de plus en plus habitée par le sentiment de révolte.

M. Demirel, vieux leader conservateur, six fois premier ministre et vainqueur des élections de dimanche, s'est bien gardé, pendant la campagne, d'indiquer quel partenaire aurait ses préférences dans une coalition. Il a tellement clamé avoir pour objectif d'évincer M. Ozal de la présidence qu'on l'imagine avec difficulté s'alliant au parti du chef de l'Etat. La réédition d'une coalition Demirel-Erbakan telle qu'elle existait avant le coup d'Etat de septembre 1980 figure parmi les hypothèses. Elle pourrait remettre en question l'équilibre qu'avait su instaurer M. Ozal et qui consistait à donner quelques gages à l'islam tout en menant une politique très fortement orientée vers un modernisme à l'occidentale.

ENFIN, ce scrutin confirme l'émergence d'un problème kurde que la majorité de la classe politique turque répugne à reconnaître et qui était jusque-là resté très enfoui. Une majorité d'électeurs, dans les régions du Sud-Est, ont obéi aux consignes de vote du mouvement terroriste et indépendantiste, le PKK, qui n'avait guère d'emprise sur la population il y a quelques années encore. Parallèlement à la répression sommaire du terrorisme qu'il continuait à mener avec l'appui de l'écrasante majorité des Turcs, M. Ozal avait vu venir ce phénomène mieux qu'aucun des autres leaders et semblait en passe d'élaborer, pour y faire face, une réelle politique. Rien ne dit qu'il aura les moyens, ni qu'un autre que lui aura le désir de prendre à bras le corps ce problème qui risque de devenir l'un des plus graves pour les prochaines années en Turquie.

Lire nos informations page 3

Avant la conférence de paix au Proche-Orient

• Jérusalem entérine le plan Baker
• L'OLP et la Syrie se réconcilient

Le gouvernement israélien a approuvé dimanche 20 octobre, par seize voix pour, trois contre et une abstention, la participation de l'Etat juif aux négociations de paix sur le Proche-Orient. A la suite de ce vote, qui entérine le plan Baker, le petit parti nationaliste Tehya (trois députés) a décidé de quitter la coalition gouvernementale, dans l'espoir d'entraîner dans l'opposition tous les courants d'extrême droite. D'autre part, dans le cadre d'un accord sur la libération imminente d'un otage américain au Liban, Israël a élargi lundi matin quinze prisonniers chiites libanais. A Damas, M. Arafat a rencontré le président Assad, scellant la réconciliation entre l'OLP et la Syrie.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Trois soldats israéliens, victimes d'une opération revendiquée par le Hezbollah, qui sautent sur une mine et sont tués, dimanche matin, au Liban sud. Des villages chiites de la même région, censés abriter des complicités terroristes, bombardés en représailles, jusque tard dans la nuit, par l'artillerie israélienne. Un car de touristes qui croyaient à tort l'Intifada terminée et qui se retrouvent pris sous une pluie de pierres dans la partie arabe de Jérusalem (deux blessés légers).

Des tracts d'Hamas, le mouvement palestinien islamiste des territoires occupés, distribués un peu partout, dimanche, pour appeler à une grève générale de protestation, le 30 octobre. D'autres tracts, ceux-là signés du Fatah de Yasser Arafat, qui invitent les Palestiniens à ignorer les premiers. Un parti d'extrême droite israélien, le Tehiya, qui retire brusquement son soutien à la coalition gouvernementale dirigée par M. Itzhak Shamir : l'annonce de la première conférence de paix entre l'Etat juif et certains de ses ennemis arabes, le 30 octobre, à Madrid, a provoqué des réactions plus ou moins attendues.

C'est dans ce lourd climat d'appréhension quant à ce qui risque encore de se produire dans les jours et les semaines à venir, que les ministres du gouvernement le plus à droite qu'Israël ait jamais connu ont voté, dimanche 20 octobre, par seize voix pour, trois contre et une abstention, en faveur de la participation de l'Etat juif à la conférence de paix. Sauf imprévu, Israël sera au rendez-vous de Madrid.

Même si, comme le confiait, dimanche soir, un ministre, *«cela n'a pas été facile»*, le résultat est conforme à ce qui pouvait être envisagé.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite et nos informations page 6

Selon une note remise en 1989 au gouvernement

400 000 personnes auraient été contaminées par du sang infecté

Un document officiel «à diffusion restreinte», adressé en août 1989 au cabinet de M. Evin, alors ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, apporte des précisions inquiétantes concernant la qualité des produits sanguins utilisés en France. Selon ce document, plus de 400 000 personnes sont actuellement contaminées par différents virus (ceux de plusieurs hépatites ou du sida) à la suite de transfusions sanguines pratiquées ces dernières années.

Le document signé du docteur Michel Garretta, alors directeur général du Centre national de transfusion sanguine, fournit une estimation détaillée de l'ensemble des contaminations virales survenues ces dernières années à la suite de transfusions sanguines ou de l'utilisation de produits dérivés du sang. Selon l'auteur, plus de 400 000 personnes sont, en France, concernées. Il s'agit, pour l'essentiel, du virus d'une forme d'hépatite (dite non-A, non-B) et, dans une moindre mesure, et virus de l'hépatite B, qui, en dépit d'un dépistage instauré dès 1971, continue d'infecter chaque année plusieurs milliers de receveurs. De la même façon, les méthodes actuelles du dépistage de l'infection par le virus du sida ne permettent pas de prévenir plusieurs dizaines de contaminations annuelles.

Ces éléments mettent en lumière la nécessité d'une profonde réforme du système transfusionnel français. Le gouvernement doit d'ailleurs annoncer prochainement une série de mesures en ce sens.

Lire les articles de JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI page 13

Le virus découvert à l'Institut Pasteur serait à l'origine du test américain du sida. page 13

Une semaine sociale tendue

Lire l'article de FRANÇOIS GROSRICHARD et le billet d'ALAIN FAUJAS page 21 ainsi que l'article d'ALAIN ROLLAT page 34

Quelle loi électorale pour les années 90 ?

par Jacques Lesourne

La désaffection des citoyens à l'égard des partis traditionnels, la réforme éventuelle de la loi électorale pour les législative de 1993, ces deux sujets qui préoccupent les commentateurs politiques paraissent indépendants. Ils sont pourtant intimements liés.

En contraignant les partis à s'organiser en vue de la victoire au second tour, le scrutin uninominal à deux tours a eu dans l'ensemble et jusqu'à ces toutes dernières années une influence favorable sur la vie politique française : il a facilité la constitution de majorités parlementaires stables, il a permis à la gauche d'acquérir sans partage une expérience de gouvernement, il a engendré des alternances claires. Mais au cours de ce processus de restructuration des partis, il a aussi contraint, dans un premier temps, le Parti socialiste à « gauchir » son discours pour ramener dans ses filets le Parti communiste. D'où le programme d'Epinay puis le programme commun de la gauche qui apparaissent aujourd'hui comme des monuments d'anachronisme.

Tout cela s'est fait sans violence sur l'opinion car, à la fin des années 60, l'état idéologique de la France était encore marqué par la lutte entre le socialisme et le capitalisme et par les clivages issus d'une structure sociale en voie de disparition.

Bien différent est le paysage d'aujourd'hui car plusieurs changements se sont produits au cours des années 80 :

– une nouvelle configuration sociale a émergé en France, avec une énorme nébuleuse centrale de classes moyennes et des groupes périphériques divers, dont l'importance numérique diminue lentement... Dans leur majorité, les électeurs de cette nébuleuse sont attachés à la fois à l'entreprise et au marché, à l'Etat-protecteur et à ses services ;

– l'effondrement du communisme a accéléré l'aggiornamento idéologique de la gauche ; il n'est plus question de mettre fin au capitalisme mais de choisir entre des variantes de capitalisme qui abordent différemment les problèmes de solidarité ;

– devenu parti de gouvernement, conscient des réalités internationales, le Parti socialiste ne peut qu'adopter une politique pragmatique de réformes modérées ;

– enfin, l'ouverture de l'Hexagone sur l'extérieur, les bouleversements de nos structures productives, l'incertitude de l'avenir, contribuent à rallier un ensemble hétérogène de citoyens inquiets à ce courant xénophobe et populiste qu'est le Front national.

Lire la suite page 11

Le siècle des mégapoles
A Montréal, le troisième sommet des grandes villes du monde s'est préoccupé des conséquences de la croissance urbaine sur l'environnement.
page 14

L'affaire Ochoa à Cuba
Des révélations sur le trafic de drogue.
page 10

Un entretien avec le président Hraoui
Le chef de l'Etat libanais en visite en France.
page 8

L'insécurité au Pérou
Terrorisme et délinquence inquiètent les investisseurs.
page 24

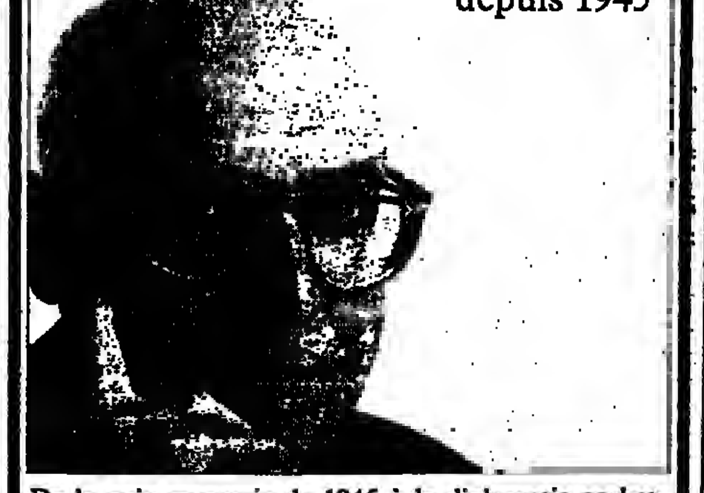
«Sur le vif» et le sommaire complet se trouvent page 34

Alice.

Collection Premier Cycle

CHARLES ZORGBIBE

Chronologie des relations internationales depuis 1945



De la paix manquée de 1945 à la diplomatie gorbatchévienne, les 5000 événements qui ont tissé l'histoire des relations internationales.

Collection "Premier Cycle" - 416 pages - 122 F.

puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Bruxelles gagne l'« Anneau »

Après deux ans d'efforts, l'équipe de l'Opéra de la Monnaie produit une « Tétralogie » complète

BRUXELLES

de notre envoyée spéciale

C'est la dernière folie de Gérard Mortier. L'ultime salut de Monsieur Loyal avant de s'éclipser (il dirigera le Festival de Salzbourg en janvier). Pari impossible, projet dément, course perdue d'avance, combat contre les géants..., combien de fois le patron de la Monnaie s'est-il demandé pourquoi ils avaient tenu bon, lui et son Opéra, et accouché, à Bruxelles comme à Bayreuth, d'une *Tétralogie* complète. Non pas les quatre journées produites à la petite semaine, un épisode par an. Mais le tout bâti dans le même élan, livré d'un seul tenant : quinze heures de spectacle menées, en deux années d'efforts, à l'état de quasi-aboutissement ; l'immense cycle wagnérien donné, entier, comme divertissement. Sauf que le public doit lui consacrer toute une semaine, à ce «divertissement»-là !

Des *Ring*, on peut en voir ailleurs qu'à Bruxelles : à Düsseldorf, à Cologne, sera donné cette saison *l'Anneau* complet – et à Paris aussi, par l'Orchestre philharmonique et Marek Janowski, en version de concert. Mais les productions scéniques sont traditionnellement bâties pierre par pierre, *l'Or du Rhin* une année, *la Walkyrie* l'année suivante, pour constituer au bout de quatre ans un cycle complet.

ANNE REY

Lire la suite page 18

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Banques : l'impératif informatique ■ La concurrence imparfaite ■ Le Japon tenté par l'Amérique latine ■ La chronique de Paul Fabre : « Les pays modernes du tiers-monde »

page 29 à 32

M 0147 - 1022 0 - 6,00 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $

هكذا من الأصل

DÉBATS

Un entretien avec Algirdas-Julien Greimas

« La première chose qui se fait quand il s'agit de l'Europe, c'est d'empêcher des Européens d'arriver en Europe occidentale »

Algirdas-Julien Greimas, né le 9 mars 1917 à Tula, en Russie, de parents lituaniens, est surtout connu en France et sans doute plus encore hors de l'Hexagone comme un austère et brillant théoricien de la sémiotique. Sa rencontre avec Roland Barthes, alors qu'il enseignait l'histoire de la langue française à la faculté des lettres d'Alexandrie, en Egypte, un important article : «L'actualité du saussurisme», publié en 1956, apparaissent aujourd'hui avec le recul du temps comme les premiers épisodes d'un intense foisonnement intellectuel qui renouvela ensuite une partie des études linguistiques et «irradia» les sciences humaines.

En 1966, l'œuvre de A.-J. Greimas, étayée dès ses débuts par les travaux du philosophe Maurice Merleau-Ponty et de l'anthropologue Claude Lévi-Strauss, s'enrichissait d'un ouvrage fondamental : Sémantique structurale. *A.-J. Greimas, devenu en 1965 directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, publie en 1970* Du Sens – Essais sémiotiques, *et, en 1976,* Maupassant, la Sémiotique du texte : exercices pratiques *ainsi que* Sémiotique et sciences sociales.

Mais, en 1985, c'est un autre Greimas qui fait son apparition pour le public français avec la traduction (du lituanien) du livre Des dieux et des hommes, *un ensemble d'essais consacré à la mythologie lituanienne. En vérité, au fil d'une carrière parallèle de journaliste lituanien en exil, A.-J. Greimas n'a jamais rompu ses liens avec la Lituanie. Le sémioticien, devenu français depuis longtemps, s'exprime ici sur son premier pays, sur ce qu'il appelle lui-même la schizophrénie née de sa double appartenance. Il parle encore de l'Europe telle qu'il la conçoit et telle qu'il l'observe.*

«Avant de parler de la Lituanie, évoquons la nature de vos liens avec les réalités lituaniennes.

– J'y suis né. La Lituanie, c'est mon enfance, ma jeunesse, que j'ai passée jusqu'au bac. Les gens s'étonnent en Lituanie que je continue à parler lituanien. C'est à peu près normal. Comment je suis devenu français ensuite, le mérite en revient à M. Hitler. C'est Hitler qui a décidé d'exercer un chantage sur la Lituanie, de ne plus en accepter les exportations. Il a donc fallu réformer l'économie lituanienne et la politique générale et se tourner vers la France.

» Jusque-là, j'avais suivi les cours d'un «gymnase» de type allemand. Le gouvernement a décidé : maintenant on va créer des lycées français. Mais il n'y avait pas de professeurs de français. On a expédié en France trois cents types avec des bourses pour apprendre le français et devenir professeurs de français. J'étais étudiant en droit. Je me suis dit pourquoi ne pas aller en France?

» La première année, j'ai pesté contre la France, je trouvais que c'était le bordel : 36, le Front populaire, vous imaginez. Rien ne marchait alors que, nous, nous avions quand même un peu le sens de l'ordre. La deuxième année, je suis tombé amoureux de la France.

– Vous étiez à Strasbourg.

– J'y ai obtenu ma licence, en effet. En 1939, je suis retourné en Lituanie pour faire mon service militaire. Les Russes sont arrivés en laissant le pays soit-disant indépendant. Je faisais mes exercices d'officier aspirant. Puis l'armée rouge est arrivée : ultimatum, occupation. On nous a intégrés dans l'armée rouge, je ne connaissais pas un mot de russe. On m'a donné un papier : j'étais officier de réserve dans la glorieuse armée rouge des travailleurs et des paysans. Nous voilà bolcheviques, et puis les Allemands nous «libèrent». Pour eux, nous étions une main-d'œuvre intéressante. On déclare la mobilisation et, de nouveau, je suis convoqué pour être mobilisé comme officier dans l'armée de Hitler.

» Alors là, j'ai eu le sentiment que j'étais européen. Deux armées luttaient entre elles et moi j'étais bon pour les deux. Je regardais avec consternation, avec le sentiment de l'absurde tout ce qui se passait. D'où, après, ce sentiment d'européanité qui est quelque chose que les Français ne comprennent pas ou ont oublié. Autrefois ça se savait, l'Europe est une chaîne de valeurs, un ensemble qui compte énormément, qu'on soit lituanien ou tchèque ou polonais.

» Dans cette situation absurde, il fallait organiser la résistance contre les Allemands, non? Mais pour quoi faire? Pour que les Russes arrivent? Cette résistance a été une résistance absurde. C'est alors que j'ai produit mon premier article en langue lituanienne sur Don Quichotte. Nous avons organisé cette résistance antinazie et ensuite, à l'arrivée des Russes, cette résistance s'est transformée en résistance antirusse, anticommuniste.

» Le problème était : comment entretenir des relations, comment aider cette résistance parce qu'il y avait trois cent mille hommes qui sont partis dans les maquis, et cette résistance a duré six ans jusqu'en 1951-1952. Alors j'ai essayé d'aider la résistance à partir de Paris.

> *« Les gens sont habitués à obéir, à ne pas prendre d'initiatives »*

– Vous avez regagné la France quand?

– En 1944. A partir d'ici, j'ai commencé à collaborer à la presse lituanienne d'Amérique, une sorte de mouvement culturel de résistance. Les textes paraissaient à Chicago, entraient ensuite en Lituanie à dix ou quinze exemplaires et circulaient. Ils étaient reproduits sous le manteau. Pendant quarante ans, à côté de ma vie de penseur, j'ai mené une vie parallèle de Lituanien. Le résultat, c'est un bouquin qui est paru là-bas l'année dernière sur mes quarante ans de journaliste politico-culturel.

» Si ces articles sont aujourd'hui encore considérés comme une référence, c'est parce que les Lituaniens vivent encore dans une idéologie figée. La vie s'était arrêtée entre 1945 et 1950. Il paraît que ce que je disais en 1950 est actuel maintenant.

– Pour revenir à ce que vous nous indiquiez au début sur cette carrière de journaliste lituanien de l'extérieur, est-ce que vous pouvez nous raconter ce que vous avez su du cheminement dans la période récente de la Lituanie vers son indépendance retrouvée et, maintenant que c'est vraiment en train de se faire, est-ce que vous avez le sentiment d'y avoir pris part et dans quelle mesure?

– Evidemment, il est difficile d'évaluer sa propre action. Je suis allé deux fois en tant que Français à l'université de Vilnius. J'ai fait des conférences. J'ai parlé de la souveraineté lituanienne dans la mythologie lituanienne, c'était quelque chose qui était admissible.

» Ensuite, j'ai organisé des séminaires. Il y avait là entre deux cents et trois cents professeurs de toutes les branches qui me posaient des questions pendant trois heures, cinq heures : qu'est-ce que la psychanalyse? Où en sont les études historiques? Qui est Lacan? Une curiosité immense, dans les années 70, puis à la fin des années 80.

» Pourquoi s'intéresser aux problèmes de la mythologie lituanienne? J'ai longtemps travaillé avec Claude Lévi-Strauss et j'étais très ami avec Georges Dumézil, qui me disait : *« Vous avez la chance d'être le seul à connaître le lituanien, le seul à pouvoir introduire dans cette mythologie indo-européenne la composante lituanienne. »* J'ai retrouvé la trifonctionnalité, j'ai publié le premier texte du treizième siècle sur les trois dieux principaux. C'est une contribution que je dirais scientifique, mais une fois transmise là-bas, elle faisait fonction nécessairement de contribution au réveil national.

– Dans l'ensemble européen élargi, comment décrire ce que l'on pourrait appeler le poids spécifique de la langue et de la culture lituaniennes?

– C'est une question à laquelle il est difficile de répondre. Si vous le permettez, je poserais la question autrement pour y répondre à ma façon. Plutôt que de culture, il s'agit d'abord du rôle politique, de la position politique de la Lituanie, différente par rapport aux autres pays baltes. La Lituanie, ça existe et ça existe fortement dans la conscience de la Russie, alors que la Lettonie, ce sont des barons baltes, c'est-à-dire des Allemands. Dans un de ses fameux discours, Staline a dit : *« Vous les moujiks, vous avez, pendant des siècles, été des esclaves des Tartares, des Boyards lituaniens, vous ne savez pas comment être libres. »* C'est-à-dire qu'un Russe estime être passé de l'esclavage des Tartares à celui des Lituaniens.

» Prenez l'Ukraine, le chef de l'opposition est un poète. Les Ukrainiens viennent à tout moment en Lituanie. En ce qui concerne la Biélorussie, l'organisation du front national biélorusse a eu lieu à Vilnius et non pas à Minsk. Parce que les Biélorusses ne savent pas qui ils sont. Ils étaient Lituaniens au dix-neuvième siècle, on les appelait Lituaniens. Maintenant, Minsk, qu'est-ce que c'est? C'est une ville de province, leur capitale, c'est Vilnius. C'est pour cela que, dans la politique de Gorbatchev, ne pas céder aux Lituaniens était décisif à cause du symbole.

– Vous décrivez la Lituanie comme un pôle d'attraction politique fort.

– Mais oui, parce que si on cède aux Lituaniens, on cède à tout le monde. C'est ce qui s'est passé. La tuerie de Vilnius et le reste : tout ça s'explique dans ce contexte symbolique. De quoi s'agit-il au fond? D'un problème de sens. La France est gagnée par «l'insignifiance». On n'y comprend plus le poids des valeurs symboliques. Là-bas, les gens sont prêts à se faire tuer. Comment voulez-vous qu'un Français se fasse tuer pour quoi que ce soit?

– Le voisinage polonais est-il facile à assumer par la Lituanie?

– Il y a la Pologne à côté, évidemment. La Lituanie est un pays catholique. Mais qu'est-ce que c'est d'être catholique après avoir été communiste pendant quarante ans? C'est attendre les instructions et les commandements de l'Eglise. Les gens sont habitués à obéir, à recevoir des instructions et à ne pas prendre d'initiatives. Il y avait cinq cents philosophes marxistes, ils sont devenus cinq cents philosophes catholiques. Mais qu'est-ce que c'est que ces catholiques? Ils mettent en première page de la revue de littérature publiée par l'association des écrivains lituaniens saint Casimir, le patron de la Lituanie. Je n'ai rien contre saint Casimir, mais enfin, en quoi s'est-il illustré?

> *« Ils disent : droit du sang, droit du sol. Moi, je suis Français par option, par contrat social, à la manière de Rousseau »*

» Il y a quelques années, le pape a décidé de donner saint Casimir à la Lituanie. Que chacun soit content : les Polonais auront saint Stanislas et les Lituaniens saint Casimir. Un jour, mon curé parisien arrive avec un texte : *« Voilà l'histoire de saint Casimir, est-ce que vous ne pourriez pas me conseiller, comment présenter ce saint Casimir aux Français? »* Alors, j'ai lu ce texte illustré par la chasteté. Très beau. Seulement, j'ai fait remarquer : *«Le mérite n'est pas considérable parce qu'il est mort à dix-sept ans. C'est tout ce qu'il y a en lui de sainteté. On ne peut pas raconter ces choses-là aux Français, ils vont se moquer de votre chasteté».*

» Evidemment, le communisme est moral, l'Eglise est morale, tout le monde est moral et tout le monde pêche comme tout le monde, mais cette image, vous voyez, c'est l'illustration de la Pologne voisine et du poids du pape polonais. Heureusement, en Lituanie, il y a toujours eu une sorte de société à la française avec une part de catholicisme et une part de libéralisme. Alors je crois que la Lituanie peut éviter la colonisation sur le plan religieux.

– Est-ce qu'il existe en Lituanie une certaine forme de nostalgie mal digérée?

– Les Allemands distinguent le folklore et le folklorisme. C'est le danger du catholicisme réactionnaire que j'ai évoqué. J'ai parlé avec le nouveau président lituanien. J'ai demandé : cette domination catholique, est-ce que ce n'est pas dangereux? C'est un sage. Il a dit : «Attendez, le temps passe. Il faut avoir un peu de patience, en principe ça va retomber.»

– Que se passe-t-il, selon vous; est-ce qu'il y a en France une faiblesse, à la fois d'analyse diplomatique et de moyens matériels, pour répondre aux demandes lituaniennes?

– J'ai l'impression d'une absence d'analyse globale, d'une régression de la pensée qui était la pensée française du dix-huitième siècle, à vocation internationale, universelle. Ça s'est rétréci. C'est devenu n'importe quoi. Prenez le problème de l'immigration avec Giscard d'Estaing. Tout cela se passe vraiment au ras des pâquerettes, il n'y a pas de débat, pas de conscience qu'il y a des problèmes sérieux.

» Cette confusion entre les Africains et les Européens, comment comprendre cela? C'est de l'hypocrisie, évidemment. Pendant dix ans, on nous a rebattu les oreilles : on va créer l'Europe, l'Europe, l'Europe, et la première chose qui se fait quand il s'agit de l'Europe, c'est d'empêcher les Européens d'arriver en Europe occidentale. Il y a une contradiction dans les termes. On ne peut pas africaniser la France plutôt que de l'européaniser. De mon point de vue de schizophrène, c'est tellement absurde.

» Vous savez, nous autres les Français métèques, nous sommes plus français que les Français. Ils disent : droit du sang, droit du sol. Moi, je suis français par option, par contrat social, à la manière de Rousseau. Je me suis engagé à être français et j'ai acquis des droits et j'ai rempli mes devoirs. Pendant quinze ans, j'ai travaillé à l'étranger pour représenter la France.

– Dans ce contexte, qui va résoudre les problèmes?

– Mon problème numéro un en ce moment, c'est comment trouver des films français pour la télévision lituanienne. Il n'y a que les Américains et les Allemands, toute la télévision lituanienne maintenant est germano-américaine, alors que les gens aspirent à autre chose, mais si on les habitue à des McDonald's dès maintenant, à ce que j'appelle la «macdonaldisation», ce sera fini. C'est pourquoi nous sommes assez pressés.

– Est-ce qu'il n'y a pas une contradiction fondamentale qui peut difficilement être levée si, comme vous le disiez tout à l'heure, une Europe des valeurs où il y a la Lituanie et d'autres peuples s'adresse et demande aide à ce que vous appelez l'autre Europe, qui est plus ou moins sans valeurs?

– Chacun a sa place selon ses faibles moyens. La sémiotique telle que je la professe est justement une sémiotique qui serait une axiologie, une théorie, un enseignement des valeurs. Seulement, depuis quelques années, le terme de valeurs est tellement dévalorisé que l'on a honte de le prononcer.

» Il faut commencer par inculquer des valeurs. Comme je suis double, je m'inquiète en tant que Français, en tant qu'homme. Que je publie en France ou en Amérique, la question n'est pas là. Il faut arriver à se sortir de cette période d'insignifiance, c'est-à-dire d'aplatissement des valeurs.

– Pour revenir à vous-même. Comment êtes-vous passé de la Lituanie à la sémiotique? Vous aviez fait du droit. Quelle influence a pu jouer, dans vos recherches, le fait d'être étranger et lituanien?

– C'est très simple. Comme je le disais, j'éprouvais très intensément le sentiment de l'absurde, du non-sens qui m'a poussé vers la quête du sens. Evidemment, l'esprit de l'époque, ma formation y étaient pour quelque chose.»

Propos recueillis
par **MICHEL KAJMAN**
et **CORINE LESNES**

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Philippe Herreman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

BIJOUTERIE ANDRIEU
25, rue Émile-Augier
26000 VALENCE
Tél. : 75-43-09-18

BIJOUTERIE BELMAR
117, rue Saint-Charles
75015 PARIS

TURQUIE : le parti de M. Ozal perdant la majorité au Parlement

M. Demirel devrait être appelé à former une coalition

Après avoir dominé la scène politique turque pendant huit ans, le Parti de la mère patrie (ANAP) a dû céder la première place à son rival conservateur, le Parti de la juste voie (DYP) de M. Suleiman Demirel, lors des élections législatives anticipées. Après dépouillement de 92 % des bulletins, le DYP, avec 27,3 % des voix, avait 3,4 points d'avance sur l'ANAP, suivi par le Parti populiste social-démocrate (SHP) de M. Erdal Inonu en troisième position, avec 20,3 %. Selon les plus récents pronostics tenant compte des barrages locaux, le DYP pourrait obtenir 184 sièges parlementaires, suivi par l'ANAP avec 117 sièges et le SHP avec 86 sièges.

ANKARA

de notre correspondante

Près de trente millions d'électeurs se sont rendus aux urnes dimanche pour élire les 450 députés du Parlement. Le scrutin s'est déroulé sans incident, dans une atmosphère décontractée, mais dans la soirée un scrutateur qui transportait les bulletins d'un district isolé près de Mardin dans le sud-est de la Turquie a été tué et deux soldats blessés lors de l'explosion d'une mine.

Comme les sondages l'avaient prévu, la lutte a été serrée. Avec moins de 30 %, le Parti de la juste voie n'a pas obtenu une majorité suffisante pour dominer le Parlement et une coalition est inévitable. Mais M. Demirel n'a pas encore révélé s'il avait l'intention de s'allier aux sociaux-démocrates, au Parti de la prospérité (RP) ou même à l'ANAP.

Déclin de la gauche

En obtenant près de 17 % des voix, le Parti de la prospérité de *M. Necmettin Erbakan, qui regroupe* les islamistes et les nationalistes, fait une entrée en force au Parlement. L'éviction en juillet dernier de plusieurs ministres islamistes du gouvernement de l'ANAP a probablement convaincu de nombreux électeurs de se replier sur le RP. Mais ce succès est également dû à une excellente campagne médiatique qui s'adressait aux nouveaux immigrants dans les grandes villes et à la population rurale, sans exploiter l'aspect islamiste du parti.

Parallèlement à cette montée de la droite traditionnelle, ces élections ont marqué le déclin de la gauche qui contrôlait généralement entre 35 % et 40 % de l'électorat. Le Parti populiste social-démocrate, qui avait remporté la victoire dans les grandes villes lors des élections municipales de 1989, a dû se contenter de 20 % des voix. Un résultat décevant qui remet en question la carrière politique de M. Inonu. De son côté, M. Bulent Ecevit, du Parti démocratique de gauche (DSP), un vétéran de la politique turque, a franchi avec peine le barrage national des 10 % nécessaires pour entrer à l'Assemblée.

Dans le sud-est du pays, où les nationalistes kurdes ont consolidé leur influence au cours des derniers mois, ces élections étaient perçues comme un référendum sur la question kurde. Le Parti travailliste du peuple (PTP), pro-kurde, s'était présenté sous la couverture du SHP. Dans l'un des districts de Diyarbakir, la ville principale du Sud-Est, l'alliance PTP-SHP, soutenue par le mouvement de guérilla kurde, le PKK, a obtenu 70 % des voix.

Des résultats similaires dans d'autres villes de la région indiquent clairement que la question des Kurdes de Turquie figurera parmi les problèmes les plus urgents auxquels le gouvernement ainsi que le Parlement, avec en son sein le lobby des députés nationalistes kurdes, devront faire face *(voir l'article de Claire Tréan)*. Pour M. Demirel, la révision de la Constitution, dernière relique du coup d'Etat militaire qui l'avait évincé en 1980 est une priorité. Mais cette tâche risque d'être particulièrement difficile si le vainqueur de ces élections ne parvient pas à former une coalition forte, capable d'imposer ses décisions au Parlement. Durant sa campagne, M. Demirel n'avait pas caché qu'il espérait faire tomber le président Turgut Ozal, qu'il accuse d'abus de pouvoir, avant la fin de son terme en 1996. Il n'est pas certain que M. Demirel, talonné de près par l'ANAP, obtienne le soutien nécessaire pour passer à l'acte.

Quels que soient les résultats définitifs de ces élections, le pouvoir du président sera considérablement réduit. La relative bonne performance de l'ANAP, qui, au printemps dernier, était tombé à 12 % dans les sondages, semble due avant tout aux efforts du premier ministre sortant, M. Mesut Yilmaz, dont l'intégrité n'est pas en cause, pour assainir et rajeunir l'image du parti.

Alors que M. Demirel, à l'âge de soixante-sept ans, s'apprête à former son septième gouvernement, M. Yilmaz peut se consoler. Agé de quarante-quatre ans, il a encore un long avenir politique devant lui.

NICOLE POPE

La montée du « problème kurde »

Sept soldats turcs détenus depuis le 4 août par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, indépendantiste) dans le nord de l'Irak ont été libérés samedi 19 octobre. Ils ont été remis par un officier de la « force alliée » aux autorités turques à Silopi, près de la frontière turco-irakienne. Ils étaient détenus dans un *camp ambulant* du PKK que l'armée turque n'avait pas réussi à localiser lors de deux opérations aéroterrestres dans le nord de l'Irak, dont la dernière, il y a une semaine, avait selon des témoins fait des victimes civiles. D'autre part, le dirigeant kurde irakien Messoud Barzani aurait eu samedi, dans le nord de l'Irak, des entretiens avec un émissaire du président Turgut Ozal et un représentant du département d'Etat américain, selon des sources kurdes. – *(AFP.)*

ANKARA

de notre envoyée spéciale

Les résultats des élections du 20 octobre ont confirmé la montée en Turquie du *« problème kurde »*, aujourd'hui reconnu par plusieurs formations politiques qui se refusaient jusque-là à le nommer comme tel, et qui s'est considérablement aggravé ces derniers mois. D'une part le Parti fondamentaliste de M. Erbakan, traditionnellement bien implanté dans les régions de l'est du pays à population kurde religieuse, confirme son assise, notamment dans son bastion d'Erzurum où il recueille 36 % des voix.

D'autre part, le Parti social-démocrate (PPSD), dirigé par M. Inonu, améliore considérablement ses scores, jusqu'à devenir la première formation dans les treize départements du Sud-Est qui, onze ans après la prise du pouvoir par les militaires en septembre 1980, *restent soumis* à l'état d'exception. C'est un phénomène nouveau dans cette région qui votait traditionnellement pour la droite.

Le Parti social-démocrate réclamait dans son programme électoral la levée des mesures d'ex*ception et le respect des droits* de l'homme dans cette région et proposait d'autoriser un enseignement en langue kurde. Surtout, il avait fait alliance avec le Parti populaire du travail (PPT), kurde indépendantiste.

Cette alliance n'était sans doute pas dépourvue d'opportunisme électoral, car plusieurs dirigeants du PPT sont en fait issus des rangs du Parti social-démocrate dont ils avaient été exclus l'année dernière pour avoir participé à la conférence sur les Kurdes organisée à Paris sous le patronage de Mme Mitterrand. C'est dire que le parti de M. Inonu ne veut pas entendre parler de revendications indépendantistes. En rattrapant ces exclus, il entendait surtout défendre ses positions dans l'abondant électorat kurde des grandes villes de l'Ouest, et n'escomptait peut-être pas un tel succès de cette alliance au Kurdistan même. Reste à savoir si les deux formations pourront rester alliées au Parlement.

Ces résultats confirment en tout cas l'échec patent de la politique expéditive de répression du terrorisme menée dans le Sud-Est. Le maintien du régime d'exception, l'institution des *« protecteurs de villages »*, consistant pour le gouvernement d'Ankara à armer des miliciens kurdes, les exactions des forces de l'ordre, n'ont fait que nourrir le terrorisme du PKK, en nette recrudescence depuis quelques mois, et sont de plus en plus mal supportés par la population.

En dépit des grands travaux en cours et qui absorbent une part importante des recettes de l'Etat, le Sud-Est montagneux, difficile à développer, reste plus qu'aucune autre région frappé par le marasme économique, au point que plus de la moitié des Kurdes de Turquie vivent aujourd'hui à Ankara et dans les grandes villes de l'Ouest.

Mais surtout, des revendications d'une autre nature, relatives *à « l'identité », se font jour désormais* parmi les Kurdes de Turquie. Elles sont plus ou moins articulées, vont de la demande d'une presse et d'un enseignement en kurde à la revendication indépendantiste ou tout simplement à l'esprit de rébellion. Ce *phénomène, nouveau en Turquie,* paraît être très largement le contre-coup des événements d'Irak, de l'afflux des réfugiés de 1988 et de celui plus dramatique encore de l'année dernière, pendant la guerre. Beaucoup d'observateurs à Ankara craignent qu'il ne s'amplifie, voire qu'il ne dégénère en un problème *« turco-kurde »*, c'est à dire en un affrontement inter-communautaire, ce que jusqu'à présent il n'est pas.

Le dogme ataturkiste

Or, sur cet aspect du problème, les mentalités turques, formées au kémalisme unitaire qui ne reconnaît pas les ethnies, achoppent. Chacun explique le bénéfice que les Kurdes de Turquie en ont tiré : ils ont les *mêmes droits que tout le monde,* peuvent faire carrière dans la magistrature, dans l'armée ou dans la politique (il y eut même récemment un ministre de l'intérieur kurde) et l'on fait remarquer à juste titre qu'ils n'échangeraient pour rien au monde leur sort contre celui des Kurdes d'Iran ou d'Irak.

Par rapport à ce dogme ataturkiste (et si l'on met de côté le parti fondamentaliste qui prône l'indépendance des ethnies au sein de la grande nation islamiste), c'est M. Turgut Ozal qui a fait preuve du plus d'audace. La langue kurde était certes déjà d'usage courant quand il l'a légalisée l'année dernière, mais encore fallait-il l'oser. Ses décisions pendant la guerre du Golfe de rencontrer MM. Barzani et Talabani puis de les autoriser à s'installer à Ankara ont fait l'effet de bombes.

Les vitrines des librairies d'Ankara et d'Istanbul exposent des ouvrages sur les Kurdes et des recueils de poèmes bilingues, ce qui eût été impensables sous les régimes précédents. M. Ozal s'est plu à répéter ces derniers mois qu'il avait du sang kurde dans les veines. C'est lui qui le premier a nommé le *« problème kurde »* et même prononcé le 15 octobre le mot sacrilège de *« fédération »*, dans un entretien au journal Hurriyet. *« Nous n'accepterons pas la fédération mais nous devons parler de tout, y compris de fédération »*, a dit M. Ozal, à la suite de quoi il se vit reprocher dans le reste de la presse de *« jouer avec le feu »*. *« Je résoudrai le problème kurde, c'est le dernier service que je rendrai à la nation »*, disait encore M. Ozal. Aura-t-il encore les moyens de le faire, alors qu'il sort très affaibli de ces élections ?

CLAIRE TRÉAN

SUISSE : les élections générales du 20 octobre

La coalition au pouvoir conserve les trois quarts des sièges du Parlement fédéral

Les électeurs suisses étaient appelés aux urnes, dimanche 20 octobre, pour renouveler les *deux chambres du Parlement fédéral*. La coalition au pouvoir conserve les trois quarts des sièges, mais ces élections ont été marquées par la percée de partis populistes ou proches de l'extrême droite. Les résultats définitifs devaient être connus lundi soir.

BERNE

de notre correspondant

Les élections générales de dimanche n'ont pas démenti la traditionnelle stabilité du corps électoral helvétique. Comme c'est souvent le cas en Suisse, ces élections sont venues corriger, en partie, les changements intervenus lors des précédentes échéances. Mais il est clair que le scrutin aura bénéficié, cette fois-ci, pour le renouvellement des deux cents membres du Conseil national (Chambre basse), à des formations d'inspiration poujadiste, voire d'extrême droite, et d'abord au Parti des automobilistes, qui verrait le nombre de ses représentants passer de deux à sept. Créé en réaction contre la vague écologiste et surtout implanté dans les cantons urbains de Suisse alémanique, ce parti ultra-libéral s'élève contre les restrictions imposées aux automobilistes. Il a, sans doute, tiré avantage de l'intention prêtée au gouvernement à quelques jours des élections d'augmenter de 35 centimes suisses (environ 1,40 FF) le prix du litre d'essence, afin de combler un soudain déficit budgétaire.

Flambée de populisme

En Suisse italienne, un mouvement partageant des préoccupations semblables, la Ligue des Tessinois, a fait un véritable tabac en raflant 23 % des voix et en s'arrogeant deux sièges au Conseil national. Fondé il y a dix mois à peine par les responsables d'un journal dominical gratuit, suivant l'exemple de la Ligue lombarde en Italie du Nord, cette formation populiste cherche également à exploiter à son profit la méfiance de certains électeurs à l'égard des partis traditionnels. Elle réclame ainsi une baisse de 20 % des impôts et du nombre des fonctionnaires cantonaux.

Cette flambée de populisme, expression d'un certain ras-le-bol, rappelle la poussée xénophobe d'il y a vingt ans, où l'Action nationale avait ravi onze sièges. Au demeurant, le Parti des démocrates, nouvelle appellation des nationalistes, verrait sa représentation doubler, passant de trois à six sièges. Ce virage à droite entraîne un affaiblissement du centre, les démocrates-chrétiens et les radicaux perdant respectivement sept et six sièges, selon des résultats encore partiels.

Au total, malgré une lente érosion, les quatre partis gouvernementaux (radical, démocrate-chrétien, socialiste et démocrate du centre) n'en conserveront pas moins plus des trois quarts des sièges à l'Assemblée fédérale. Les écologistes, qui avaient progressé il y a quatre ans, subissent cette fois, au Conseil national un léger tassement. Leurs gains s'étaient effectués au détriment des socialistes, l'une de grandes formations gouvernementales, qui récupèrent maintenant deux des cinq sièges perdus il y a quatre ans. En revanche, au Conseil des Etats (Chambre haute), élu au système majoritaire et chasse gardée des formations bourgeoises, le Parti socialiste ne disposera plus que de deux ou trois sièges, contre cinq auparavant, sur un total de quarante-six : il n'a obtenu aucun élu au premier tour, alors que les radicaux, qui dominent avec les démocrates-chrétiens, parvenaient à améliorer leur position. De son côté l'extrême gauche a été quasi éliminée du Parlement. Le Parti du travail (anciennement communiste) réussit toutefois à conserver un siège à Genève et espère même en récupérer un second dans le canton de Vaud.

Malgré les importantes échéances qui attendent le nouveau Parlement, les problèmes de fond – place de la Suisse dans la construction européenne, avenir de ses institutions ou politique d'asile – ont été à peine évoqués durant une campagne assez terne. Faute de véritable débat, il n'est pas étonnant que la participation au scrutin ait été une nouvelle fois inférieure à 50 %, se situant même en dessous de 40 % à Genève.

JEAN-CLAUDE BUHRER

□ **ALLEMAGNE : le Chili refuse l'asile politique à M. Erich Honecker.** – Une source officielle chilienne a indiqué, dimanche 20 octobre, que l'épouse de l'ancien président est-allemand Erich Honecker avait quitté le Chili, où elle s'était rendue début octobre afin de demander l'asile politique pour son mari, sans avoir obtenu satisfaction. La fille, le beau-fils et les neveux de M. Honecker vivent dans la ville chilienne de Concepcion. Le départ pour l'URSS de Mme Honecker coïncide avec l'arrivée dimanche à Santiago du chancelier Kohl. – *(AFP.)*

Après "Les ruptures", salué par la presse comme le livre de référence, ce deuxième volume, "Les épreuves", apporte d'innombrables révélations sur les années 84-88, de la fin de l'union de la gauche à la cohabitation.

Collection L'Épreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rotman.

149 F.

Editions du Seuil

EUROPE

YOUGOSLAVIE : tandis que les violences continuent en Croatie

Les forces politiques serbes soutiennent l'intransigeance du président Milosevic

Vingt-deux personnes ont été tuées samedi 19 et dimanche 20 octobre en Croatie, en dépit du cessez-le-feu ordonné par l'armée fédérale et le président croate samedi à midi. Selon la radio croate, six civils ont été victimes, près de Dubrovnik, dimanche, d'une violente attaque de l'armée yougoslave par air, terre et mer. Des obus sont tombés au pied des remparts du site historique de Dubrovnik et neuf hôtels ont été «rasés», a précisé la télévision croate. En dépit des combats, un convoi de Médecins sans frontières a réussi à évacuer cent neuf blessés de la ville de Vukovar (Slavonie), assiégée par les combattants serbes et l'armée.

BELGRADE

de notre correspondante

Si le président serbe, M. Slobodan Milosevic, a été condamné par l'opinion internationale pour avoir été le seul des présidents des six Républiques yougoslaves à refuser la formule d'*«association souple de Républiques souveraines et indépendantes»*, proposée vendredi 18 octobre à La Haye par Lord Carrington et M. Van den Broek, il a obtenu dès son retour à Belgrade le soutien de l'ensemble des forces politiques serbes, y compris de l'opposition.

La bataille perdue par la Serbie à La Haye est, pour M. Milosevic, largement compensée par le triomphe remporté sur son territoire. A la différence des dirigeants croates et slovènes, le présideot serbe s'est souvent moqué de sa publicité à l'étranger. Le nombre de ses visites officielles dans le monde est insignifiant. Il a toujours concentré ses efforts au sein de la communauté serbe, façonnant avant tout l'opinion locale, et promouvant une unité nationale qu'il contrôle avec brio.

Face au dilemme devant lequel s'est forcément trouvé le Monténégro (fidèle allié de la Serbie qui s'est prononcé vendredi en faveur du document de Lord Carrington), entre la réaffirmation des positions serbes, au prix de l'isolement et de sanctions économiques, et le compromis confédéral de la Communauté européenne revendiqué depuis plus d'un an par la Croatie et la Slovénie, M. Milosevic n'a pas hésité une seconde.

Ou, du moins, n'a-t-il pas eu le choix, puisque, à force de déchaîner les passions nationalistes, il était pris à son propre piège. Lors de la discussion parlementaire qui avait précédé le départ de M. Milosevic à La Haye, quelques députés serbes l'avaient mis en garde, lui conseillant de ne pas rentrer à Belgrade s'il signait le document proposé par les Européens.

Fort de cette approbation unanime, le président serbe pourra vraisemblablemeot cootiouer à faire obstruction vendredi 25 octobre, lors de la prochaine session plénière de la conférence de paix. En attendant, le «bloc serbe» de la présidence fédérale, réuni à deux reprises pendant le week-end, se charge de définir la stratégie qu'il utilisera à La Haye. La Cour constitutionnelle yougoslave a été chargée de juger de la constitutionnalité de la formule proposée par la Communauté européenne.

Les leaders des deux principaux partis d'oppnsitinn en Serbie, M. Dragoljub Micunovic pour le Parti démocrate et M. Vuk Draskovic pour le Mouvement du renouveau serbe, estiment que le projet de La Haye revient à *«liquider la Yougoslavie»* et ne représente guère plus qu'*«une uninn dnumnière»*. M. Micunovic souligne que *«la formule proposée éparpille le peuple (serbe) entre plusieurs Etats que l'on ne peut pas imaginer dans un avenir proche en tant qu'Etats de droit, démocratiques, pouvnnr garantir la sécurité de leurs minorités ethniques»*.

Référendum serbe en Bosnie-Herzégovine

Cependant, les deux partis condamnent la politique *«erronée»* de M. Milosevic, qui, depuis plus de deux ans, refuse de négocier tout compromis, et rappellent que la Slovénie prônait au début une fédération asymétrique, formule jugée à l'époque irrecevable et défendue actuellement par la Serbie. Par ailleurs, si l'Union pour une initiative démocratique yougoslave (UJDI) salue le document de La Haye, elle estime néanmoins qu'il devra être remanié et amélioré.

Pour sa part, le Parti radical serbe, d'extrême droite, présidé par M. Seselj, estime que le document de La Haye est *«un ultimatum et une formule de chantage dictés par les membres anti-serbes de la Communauté européenne»*. Le nouveau mouvement communiste de Yougoslavie compare *«l'ultimatum de La Haye»* aux accords de Munich de septembre 1938 et remarque que *«personne n'a le droit de forcer une grande partie du peuple serbe à vivre là où règne le fascisme»*. Pour le Parti démocrate serbe (SDS) de Bosnie-Herzégovine, *«la conférence de paix de La Haye témoigne de la partialité de l'Europe qui aspire à suspendre la Yougoslavie et à entériner les actes unilatéraux de sécession»*.

Dimanche, les *«représentants serbes de Bosnie-Herzégovine»* ont décidé d'organiser le 10 novembre prochain un référendum devnnt permettre au peuple serbe de cette République de dire s'il veut *«continuer à vivre dans un même Etat avec la Serbie, le Monténégro, les provinces autonomes serbes de Kninska-Krajinn et de Slavnnie (Croatie) et tous ceux qui désirent y rester»*.

Pour M. Momir Bulatovic, le président du Monténégro, le retour de La Haye a été beaucoup plus difficile. Lors d'une conférence de presse, samedi, ce dernier a essayé de se justifier en rappelant qu'aucune signature n'avait été apposée vendredi au document de La Haye. Le Parti natinnal de M. Nnvka Kilibarda estime que l'adhésion de M. Bulatovic au document de La Haye équivaut à *«capituler face à l'ennemi»* et revendique la tenue de toute urgence d'une sessioo extraordianire du parlement monténégrio. Le Parti démocrate du Monténégro condamne lui aussi la prise de position du président, qu'il qualifie de honteuse.

L'accord de cessez-le-feu conclu vendredi 18 octobre à La Haye par les protagonistes yougoslaves après l'appel conjoint de l'Europe, des Etats-Unis et de l'URSS s'est soldé une fois de plus par un échec. En plus de cet engagement pris au plus haut niveau et devant la Communauté européeone, les antnrités croates et militaires étaient convenues vendredi à Zagreb d'interrompre les combats le jour même à 17 beures, jusqu'à dimancbe 20 octobre minuit, dans la ville de Vukovar restée jusqu'à présent en marge de toute trêve.

Cet accord devait permettre à *Médecins sans frontière* (MSF) d'évacuer une partie des blessés de l'hôpital situé dans le centre de cette ville de Slavnnie orientale assiégée depuis des semaines par les Serbes et l'armée fédérale. L'opération d'évacuation avait été autorisée après les vaines tentatives du convoi humanitaire de la CEE de pénétrer dans les znncs de Vukovar contrôlées par les Croates.

Samedi matin, le convoi pénétrait sans trop de difficultés dans Vukovar et évacuait cent neuf blessés. Selon le témoignage de Catherine Thomas, médecin anesthésiste français, le convoi a été dévié de sa route à la sortie de Vukovar avant un barrage tenu par des Serbes. Empruntant une route de campagne bordée de maïs, il a traversé des zones de combat où le cessez-le-feu n'était pas respecté. Se trouvant face à un char fédéral, il a été obligé de s'arrêter.

Sur la route, l'équipage découvrait un *«explosif relié par un fil»*. Vers 13 h, alors que le convoi avançait, le septième camioo déclenchait l'explosion d'une mine. Les trois passagers ont été éjectés. Parmi eux : deux infirmières de MSF, une Luxembourgeoise et une Suisse, qui ont été grièvement blessées. Alors que les médias serbes accusaient dimanche les forces croates d'être à l'origine de cet attentat, les représentants de MSF à Belgrade affirmaient ne pas avoir été en mesure d'identifier les responsables.

FLORENCE HARTMANN

La Croix-Rouge ne peut accéder aux victimes du conflit

GENÈVE

de notre correspondante

Les formations militaires et paramilitaires yougoslaves, non contentes de violer les accords de cessez-le-feu et de mépriser les règles du droit international humanitaire et de la guerre en se livrant à des attaques sans discrimination, vont, si l'on peut dire, plus loin.

Selon M. Francis Amar, chef des opérations du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans la région, des éléments non contrôlés arborent l'emblème de la Croix-Rouge, y compris sur des convois et des bâtiments militaires. Si l'on ajoute que les obus pleuvent sans distinction de cibles, on comprend les difficultés que le CICR rencontre pour accéder aux victimes.

Le CICR maintient sur place trois délégations ayant pour siège Belgrade, Zagreb et Lubljana et deux sous-délégations à Split et à Osijek. Genève compte ouvrir incessamment trois autres sous-délégations, une à Novi-Sad, une autre à Sarajevo et une troisième qui aura pour terrain d'action le Kosovo et la Macédoine. Les seules activités qui ne rencontrent pas d'obstacle, ce sont les visites aux prisonniers de guerre, conformément à la troisième Convention de Genève du 12 août 1949. Cependant, le CICR a reçu des demandes de recherche concernant environ 4 000 soldats dont le sort demeure inconnu. Etant donné que les désertions des deux bords sont nombreuses, sa tâche est très délicate.

D'autre part, le CICR avait mis sur pied fin juin un programme destiné à assister 25 000 personnes *«déplacées»*, chassées par la guerre. A la mi-octobre, on en dénombrait 360 000 et, selon les experts, il convient d'en prévoir d'ici peu un demi-million.

Le CICR diffuse sur l'ensemble du pays des spots et des annonces dans les journaux pour rappeler l'essentiel des prescriptions de la Convention de Genève. En attendant la «brèche humanitaire» qui lui donnerait véritablement accès aux victimes, de petits convois porteurs de secours, composés de cinq délégués sans aucune protection militaire s'efforcent de sillonner les zones de combat. Geste courageux mais dérisoire.

ISABELLE VICHNIAC

TCHÉCOSLOVAQUIE : recomposition du paysage politique en Slovaquie

Glissement à droite du « Public contre la violence »

PRAGUE

correspondance

Le Public cootre la violeoce (VPN), l'orgaoisatioo-sœur du Forum civique tchèque en Slovaquie, issue de la «Révolution de velours», fait peau oeuve : ce parti, membre du gouvernemeot de coalition slovaque dirigé par les chrétiens-démocrates (KDH), s'appellera désormais l'Union civique démocratique. Cette décision, prise lors d'ooe assemblée générale samedi 19 octobre, confirme un changement d'orientation entrepris depuis la scission ao sein du VPN, ao printemps dernier.

Evincé de son poste de premier mioistre de Slovaquie eo avril, Vladimir Meciar décidait de quitter le VPN et de créer son propre parti, le Mouvement d'opposition pour la souveraineté de la Slovaquie (HZDS). Cette formation, qui met l'accent sur les mesures sociales et économiques en se faisant l'avocat d'une confédération plutôt que d'une fédératioo, recueillerait d'après les sondages plus de 26 % des suffrages en Slovaquie.

Uoe envolée spectaculaire qoi oe laisserait ao VPN que 6 % de votes slovaques, comme en témoigne d'ailleurs la désaffection générale à l'égard de son journal, *Verenost*, qoi tirait à plus de 100 000 exemplaires au lendemain de la «Révolution de velours» et n'en vend plus qu'environ 8 000.

Il s'agit donc pour le VPN de définir de oouveaux objectifs : coostructioo de l'économie de marché, priorité à la libre entreprise et soutien à la Fédération tchécoslovaque. L'Unioo civique démocratique s'affiche donc clairement comme un parti conservateur libéral, *«du centre à la droite, sans aucune idée socialiste ou de socialisation»*, selon le président de VPN Jozef Kucerak, remplacé dimanche à la tête du mouvement par Martin Porubjak.

Cette onnonce officialise le divorce avec le KDH, très ambigu quant à lui sur la question de la fédération, et confirme le rapprochemeot avec le Parti civique démocratique (ODS) de la République tchèque, dirigé par l'actuel ministre fédéral des fioaoces, M. Vaclav Klaus. Ce virage à droite était prévisible depuis les maoifestations de sootien à la Fédération, où l'on avait pu voir défiler côte à côte Jozef Kucerak, Fedor Gal et Vaclav Klaus. Lorsque l'on connaît l'impopularité de M. Klaus et de sa politique d'austérité en Slovaquie, il n'est pas certain que l'Union civique démocratique remporte plus de succès que le VPN.

C. M.

L'agonie de l'industrie militaire slovaque

La difficile reconversion des usines d'armement ravive les revendications nationalistes

MARTIN (Slovaquie)

correspondance

«Les communistes ont détruit nos montagnes en y implantant leurs usines n'importe où et maintenant Vaclav Havel nous demande de les fermer sans se soucier du coût social que cela représente. Rien n'a changé, c'est toujours Prague qui décide pour les Slovaques». Miroslav Andreansky, retraité de la petite ville de Martin, n'a rien des fanatiques slovaques que l'on décrit dans les journaux tchécoslovaques. Il est en colère et inquiet.

Le long des 250 km de routes qui séparent Bratislava de sa commune, pas un château, pas une ruine dont le spectacle ne soit gêné par la vision d'une gigantesque cheminée. Comme si l'on s'était employé à massacrer le paysage. Martin n'a pas été épargnée : sur les hauteurs boisées de conifères, une petite station de ski bucolique. Dans la vallée, brouillard, fumée, cité-dortoirs et surtout «ZTS», trois lettres en néon fluorescent qui résument l'activité de la commune.

Jusqu'en juin dernier, ce consortium d'armement employait 10 000 des 60 000 habitants : *«compte tenu de la structure familiale, on peut estimer que ZTS faisait vivre plus de 40 000 personnes»*, explique Svatopluk Novotny, directeur du développement. C'est avec la nouvelle politique économique de MM. Vladimir Dlouhy et Vaclav Klaus, respectivement ministre de l'écooomie et ministre des finances tchécoslovaques, que les ennuis de ZTS et de Martin ont commencé. La reconversion industrielle – avec l'objectif de réduire la part de l'activité militaire de 70 à 10 % d'ici à 1995 – ordonnée par le gouvernement fédéral a donné le *la* d'une longue nuit.

Si le portrait géant des travailleurs méritants orne toujours les devantures du bâtiment administratif du consortium, l'esprit socialiste n'y est plus. Une grande partie des ouvriers employés à la *«production spéciale»* – vocables pudiques désignant l'industrie de l'armement – a dû se rabattre sur le civil et renoncer à la majoration salariale de 40 % octroyée dans le secteur militaire. Certains ont eu moins de chance : entre juin et juillet, l'entreprise a déjà remercié 1 000 personnes et l'activité de 400 autres a été suspendue *«temporairement jusqu'en novembre»*.

Jan Segla, 41 ans, élu par ses collaborateurs en avril 1990 directeur de la firme, est dubitatif : *«La seule certitude que nous ayons concerne les 3 000 ouvriers. Pour les autres catégories-6 000 personnes-la question reste entière»*.

Quel soutien fédéral ?

En un an, ZTS, qui exportait 90 % de sa production vers les pays frères du COMECON, a perdu 30 % de ses parts de marché. Dans le domaine de l'armement, mais également dans le cadre de l'industrie civile : *«Personne ne veut plus de notre technologie, même en Europe centrale»*, explique Jan Segla. *«Le gouvernement fédéral veut que nous nous reconvertissions. Il doit nous y aider. Après s'être lavé les mains des problèmes économiques slovaques, il a accepté en mai dernier le principe d'un soutien fédéral, mais la nature n'en a toujours pas été précisée»* ajoute-t-il.

En dehors donc de la création de deux sociétés mixtes, l'une avec la firme allemande Hanomag (équipements de construction) et l'autre italienne, Lombardini (moteurs diesel), l'avenir de ZTS demeure incertain. Celui de la petite ville de Martin l'est encore bien davantage. Car au bon temps du socialisme, ZTS avait construit les logements sociaux, la maison de la culture, le cinéma, le théâtre, la patinoire, les piscines, les crèches... Tout cela est bien fini : la dernière installation nautique en construction le restera sans doute longtemps.

Aujourd'hui, le consortium est devenu une entreprise comme les autres : son seul devoir, s'acquitter de la taxe locale, soit 13 millions de couronnes (2,6 millions de francs). Devant les difficultés rencontrées par la firme, le maire, Stefan Jokel, lui-même ancien directeur de ZTS, pensant à un malaise provisoire, avait généreusement accepté de ne recevoir que 4 millions de couronnes (0,8 million de francs). Il s'en mord les doigts.

Impossible de combler ce manque à gagner dans l'immédiat : *«J'ai assisté il y a une semaine à la vente aux enchères des petites entreprises* (la fameuse petite privatisatioo), explique Dusan Lajciak, adjoint au maire. *Si tout se passe bien, ces petites sociétés reprendront leur activité d'ici à six mois. Avec l'exemption d'impôts de deux années accordée par le gouvernement fédéral, la mairie n'est pas près de trouver de nouvelles ressources !»* dit-il.

Moins d'argent et plus de soucis : en raison de la hausse de 80 % du prix de l'électricité, il a fallu réduire l'éclairage communal, les dépenses liées à la voirie, interrompre le fonctionnement de la radio municipale et diminuer les activités culturelles – auparavant entièrement subventionnées par ZTS. Inévitablement liée à la montée du chômage (pour l'instant de 5,8 %, soit le double du pourcentage de Bohême) ; la criminalité augmente : *«Pour la première fois, Martin a dû se doter d'une police municipale*, s'exclame l'adjoint au maire. *Que ferons-nous quand le chômage atteindra 20 % ?»*.

Personne ne le sait mais le mécontentement gronde et ces difficultés pourraient d'ailleurs conduire à bien des dérives : la précision des statistiques municipales qui distinguent trois catégories de demandeurs d'emploi – les femmes (1 319), les handicapés (110) et les Tziganes (148) suggèrent le pire.

A Martin, berceau historique du nationalisme slovaque, la question du fédéralisme ne se pose plus : ce sont les partisans du séparatisme, qu'il prenne le nom édulcoré de confédération ou s'affiche comme tel, qui remporteront les élections en 1992.

CATHERINE MONROY

A TRAVERS LE MONDE

ZAÏRE

M. Mobutu veut remplacer son premier ministre

Le président Mobutu a déclaré, dimanche 20 octobre, qu'il voulait limoger le premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, et le remplacer par un autre représentant de l'opposition. *«Pour moi, il n'est plus (premier ministre); je vais demander à l'opposition de nommer une autre personne»*, a-t-il déclaré devant des fidèles. M. Tshisekedi, empêché samedi par des soldats d'entrer dans son bureau, a affirmé qu'il n'entendait pas quitter ses fonctions. *«Si quelqu'un doit démissionner, c'est Mobutu : moi, je suis le premier ministre nommé par le peuple zaïrois»*, a-t-il dit. De son côté, l'opposant Nguz Karl i Bond, président de l'Union des fédéralistes républicains indépendants (UFERI), a annoncé samedi qu'il se désolidarisait de M. Tshisekedi qui, selon lui, a dépassé *«les limites du tolérable»*. *«En continuant à le suivre, nous nous rendons ridicules»*, a affirmé l'ancien premier ministre. – *(AFP, Reuter.)*

BANGLADESH

Emeutes de la faim

Des manifestations et émeutes liées à la grave situation alimentaire et sanitaire consécutives aux inondations de la fin de l'été ont eu lieu, dimanche 20 octobre, dans plusieurs districts septentrionaux du Bangladesh. Des camions chargés de nourriture et de médicaments ont été pillés dans les régions de Lalmonirhat et de Mymensingh. Dans le district de Rangpur, vingt mille personnes ont convergé vers le chef-lieu, en une *manifestation destinée à obtenir* des autorités une accélération des secours. Déjà, ces deux derniers mois, cinq mille personnes sont mortes d'infections intestinales ou épuisées par la faim, rapportent les journaux. Le choléra commence à faire des ravages. Les deux prochaines semaines, en attendant les premières récoltes de riz – qui s'annoncent bonnes – seront très agitées. La bégum Zia, chef du gouvernement, a accéléré son retour du sommet du Commonwealth à Harare (Zimbabwe). L'opposition l'accuse de s'être montrée peu sensible aux difficultés de la population. – *(AFP, UPI.)*

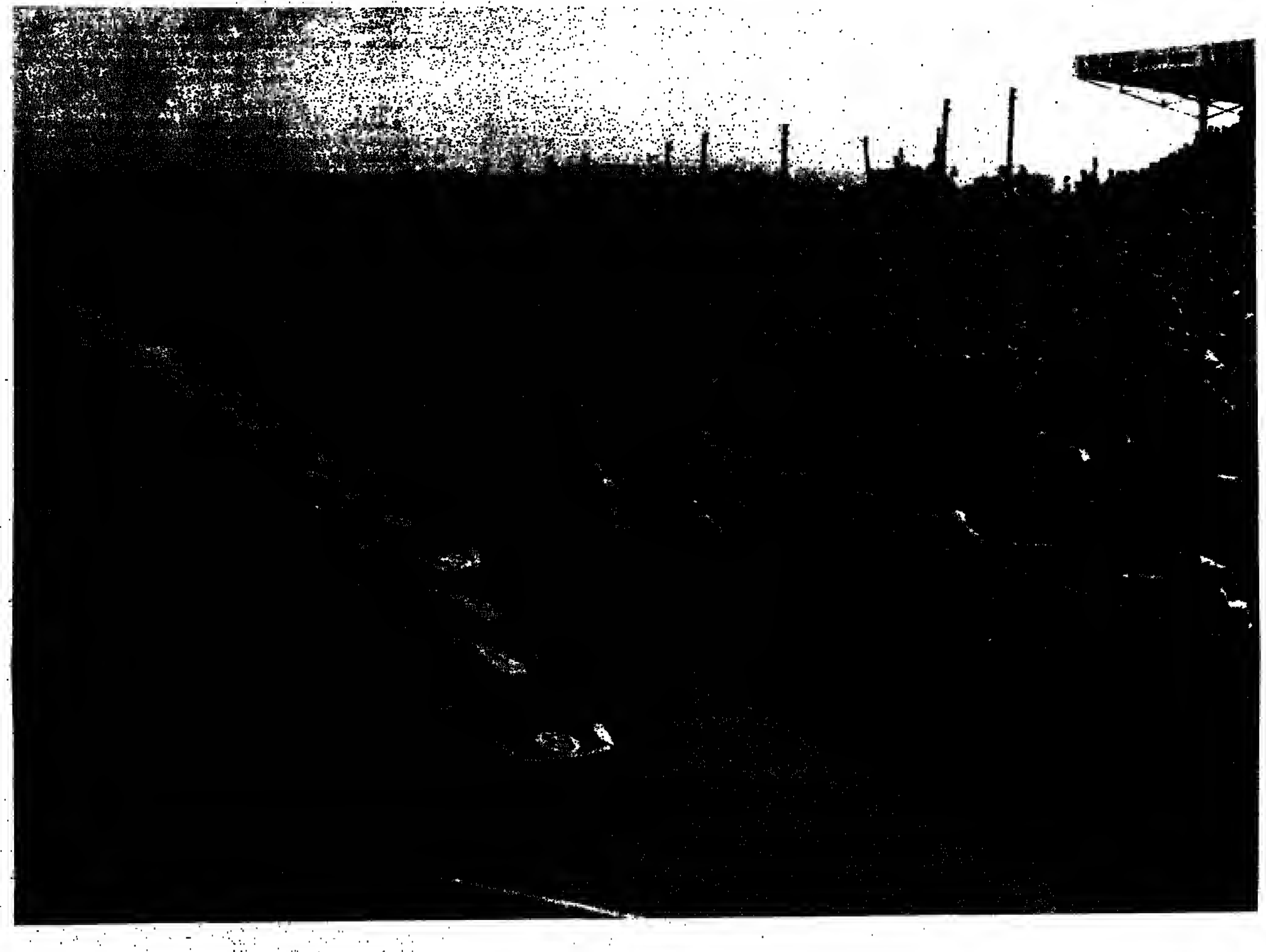
ETATS-UNIS

Irangate : selon le colonel North M. Reagan «était informé...»

L'ancien président américain Ronald Reagan *«était informé de l'utilisation du produit des ventes d'armes à l'Iran pour la Contra du Nicaragua»* en 1985 et 1986 et *«il l'approuvait avec enthousiasme»*, affirme le colonel Oliver North, ancien conseiller de la Maison Blanche pour les affaires de sécurité, dans un livre à paraître, dont le magazine *Time* publie des extraits dans sa dernière édition. Dans ce livre intitulé *«Under Fire»* (*Sous le feu*), le colonel North, qui a vu la plupart des charges retenues contre lui abandonnées par la justice américaine, n'apporte toutefois pas de preuves de ce qu'il avance. M. Reagan a toujours nié avoir été mis au courant de l'utilisation des bénéfices de ces ventes d'armes. – *(AFP, Reuter.)*

هكذا من الأصل

DANS LA VIE, IL Y A TOUJOURS EU LES PREMIERS ET LES AUTRES.



CALLEGARI BERVILLE PHOTO KEYSTONE

Partout dans le monde, la Visa Premier,
c'est 320 000 guichets bancaires et 80 000 distributeurs Visa.
Retrait de 10 000 francs par semaine en monnaie locale.

PREMIER VISA

Assurance, assistance médicale pour toute votre famille
et envoi d'une carte de dépannage en 48 heures
en cas de perte ou de vol à l'étranger.
Accueil privilégié dans les plus grands hôtels.
Ne soyez pas le dernier à avoir une Visa Premier.

VISA PREMIER.
SOYEZ PREMIER PARTOUT.

PROCHE-ORIENT

Avant la conférence de paix

M. Arafat a scellé à Damas la réconciliation entre l'OLP et la Syrie

La France a appelé samedi 19 octobre toutes les parties prenantes à la conférence de paix au Proche-Orient *«à être à la hauteur de leurs responsabilités historiques»*, soulignant qu'elle *«soutiendra»* la négociation qui va s'ouvrir par *«tous les moyens de sa diplomatie»*. Le ministère des affaires étrangères a également rendu hommage *«à tous ceux qui ont accepté de faire prévaloir la raison et le dialogue sur la haine et le refus, donnant ainsi enfin ses chances à la paix»* et salué *«l'action et la ténacité du secrétaire d'Etat américain James Baker»*.

A Amman, le chef de l'OLP, Yasser Arafat, a déclaré dimanche à son arrivée de Damas qu'il était porteur d'un message du président syrien Assad au roi Hussein de Jordanie concernant la tenue éventuelle d'une réunion des cinq parties arabes directement concernées par le processus de paix – l'Egypte, la Syrie, la Jordanie, le Liban et la Palestine, – mais qu'aucune date n'avait encore été retenue pour une éventuelle rencontre.

A Damas, où M. Arafat a rencontré samedi le président Assad, pour la première fois depuis 1983, le dirigeant palestinien avait été accueilli avec tous les honneurs réservés à un chef d'Etat. La dernière visite de M. Arafat en Syrie avait eu lieu en 1988, mais n'avait duré que quelques heures. Il avait alors assisté aux funérailles d'Abou Jihad, assassiné à Tunis par un commando israélien.

Au cours des entretiens de samedi à Damas, les deux hommes politiques ont estimé que *«la fin des colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés et à Jérusalem-Est devait se trouver au centre des négociations»*. Ils ont également demandé la restitution du plateau du Golan, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

M. Assad avait pour sa part affirmé samedi, au cours d'un entretien avec le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Boris Pankine, que son pays était *«attaché à l'établissement d'une paix juste et globale au Proche-Orient, basée sur les résolutions de l'ONU»*.

A Benghazi (Libye), le président Kadhafi a violemment critiqué samedi, sans les citer nommément, les dirigeants arabes favorables à la conférence de paix ; il a affirmé que la *«Libye ne reconnaîtra jamais un Etat juif en Palestine»*. *«Que les masses arabes sachent que leurs gouvernants vivent l'état le plus dégradant, car ces derniers ne respectent nullement leurs opinions»*, a déclaré le numéro un libyen.

A Bagdad, la radio a prévu samedi l'échec de la conférence de paix, tandis que le quotidien irakien *Babel*, dirigé par Oudaï Saddam Hussein, fils aîné du président irakien, écrivait que le président Moubarak d'Egypte *«connaîtra le même sort que son prédecesseur Anouar El Sadate»*. – (AFP, AP.)

Jérusalem entérine le plan Baker

Suite de la première page

Bien sûr, chacun des membres du cabinet a souhaité expliquer son vote, faire part de ses espoirs et de ses hésitations, de ses craintes et de ses certitudes. Chacun a voulu exprimer une certaine méfiance, à l'égard des Arabes certes, mais des Américains, surtout.

« Washington cherche à nous renvoyer dans les frontières d'avant 1967, et c'est cela le principal problème», avait déclaré, juste avant d'entrer en « conclave », le ministre de la santé, M. Ehud Olmert, un proche de M. Shamir. Avis partagé par la presque totalité de ses collègues, chacun en tirant, toutefois, des conséquences différentes. Ainsi, M. Olmert, malgré ses réserves, a-t-il voté *« pour Madrid»*, tandis qu'avant de voter contre – à cela rien d'étonnant, – M. Ariel Sharon, ministre du logement, considéré comme un «faucon», et qui appartient aussi au Likoud du premier ministre, a mis l'accent sur *« l'immense danger que représente cette conférence pour l'indépendance d'Israël»*.

Même confusion dans les rangs de l'extrême droite. M. Rafael Eitan, ministre de l'agriculture et membre du petit parti Tsomet, après avoir dénoncé *«les inacceptables pressions de Washington»*, a voté pour, *«de manière à tester les Arabes, à mettre au jour leur bluff quant à leur pseudo-désir de paix»*.

Le poing sur la table

Physicien de renommée internationale, M. Yuval Neeman, ministre de la science et dirigeant du Tehiya, s'est, en revanche, prononcé contre après avoir vigoureusement attaqué les Etats-Unis *«qui nous ont imposé une solution (...) qui finira par renvoyer Israël dans des frontières indéfendables, celles d'avant 1967»*.

M. Neeman recommandait, néanmoins, aux membres de son parti, le Tehiya, de ne pas abandonner *tout de suite la coalition* gouvernementale, et d'attendre que les deux autres formations d'extrême droite s'en retirent elles aussi. Rejetée dimanche soir à Tel Aviv – par le bureau politique de son parti, cette tactique lui aura finalement coûté son poste et peut-être même sa carrière politique puisque, mis en minorité, il a annoncé sa démission et son retrait définitif de la vie politique. L'événement ne met pas, pour le *moment, en danger* le gouvernement de M. Shamir, lequel dispose encore d'une courte majorité à la Knesset.

Finalement, après sept heures et demie de psychodrame, après que le premier ministre eut parfois, selon un participant, *« tapé du poing sur la table»*, tancé les uns et rassuré les autres, le travail accompli depuis des mois par la troïka qui décide, en fait, de l'avenir du pays – MM. Shamir, David Lévy, chef de la diplomatie et Moshé Arens, ministre de la défense, – cette politique faite d'à-coups et marquée par une prudence de loup, a *été* approuvée.

Sans enthousiasme, mais avec, quand même, une confortable majorité, essentiellement grâce à l'engagement personnel du premier ministre. C'est ce qu'a voulu mettre en évidence le ministre des cultes, M. Avner Shaki, membre du Parti national religieux (PNR). *«Nous avons*, a-t-il dit à la sortie du conseil des ministres, *une grande confiance dans le chef du gouvernement, et mon impression, partagée par certains d'entre nous, est qu'il sait où nous allons.»*

«Bavardages idéologiques»

Autant qu'on puisse en juger, les Palestiniens, de leur côté, n'ont pas ces certitudes. M. Fayçal Al Husseini, *qui sera*, à Madrid, mais dans la coulisse, le «coordinateur général» des positions qui seront *défendues*, en *public*, par la délégation palestinienne «officielle» – composée, celle-là, de personnalités acceptables par Israël et dirigée par M. Haydar Abdel Chafi, directeur du Croissant-Rouge de Gaza, – donne, lui, l'impression de tout miser sur la supposée volonté américaine de faire émerger de nouveaux rapports de force au Proche-Orient.

«Cette fois, confiait-il dimanche soir, dans sa maison de Jérusalem-Est, *si les choses n'avancent pas, je ne crois pas que M. Baker se contentera de donner son numéro de téléphone aux Israéliens en attendant qu'ils se décident.»* Désormais, laisse entendre l'artisan palestinien numéro un des négociations qui vont s'ouvrir, ce n'est pas nous que les Israéliens vont défier, mais la Maison Blanche.

«Les règles du jeu ont changé» se félicite M. Husseini. *Le nombre de combattants, d'un côté et de l'autre, ou la puissance des alliés des uns et des autres, n'entre plus en ligne de compte. Il n'y a plus qu'une superpuissance et celle-ci a imposé un cadre général de négociations. A l'intérieur de ce cadre, nous autres, Palestiniens, pour la première fois reconnus comme partenaires de négociations à part entière, nous avons les mêmes chances que nos adversaires.»*

Optimisme de circonstance, au moment où certaines difficultés, liées notamment à la composition des deux délégations, l'officielle et l'officieuse, se font jour ? Mme Hanane Ashrawi, qui sera en quelque sorte le porte-parole des Palestiniens, dans les coulisses de la conférence de paix de Madrid toujours, estime, quant à elle : *«Nous ne pouvions plus nous offrir le luxe de bavardages idéologiques.» «Les choses ont changé*, répète-elle, *il est trop facile de dire non à tout. A un certain moment, il faut aller de l'avant.»*

PATRICE CLAUDE

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Balladur déplore l'absence de la France

M. Edouard Balladur, député RPR de Paris, au cours du «Grand Jury RTL-*le Monde*» du 20 octobre, a déploré que la France, qui a participé à la guerre du Golfe, ne soit pas représentée aux discussions de paix de Madrid et que l'Europe le soit par l'entremise du ministre néerlandais des affaires étrangères, ajoutant *« si l'Europe doit marcher comme cela, ça ne pourra pas continuer »*.

A propos du sommet européen de Maastricht, l'ancien ministre d'Etat a déclaré : *«Si ce qui est envisagé à Maastricht, devait conduire au fait que la France ne pourrait pas jouer son propre rôle alors que l'Europe ne peut pas en jouer un, je ne serai pas d'accord. Dans des cas très importants et vitaux pour leurs intérêts, il est normal qu'un certain nombre de pays puissent affirmer leur propre politique.»*

A propos de l'affaire de Havilland, M. Balladur estime qu'il faudrait prévoir *« un droit d'appel »* des décisions de la commission. Il n'est pas bon, en effet, selon lui, que la commission prenne de telles décisions en tout dernier ressort. Le conseil des ministres compétent au niveau européen devrait disposer d'un moyen d'intervention.

Le chef de la délégation palestinienne

M. Haydar Abdel Chafi une personnalité respectée

M. Haydar Abdel Chafi, qui dirigera la délégation palestinienne à la conférence de Madrid, est une personnalité nationaliste respectée par toutes les organisations palestiniennes et par la population des territoires occupés. Homme discret et cultivé, il est considéré comme un proche du Parti communiste palestinien.

Agé de 72 ans, il a été le premier vice-président du Conseil national palestinien (CNP, parlement en exil), en 1964 et occupe actuellement le poste de président du Croissant-Rouge de la bande de Gaza occupée. M. Abdel Chafi avait achevé ses études de médecine à l'université américaine de Beyrouth en 1943, avant d'exercer à Jaffa, puis à Gaza. En 1967, après la guerre de six jours, il est arrêté et exilé trois mois au Sinaï. En 1970, il est expulsé par les autorités israéliennes au Liban. Il regagne Gaza après l'intervention d'organisations humanitaires, dont la Croix-Rouge.

M. Chafi a rencontré à plusieurs reprises le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, depuis le début des navettes de ce dernier en mars. Sa désignation n'empêchera toutefois pas M. Husseini – qui est récusé par Israël en tant qu'habitant de Jérusalem-Est – d'être en coulisses de la conférence pour donner des directives aux représentants palestiniens. – (AFP.)

Selon un journaliste américain

Israël disposerait de 300 armes nucléaires

Israël dispose d'un arsenal nucléaire qui excède largement les estimations du gouvernement américain, révèle un livre dont a rendu compte le *New York Times* du dimanche 20 octobre, dans un article reproduit lundi par l'*International Herald Tribune*.

Selon ce livre, du journaliste américain Seymour Hersh, intitulé *l'Option Samson*, Israël disposerait de trois cent nucléaires, *«y compris de plus de cent obus d'artillerie et de mines sur les hauteurs du Golan»*, ainsi que de *«centaines d'armes à neutron de faible puissance capables de détruire de grandes concentrations de troupes ennemies»*.

Leur production aurait commencé en 1968, grâce notamment à une aide *«beaucoup plus importante qu'il n'avait été estimé»* de *« centaines de techniciens français»*, et peu après que le président Johnson eut décidé d'arrêter des vols d'inspection de l'aviation américaine au-dessus de l'installation israélienne de Dimona, dans le Neguev.

Toujours selon le journaliste américain, Israël aurait mis trois fois ses forces en état d'alerte nucléaire totale, plaçant ses missiles nucléaires sur leurs lanceurs : le plus récemment pendant la guerre du Golfe, lorsque l'*Etat juif était bombardé par* l'Irak, les deux premières fois pendant la guerre d'octobre 1973, *grâce à quoi Israël aurait exercé* un *«chantage»* sur le gouvernement américain pour l'obliger à lui livrer d'urgence *équipements* et munitions pendant les combats.

Des cibles soviétiques

Par la suite, et jusqu'au *début* des années 80, Jérusalem aurait aussi placé des cibles soviétiques dans sa liste d'objectifs et se serait arrangé pour le faire savoir à Moscou.

M. Hersh affirme encore que M. Kissinger était *« généralement favorable »* à ce qu'Israël possède des armes nucléaires et conclut que la politique américaine à cet égard n'était pas seulement celle de la *« négligence bienveillante »* : *« C'était une politique délibérée d'ignorance des réalités»*.

Dans la «zone de sécurité»

Trois soldats israéliens tués au Liban-Sud

Trois soldats israéliens en patrouille à bord de véhicules blindés ont été tués et deux autres blessés, par l'explosion d'un engin piégé, dimanche 20 octobre, dans la *«zone de sécurité»*, occupée par Israël au Liban-Sud. Dans un communiqué, le Hezbollah pro-iranien avait affirmé, peu auparavant, avoir fait exploser une charge, dimanche, non loin du Krak de Beaufort, au passage d'une patrouille israélienne. Le directeur général de la présidence du conseil *israélien* a mis en cause la Syrie dans cet attentat.

Pour sa part, M. Igal Karmon, conseiller du premier ministre *israélien pour la lutte anti-terroriste*, a estimé que *« les organisations terroristes palestiniennes vont essayer de torpiller le processus de paix, jouer le double jeu du dialogue et du terrorisme en s'attaquant à des civils israéliens ou en lançant des raids contre la frontière nord d'Israël »*.

A cet égard, plusieurs dizaines de militants du groupe Hamas, parmi lesquels M. Ibrahim Al Yazouri, le bras droit du chef de ce mouvement, ont été arrêtés à titre préventif. Lundi matin, un *Palestinien a été tué, dans le sec*teur de Jérusalem-Est alors qu'il tentait de poser une bombe près d'une route très fréquentée. – (AFP, AP.)

A Téhéran, en présence de représentants de l'OLP

La « conférence internationale sur la Palestine » refuse le « compromis » de Madrid

Les participants à la *« conférence internationale de soutien à la révolution islamique en Palestine»* ont affiché, samedi 19 octobre, dès l'ouverture de la réunion, leur refus immédiat et catégorique *« du compromis et de la capitulation»* sur la question palestinienne, qu'ils craignent de voir acceptés tant par les pays arabes que par l'OLP.

Quelque quatre cents personnes de soixante pays différents, et la quasi-totalité des mouvements palestiniens participent à ce colloque qui entend organiser un *« soutien pratique»* à l'Intifada. *L'OLP* y est représentée par le président du Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil), Cheikh *Abdel Hamid El Sayeh*.

La conférence prévue à Madrid, a déclaré le président iranien Ali Akbar Rafsandjani, est *« mensongère, imposée, et vise à diviser les Palestiniens». «Nous en sommes arrivés à un point où l'OLP est disposée à parler à Israël mais où Israël ne veut pas le faire, et préfère parler avec des Palestiniens anonymes»*, a-t-il ajouté.

Le président iranien a ensuite critiqué le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Union soviétique et Israël : *«Les Américains ont tellement humilié l'URSS, qui fut une autre grande puissance, que son ministre des affaires étrangères annonce la reprise des relations avec Israël, obéissant à une condition exigée par Israël pour la participation de Moscou à la conférence.»*

Le guide de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Khamenei, a estimé que *«ceux qui cherchent à assurer la paix au Proche-Orient devaient restituer la Palestine aux Palestiniens, car la Palestine appartient aux Palestiniens et à eux seuls»*.

Ahmed Khomeiny, le fils de l'imam défunt, qui siège au conseil suprême de sécurité nationale, la plus haute instance politique en Iran, a affirmé que le guide Khamenei et le président Rafsandjani s'étaient prononcés pour une *«aide militaire»* au soulèvement palestinien, sans fournir d'autres précisions à ce sujet. *«Israël va à Madrid pour en obtenir le grand Israël du Nil à l'Euphrate»*, a-t-il ajouté, tout en lançant un appel *«aux groupes et factions palestiniens pour qu'ils s'unissent sur un programme d'action matériel, humain, financier, politique, et pour la lutte armée»*. – (AFP.)

Le règlement de la question des otages détenus au Liban

Jérusalem a libéré 15 prisonniers chiites

Jérusalem a libéré, lundi matin 21 octobre, 15 prisonniers chiites libanais détenus par l'Armée du Liban-Sud à la prison de Khiam dans la «zone de sécurité», créée et occupée par Israël au Liban-Sud. Vendredi, des délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) avaient visité, pendant une heure et demie, la prison de Khiam, pour la première fois depuis sa mise en service en 1985.

Le jihad islamique pour la libération de la Palestine (JILP), qui détient, depuis le mois de janvier 1987, deux Américains, MM. Jesse Turner et Alann Steen, avait annoncé, dans un communiqué rendu public, quelques heures plus tôt, à Beyrouth, que l'un de ces deux otages sera libéré dans les 24 heures. Cette organisation clandestine, proche de l'Iran, indique que sa décision fait suite à *«l'annonce par les Nations unies du succès des négociations et à la conclusion d'un accord consistant à libérer un groupe de détenus des prisons israéliennes»*.

L'ONU avait annoncé, dimanche matin, la libération imminente d'un otage américain et le prochain élargissement de prisonniers libanais détenus par Israël au Liban-Sud. Les ravisseurs des neufs Occidentaux encore détenus au Liban (cinq Américains, un Britannique, deux Allemands et un Italien) avaient mandaté, le 12 août, après un feu vert de l'Iran, le secrétaire général des Nations unies pour superviser un échange global des otages et de six soldats israéliens, portés disparus au Liban contre 350 prisonniers arabes détenus par Israël.

Le coordinateur des activités israéliennes au Liban, M. Uri Lubrani, avait indiqué, dimanche, qu'Israël n'avait pas l'intention de faire un geste en échange des informations recueillies sur le décès d'un soldat israélien, Yossef Fink, disparu au Liban, au mois de février 1986. *«J'espère que, d'ici à la fin de l'année, cette affaire sera terminée»*, a-t-il néanmoins affirmé. Il a exprimé l'espoir d'obtenir de nouvelles informations sur les autres militaires israéliens disparus. – (AFP, Reuter.)

Le général Aoun dénonce les «collabos» au pouvoir à Beyrouth

Le général chrétien Michel Aoun, ancien chef d'un gouvernement militaire du Liban, qui vit, depuis la fin du mois d'août, en exil en France, a traité de *«collabos»* les autorités de Beyrouth, au cours d'un entretien télévisé, accordé à la 5 et diffusé, dimanche 20 octobre, le jour de l'arrivée en France du président libanais Elias Hraoui. Le général Aoun a souligné qu'il n'avait pas été *«déchu du pouvoir». «Je suis quelqu'un qui a été évincé par une invasion de troupes étrangères»*, a-t-il précisé. Il a déclaré que le plus difficile à supporter dans son exil, c'est *«de sentir parfois le besoin de défendre le peuple libanais et de réaliser que personne n'en parle». «J'ai le sentiment qu'il y a un complot du silence»*, a-t-il ajouté. – (AFP.)

entre l'OLP et la Sy

CLM/BBDO

Vous ne savez jamais vraiment
où et quand vous serez bien inspiré.

Ce n'est pas d'un ordinateur dont vous avez besoin, c'est d'un Macintosh PowerBook. Apple

Apple, le logo Apple, Macintosh, PowerBook, sont des marques déposées d'Apple Computer Inc.

PROCHE-ORIENT

Un entretien avec le chef de l'Etat libanais

« Le président syrien veut appliquer les accords de Taëf », nous déclare M. Elias Hraoui

Le président de la République libanaise, M. Elias Hraoui, effectue lundi 21 et mardi 22 octobre une visite officielle en France. Dans un entretien accordé au correspondant du Monde à Beyrouth, il dresse le bilan de ses deux années de mandat.

BEYROUTH

de notre correspondant

« Depuis quand vous considérez-vous réellement au pouvoir ? »

– Depuis un an, bien sûr : depuis que les Libanais et l'armée ont pu être réunifiés. Durant la première année de mon mandat, du 24 novembre 1989 au 13 octobre 1990, j'ai dû, toutes affaires cessantes, me consacrer à l'élimination d'une rébellion – celle du général Aoun – qui mettait le gouvernement dans l'impossibilité de prendre des décisions et de les exécuter. Que l'on nous juge donc sur ce qui a été fait depuis le 13 octobre de l'an dernier.

» Jusqu'à cette date-charnière, les Libanais n'espéraient même pas la paix, tout juste un bon cessez-le-feu. Aujourd'hui, ils exigent de nous les prestations d'un Etat normalement constitué. C'est leur droit et, dirais-je, c'est tant mieux, car cela prouve qu'ils considèrent la guerre comme terminée.

» Mais il ne faut pas oublier l'héritage. Seize ans de chaos, un Etat démantelé et ruiné qui collectait à peine 5 % de ses dépenses, elles-mêmes ramenées aux traitements de fonctionnaires qui ne venaient plus à leur travail. Une armée éclatée, atomisée. Une monnaie en déroute, avec des écarts de cours par rapport au dollar vertigineux et ruineux pour le citoyen moyen. Et – pis que tout – la foi dans le pays qui s'était évanouie, remplacée par un désespoir menant les Libanais par milliers sur les chemins de l'émigration, n'importe où dans le monde, pourvu que ce soit loin de l'enfer sans horizon qu'était devenu leur pays.

– Les problèmes du Liban sont-ils, aujourd'hui, réglés ?

– Loin de là. Je sais bien que, pour nous en tenir à l'essentiel, restent à régler, sur le fond, le problème très ardu de l'application effective de la résolution 425 du Conseil de sécurité et celui du statut des Palestiniens, sur le plan intérieur, celui du retour des personnes déplacées et des élections législatives, sur le plan économique et de la vie quotidienne, celui de l'indispensable réfection des infrastructures, en saisissant l'occasion de nos malheurs pour satisfaire les besoins de demain, non ceux d'hier. Pour ce faire, je suis bien conscient de la nécessité d'une refonte de l'administration publique, dont je n'hésiterai pas moi-même à dire qu'elle est vermoulue et corrompue.

« La paix des armes mais aussi la paix des cœurs »

– Quel bilan dressez-vous de votre action ?

– La pacification, avant tout. La paix des armes mais aussi la paix des cœurs : dès que les obstacles sont tombés, les Libanais se sont retrouvés, sans hésitation. Quelle leçon pour ceux qui parlaient de guerre civile et de coupure irréversible entre chrétiens et musulmans ! A notre actif, plus exactement à l'actif du Liban, je dirai ensuite qu'il y a une armée unifiée et qu'il n'y a plus de milices.

» Que la livre libanaise a regagné 30 % de sa valeur sur le dollar et que la banque centrale, qui reconstitue jour après jour ses réserves, maîtrise parfaitement la situation, que la balance des paiements est de nouveau excédentaire et le déficit budgétaire ramené de 95 % à 55 %. Que les ports et l'aéroport fonctionnent et que les meilleures compagnies du monde, notamment occidentales, les fréquentent de nouveau. Qu'il n'y a plus de ports illégaux. Que des tribunaux rendent la justice, que les écoles assurent l'enseignement et que le Parlement légifère.

» Nous sommes présents partout dans les assises internationales et notre ministre des affaires étrangères vient de présider la session de la Ligue arabe, ce qui ne s'était plus vu depuis seize ans. Nous accueillons des congrès arabes et internationaux et Beyrouth n'effraie plus les grands de ce monde.

– Avez-vous été choqué par le refus du secrétaire général de l'ONU d'accepter un déploiement de l'armée libanaise aux côtés de la FINUL ?

– Le gouvernement libanais a estimé qu'il est du devoir de l'armée libanaise, à présent qu'elle est reconstituée, de conjuguer ses efforts avec ceux de l'ONU. La réponse de M. Perez de Cuellar me laisse supposer que l'ONU estime, pour sa part, préférable, dans la conjoncture régionale actuelle, de ne rien modifier au Liban sud.

– Si le statu quo doit être maintenu, qu'avez-vous obtenu concernant la résolution 425 lors de votre voyage à New-York, notamment lors de votre rencontre avec le président Bush ?

– Ceci, qui est, quoi qu'on en dise, essentiel : le distinguo est maintenant établi irrévocablement entre le concept de frontières reconnues internationalement auxquelles se réfère la 425 et celui de frontières sûres et reconnues mentionné dans la 242 et la 338. Concernant la 425, il n'y a rien à négocier, il n'y a qu'à appliquer, alors que les autres résolutions doivent être négociées dans le cadre de la conférence de paix.

– Pourquoi, dans ces conditions, avez-vous accepté de participer à cette conférence qui ne concerne pas le Liban ?

– Elle concerne le Liban. Membre de la Ligue arabe, il est un des pays frontaliers d'Israël. De plus, cinq cent mille Palestiniens vivent sur son territoire, leur sort et leur statut nous intéressent directement, car il n'est pas question d'accepter leur installation dans notre pays. Il faut que nous soyons là pour le dire.

– Les Etats-Unis n'ont-ils pas exigé de vous que vous jugulez toute attaque anti-israélienne préalablement à l'application de la 425 ?

– J'ai dit au président Bush que je ne peux empêcher la lutte d'un peuple occupé. Mais je lui ai dit aussi que le Liban s'engage, dès que le retrait israélien aura eu lieu, dès même qu'il aura été programmé et sera devenu irrévocable, que plus un coup de fusil ne soit tiré à partir du territoire libanais.

– Bien que le retrait israélien semble être bloqué jusqu'après la conférence de paix, on parle quand même d'une possibilité de repli syrien, de Beyrouth dans un premier temps, sur la Bekaa dans un second.

– A vrai dire, chaque fois que je rencontre le président Assad, il me répète : « *Renforcez-vous, il faut que vous preniez en charge votre sécurité.* » Et il joint l'acte à la parole. Ainsi nous a-t-il offert cent vingt tanks – la Syrie n'est pas riche – pour contribuer à l'équipement de notre armée. « *C'est un prêt ?* » lui ai-je demandé. « *Non, un don.* » Ainsi le déploiement militaire syrien a-t-il été allégé à Beyrouth et au Nord. Pour moi, il est clair que cet homme ne feint pas et qu'il pense ce qu'il dit lorsqu'il souligne vouloir, sur ce point précis en particulier, appliquer les

accords de Taëf, ce qui signifie un retrait syrien sur la Bekaa en septembre 1992.

– A entendre certains parler, on dirait que les Syriens monopolisent tout au Liban.

– Des fables... Qu'on me donne un exemple concret !

– On dit que les Syriens auraient exigé et obtenu le quart de la Compagnie du port de Beyrouth.

– Quelle Compagnie du port ? ... La concession ancienne a expiré dans des conditions litigieuses en raison de la guerre. Aujourd'hui, l'Etat libanais gère directement le port, qui rapporte maintenant 500 millions de livres par jour, ce qui, même en dollars – plus d'un demi-million – n'est pas rien. Si une nouvelle société doit être créée et si l'Etat ne maintient pas sa gestion directe, il y aura une adjudication mondiale.

» Des rumeurs, il y en a à la pelle. Tout, même les bordures des trottoirs de Beyrouth, tout vient de Syrie, est imposé par la Syrie et revient sous forme de dollars en Syrie... Je dois à la vérité de dire que, concernant l'Etat et ses ressources, cela est faux. La priorité absolue va toujours aux entrepreneurs libanais agréés.

» Je dirai aussi, puisqu'on en parle également beaucoup, que la liberté culturelle et d'enseignement n'est en aucune façon menacée chez nous. Pas plus que l'économie libérale. L'une et l'autre sont garanties par la Constitution.

« Des élections fin 92-début 93 »

– Quand pensez-vous organiser des élections ?

– Fin 1992 - début 1993. Je l'espère, et je le crois. Nous préparons déjà ces élections. Deux cent quarante fonctionnaires ont été détachés pour reconstituer les registres de l'état civil et les compléter, puis mettre au point les listes électorales.

– Qu'en est-il des cartes d'identité ? Le Liban est sans doute le seul pays au monde sans documents d'identité...

– N'exagérons rien : des extraits d'état civil en tiennent lieu. Il n'empêche que des cartes d'identité sont indispensables. Nous en préparons de nouvelles, sans mention de la communauté religieuse du titulaire. Dans notre pays, cela revêt une signification importante et constitue un progrès. J'estime que les cartes d'identité seront prêtes et distribuées avant les élections.

– Pour rebâtir le Liban, comptez-vous sur un fonds d'aide international ?

– Sa constitution a été décidée et les premières contributions annoncées. Il [illegible] le jour le 22 novembre. Ce fonds est indispensable pour permettre à l'Etat de mettre sur rails le train de la reconstruction. Mais nous comptons beaucoup sur l'investissement privé libanais ou mixte à participation internationale pour rebâtir notre pays, en commençant par sa capitale, Beyrouth.

– Comment le chrétien que vous êtes voit-il l'avenir des chrétiens d'Orient ?

– Quand les Arabes, réunis à Casablanca en 1989, ont mis en place le processus de sauvetage du Liban, mon pays, alors dans la détresse, n'était même pas présent. C'est à leur initiative – eux qui étaient tous des musulmans – que la présidence de la République a été maintenue au bénéfice des chrétiens, au Liban. C'est donc qu'ils sont convaincus du rôle essentiel et positif des chrétiens qui ont sauvegardé la langue arabe dans le monde arabe. Si nos aïeux ne l'avaient fait, beaucoup de pays arabes parleraient le turc aujourd'hui.

» En contrepartie, les trois pays où se trouvent principalement les chrétiens d'Orient ont constamment été soucieux de leur pérennité : la Constitution égyptienne réserve au président le droit de nommer dix députés, essentiellement pour pallier un éventuel déséquilibre en défaveur des coptes. En Syrie, trois patriarcats se sont maintenus au long des siècles. Quant au Liban, à nous autres chrétiens d'y jouer notre rôle. Partout et avant tout au sein de l'Etat et de l'armée.

– Qu'attendez-vous de la France ? L'« affaire Aoun » ne porte-t-elle plus ombrage à vos rapports avec Paris ?

– Entre le Liban et la France, il n'y a plus d'« affaires », il n'y a que des relations d'amitié et une communauté d'intérêts. La France est le pays du monde qui a, de tout temps, le mieux compris le rôle du Liban. Aussi exigeons-nous d'elle plus que d'aucun autre pays non arabe, la francophonie étant entre nous un creuset commun.

» Nous souhaitons que la France soutienne notre cause, notre démocratie, notre spécificité. Le Liban n'a de sens qu'en harmonie avec son entourage arabe, tout en maintenant son ouverture à toutes les cultures et civilisations. La France devrait, en particulier, continuer à jouer un rôle culturel au Liban à travers écoles, universités et hôpitaux.

Propos recueillis par
LUCIEN GEORGE

Revue d'études Palestiniennes

AU SOMMAIRE DU N° 41

Débat

AZMY BISHARA
Quelle stratégie pour les Palestiniens ?

GÉRAUD DE LA PRADELLE
Les résolutions du Conseil de sécurité sur la question des annexions

RICHARD FALK
La démocratie est morte dans le Golfe

Rencontre

MIGUEL BENASAYAG, ÉDITH CHARLTON
Crise de la représentation, crise de la référence

SERGE HALIMI
La guerre dans les médias américains

NIDAL SABRI
Le financement du logement dans les territoires occupés

Roman

PAULA JACQUES
Deborah et les anges dissipés

Le N° 70 F - Abonnement 1 an (quatre numéros), 230 F
Étudiants (sur justificatif), 185 F
Règlement au nom des Éditions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Études palestiniennes
Diffusion : Les Éditions de Minuit - 7, rue Bernard Palissy - 75006 Paris

(Publicité)
CENTRE RACHI
JOURNÉES D'ÉTHIQUE MÉDICALE
VIes ENTRETIENS DE RACHI
« NON-ASSISTANCE A PERSONNE EN DANGER »
22-23 et 24 octobre 1991
avec : Albert Claude BENHAMOU, Guy BENHAMOU, Henri BENSAHEL, Gilles BERNHEIM, Emmanuel CHOUCHENA, Bruno DURIEUX, Myriam EZRATY, Jean GANEM, Alain GOLDMAN, Michel GUGENHEIM, Richard HADDAD, Michel HANNOUN, Albert HIRSCH, Emmanuel HIRSCH, Jean-Raphaël HIRSCH, Sonia JOLLES, Bernard KANOVITCH, Christine KATLAMA, Bernard KOUCHNER, Noëlle LENOIR, Emmanuel MAHEU, Danielle MAYER, Yves PELICIER, Vincent PELISSIER, Jean-Luc SEBBAH, Richard SION, René Samuel SIRAT, Ady STEG.
Renseignements et inscriptions
CENTRE RACHI
30, bd de Port-Royal
75005 Paris. Tél. : 43-31-75-47

Marché mondial de l'automobile : la roue tourne.
AUTOMOBILE LE NOUVEL ORDRE MONDIAL
25 F.
HATIER
Collection Enjeux.

POLITIQUES & CHRÉTIENS 7

EAMON DE VALERA
par ROLAND MARX
IRLANDE
LE FONDATEUR DE LA RÉPUBLIQUE
120 FF 192 pages
BEAUCHESNE
72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

Migrations : pour ne pas perdre le nord.
MIGRATIONS
25 F.
HATIER
Collection Enjeux.

PICARD
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VIe
Métro : Saint-Sulpice
HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS
RÉGIONALISME
Livres neufs - Livres anciens
Catalogue bimestriel
Envoi sur simple demande

"L'humeur, l'honneur, l'horreur"
*Qui a écrit ce recueil d'essais sur la politique chinoise ?**
TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS
Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300000 titres. Mise à jour permanente.
Un service du Cercle de la Librairie
**Tapez dans titre : Humeur honneur*
GRAPHIRÉAL

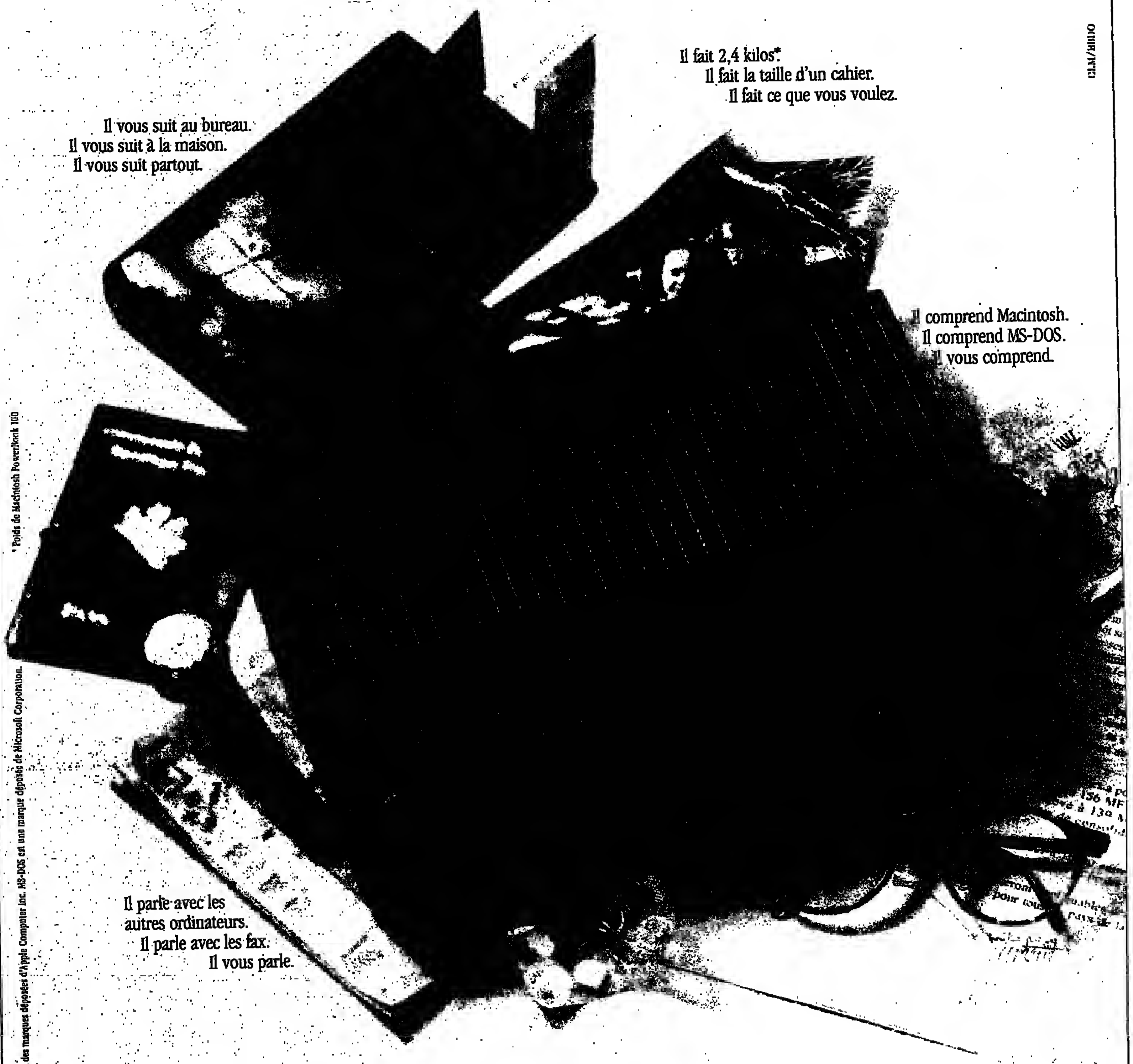
Jacques Cellard et Alain Rey
DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS NON CONVENTIONNEL
HACHETTE

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

État libanais

Il vous suit au bureau.
Il vous suit à la maison.
Il vous suit partout.

Il fait 2,4 kilos*.
Il fait la taille d'un cahier.
Il fait ce que vous voulez.



Il comprend Macintosh.
Il comprend MS-DOS.
Il vous comprend.

Il parle avec les autres ordinateurs.
Il parle avec les fax.
Il vous parle.

Macintosh PowerBook ne travaille pas à sa façon mais à la vôtre.

Macintosh PowerBook. Apple

* Poids du Macintosh PowerBook 100

Apple, le logo Apple, Macintosh, PowerBook, sont des marques déposées d'Apple Computer Inc. MS-DOS est une marque déposée de Microsoft Corporation.

CLM/BBDO

AMÉRIQUES

BRÉSIL : la fin du voyage de Jean-Paul II

Le pape n'a pas attiré de foules très nombreuses

Jean-Paul II a terminé à Salvador de Bahia, dimanche 20 et lundi 21 octobre, son deuxième voyage au Brésil, commencé neuf jours plus tôt dans la ville de Natal. Cette visite aura été *marquée par une relative désaffection populaire*. C'est lundi soir que le pape devait rentrer à Rome.

SALVADOR DE BAHIA

de notre envoyé spécial

Triste surprise pour Jean-Paul II, lors de son étape finale dans la ville de Salvador de Bahia, au nord-est du pays. Alors que les rencontres prévues – avec les enfants notamment – *et la messe célébrée en* bord de mer devaient constituer un moment fort de cette visite, c'est à une assistance peu nombreuse que le pape s'est adressé dimanche 20 octobre. La cérémonie de l'après-midi était en outre ultra-militarisée, sur fond de marine de guerre, avec déplacements en hélicoptères de l'armée et sécurité omniprésente.

Dans la matinée, à *proximité* de l'église de Bonfim, quelques centaines d'enfants seulement étaient présents, soit un chiffre bien inférieur aux 30 000 prévus par le programme officiel de Radio-Vatican. Les militaires et policiers étaient déjà fort nombreux, comme samedi sur le trajet du cortège à l'arrivée du pape. Ce service d'ordre, pointilleux à l'excès, explique sans doute en partie cette spectaculaire désaffection.

Jean-Paul II avait pourtant – et pour l'une des rares fois de ce voyage – adapté son langage à son auditoire. Parlant simplement, apostrophant *les enfants et les faisant* participer pour leur plus grand plaisir, il a fait partager à l'assistance émotion et enthousiasme. Samedi déjà, lors de son déplacement dans la favela de Sao-Pedro à Vitoria – un quartier appelé «la décharge» – cette ferveur était visible. D'autant plus que le pape et sa suite avaient décidé de briser le cérémonial pour *aller à la rencontre des habitants*, malgré une pluie battante et des chemins de boue. Même la chorale d'enfants, trempés et tremblants de froid, avait été l'objet de cette attention particulière.

A la différence pourtant de sa rencontre avec les enfants de Salvador, son discours avait été difficile à suivre par une population en grande partie analphabète. A tel point que Jean-Paul II avait sauté quelques paragraphes, *comme* celui concernant le *«capitalisme sauvage»*. Ce décalage est peut-être l'une des raisons du relatif désintérêt qui s'est manifesté presque partout.

Lors de nombreuses étapes, les lieux délimités pour les cérémonies pouvaient accueillir beaucoup plus de fidèles. A plusieurs reprises, de grands espaces, parfois proches de l'autel, sont restés inoccupés. Plusieurs raisons peuvent expliquer l'absence de grandes foules, comme la retransmission télévisée des principaux évènements et la difficile situation économique du pays qui exclut, pour une grande majorité de la population, tout déplacement un peu lointain. Tout aussi évident est l'effet du développement des sectes, dans un pays où l'on estime que six cent mille catholiques quittent chaque année l'Eglise. Plusieurs évêques reconnaissaient en privé la relative faiblesse du nombre de fidèles et s'accordaient sur ces raisons.

Il en existe d'autres. Les discours de Jean-Paul II sont répétitifs, particulièrement en ce qui concerne la morale sexuelle. Le pape a repris ses condamnations *«de l'avortement, des moyens artificiels de contraception ou des campagnes de stérilisation»*. Il a aussi multiplié les mises en garde contre le *plaisir sexuel lui-même* et fait l'éloge du mariage, dans un pays où les divorces et le libertinage sont souvent la règle.

En revanche, ses homélies, savamment équilibrées, critiquant les *méfaits du capitalisme sauvage* et du communisme, ont aussi fréquemment balancé entre les avertissements adressés au gouvernement et les satisfecit : ainsi de la *«nécessaire réforme agraire»* et de *«ses progrès»* ou de *«l'abandon des enfants»* et de la *«bienvenue création d'un ministère de l'enfance»*.

Des propos mesurés qui tranchaient parfois, dans les diocèses considérés comme «progressistes», avec les déclarations de bienvenue prononcées par les évêques locaux ou les représentants des «communautés ecclésiales de base». Ces derniers ne s'embarrassaient guère de circonvolutions et multipliaient les remises de documents dénonçant les assassinats d'enfants, de paysans, et la profonde misère qui règne en beaucoup d'endroits. Les exhortations au renouvellement de la foi et de *l'évangélisation* s'adressaient de plus à des Brésiliens que l'on sait souvent *«lassés de discours»*, comme le disait une jeune femme lors de la messe à Cuiaba.

Le président de la conférence épiscopale des évêques du Brésil, Mgr Luciano Mendes de Almeida, estimait qu'il était *«encore trop tôt pour faire un bilan de la visite de Jean-Paul II»*. Les évêques devraient se réunir prochainement à ce sujet, et une partie de «l'aile progressiste» du clergé doit avoir aussi à Sao-Paulo, une rencontre informelle. Dans l'entourage de Jean-Paul II toutefois, on se déclarait bien sûr *«très satisfait de cette visite»*, alors que de simples prêtres anonymes étaient plus sceptiques : *«Cela ne changera pas grand chose et nous aurons toujours énormément de travail et de difficultés aux côtés d'une population toujours plus misérable.»*

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Le souvenir de Gabriel Maire, prêtre français assassiné

VITORIA

de notre envoyé spécial

Lors de son passage à Vitoria, dans l'Etat d'Espirito Santo, à l'est du pays, le pape a reçu un dossier concernant le cas d'un prêtre français assassiné à Cariacica, le 23 décembre 1989. Le Père Gabriel Maire, originaire du Doubs, a été assassiné ce *jour-là par des tueurs qui n'ont* pas été appréhendés par la police. Celle-ci a qualifié le crime *de «crapuleux»*, l'imputant à *de* simples voleurs. Avec la solidarité des épiscopats brésilien et français, la famille du prêtre se bat *depuis cette époque pour* faire rétablir la vérité, en expliquent que Gabriel Maire avait déjà reçu de nombreuses menaces de mort et qu'il a été victime d'un assassinat politique. *Les conditions de la mort* de ce prêtre – qui travaillait aux côtés des pauvres du Brésil depuis *dix ans* – *font* l'objet d'une demande d'enquête supplémentaire de la part de l'avocat *brésilien de la famille*, M. Ewerton Guimaraes, dans un rapport très détaillé de vingt-cinq pages, transmis à la justice le 21 septembre *dernier (le Monde* du 12 septembre), où l'avocat tente de prouver les nombreuses *incohérences qui* ont accompagné l'enquête policière à seule fin d'arriver à cette thèse de l'assassinat crapuleux. Lui-même vient de recevoir des menaces de mort, après avoir dénoncé la complicité du maire de Cariacica dans cet assassinat.

D. H.-G.

La béatification de Sœur Paulina

FLORIANOPOLIS

de notre envoyé spécial

L'Eglise brésilienne *«a besoin, aujourd'hui plus que jamais, de saints»*. C'est par ces mots que le pape a conclu l'homélie de la messe de béatification, vendredi 18 octobre à Florianopolis, de Sœur Paulina.

Brésilienne d'origine italienne, Amabile Lucia Visintainer a fondé, au début du siècle, la congrégation de l'Immaculée Conception et s'est vouée à l'assistance aux pauvres dans des petits centres de santé, puis des hôpitaux.

Née en 1865, elle est décédée en 1942, aveugle et ayant perdu un bras. Sa béatification – étape préliminaire de la canonisation – a été décidée à la suite d'un «miracle» qui lui a été attribué et qui a été reconnu par le Vatican. La présence d'une médaille à son image a permis, selon les autorités de l'Eglise, de sauver, en 1966, une jeune femme déclarée cliniquement morte par les médecins.

Elizia Rosa de Souza, présente lors de la cérémonie, assurait qu'elle avait, ce jour-là, *«reçu la grâce de la santé»*.

D. H.-G.

Banc d'essai

par Henri Tincq

LE voyage du pape au Brésil aura servi de banc d'essai avant les célébrations du cinquième centenaire *de la découverte de l'Amérique* latine. Celle-ci coïncide avec le début de l'évangélisation d'un *continent qui*, en l'an 2000, comptera un fidèle catholique sur deux dans le monde. Lutte redoublée *contre les sectes*, engagement en faveur de la réforme agraire et de structures sociales plus justes, *défense* des droits des populations indiennes : le pape a rôdé au Brésil quelques-uns des thèmes qu'il reprendra à n'en pas douter dans un an, en présidant personnellement à Saint-Domingue l'assemblée générale de l'épiscopat latino-américain, la troisième depuis le concile Vatican II (1962-1965), après Medellin (1968) et Puebla (1979).

Ce cinquième centenaire s'ouvre pour l'Eglise catholique sous le double signe de l'ambiguïté et de la division. Le Vatican entend donner un éclat particulier à cet anniversaire, mais il se heurte à l'opposition des religieux, puissants dans tout le sous-continent, et du clergé, qui reprochent au pape de prendre *des libertés avec l'Histoire et rap*pellent le prix payé par les Indiens à une évangélisation par la force. Ce désaccord est loin d'être réglé, si l'on en juge par la mise en garde du pape qui, au Brésil, vient de dénoncer *«la vision détournée, plus politique et idéologique que religieuse de l'Histoire, qui assimile la colonisation et l'évangélisation»*.

Le contentieux sur la théologie de la libération n'a plus la même vivacité qu'autrefois. L'échec du marxisme *l'a «vidée de son sens»*, a même pu dire Jean-Paul II. Mais le conflit entre deux conceptions du *rôle de l'Eglise en Amérique latine* reste entier. Il sera au cœur des débats de 1992. A ceux qui, *depuis la conférence de Medellin*, entendent rester fidèles à *«l'option prioritaire pour les pauvres»*, le *pape propose une «nouvelle évangélisation»*, capable de relever les défis qu'une Eglise hier engagée, *comme au Brésil, dans la lutte con*tre le régime militaire n'a pas vu venir : la sécularisation de la société, la rareté du clergé (14 000 prêtres seulement pour 150 millions de Brésiliens), le déclin de la formation religieuse et de l'encadrement des fidèles. Autant de raisons qui expliquent, par contrecoup, la montée des sectes. Celles-ci font l'économie des luttes sociales et promettent des miracles à une société de pauvres.

Il reste que l'Eglise en Amérique latine paie cher aussi, y compris par la mort de beaucoup des siens, dont ce prêtre français assassiné au Brésil à la veille de Noël 1989 *(voir encadré ci-dessus)*, son engagement pour les plus pauvres, Indiens ou paysans sans terres. Or, la remise au pas des théologiens *progressistes*, les gages donnés aux évêques conservateurs, la surveillance renforcée de la Confédération latino-américaine des religieux risquent de décourager les militants, de désorienter davantage les fidèles et de renforcer les divisions dans l'Eglise, dont profiteraient ceux qui ont intérêt au maintien de structures injustes.

Cuba : les dessous de l'affaire Ochoa

Nouvelles révélations sur le rôle de La Havane dans le trafic de drogue

MIAMI

de notre envoyé spécial

Les Etats-Unis s'apprêtaient à arrêter, pour trafic de drogue, le ministre cubain de l'intérieur, M. José Abrantes, lorsque le président Fidel Castro prit les devants en ordonnant, le 12 juin 1989, l'arrestation de plusieurs officiers, dont le général Arnaldo Ochoa, et des hauts fonctionnaires de son gouvernement. C'est ce qu'affirme un agent des douanes américaines, M. David Urso, dans une confession publiée dimanche 20 octobre par le quotidien *Miami Herald*, sous le titre «Mission improbable». Selon cet agent, M. Castro a ainsi réussi à désamorcer à la dernière minute une affaire qui aurait pu avoir des conséquences désastreuses pour son régime. Il s'est employé à *«laver la réputation de la révolution cubaine»* en organisant une parodie de procès et en faisant fusiller, le 13 juillet 1989, le général Ochoa – un des officiers les plus populaires de l'île – et trois autres militaires.

Les révélations du quotidien de Miami constituent une pièce de plus au dossier sur le rôle de Cuba dans le trafic de stupéfiants entre la Colombie et les Etats-Unis. Le 11 octobre, la veuve du général Ochoa confiait à la presse espagnole que son mari avait été exécuté pour avoir fortement critiqué la participation des troupes cubaines à la guerre d'Angola. Elle ajoutait que son mari n'avait jamais participé au trafic de drogue que *«Fidel Castro et son frère Raul* (ministre de la défense) *encourageaient pour procurer des devises à la révolution»*. C'est parce qu'il disposait d'informations très précises sur le rôle de Cuba dans le trafic de drogue qu'un simple agent des douanes de Floride entreprit de mettre au point un plan audacieux, sous le nom de code d'*«opération lévrier»*. Il s'agissait, ni plus ni moins, d'attirer le ministre cubain de l'intérieur dans les eaux internationales *sous prétexte* de lui fournir des informations technologiques de grande valeur. Un commando des forces spéciales américaines aurait surgi d'un sous-marin pour s'emparer du ministre pendant que des avions de chasse F-16 devaient être prêts à répondre à une attaque des MIG cubains.

M. David Urso savait notamment que M. Abrantes dirigeait une section secrète du ministère de l'intérieur chargé de contourner l'embargo commercial décrété par Washington contre La Havane depuis 1961 : le département MC – pour «monnaies convertibles», selon la terminologie officielle, ou «marijuana-cocaïne» dans le langage populaire – achetait des produits américains à travers des pays tiers, en particulier le Panama, mais recourait aussi à la contrebande grâce à un réseau établi à Key West, dans le sud de la Floride (*le Monde* du 6 septembre). D'après M. Urso, les contrebandiers, qui étaient en général des exilés cubains, acheminaient vers Cuba des ordinateurs, des téléviseurs ou de simples pneus. *«Selon les cas*, ajoute-t-il, *ils se faisaient payer en argent ou en cocaïne»*, qu'ils rapportaient aux Etats-Unis.

Crise cardiaque «provoquée»

L'«opération lévrier» s'appuyait essentiellement sur un Cubain exilé de cinquante-sept ans, M. Gustavo Fernandez, qui purgeait une peine de cinquante ans de prison pour trafic de marijuana et avait été sorti de sa cellule pour infiltrer le réseau de contrebandiers... dirigé par son propre fils. Après avoir collaboré, très efficacement dans un premier temps avec les *autorités américaines*, il a subitement disparu le 12 juin 1989, quelques heures avant l'annonce de l'arrestation des militaires cubains à La Havane. A-t-il vendu la mèche? Sans doute, puisque, selon certaines informations non confirmées, il coule des jours tranquilles à Cuba, loin de la prison où il craignait devoir retourner.

Après avoir échappé aux commandos américains, le général Abrantes a, lui, été arrêté sur l'ordre de M. Castro et condamné à vingt ans de prison pour *«abus d'autorité»* et *«négligence»* dans la lutte contre le trafic *de stupéfiants. Il est mort* en prison en janvier dernier d'une crise cardiaque qui, selon les milieux dissidents cubains, aurait été *«provoquée»*, pour qu'il ne reste plus aucun témoin de la collaboration des dirigeants de La Havane avec le cartel de Medellin.

BERTRAND DE LA GRANGE

Trente-deux ans plus tard

M. Huber Matos écrit une seconde fois à M. Fidel Castro...

M. Huber Matos était, avec les deux frères Castro (Fidel et Raul), Che Guevara et Camilo Cienfuegos, un des cinq «commandants» historiques de la révolution cubaine qui fit tomber le dictateur Batista le 1er janvier 1959. Nommé par Fidel Castro à la tête de la région militaire de Camaguey, il écrit à ce dernier à l'automne 1959 pour dénoncer la dérive communiste du régime. Il passera pour cela vingt années en prison. Exilé à Miami (Floride), où il dirige le mouvement Cuba-Independiente y Democratica, il a écrit de nouveau trente-deux ans plus tard, jour pour jour, au président cubain pour lui demander d'abandonner le pouvoir.

Monsieur Fidel Castro,

Il y a trente-deux ans, le 19 octobre 1959, je vous ai envoyé une lettre dans laquelle je vous annonçais ma démission du poste de chef de la région militaire de Camaguey et ma rupture totale avec le gouvernement que vous dirigiez. Je ne pouvais pas accepter la trahison qui se *préparait contre* notre peuple et contre la révolution démocratique et humaniste que nous avions promis de mener une fois arrivés au pouvoir. (...)

Aujourd'hui, je vous écris à nouveau, monsieur Castro. La tragédie *que j'ai voulu éviter* est devenue une déchirante réalité qui accumule trois décennies de *souffrances pour notre peuple et* exhibe un paysage de ruines. Vous avez transformé Cuba en un fief totalitaire et militariste où prévalent la terreur, le double visage, la frustration, la séparation des familles, la famine et la répression.

Après avoir exercé pendant trente-deux ans un pouvoir arbi*traire et avoir soutenu, sous dif*férentes latitudes, la subversion, le terrorisme et les campagnes guerrières *néocolonialistes* au service du Kremlin, vous avez échoué complètement. Le communisme s'achève à Cuba et dans le monde : les peuples l'ont vaincu et l'histoire le condamne. En ignorant ces réalités, vous vous refusez à susciter une solution civilisée. Vous avez eu votre dernière chance lors du quatrième congrès du Parti communiste de Cuba, mais vous vous êtes acharné à poursuivre la voie stalinienne, obligeant notre peuple à chercher une solution par les voies de la violence et d'un *bain de sang*. Pire encore, vous menacez de faire couler l'île dans la mer en laissant apparaître votre intention de provoquer une guerre contre les Etats-Unis afin de camoufler vos échecs et votre *défaite dans une* apocalypse que seul votre ego morbide peut souhaiter.

Cuba *appartient aux* Cubains, personne ne vous a donné la propriété de l'île ni de ses citoyens, ni de ceux qui *sont* nés sur ces terres et que vous avez obligés à prendre la route de l'exil. Votre opiniâtreté à vouloir vous imposer contre la volonté des Cubains aura uniquement comme résultat que vous ajouterez davantage de crimes à ceux que vous avez déjà commis et, de toute façon, le *peuple* va vous balayer. Les cartes que vous vous êtes réservées pour la fin donnent le *vertige : le génocide* contre les Cubains et la guerre avec les Etats-Unis. Basta monsieur Castro ! Ne *faites plus* de mal à Cuba !

EN BREF

□ **DJIBOUTI : l'armée a repoussé *une agression armée*.** – *Le ministre* djiboutien de la défense, M. Ismaël Ali Youssouf, a annoncé, dimanche 20 octobre, que l'armée avait repoussé, jeudi, une attaque d'environ cinq cents Afars armés, vêtus d'uniformes éthiopiens, dans la localité d'Abah, à la frontière de l'Ethiopie. Le ministre de l'intérieur a ajouté que des mesures avaient été prises pour résister aux agresseurs dont l'objectif *«est de plonger Djibouti dans le chaos et de s'emparer du pouvoir»*. – *(AFP, Reuter.)*

□ **ÉTATS-UNIS : deux nouveaux candidats démocrates à l'élection présidentielle.** – Le révérend Pat Mahoney (trente-sept ans), dirigeant du mouvement anti-avortement Operation Rescue, qui a été interpellé pour avoir bloqué durant l'été des cliniques de Wichita (Kansas), a annoncé samedi 19 octobre sa candidature à l'investiture démocrate en vue de l'élection présidentielle de 1992. Un acteur de cinéma de soixante ans, M. Tom Laughlin, est également entré en lice, qualifiant le président Bush de *«cynique»* parce qu'*«indifférent aux millions d'Américains qui travaillent dur»*. Au total, huit candidats briguent dorénavant l'investiture démocrate. – *(AFP.)*

□ **PÉROU : sept dirigeants politiques de gauche disparus depuis avril dernier.** – L'association en faveur des droits de l'homme (APRODEH) du Pérou a indiqué, dimanche 20 octobre, qu'elle était sans nouvelles, depuis le 19 avril dernier, de sept dirigeants du mouvement politique la Gauche Unie, vus pour la dernière fois à la base militaire de Huancapi (sud-est du *pays*), où *ils étaient* venus se faire inscrire comme candidats aux élections municipales tenues en août. Ces disparitions ont été dénoncées par un procureur provincial, M. Zenon Palomino, devant les autorités judiciaires. – *(AFP.)*

□ **SRI-LANKA : trois îles reprises aux rebelles tamouls.** – *Poursuivant* l'offensive engagée le 18 octobre contre des bases de séparatistes tamouls, dans le nord-est du pays, les forces armées du Sri-Lanka se sont emparé, dimanche 20 octobre, de trois îles situées un peu au large de la péninsule de Jaffna, fief du LTTE (Tigres de libération de l'Eelam tamoul). Au moins quarante-cinq guérilleros ont été tués, selon des sources gouvernementales qui ont admis avoir aussi subi *«quelques pertes»*. Le couvre-feu a été décrété sur plusieurs districts de la zone en vue de *contrecarrer les déplacements* des rebelles. – *(AFP, Reuter, UPI.)*

POLITIQUE

Le débat sur les alliances

L'opposition exclut l'hypothèse d'un « gouvernement de coalition »

Plusieurs porte-parole de l'opposition ont récusé, dimanche 20 octobre, l'éventualité d'un « gouvernement de coalition » qui pourrait être constitué si aucune majorité ne se dégageait des futures élections législatives. M. Edouard Balladur, député (RPR) de Paris, ancien ministre d'Etat, a jugé, au « Grand jury RTL-*le Monde* », *« particulièrement absurde l'idée d'un gouvernement d'union nationale »*, affirmant : *« Nous ne participerons pas à une coalition. »* M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a estimé, au Forum RMC-*l'Express*, que cette solution *« ne serait pas sérieuse »* car ce serait *« le mariage de la carpe et du lapin, l'alliance de l'eau et du feu, bref le rassemblement de tous les combinards »*. M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, nouveau président exécutif du CDS, a demandé lors de « l'Heure de Vérité » sur Antenne 2 : *« Si des hommes, allant de Pasqua à Chevènement, montaient sur le même bateau, quelle direction prendrait celui-ci ? »*

D'une République à l'autre

L'*« ouverture »* mise à la mode par M. Rocard revient au goût du jour. M. Jean-Pierre Soisson, transfuge de l'UDF il y a trois ans, s'en fait aujourd'hui l'apôtre insistant, affirmant même que *« les gouvernements de demain seront des gouvernements de coalition »* (*le Figaro* du 15 octobre). MM. Noir et Carignon, tous deux anciens membres du RPR, prônent des solutions comparables. M. Barre lui-même imagine un regroupement d'hommes de tendances différentes *« qui seront les témoins et les garants du caractère national de l'action à entreprendre »* (*Investir-Magazine*, cf. *le Monde* du 16 octobre).

Ces nouveautés annoncées recouvrent en réalité des notions anciennes. Il s'est agi – et il s'agirait éventuellement encore – de trouver un substitut pour permettre la constitution d'un gouvernement au cas où un seul parti ne disposerait pas de la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Le mode de scrutin peut jouer un rôle *important* dans la formation d'une majorité mais il ne constitue pas une garantie complète. En effet, si le scrutin majoritaire d'arrondissement peut dégager des majorités assez cohérentes, celles-ci ne sont *pas* à l'abri des ruptures en cours de mandat comme on l'a vu en 1962 lorsque le gouvernement Pompidou a été renversé ou, comme en 1968, lorsque le général de Gaulle a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale sans qu'il y ait eu de défection parlementaire. De même si le scrutin proportionnel est réputé receler des facteurs d'instabilité, l'éclatement d'une coalition gouvernementale n'est *pas* fatale : la majorité constituée en 1986 après une élection à la proportionnelle est restée cohérente jusqu'à la dissolution de 1988 décidée par le président de la République après sa propre réélection.

Il convient, pour juger de la solidité des gouvernements de coalition, de tenir compte de la nature des institutions. Il faut donc distinguer entre le régime de la IVᵉ République et celui de la Vᵉ, car dans ce dernier le rôle du président de la République, élu au suffrage universel direct, est déterminant.

Durant la IVᵉ République, de 1946 à 1958, les gouvernements de coalition étaient imposés par le système dit des apparentements qui avait le même effet que le mode de scrutin proportionnel. En reflétant l'éparpillement des courants politiques, l'élection donnait au Parlement une image assez exacte de l'état des forces dans le pays mais ne permettait *pas* de dégager une majorité de gouvernement. L'instabilité ministérielle qui avait caractérisé *la IIIᵉ République* se pérennisait. Dans les votes de confiance que le gouvernement devait *fréquemment* demander à la Chambre des députés, la conjonction de groupes souvent faibles et parfois antagonistes entraînait sa chute.

Communistes et modérés se sont ainsi unis pour *renverser* à trois reprises des gouvernements entre 1956 et 1958. *C'était* l'époque « bénie » des gouvernements de coalition, le temps où chaque parlementaire pouvait espérer devenir ministre, grâce à des majorités de rencontre où la constitution des cabinets était le fruit de compromis et le résultat du *« régime exclusif des partis »* dont de Gaulle devait dénoncer les *« comités Gustave, Théodule et Hippolyte »*.

Le gouvernement de Gaulle

De Gaulle lui-même, avant que ne soient fondées les institutions de la Vᵉ République, a dû accepter de former, le 1ᵉʳ juin 1958, un gouvernement de coalition, le dernier de la IVᵉ République, qui durera jusqu'au 8 janvier 1959 (1). Pour obtenir l'investiture de l'Assemblée nationale élue en 1956, le général a dû non seulement se plier aux rites mais aussi composer avec les forces politiques en présence. Après avoir annoncé le 15 mai 1958 qu'il se *« tenait prêt à assumer les pouvoirs de la République »*, de Gaulle a reçu les ralliements successifs de Georges Bidault (MRP), Antoine Pinay (indépendants), Guy Mollet (SFIO) et M. Pierre Pflimlin (MRP), président du conseil. Tous ces chefs de parti (à l'exception de Georges Bidault) se sont retrouvés dans le gouvernement qu'il a formé le 1ᵉʳ juin au terme d'un dosage subtil à la fois politique et parlementaire. Dix ministres y représentaient les partis politiques aux côtés de quatre hauts fonctionnaires et de l'écrivain André Malraux. Le *général* était investi par 329 voix contre 224.

Tous les autres gouvernements que de Gaulle nommera ensuite tiendront également compte, dans une certaine mesure, de la composition de la majorité parlementaire. Cette coalition éclatera d'ailleurs lorsque le 15 mai 1962 les cinq ministres MRP démissionneront pour protester contre la politique européenne du général et ses sarcasmes exprimés par l'usage du mot *« volapük »* pour dénoncer l'intégration européenne. Les coalitions gouvernementales se réduiront ensuite à la coopération entre de nombreux ministres UNR et quelques *Républicains indépendants*.

L'ouverture de Pompidou

Georges Pompidou, élu président de la République en 1969, élargit la *majorité* en faisant entrer au gouvernement des représentants du Centre Démocratie et Progrès, groupe centriste issu d'une scission du MRP. C'est au cours d'une émission télévisée que Jacques Duhamel annonce son ralliement ostentatoire au successeur de de Gaulle.

Sous la Vᵉ République ce n'est donc plus en fonction du chef du gouvernement et de l'équilibre parlementaire que se forment les coalitions mais par rapport au chef de l'Etat et de la *« majorité présidentielle »* qui l'élit et le soutient, en principe pour la durée du septennat. Il est vrai que le gouvernement, officiellement nommé par le président *« sur proposition du premier ministre »*, est en fait constitué à l'Elysée. Malgré cette mutation de la pratique institutionnelle, le président doit tenir compte de l'état des forces parlementaires car si sa propre responsabilité ne peut pas être mise en cause par l'Assemblée, la contestation du premier ministre le vise par personne interposée.

C'est pour s'assurer du soutien du groupe gaulliste de l'Assemblée nationale qu'en 1974, M. Valéry Giscard d'Estaing a nommé premier ministre M. Jacques Chirac avec pour objectif non avoué de *« giscardiser »* l'UDR, ce qui ne sera que partiellement réalisé.

La coalition PS-PC

De même, en 1981, la coalition entre socialistes et communistes s'est formée *autour de M. Mitterrand* lors du deuxième tour de l'élection présidentielle et sa rupture, en 1984, visait *en réalité le* changement de politique inspiré par l'Elysée que le nouveau premier ministre se contentait de traduire.

En revanche la coalition imposée par la cohabitation de 1986 à 1988 s'inspirait à la fois du présidentialisme de la Vᵉ République et du parlementarisme de la IVᵉ. Le chef de l'Etat a en effet pu conserver les prérogatives renforcées que la Constitution de 1958 attache à sa fonction et qui lui évitent, à la différence de ses prédécesseurs de l'ancien régime, de *« demeurer inerte »*. Il a pu par exemple se comporter en inspirateur de la nouvelle opposition pendant cette période et préparer ainsi la double *« revanche »* de 1988 aux élections présidentielles et législatives.

Mais dans le même temps la formation du gouvernement Chirac a mis en relief une notion de coalition évoquant davantage les pratiques de la IVᵉ République (le dernier gouvernement de Gaulle y compris) que celles de la Vᵉ. Les consultations menées à l'Hôtel de Ville de Paris rappelaient tout à fait celles que conduisaient jadis les présidents du conseil *« pressentis »* recevant les chefs des parti. S'il ne s'agissait pas cette fois de s'assurer du soutien des groupes parlementaires pour constituer une majorité, il était cependant bien question de dosage politique et de *répartition des ministères*.

Ce gouvernement de coalition a lui aussi atteint les limites de sa cohésion non pas en provoquant *la* chute de son chef mais en s'opposant en partie à lui lorsque celui-ci a été candidat à l'Elysée en 1988. En soutenant la candidature de M. Barre à l'élection présidentielle plutôt que celle du premier ministre sortant, les ministres centristes ont illustré l'imbrication périlleuse et jusqu'à un certain point inconciliable des deux conceptions.

La question demeure posée de savoir si un gouvernement de coalition peut se pratiquer sous la Vᵉ République sans entraîner des conséquences qui atteignent le sommet de l'Etat, c'est-à-dire l'ensemble des institutions.

ANDRÉ PASSERON

(1) Ce précédent est explicitement invoqué par MM. Barre et Millon lorsqu'ils plaident pour une *« conjonction des volontés »* à la tête de l'Etat (*le Monde* du 15 octobre).

Au « Grand jury RTL-*le Monde* »

M. Edouard Balladur : une autre politique est possible

M. Edouard Balladur, député RPR, ancien ministre d'Etat, invité du « Grand jury RTL-*le Monde* », dimanche 20 octobre, a notamment déclaré : *« S'il y avait des élections législatives anticipées, je ne m'en plaindrais pas. Mais je serais surpris que M. Mitterrand prenne sa décision uniquement pour nous être agréable. »* Considérant comme *« particulièrement absurde »* le principe de l'union nationale, l'ancien ministre a affirmé : *« Une autre politique est possible sur le plan économique comme sur le plan social et sur l'éducation. C'est difficile à faire passer car les socialistes semblent n'avoir qu'un souci en tête : démontrer qu'ils sont désormais si peu socialistes qu'ils nous ressemblent en tout point. Or, ce n'est pas vrai. Il y a deux politiques différentes pour notre pays qui reflètent deux visions de la société. La démocratie, ce n'est pas le brouillard, ce n'est pas de tout gommer, de donner le sentiment que rien ne vaut rien et que tout vaut tout. La démocratie, c'est le choix. Je ne suis pas animé du désir de me différencier à tout prix de tel ou tel. Mais à l'inverse, je ne comprends pas à quoi correspond ce désir d'unanimisme. »*

Après avoir exposé les principes généraux d'une nouvelle politique économique, différente de celle de M. Bérégovoy, M. Balladur a refusé l'éventualité d'un scrutin proportionnel. *« Si le seul moyen que ceux qui sont au pouvoir ont trouvé pour restaurer la confiance,* a-t-il dit, *c'est de changer le mode de scrutin quelques mois avant les élections, c'est consternant. La démocratie, c'est le respect d'une règle du jeu et d'un minimum de principes stables. Nous ne participerons pas à quelque grande coalition que ce soit. Il faut que ce soit parfaitement clair. »*

A propos de l'immigration, M. Balladur a exprimé la crainte que ce problème ne prenne *« un tour très passionnel »*. Il a estimé que le terme d'*« invasion »* utilisé par M. Giscard d'Estaing *« n'était pas le plus approprié »*, mais, selon lui, l'ancien président a eu raison de montrer qu'*« il y là un problème très sérieux que le gouvernement ne traite pas »*. Quant aux relations avec le Front national, il estime que cela *« ne relève pas de solutions proprement politiques »*. La montée de l'extrême droite reflète, selon lui, *« une inquiétude dans notre société qui est moins stable et moins sûre d'elle-même qu'elle ne l'était auparavant »*. *« C'est en réformant notre société, et non le mode de scrutin,* a-t-il conclu, *que l'on réglera cette question. »*

M. Baudis souhaite des élections législatives anticipées

Invité, dimanche 20 octobre, de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, M. Dominique Baudis a réclamé l'organisation d'élections législatives anticipées pour *« repartir sur un nouveau pied »*. *« Je crains,* a expliqué le président exécutif du CDS, *une longue période à la fois de mécontentement, d'exaspération, mais aussi de paralysie de tous ceux qui ont des décisions à prendre dans les entreprises et dans les administrations. Ils attendent 1993 et je me demande si, au fond, la décision la plus salutaire pour notre pays ne serait pas de consulter les Français. »*

Questionné enfin sur les relations entre les centristes et M. Jacques Delors, le maire de Toulouse a rappelé *« qu'il y avait un autre Delors, (...) celui qui a été ministre de l'économie et des finances de 1981 à 1984 »*. *« Si Jacques Delors,* a-t-il dit, *se présente devant les Français comme candidat du PS, il sera peut-être prisonnier de l'idéologie du PS, comme il l'a été entre 1981 et 1984. »*

□ **M. Pasqua : « en référer au peuple ».** – M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, invité du Forum RMC-*l'Express* dimanche 20 octobre, a *notamment* déclaré : *« Quand on en arrive à un certain point de crise, il faut trancher, et je ne connais qu'une seule solution : en référer au peuple. Plus tôt les responsables actuels partiront, mieux cela vaudra. »* L'ancien ministre de l'intérieur a accusé les socialistes de chercher *« des accommodements, des combines, des tripatouillages »* en envisageant une réforme de la loi électorale. *« Ce que l'on attend d'une loi électorale,* a-t-il dit, *c'est qu'elle dégage une majorité. »*

Quelle loi électorale ?

Suite de la première page

Dans ce nouveau contexte, la loi électorale commence à donner naissance à des effets pervers :

– Elle écrase le centre, très probablement majoritaire dans l'opinion, puisque tout homme politique doit se comporter en fonction des alliances qui lui permettront d'être élu au second tour ;

– Elle oblige le Parti socialiste et la droite républicaine à dramatiser leurs oppositions et à tenir des discours qui laissent de glace bon nombre d'électeurs qui se répètent tout bas la phrase de Jacques Duclos *« blanc bonnet et bonnet blanc »* et trouvent la langue de *bois encore plus épaisse* qu'hier ;

– Elle conduit certains membres *de l'UDF* et du RPR à *intégrer* dans leurs discours une partie des thèses du Front national dans l'espoir d'obtenir au second *tour le* soutien de l'extrême droite (à certains égards, l'« odeur » et l'« invasion », ces écarts de *langage* de MM. Chirac et Giscard d'Estaing, peuvent être considérés comme des sous-produits du mode de scrutin) ;

– Elle propose aux électeurs un choix qui ne leur paraît pas porter sur l'essentiel et *qui les incite* de ce fait à se réfugier dans l'abstention (« ces jeux politiques ne me concernent pas... »), dans *le* mouvement écologique (« la politique doit porter demain sur des dimensions nouvelles »), dans l'enfermement cryptocommuniste (« je veux refuser même au nom d'une espérance morte »), dans le nationalisme autoritaire et xénophobe de Jean-Marie Le Pen (« la France aux Français »).

Redisons-le avec d'autres mots : la loi électorale induit une structure des partis qui privilégie l'opposition droite-gauche et la coupure au centre par rapport à l'autre faille, celle qui sépare le Front *national* des formations attachées aux valeurs républicaines. La première coupure existe : c'est *celle qui séparera demain*, si l'*on* adopte le vocabulaire de Michel Albert (1), les partisans du *« capitalisme rhénan »*, soucieux de long terme et de redistribution, de ceux du *« capitalisme néo-américain »*, préoccupés d'efficacité économique *à court terme et de liberté* des marchés. Mais, à tort ou à raison, cette coupure qui reproduit le clivage SPD-CDU en *Allemagne*, démocrates-républicains aux Etats-Unis, apparaît aujourd'hui comme relativement secondaire à beaucoup d'électeurs qui ne se sentent pas véritablement représentés au Parlement.

Quant à la faille entre la droite et l'extrême droite, la loi électorale tend à la combler en obligeant UDF et RPR à se compromettre sous des *formes* variées avec le Front national dans l'espoir, comme jadis le PS vis-à-vis du PC, de dévitaliser à terme ce compagnon de route encombrant. Mais ce que le PS a pu faire avec le PC dans les années 70, à un moment où le communisme était déjà sur le déclin, la droite le réussira-t-elle avec un FN dont l'idéologie semble gagner du terrain ?

Dès lors se clarifie l'enjeu du débat sur le mode de scrutin : ou l'on maintient la loi électorale actuelle *et* l'abstentionnisme restera élevé dans un contexte de déclin des partis traditionnels et de corrosion de la droite par les thèses du Front national, ou l'on adoptera la représentation proportionnelle avec les avantages et les inconvénients qu'elle contient en germe : une représentation plus forte du Front national au Parlement, mais avec une frontière plus étanche entre la droite et l'extrême droite, des gouvernements *plutôt* centristes (et donc plus proches de la majorité de l'opinion) mais formés par des coalitions, des partis politiques plus forts avec un plus grand risque d'instabilité gouvernementale, enfin une diminution possible du taux d'abstention...

Comme souvent en politique, chacune des branches de l'alternative a *son passif. On peut* se demander néanmoins si, dans l'état actuel de la société française, compte tenu de ses aspirations et de ses clivages, l'heure n'est pas venue d'un vrai débat sur le choix de la loi électorale.

JACQUES LESOURNE

(1) Michel Albert, *Capitalisme contre capitalisme*, Le Seuil, 1991.

François MITTERRAND
sur France inter
SPÉCIAL 8h/9h
Mardi 22 Octobre

POLITIQUE

Devant ses amis réunis à Clichy

M. Fabius appelle à la « double rénovation » de la gauche et du PS

Le courant du Parti socialiste qu'anime M. Laurent Fabius, réuni dimanche 20 octobre, à Clichy, dans les Hauts-de-Seine, a affirmé sa solidarité avec le gouvernement et, particulièrement, avec la politique économique de M. Pierre Bérégovoy. M. Fabius a appelé à la *« double rénovation »* de la gauche et du PS.

Qu'est-ce qui distingue un fabiusien d'un jospiniste? Lorsque les amis du ministre de l'éducation nationale se réunissent (avec ceux de MM. Pierre Mauroy et Louis Mermaz) le 22 septembre à Alfortville, ils peuvent entendre qu'un ministre de l'économie de gauche prenant Poincaré pour référence, *« c'est une provocation »*, et ils applaudissent. Les partisans de M. Fabius, eux, accueillent chaleureusement le « provocateur », de sorte que M. Bérégovoy a pu déclarer devant eux, dimanche : *« J'ai éprouvé, au fil de ces dernières semaines, quelques interrogations. Je ne me suis jamais senti seul, grâce à vous, et, aujourd'hui, je me sens très bien. »*

Au Théâtre Rutebeuf de Clichy, les amis du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, ont montré qu'ils ne sont pas de ceux *« que vent emporte »*, alors même que, selon M. Bérégovoy, *« on ne peut pas dire que les temps soient faciles, ni pour* [les fabiusiens], *ni pour la gauche, ni pour le gouvernement »*. Un proche de M. Fabius expliquait que leurs camarades du courant Mauroy-Mermaz-Jospin les avaient *« aidés »* en expérimentant, un mois auparavant, la méthode de la protestation, qui leur avait valu le reproche de jouer contre leur camp. Le président de l'Assemblée nationale en a tiré aimablement la leçon : *« Quand on critique ses propres amis*, a-t-il dit, *on se fait plaisir, mais on se fait beaucoup de mal ! »* Il a fustigé ce *« social-masochisme »*, devenu, selon lui, *« une denrée assez courue »*.

Les fabiusiens n'en tiennent pas davantage pour le « social-sadisme ». L'évocation, en marge de la réunion, de la manifestation des infirmières, réprimée par la police le 17 octobre, faisait naître des mines consternées. Il n'en a pas été question, cependant, à la tribune, sauf quand M. Anicet Le Pors, membre du comité central du PCF, invité à parler de la reconstruction de la gauche, a observé que celle-ci suppose, à ses yeux, de *« cesser d'opposer la police aux infirmières lorsqu'elles utilisent leur droit légitime de manifestation »*, de même que de *« cesser d'opposer le dédain à certaines revendications légitimes des fonctionnaires par le biais d'un ministre de droite »*. C'est un communiste qui l'a dit, et aucun des socialistes présents ne l'a suivi sur ce terrain.

La menace de l'extrême droite

Ils ne sont pas, pour autant, ravis de la politique qu'ils doivent soutenir. S'ils ne dénoncent pas, comme cela avait été fait à Alfortville, la *« tutelle »* des finances, certains partisans de M. Fabius, s'agacent de ce qu'un ancien ministre d'un département rural appelle *« l'élastique de Bercy »*. A ce mécanisme, il impute un effet qui conduit à donner aux agriculteurs – dans une confusion telle, d'ailleurs, qu'ils ne s'en rendent pas toujours compte, – 2,3 milliards de francs et un aménagement fiscal dont le gouvernement et sa majorité ne retirent aucun bénéfice politique, ces concessions apparaissant comme une victoire remportée contre eux.

Ces propos-là n'étaient tenus qu'à mi-voix, l'ordre du jour étant la solidarité avec le gouvernement pour *« défendre les grands équilibres économiques »*, a dit M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, et pour ne pas céder, selon M. Bérégovoy, aux *« quelques bons esprits, pas seulement à droite, partisans de la « dévaluation compétitive »*. *« La dévaluation*, a répété le ministre de l'économie, *cela finit toujours par appauvrir un pays, et plus les petites gens que ceux qui ont des biens au soleil. »* Autre sage précepte, que M. Bérégovoy emprunte à Pierre Mendès France : *« L'inflation, c'est un impôt sur les pauvres et une subvention pour les riches. »*

« Si notre chômage était dû essentiellement à la faiblesse de la demande, alors, il serait facile de constater que nous n'aurions pas le déficit extérieur que nous avons », a renchéri M. Fabius. Le salut, pour la gauche, ne se situe donc pas, selon le président de l'Assemblée nationale, dans un changement de politique économique, mais dans la *« stratégie de la double rénovation »*, celle des *« forces du mouvement ou du progrès »* – représentées à Clichy par M. Le Pors et par M. Claude Llabres, ancien communiste, animateur du Forum progressiste – et celle *« de l'idéologie, du programme et des pratiques militantes »* du Parti socialiste.

Cette rénovation est d'autant plus urgente, estime-t-il, que *« ce qui est en train de se passer à l'extrême droite et dans une partie de la droite »* fait apparaître le Front national comme une menace, dans un *« contexte démocratique »* qui *« n'est plus le même »* qu'il y a quelques mois.

PATRICK JARREAU

Le cinquantième anniversaire de la fusillade de Châteaubriant

« Vous tous qui restez, soyez dignes de nous, les vingt-sept qui allons mourir »

Près de quinze mille personnes, dont MM. Georges Marchais et Henri Krasucki, ont assisté, dimanche 20 octobre à Châteaubriant (Loire-Atlantique), à la commémoration de l'exécution de vingt-sept otages par les nazis, le 22 octobre 1941. La cérémonie a donné lieu à un bref incident. La célébration officielle du cinquantième anniversaire de la fusillade doit avoir lieu, mardi, en présence du secrétaire d'Etat aux anciens combattants, M. Louis Mexandeau.

CHATEAUBRIANT

de notre envoyée spéciale

Il y avait matière, pourtant, à un bel hommage. Vingt-sept otages furent exécutés, le 22 octobre 1941, dans la carrière de la Sablière à 2 kilomètres de Châteaubriant, à l'ombre des châtaigniers. Fusillés pour rien, rien d'autre que l'exemple. Mais celui qu'ils donnèrent dut être suffisamment éloquent car leurs corps furent enterrés en neuf lieux différents. Il aurait suffi, peut-être, d'une *Marseillaise* en mémoire de celle que chantèrent les vingt-sept syndicalistes, instituteurs ou médecins, du camp de Choisel jusqu'à la Sablière, la ville s'en souvient encore.

Une *Marseillaise* comme celle qu'ils hurlèrent au pied des trois rangées de neuf poteaux où les attendaient les SS et qui fit tant de bruit que plusieurs chancelleries d'outre-Atlantique protestèrent auprès de Berlin contre les exécutions d'otages. Mais dimanche, à Choisel, la musique de la 9e division d'infanterie de marine n'entonna que quelques mesures de l'hymne national. Et lorsqu'ils furent interrompus dans *le Chant des partisans* par le début précipité de l'intervention de M. Marchais, secrétaire général du PCF, les militaires plièrent bagage. Mme le sous-préfet aussi.

Il aurait suffi peut-être, pour ce cinquantième anniversaire de la fusillade, de lire quelques-unes des dernières lettres des otages. Celle de Charles Michels, trente-huit ans, député de Paris, celle de Jean-Pierre Timbaud, trente-sept ans, dirigeant des métallurgistes CGT ou celle de Maximilien Bastard, vingt et un ans, chaudronnier à Nantes. Deux heures avant de mourir, ils s'excusaient de la mauvaise nouvelle auprès de leurs familles : *« Vous allez être surpris. »*

Comme s'il s'était agi d'un meeting

Ils se préoccupaient de faire parvenir les restes de tabac à leurs frères, ou les 615 F, devenus inutiles, à la « Solidarité des internés politiques ». *« Le sous-préfet a assuré que les affaires seront retournées aux familles »*. Ils n'avaient pas peur et, répétaient-ils, leurs mains ne tremblaient pas. Sauf quelques-uns qui, supplément de courage, en firent l'aveu : *« Je meurs le cœur calme mais un peu énervé malgré tout. Les gendarmes qui nous gardent sont encore plus blancs que nous. »*

Mais la commémoration avait été organisée par l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé, propriétaire de la carrière, avec le soutien du Parti communiste et de la CGT. Le podium aux discours était si envahissant en plein milieu de la carrière qu'on ne voyait plus ni les anciens combattants, à leur place de toujours au pied du monument aux morts, ni le portrait de Jean Poulmarch, militant CGT reconnaissable à son nœud papillon. L'événement s'était déplacé. A voir une militante ramasser le matin des châtaignes entre les poteaux d'exécution, on aurait dit qu'il l'était lui-même quelque peu. Déplacé comme les trois tentes rayées, façon Roland-Garros ou Fête de l'Humanité, montées dans ce haut lieu de la Résistance. Déplacé comme les stands, les sanisettes, les signatures de livres, les ventes de calendriers et les enfants à la sébile dans le périmètre de ce sanctuaire de la mémoire. *« Demandez le programme »*. Ou encore comme les accusations d'*« indécence »* lancées à la première divergence et le sempiternel règlement de comptes non soldé depuis cinquante ans. *« La Résistance*, se félicita M. Krasucki, secrétaire général de la CGT, *fut un exemple exceptionnel d'union. »*

Plus que par Guy Môcquet, membre des Jeunesses communistes fusillé à dix-sept ans, le premier rôle fut donc occupé, dimanche, par M. Marchais. Le secrétaire général fit un discours de circonstance. Ses partisans, nombreux parmi les quelque quinze mille participants venus dans des cars étiquetés CGT-PTT, métallurgie, Ile-de-France, etc., applaudirent comme s'il s'était agi d'un meeting.

Après la protestation d'une centaine d'anciens résistants et dirigeants du parti, dont M. Henri Rol-Tanguy, contre sa présence, en raison de son attitude pendant la guerre (*le Monde* du 10 octobre), il en allait du soutien au secrétaire général. Comme l'expliqua M. Guy Ducoloné, ancien député et ancien déporté, *« il aurait été aberrant que ce ne soit pas le secrétaire général qui parle »* dans une occasion aussi importante.

Les opposants à cette ligne ne se manifestèrent pas. M. Charles Tillon, quatre-vingt-quatorze ans, ancien chef militaire des FTP, avait été reçu le matin par le maire socialiste, Mme Martine Buron, et préféra ne pas visiter l'exposition 1941 puisque M. Marchais s'y trouvait déjà. Il n'y eut guère, finalement, que M. Gilbert Brustlein pour disputer la vedette au secrétaire général.

M. Brustlein est le seul survivant du commando qui assassina, sur l'ordre du parti, le chef de la Kommandantur de Nantes, le 20 octobre. L'action entraîna les représailles de Châteaubriant. A soixante-quatorze ans, il poursuit sa quête en réhabilitation. L'incident fut bref. M. Brustlein tomba à terre. Il fulmina contre M. Marchais jusque pendant la *Sonnerie aux morts* : *« C'est une ordure. Il a fabriqué des bombes contre nous. »* Puis il fut raccompagné à la sortie par le service d'ordre.

Dans sa dernière lettre, Guy Môcquet avait conclu sa vie d'une phrase que les communistes ne manquent jamais de citer : *« Vous tous qui restez, soyez dignes de nous, les vingt-sept qui allons mourir. »* Spontanément, M. Krasucki en fit dimanche la remarque : *« Le message de Châteaubriant vaut toujours. »*

CORINE LESNES

Trois élections cantonales...

LOIRE-ATLANTIQUE : canton de Nantes-X (1er tour).

Inscr., 20 825 ; vot., 10 381 ; abst., 50,15 % ; suffr. expr., 9 777. Mme Martine Laurent, div. g., 4 946 voix (50,58 %); MM. Jean-Claude Sédillau, RPR, 3 598 (36,80 %); Pierre Champeau, PC, 1 233 (12,61 %). *Il y a ballottage.*

[Bien qu'ayant obtenu la majorité absolue, Mme Martine Laurent n'est pas élue au premier tour car elle n'a pas recueilli un nombre de suffrages au moins égal au quart des inscrits. Enseignante, non membre du PS, Mme Laurent est la veuve d'Yves Laurent (PS), conseiller général et maire de Saint-Sébastien-sur-Loire, qui s'est suicidé le 13 septembre après que son nom fut apparu dans l'affaire des fausses factures du PS de Loire-Atlantique.

Yves Laurent avait été élu, en 1988, au premier tour, par 5 321 voix (61,06 %) contre 2 276 (26,12 %) à M. Jean-Claude Sédillau, RPR, 707 (8,11 %) à M. Pierre Champeau, PC, 157 (1,80 %) à M. Yves Eveno, UDB, et 252 (2,89 %) à M. André Tirot, FN. Il y avait eu 8 713 suffrages exprimés et 8 847 votants (soit 55,79 % d'abstentions) sur 20 015 inscrits.

Mme Laurent enregistre un score inférieur de 10,47 points à celui de son époux. De son côté, le PC progresse de 4,5 points et le RPR, en l'absence de représentant du FN, gagne 10,68 points.]

PYRENEES-ATLANTIQUES : canton de Lasseube (1er tour).

Inscr., 2 235; vot., 1 693; abst., 24,25 % ; suffr. expr., 1 667. MM. Michel Maumus, div., 909 voix (54,52 %), ELU; Georges Combes, div. g., m. de Lasseube, 495 (29,69 %); René Bourdet-Pées, div. d., adj. au m. de Lasseube, 263 (15,77 %).

[M. Michel Maumus succède à René Camy, récemment décédé, qui, classé divers gauche, siégeait aux côtés des socialistes à l'assemblée départementale. M. Maumus se réclamait de la pensée et de l'action de son prédécesseur. Il l'a emporté dans une triangulaire qui a mobilisé plus d'un électeur sur quatre.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : inscr., 2 235; vot., 1 658; abst., 25,81 %; suffr. expr., 1 617. MM. Maumus, 726 voix (43,68 %); Combes, 413 (25,54 %); Bourdet-Pées, 260 (15,64 %); Francis Lorry, div. d., m. de Lasseubétat, 150 (9,02 %); Roger Campays, FN, 60 (3,61 %); Michel Bertranine, PC, 53 (3,18 %).

René Camy, div. g., avait été réélu au premier tour des cantonales de mars 1985, par 1 222 voix (66,23 %), contre 530 (28,72 %) à M. Jean Delair, RPR, 49 (2,65 %) à M. Simon Salle, PC et 44 (2,38 %) à M. Roger Campays, alors classé div. d. Il y avait eu 1 845 suffrages exprimés et 1 879 votants (soit 15,43 % d'abstentions) sur 2 222 inscrits.]

HAUTE-SAVOIE : canton de Seyssel (2e tour).

Inscr., 3 315; vot., 2 119; abst., 36,07 % ; suffr. expr., 2 068. MM. Christian Monteil, div. d., sout. UDF, m. de Seyssel, 1 059 voix (51,20 %), ELU; André Tissot, div. g., sout. Génération Ecologie, cons. mun. de Clermont, 1 009 (48,79 %).

[La très forte augmentation de la participation (+ 9,11 points) par rapport au premier tour a davantage bénéficié à M. Tissot, qui a gagné 273 voix, tandis que M. Monteil a'a accru son score de dimanche dernier que de 243 suffrages. 80 voix les séparaient le 13 octobre, l'écart s'est réduit à 50 au second tour. M. Monteil perd, au total, 12 points par rapport à son prédécesseur, André Abry.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 3 315; vot., 1 817; abst., 45,18 % ; suffr. expr., 1 760. MM. Monteil, 816 voix (46,36 %); Tissot, 736 (41,81 %); Mme Joëlle Regairaz, FN, 146 (8,29 %); Maurice Jullien-Binard, PC, 62 (3,52 %).

Décédé le 9 août dernier, André Abry, div. d., avait été réélu au premier tour de septembre 1988, par 1 003 voix (63,20 %) contre 384 (24,19 %) à Mme France Vulliet, PS, 73 (4,59 %) à Mme Joëlle Regairaz, FN, 71 (4,47 %) à M. Joseph Grillet, Verts et 56 (3,52 %) à Maurice Jullien-Binard, PC. Il y avait eu 1 587 suffrages exprimés et 1 612 votants (soit 50,74 % d'abstention) sur 3 273 inscrits.]

...et une municipale partielle

LOIRE-ATLANTIQUE : Saint-Sébastien-sur-Loire (1er tour).

Inscr., 15 078; vot., 8 928; abst., 40,78 %; suffr. expr., 8 299. Liste d'union de la gauche conduite par Mme Martine Laurent, div. g., 5 147 voix (62,01 %), 29 sièges (4 PC, 21 PS et 4 div. g.); liste d'union de la droite conduite par M. Jean-Claude Sédillau, RPR, 3 152 (37,98 %), 6 sièges (1 UDF-CDS, 4 RPR et 1 div. d.).

[Sous l'étiquette Majorité présidentielle, Mme Martine Laurent conduisait une liste à majorité socialiste, la même, à quelques variantes près, que celle dirigée par son mari Yves Laurent (*lire ci-dessus*).

En mars 1989, la liste d'union de la gauche avait obtenu 6 908 voix (70,38 %) et 30 sièges (4 PC, 20 PS, 1 MRG, 4 div. g. et 1 écol.), devançant celle menée par M. Sédillau qui avait recueilli 2 906 voix (29,61 %), et 5 sièges (3 RPR et 2 div. d.). Il y avait 14 709 inscrits, 10 120 votants (soit 31,19 % d'abstention) et 10 124 suffrages exprimés.]

UNIVERSITÉ DE POITIERS
D.E.A.
MIGRATIONS : ESPACES ET SOCIÉTÉS
– Les dynamiques migratoires, révélateurs des mutations contemporaines ;
– réseaux, entreprises ethniques et diasporas ;
– Migrations et recomposition sociale de la ville.
Avec le concours du laboratoire MIGRINTER/CNRS, de la *Revue européenne des migrations internationales*, du groupe de sociologie du travail (Paris-VII).
Contact : Gilda SIMON. Département de géographie
95, avenue du Recteur Pineau 86022 Poitiers
Tél. : 49-45-32-92 – Fax : 49-45-33-22.

EN BREF

□ **M. Poperen : vers un nouveau parti.** – M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, explique, dans un entretien publié samedi 19 octobre par le quotidien de Lausanne *24 Heures*, qu'il a *« eu l'occasion d'évoquer* [...] *avec le président de la République »* la perspective d'un rassemblement autour du PS. *« Il me rappelait*, dit-il, *ce qu'avait été la FGDS. La Fédération de la gauche démocrate et socialiste des années 65 a regroupé des forces diverses, sans que la SFIO de l'époque disparaisse, mais quand le processus a été assez avancé, la SFIO a disparu dans un nouveau parti. Je crois qu'on va vivre une évolution de même nature. »*

□ **M. Mermaz estime que les élections ne sont pas perdues pour le PS.** – M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture, a appelé ses amis du club Priorités aujourd'hui, réunis samedi 19 octobre à Paris, à *« se mobiliser autour du président de la République et du gouvernement de Mme Edith Cresson pour faire valoir la politique de dynamisation de l'économie française mise en œuvre »*. *« Je ne vois pas pourquoi on déciderait qu'on a déjà perdu les élections »*, a-t-il déclaré, ajoutant : *« Aujourd'hui nous sommes engagés* [...] *dans une formidable bataille économique,* [dont] *résultera, le moment venu, notre quotient électoral. »*

□ **M. Gallo ne veut pas « perdre son âme ».** – M. Max Gallo, député (PS) au Parlement européen, invité du Forum de Radio J, dimanche 20 octobre, a déclaré que *« l'instrument « Parti socialiste » est largement émoussé »* et que *« si la politique, c'est rester au pouvoir à n'importe quel prix, on pourrait appeler cela : « perdre son âme »*. *« On bricole des réformes institutionnelles, une réforme électorale*, a-t-il dit; *on joue sur les ambitions de X ou Y et sur les divisions de l'adversaire. Cette habileté tacticienne indéniable* [...] *sape la réalité sociale et la force économique du pays. »*

□ **L'impopularité de M. Mitterrand et de Mme Cresson augmente.** – Selon un sondage de l'IFOP publié dans *le Journal du dimanche* du 20 octobre, 33 % des Français se déclarent satisfaits de M. François Mitterrand (au lieu de 34 % le mois dernier) et 21 % de Mme Cresson (au lieu de 20 %). Le nombre de mécontents augmente de trois points (52 % au lieu de 49 %) pour le président de la République et de quatre points pour le premier ministre (48 % au lieu de 44 %). C'est la première fois depuis six ans, dans le baromètre de l'IFOP, que les mécontents dépassent les 50 %. Cette enquête a été réalisée du 26 septembre au 8 octobre auprès de mille huit cent quatre-vingts personnes.

□ **Mme Michèle Barzach sera candidate aux élections législatives.** – Mme Michèle Barzach, ancien ministre, ancien député RPR de Paris, a indiqué, dimanche 20 octobre, sur la 5, qu'elle serait *« vraisemblablement candidate dans la région parisienne aux élections législatives de 1993 »*. Mais elle a précisé que ce ne serait pas dans le cadre d'un parti politique. Mme Barzach, qui avait démissionné de son mandat de député au début de l'année 1991 et n'avait pas été réélue, est toujours conseiller de Paris, inscrite au groupe RPR de l'Hôtel de Ville.

□ **M. Stirn retourne dans le Calvados.** – M. Olivier Stirn, ancien ministre, ancien député du Calvados puis de la Manche, membre du comité directeur du PS, a annoncé, samedi 19 octobre, à l'occasion d'un banquet républicain organisé au Mesnil-Clinchamps, non loin de Vire, par le « comité de soutien pour le retour d'Olivier Stirn », qu'il serait candidat aux élections législatives de 1993 dans son ancienne circonscription du Calvados.

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.

Les grands chefs et sommeliers de la gastronomie, dont LE ST JAMES à Bouliac, ont choisi VOLVIC pour son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne. Retrouvez aux meilleures tables l'eau qui valorise la saveur des mets les plus fins.
volvic L'EAU DES SAVEURS INTACTES

SOCIÉTÉ

Selon une note « à diffusion restreinte » du 11 août 1989

Plusieurs centaines de milliers de personnes en France ont été contaminées par du sang infecté

Un document inédit, daté du 11 août 1989, signé par le docteur Michel Garretta, alors directeur général du Centre national de la transfusion sanguine (CNTS), et adressé au ministère des affaires sociales et de la solidarité, révèle que plusieurs centaines de milliers de personnes ont, ces dernières années, été contaminées par différents virus (ceux de l'hépatite B, de l'hépatite non-A, non-B et du sida), *via* l'utilisation de sang infecté. Ce document accablant vient souligner l'urgence d'une réforme en profondeur du système transfusionnel français.

Il apparaît à la lecture de ce document (dont les données chiffrées nous ont été confirmées pour l'essentiel par plusieurs spécialistes d'épidémiologie) que plusieurs centaines de milliers de personnes ont, ces dernières années, été contaminées par des virus pathogènes à partir de l'utilisation, à visée thérapeutique, de sang que l'on croyait sans risque mais qui, en réalité, était infecté.

Ce document est une note intitulée «Morbidité virale transfusionnelle», adressée le 11 août 1989 au ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale par le docteur Michel Garretta, alors directeur général du CNTS. Ses premiers destinataires ont été le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, et M. Jean-Paul Jean, conseiller technique auprès de M. Claude Evin, le ministre des affaires sociales de l'époque.

Concernant le risque de contamination par le virus du sida, le docteur Garretta écrit que, *«sans changement dans la politique transfusionnelle, on peut estimer actuellement entre 50 et 100 le nombre annuels de donneurs contaminé, non éliminés»*. Ce qui signifie que plus de 100 nouveaux cas de contamination transfusionnelle de ce type surviennent chaque année. Selon le docteur Garretta, *«en accentuant les efforts d'information et d'auto-éviction au moment du don du sang, en supprimant ou en réduisant drastiquement l'utilisation de plasmas totaux thérapeutiques en faveur des produits industriels type albumine, en favorisant massivement l'autotransfusion préopératoire, ce nombre pourrait être significativement réduit»*.

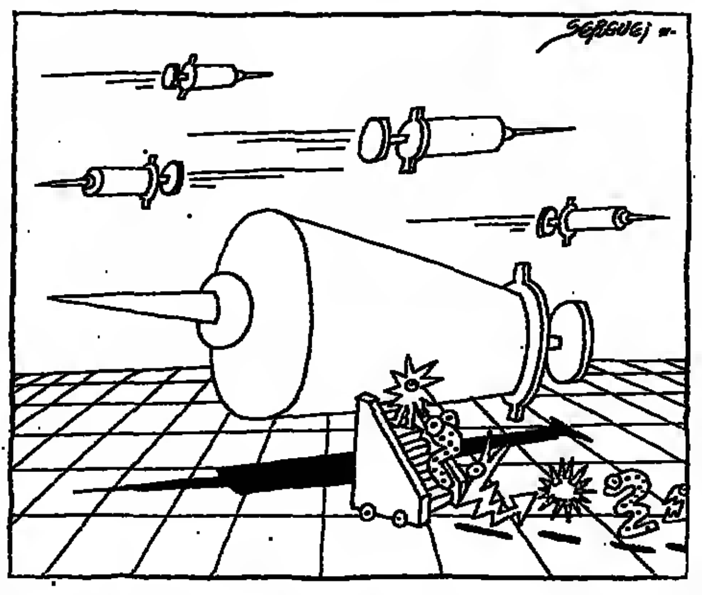
A propos des virus liés aux hépatites, le docteur Garretta note qu'ils représentent un risque plus insidieux. Concernant les hépatites non A non B (hépatites C), il note qu'avant la mise en œuvre des tests biologiques en 1988, le chiffre estimé d'hépatites post-transfusionnelles non A non B était d'environ 90 000 par an, c'est-à-dire un total, entre 1980 et 1987, de 360 000 malades vivants. *«Entre 1988 et 1989, se rajoutent chaque année 36 000 malades»*. Ce qui représente un total d'environ 415 000 malades vivants (1).

Concernant les hépatites B post-transfusionnelles, le docteur Garretta avance le chiffre de 9 000 par an, soit entre 1980 et 1989, 45 000 malades vivants. Cela fait donc environ 460 000 receveurs vivants qui ont été contaminés par l'un des virus de l'hépatite. 230 000 évolueront vers des hépatites chroniques et 23 000 à 46 000 vers la cirrhose.

«Sans changement dans la politique transfusionnelle, écrivait en 1989 le docteur Garretta, *ce sont annuellement environ 40 000 receveurs qui seront contaminés. Les mêmes mesures que celles suggérées pour le sida, associées à un éventuel gain d'efficacité du test hépatite C, pourrait diminuer ce chiffre». «Il resterait néanmoins terrifiant»*, insistait le directeur général du CNTS.

Ce constat posé, le docteur Garretta envisage ensuite les différents problèmes qu'engendre cette situation. S'agissant du sida, il explique qu'environ *3 600* personnes vivantes ont été contaminées à la suite d'une transfusion, mais que la plupart d'entre elles ne le savent pas. *«Beaucoup ignorent même avoir été transfusées»* écrit-t-il, ajoutant qu'il *«n'est pas raisonnable de laisser ces personnes dans l'ignorance de leur état.»* C'est pourquoi il propose d'informer les malades transfusés depuis 1980. Plus précisément, s'appuyant sur différents exemples étrangers, il estime que c'est aux cliniciens de s'engager et d'informer avec discernement en fonction de leur appréciation du contexte propre à chaque patient.

Et il pose la question : *«Que se passera-t-il lorsqu'un pourcentage significatif de ces malades seront informés et qu'éventuellement ils se regrouperont pour exprimer leurs sentiments? On se retrouvera selon toute probabilité devant la même situation que celle posée par les hémophiles, et on se retrouvera devant le même choix : faut-il intervenir dans tous les cas de détresse, et, si oui, avec quel financement? Faut-il intervenir dans tous les cas de contamination, et, si oui, avec quel financement»?* Le docteur Garretta estime qu'il serait sans doute judicieux de mettre en place un système de solidarité du même ordre que celui destiné aux hémophiles. *«Il me semble,* ajoute-t-il, *que la limitation de son accès aux cas reconnus de détresse pourrait permettre un double financement (Etat et assureurs concernés) mais cela uniquement dans la mesure où la probabilité de suites judiciaires aboutissant à des situations d'indemnisation pour les autres malades serait nulle.»*



Pour ce qui est des virus des hépatites, la preuve de l'origine transfusionnelle d'une telle contamination est difficile à faire, estime le directeur général du CNTS. Dès lors, il lui semble qu'*«au coup par coup, les cas de détresse identifiés pourraient faire l'objet d'une intervention de solidarité»*.

En terme de santé publique, le docteur Garretta envisage quatre séries de mesures destinées à limiter au maximum les risques de contamination :

– Exclusion des donneurs à risques. *«Il faut,* écrit-il, *renforcer leur information et mettre en place un engagement écrit de chaque donneur au moment de chaque don.»*

– Exclusion des dons contaminés repérables.

– Limitation maximum de l'utilisation des produits potentiellement à risque.

– Développement de l'autotransfusion péri-opératoire.

En terme de responsabilité enfin, le docteur Garretta propose de :

– Limiter la responsabilité des centres de transfusion aux cas de fautes ou de négligence opérationnelle documentée, et les obliger à s'assurer vis-à-vis de ce risque.

– Exclure la responsabilité des centres de transfusion de tous les autres cas de morbidité transfusionnelle (...) mais prévoir un fonds de solidarité permettant d'intervenir dans tous les cas de détresse le justifiant.

Commentant la note du docteur Garretta, le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, nous a déclaré qu'elle *«synthétisait un certain nombre de problèmes connus qui, à l'époque, faisaient déjà l'objet de débats». «Elle n'apporte rien de vraiment nouveau»*, ajoute-t-il, rappelant en outre que quelques-unes des mesures évoquées ont, depuis, été mises en œuvre. Ainsi, deux circulaires concernant l'autotransfusion ont été promulguées en 1988 et 1989. De même, des brochures informant sur le risque transfusionnel ont été adressées à l'ensemble des cent cinquante mille médecins français. Mais aucune évaluation n'a depuis été faite pour savoir quelle avait été l'attitude des médecins après avoir reçu ce document.

Enfin, à propos de l'hépatite C (anciennement appelée hépatite non A non B), rappelons que le dépistage systématique de l'anticorps lié au virus C est obligatoire sur tous les dons de sang depuis le 1er mars 1990 (*le Monde* du 24 février 1990). Cette mesure – prise quelques mois seulement après la découverte par des chercheurs américains du virus C (*le Monde* du 21 avril et du 30 novembre 1989) – devrait, à terme, notablement diminuer certains des chiffres figurant dans la note du docteur Garretta. Il y a quelques mois, l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale (ANDEM) avait remis à la direction générale de la santé un rapport soulignant la fréquence considérablement élevée des hépatites post-transfusionnelles non A non B (*le Monde* du 8 février).

J.-Y. N. et F. N.

(1) Selon un rapport récent de l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale, la proportion des donneurs infectés se situerait entre 1,2 % et 4,3 %.

Un système archaïque

par Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

FALLAIT-il publiquement faire état du document signé le 11 août 1989 par le docteur Michel Garretta ? La question s'était déjà posée à la fin de l'année 1989, au sein du cabinet de M. Claude Evin, alors ministre des affaires sociales et de la solidarité. On y avait alors longuement débattu de la stratégie à adopter face à ce constat à la fois dramatique et accablant.

Par crainte d'un mouvement de panique dans le public, on avait décidé d'adresser une brochure informative au début de l'année 1990, *via* le conseil de l'ordre, à l'ensemble des médecins français. On devait préciser par ailleurs par voie de circulaire le nouveau cadre dans lequel devrait s'inscrire l'autotransfusion, cette pratique qui permet d'éviter dans certains cas l'utilisation du sang d'autrui. On aménagea enfin les relations entre les assureurs et les centres de transfusion sanguine.

Tout cela fut sans doute utile. Etait-ce suffisant? Comment comprendre que l'on n'ait pas parallèlement mis en place un suivi et une évaluation de l'incitation au dépistage? Ceci aurait notamment permis d'avoir des données précises sur le nombre et la situation des polytransfusés contaminés. Pourquoi, surtout, a-t-il fallu attendre 1990 pour que l'on s'inquiète de cette question, alors que l'on disposait dès l'été 1985 des tests et de toutes les données nécessaires sur la physiopathologie du sida?

Pourquoi les différents responsables politiques et transfusionnels de l'époque n'ont-ils pas mis au plus vite en œuvre une mesure que seuls quelques scientifiques réclamaient, certes publiquement, mais sans succès? Les questions dépassent, à dire vrai, de beaucoup le seul cadre du sida. Comment a-t-on pu accepter, alors que le dépistage de l'hépatite virale de type B a été mis en place dès 1971, que 9 000 malades transfusés soient contaminés chaque année par ce virus?

Aucune solution équitable en vue

Là encore, le sida a joué un puissant rôle, révélant une situation à bien des égards inacceptable. Dans l'attente des conclusions de la mission sur la sécurité transfusionnelle confiée par le gouvernement à trois experts, on ne peut pas non plus ne pas s'interroger sur les multiples conséquences juridiques et financières. Dans les affaires de contamination post-transfusionnelle liées au sida, les juridictions civiles fixent aujourd'hui entre 600 000 et plus de 2 millions de francs le montant du préjudice subi.

Les contrats d'assurances des centres de transfusion sanguine de l'époque ne couvraient pas, le plus souvent, ce risque. Comment, dès lors, la situation pourra-t-elle évoluer sans mettre en péril l'équilibre financier d'un système? Et comment pourrait-on faire «bénéficier» du préjudice les seuls malades du sida et pas les personnes malades après contamination par les autres virus? Déjà en Grande-Bretagne, ces derniers ont rejoint les associations de sidéens post-transfusionnels.

En France, aucune solution n'a encore été retenue pour ce qui est de l'indemnisation des victimes, hémophiles ou non. Faute d'un véritable arbitrage gouvernemental, aucune solution équitable n'est encore en vue. Le gouvernement devrait très prochainement annoncer une refonte globale du système transfusionnel incluant une réforme de la Commission nationale de la transfusion sanguine plus largement ouverte aux non-transfuseurs et présidé par l'un d'entre eux.

D'autre part, le conseil d'administration du CNTS vient de prononcer la dissolution de la société holding Espace-vie, filiale de la Fondation nationale de la transfusion sanguine, et adopté *«le principe d'une refonte des sociétés du secteur commercial»*.

Dans l'attente des réponses aux multiples questions posées, on ne dispose aujourd'hui que d'une certitude : la découverte brutale d'une réalité infectieuse jusqu'ici ignorée du grand public ou trop mal connue du corps médical ne peut que précipiter l'évolution d'un système archaïque qui, jour après jour, apparaît bien différent de celui – magnifié et idéalisé parce que bâti sur le bénévolat des donneurs – que l'on avait coutume de présenter.

Selon le « Chicago Tribune »

Le virus découvert à l'Institut Pasteur pourrait-être à l'origine du test américain de dépistage du sida

Grâce à de nouvelles analyses effectuées par la *technique* de PCR, il apparaît selon une enquête publiée, dimanche 20 octobre, dans le *Chicago Tribune*, que c'est bien la souche de virus du sida adressée en 1984 par l'équipe du professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) à son laboratoire du National Cancer Institute (Bethesda, Maryland) qui a servi, à isoler le virus américain du sida.

Selon un très volumineux document établi par des experts de l'Institut américain de la santé (NIH) – constitué pour l'essentiel de séquençages de souches virales – l'analyse du «pool» (mélange de différentes souches virales) établi, dans le laboratoire du professeur Gallo, par son chef virologiste, le docteur Mikulas Popovic, n'aurait permis, en définitive, de ne retrouver qu'une seule souche virale, la souche pasteurienne LAI.

Éléments essentiels

De là même manière, les enquêteurs américains auraient découvert qu'une seconde souche de virus – que les Américains avaient toujours décrit comme ayant servi à la mise au point de son test de dépistage du virus du sida – n'est autre, elle aussi, que la souche pastorienne.

Ces nouveaux éléments, essentiels pour la compréhension de ce qui s'est passé en 1984 dans le laboratoire du professeur Robert Gallo, confirment qu'une contamination s'est bien produite dans le laboratoire du professeur Gallo, mais ne permettant pas formellement d'en déterminer l'origine. Ils pourraient même amener à reconsidérer globalement la validité de tous les brevets américains concernant le test de dépistage.

M. Hubert Curien, le ministre français de la recherche, s'était, il y a quelques jours, rendu à Washington, pour parler de cette affaire à ses homologues américains. Et c'est actuellement au tour du directeur de l'Institut Pasteur d'être reçu par les dirigeants du NIH.

Malgré la reprise des négociations

Les infirmières manifesteront à nouveau mardi 22 octobre

Les négociations engagées samedi 19 octobre entre le ministre de la santé, M. Bruno Durieux, et les syndicats et organisations représentatifs des infirmières devaient se poursuivre lundi 21 et mercredi 23 octobre. La Coordination nationale infirmière (CNI), qui juge les propositions du ministre insuffisantes, maintient la *«marche de protestation»* du mardi 22 octobre, à 13 heures, de la place de la Bastille à la place Vauban, à Paris, près du ministère de la santé.

La déception prévalait, samedi 19, au sein des neuf organisations syndicales et professionnelles d'infirmières (1), après les nouvelles discussions avec le ministre de la santé. Les mesures annoncées par M. Bruno Durieux ont été jugées insuffisantes et le ministre a été prié de présenter, lundi 21 octobre, des propositions précises et chiffrées. Auparavant, les représentants des infirmières avaient été reçus à Matignon par Mme Edith Cresson, qui leur avait exprimé ses regrets à la suite des incidents de la manifestation du 17 octobre, et avait souhaité que soient prises des mesures propres à améliorer les conditions de travail des infirmières.

Les propositions de M. Bruno Durieux concernent à la fois les infirmières et les aides-soignantes. Elle prévoient une réduction de la durée du travail de nuit de trois heures, sous forme de repos compensateurs, avec la création de 3 500 postes sur trois ans. Un crédit de cinquante millions de francs est débloqué pour rémunérer les astreintes à domicile dans les établissements qui ne le font pas, avec une majoration de 20 % pour les établissements parisiens qui les rémunèrent déjà. Entre le 24e et le 29e dimanche ou jour férié travaillés dans l'année, l'indemnisation actuelle, de l'ordre de 150 francs, est majorée de 75 %. A partir du 30e jour, elle est multipliée par trois. Une prime de responsabilité pour les surveillantes et surveillantes-chefs des services médicaux, dont le montant est à négocier, est également envisagée.

A l'issue de ces négociations, M. Durieux a estimé que *«l'accueil fait à ces propositions n'avait pas été négatif, hormis l'attitude maximaliste de la Coordination»*. Il a rappelé que les questions de salaires ne dépendaient pas de lui, mais des négociations en cours dans la Fonction publique.

«Que signifie une diminution du travail de nuit de trois heures sous forme de repos compensateur, a estimé M. Eric Delmas, porte-parole de l'Union infirmière France, *alors qu'actuellement, compte tenu de la pénurie, les infirmières n'arrivent déjà pas à prendre les repos compensateurs auxquels elles ont droit ?»* L'Union a proposé à M. Durieux la mise en place d'un salaire de base de 9 500 F nets pour les infirmières.

En l'absence de *«propositions sérieuses du gouvernement»*, portant notamment sur les effectifs et les salaires, la Coordination a renouvelé son appel à une opération *«zéro infirmière»* dans les hôpitaux, à partir du 23 octobre.

M. La.

(1) CFDT, CGT, FO, CGC, CFTC, la Coordination infirmière France, l'Union nationale infirmière, l'UNASIIF (Union nationale des associations et syndicats infirmiers et des infirmiers de France) et le SNCH (Syndicat national des cadres hospitaliers).

LA FRANCE EN CHIFFRES
LE POINT COMPLET SUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE
156 pages pour tout savoir sur l'économie du pays.
Les secteurs clés, les grandes évolutions, les régions, le budget, le poids de la France, tout est parfaitement mis à jour et répertorié dans ce panorama de l'économie française.
HORS SÉRIE ÉDITION 91-92
48 F EN VENTE PARTOUT
SCIENCE & VIE ÉCONOMIE
LE MAGAZINE EXPLORATEUR DE L'ÉCONOMIE

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Le siècle des mégapoles

En l'an 2000, vingt et une villes auront plus de 10 millions d'habitants. Comment concilier leur développement et la protection du cadre de vie?

MONTRÉAL

de notre envoyé spécial

« Le vingtième siècle a été celui de l'urbanisation. Le vingt et unième sera celui des mégapoles. » La prophétie formulée par le maire de Tokyo, M. Shunichi Suzuki, en clôturant le troisième sommet des grandes villes du monde qui s'est achevé le 17 octobre à Montréal, court peu de risques d'être démentie. Depuis les années 20, la population urbaine mondiale est passée de 360 millions à près de 2 milliards d'individus. Certaines villes ont grandi à un rythme vertigineux. En trente ans, le nombre d'habitants d'Abidjan, par exemple, a été multiplié par 35.

Si un coup de frein a été donné à Mexico, qui gagnait 1 million d'habitants par an, la tendance générale est à l'accélération. D'ici à l'an 2000, près de 50 millions d'habitants grossiront chaque année la population urbaine mondiale. Au tournant du millénaire, pour la première fois de son histoire, l'humanité vivra en majorité dans les villes. Et l'on estime que, dans vingt et une *mégapoles, plus de* 10 millions d'habitants s'efforceront de vivre ensemble. Dix-huit d'entre elles se trouvent en Amérique latine, en Asie ou en Afrique.

Magie de la ville. Dans tous les arpents du monde, les ruraux sans travail, sans fortune, sans abris autres que précaires, succombent ou se résignent à l'attrait de la grande cité, où les chances paraîtront moins rares et la solitude moins insupportable. Et il est vrai que les villes sont prodigues par la concentration des emplois, des logements, des équipements de santé, de formation, de culture. Vrai aussi que la démocratie peut y trouver son terreau et que, selon les mots de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, dans son message au sommet de Montréal, *« sur tous les continents, les grands empires, les époques-clés de l'histoire et les âges d'or des différentes cultures ont porté le nom de villes »*.

Mais aujourd'hui, qui parle d'âge d'or ? L'accumulation des ressources consommées dans les villes entraîne celle des déchets et des pollutions. Dans les pays industrialisés, la distance des déplacements s'allonge. La circulation se congestionne. Dans les pays en voie de développement, les équipements font défaut. La production d'électricité à la périphérie des villes et les voitures au centre contaminent l'eau et l'atmosphère. Et l'assainissement n'existe guère. Comment développer la ville sans la détruire elle-même, ainsi que tous les écosystèmes où elle s'insère?

Bus à alcool à New-York

Le défi majeur est bien là, dans cette dépendance entre l'économie et l'environnement, dans ce que le sommet de Montréal a appelé le *« développement viable »*. Le secrétaire général de la ville de Delhi, M. Rajinder Kumar Takkar, a donné une réponse qui n'est pas, de son propre aveu, *« très orthodoxe »*, mais n'en mérite pas moins attention : la ville doit perdre son pouvoir d'attraction. Le représentant du premier magistrat de la capitale de l'Inde y voit la condition de la survie de sa cité de 9 millions d'habitants. L'effort, a-t-il expliqué, consiste à créer des emplois dans les villes et villages où vivent les populations et ainsi *« à freiner la migration, plutôt qu'à essayer de résoudre les problèmes qu'elle provoque »*. M. Suzuki, qui fonda en 1985 le réseau des grandes villes du monde et veut rendre Tokyo *« plus accueillante et plus paisible »*, par des parcs et des musées, projette la construction, en 1996, d'une autre ville au large de la capitale.

Les vingt-trois participants, représentant les plus grandes villes du monde à la conférence de Montréal, ont échangé leurs expériences et leurs réflexions. M. David Dinkins, maire de New-York, compte économiser 5 milliards de dollars par an dans le traitement des eaux polluées, en misant sur la prévention et sur la réduction de la consommation. Il convertit ses bus au fonctionnement à l'alcool et met en place un dispositif de petits écrans dans les rues pour renseigner les habitants sur le degré de pollution de l'air et les inciter à la modération dans l'usage de la voiture. Gouverneur de Djakarta, M. Atmodarminto a, pour sa part, insisté sur la nécessaire participation des citoyens pour obtenir des progrès durables. Trente-sept mille ferrailleurs, a-t-il raconté, travaillent dans les décharges de la capitale indonésienne et contribuent ainsi à la sélection et à l'élimination des déchets.

En présentant le bilan du sommet, le maire de Montréal, M. Jean Doré, déclarait lui-même que *« seule une mobilisation générale de nos populations viendra à bout des défis qui sont les nôtres »*.

Que l'homme soit l'acteur de son propre développement, M. Ernest N'Koumo Mobio, maire d'Abidjan, l'avait aussi souligné, mais pour lui, cette condition en appelle une autre : que le développement se fasse dans l'équité, ce qui implique une solidarité plus grande entre les peuples du Nord et du Sud. Un langage que le maire de Paris martèle pour sa part à chaque réunion de l'Association des maires francophones qu'il préside.

M. Chirac et les « droits de la nature »

A Montréal, M. Chirac n'a pas dérogé à cette habitude. Reconnaissant que les pays pauvres polluent et qu'ils n'ont pas les moyens de faire face à la sauvegarde d'un environnement *« qui est le leur, mais aussi le nôtre »*, le maire de Paris a mis en cause les Etats-Unis et le Japon. Ils ne respecteraient pas le versement consenti en principe par chaque pays industrialisé, qui devrait consacrer 0,7 % de son PIB en faveur de l'aide aux pays du Sud.

M. Chirac avait auparavant rendu hommage aux écologistes, qui *« paraissent parfois excessifs, mais ont globalement raison »*. Pour lui, les Occidentaux doivent s'atteler à la défense des droits de la nature, comme ils ont défendu les droits de l'homme. *« Ce sont*, a-t-il déclaré, *les deux faces inséparables d'un même combat. »* Des recherches doivent être promues *« à l'échelle mondiale »* pour mieux connaître les mécanismes écologiques. La communauté internationale doit s'engager dans la formation de cadres venant des pays pauvres aux techniques de l'assainissement, du traitement des eaux, des déchets et de la pollution atmosphérique.

Le projet de lancement de réseaux d'échanges, de transferts d'expériences, de technologies innovatrices figure dans la déclaration finale du sommet de Montréal. Mais celui-ci se sera terminé sans qu'une structure de financement des recherches et des solidarités ait été mise en place. Peut-être parce que les grandes villes du monde n'en sont encore qu'à l'aube de leur coopération.

Elles se retrouveront à la conférence des Nations-Unies qui réunira, en juin à Rio-de-Janeiro, les chefs d'Etat ou de gouvernement du monde entier pour « sauver la planète ». M. Maurice Strong, secrétaire général de cette conférence, a déclaré à Montréal que le sommet de Rio *« fixera l'ordre du jour du vingt et unième siècle »*. Le maire de Tokyo a répliqué : *« Les villes sont-elles le refuge de la sagesse du monde? Il est encore trop tôt pour répondre... »*

CHARLES VIAL

□ **M. Chirac visite, à Montréal, le chantier du futur monument au général de Gaulle.** – M. Jacques Chirac a profité de son séjour à Montréal, au troisième sommet des grandes villes du monde, pour visiter le chantier où s'élèvera, dans quelques mois, un monument à la mémoire du général de Gaulle. L'œuvre du sculpteur Olivier Debré est une flamme de 17,20 mètres taillée dans le granit bleu de Vire. Offerte par la Ville de Paris, elle sera édifiée sur une place qui portera elle-même le nom du chef de la France libre et qui se trouve en cours d'aménagement près du parc Lafontaine, rue Sheerbrooke, au centre de Montréal.

Dix-huit sur vingt et une

Selon les prévisions de l'ONU, vingt et une grandes villes au monde compteront plus de dix *millions d'habitants en l'an 2000* (douze les dépassant déjà) : Mexico, San Paulo, Tokyo, Shanghai, New-York, Calcutta, Bombay, Pékin, Los Angeles, Djakarta, Delhi, Buenos-Aires, Lagos, Tianjin (China), Séoul, Rio-de-Janeiro, Dacca (Bangladesh), Le Caire, Manille, Karachi et Bangkok. Dix-huit de ces vingt et une mégapoles sont aujourd'hui dans des pays en voie de développement.

JUSTICE

Réunis en congrès à Paris

Les magistrats de l'USM se disent déçus des réformes engagées par la chancellerie

L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), qui s'est réunie en congrès annuel le vendredi 18 octobre au Palais de justice de Paris en présence du garde des sceaux, M. Henri Nallet, a exprimé sa déception face aux réformes engagés par la chancellerie.

Il y a tout juste un an, à Lyon, le congrès de l'Union syndicale des magistrats avait reçu la visite d'un garde des sceaux fraîchement nommé. Face à un monde judiciaire en crise, M. Henri Nallet, qui était encore un ministre de la justice *« débutant »*, s'était dit *« déterminé à donner à la justice les moyens de s'en sortir »*. Le temps était aux promesses et à la bonne volonté.

Douze mois plus tard, au Palais de justice de Paris, l'heure était à la morosité. *« Lorsque vous êtes arrivé place Vendôme, voici un an, vous avez découvert un département ministériel en pleine crise d'identité et en pleine crise financière*, notait M. Michel Joubrel, le président de l'USM, qui rassemble 52 % du corps. *Comme vous le savez, aucun élément nouveau n'est venu, depuis cette date, améliorer la situation. J'oserai même dire que le climat délétère que nous connaissions a plutôt empiré. »* M. Joubrel dressait alors un triste état des lieux : un budget *« indigent »*, une *« mini-réforme »* du statut, l'institution probable, au cœur de l'instruction, d'une collégialité que l'USM réprouve, et une départementalisation *« insidieuse »* et *« improvisée »*. *« 1992 ne s'annonce pas meilleure que l'année 1991*, concluait M. Claude Pernollet, le secrétaire général de l'USM. *La justice ne doit pas se laisser réduire à un simple service public. »*

La départementalisation en question

Etait-ce de l'irritation face à la morosité et la tristesse ambiante? M. Nallet, qui était venu défendre son bilan, se montrait véhément. *« Un vent mauvais souffle sur la France*, lançait-il d'emblée. *Notre pays est brusquement saisi d'une mélancolie où se donnent libre cours les angoisses individuelles ou colectives, vraies ou supposées. Je crains que l'enchaînement mélancolique fasse craindre les pires dangers à la cohésion sociale, mais aussi à l'institution judiciaire. »* M. Nallet défendait alors une à une ses réformes, renvoyant parfois l'USM aux scléroses du monde judiciaire. *« Je ne serai pas en mesure d'obtenir des pouvoirs publics l'effort budgétaire soutenu sur une longue période*, expliquait-il ainsi, *si je ne peux pas montrer que l'institution judiciaire a su se doter des structures, des méthodes, de l'état d'esprit nécessaires à une gestion rigoureuse et efficace de ses moyens. »*

Plus difficile était le débat sur la départementalisation, sévèrement jugé par l'USM, qui y voit une fonctionnarisation de la justice et un bouleversement de la hiérarchie judiciaire actuelle. M. Nallet tentait toutefois de défendre cette *« indispensable »* réforme menée par la chancellerie. *« La départementalisation est destinée à renforcer la position de la justice vis-à-vis des autres autorités locales, responsables administratifs et élus, face auquelle elle pourra parler d'une voix unie*, plaidait-il. *(...) Par ailleurs, elle doit permettre de doter les juridictions d'une structure de gestion étoffée et maîtrisant l'ensemble des techniques de gestion moderne. »* Les militants de l'USM ne se montraient pas convaincus pour autant : au terme d'un long débat, ils décidaient de boycotter la vidéo-conférence nationale sur la départementalisation organisée le 25 octobre par la chancellerie.

Malaise interne

Mais le malaise du congrès avait également des sources internes. L'USM a perdu, le 13 septembre dernier, son secrétaire général, M. Jean-Luc Sauron, pour cause de... rapprochement avec la chancellerie. Pressenti pour diriger le bureau des droits de l'homme du service des affaires européennes et internationales nouvellement créé place Vendôme, M. Sauron a quitté ses fonctions de secrétaire général au terme d'une crise qui durait depuis le mois d'avril. Interrogé au printemps au sujet de l'affaire Jean-Pierre, M. Sauron avait irrité plus d'un adhérent de l'USM en dénonçant à plusieurs reprises les *« juges partisans »*.

Aujourd'hui, l'USM souhaite visiblement clore ce drôle de chapitre de son histoire syndicale. A l'exception d'une phrase de M. Pernollet, pas un mot ne sera prononcé au sujet de la démission de celui qui fut pourtant trois ans durant son secrétaire général. M. Sauron, qui est toujours membre du conseil syndical, évitera d'ailleurs de s'aventurer jusqu'à la salle du congrès. L'accueil, il est vrai, n'aurait sans doute pas été très chaleureux.

ANNE CHEMIN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Progression du chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 1991

BSN PROGRESSE

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe BSN s'est élevé à 48,3 milliards de francs pour les neuf premiers mois de 1991 contre 40,2 milliards de francs pour la période correspondante de 1990, soit une progression de 20,1 %.

DONNÉES PAR BRANCHE

(en millions de francs)	1990	1991
Produits Frais	10 050	16 237
Epicerie-Pâtes	7 815	9 319
Biscuits	9 451	9 543
Bière	5 469	5 436
Eaux minérales	3 815	3 348
Emballage	4 571	5 448
	41 171	49 330
Cessions internes	(975)	(1 020)
Total Groupe	40 196	48 310

La comparaison des données relatives aux neuf premiers mois de 1991 et de 1990 doit tenir compte des modifications intervenues dans le périmètre de consolidation :

- *dans la Branche Produits Frais, le chiffre d'affaires de 1991 comprend les ventes de la société Galbani (Italie).*
- *dans la Branche Epicerie-Pâtes, les ventes des sociétés Agnesi (Italie) et Birkel (Allemagne) sont prises en compte depuis le 1^er janvier 1991.*
- *le chiffre d'affaires 1991 de la Branche Biscuits ne comprend plus les ventes des sociétés General Biscuits of America et Belin Surgelés, cédées au troisième trimestre 1990.*
- *le chiffre d'affaires 1991 de la Branche Eaux minérales ne comprend plus les ventes des maisons de Champagne Pommery et Lanson, cédées en début d'année 1991.*
- *dans la Branche Emballage, le chiffre d'affaires de 1991 comprend les ventes de la société VMC.*

A structure et taux de change comparables, l'augmentation du chiffre d'affaires par branche est la suivante :

Produits Frais	3,1 %
Epicerie-Pâtes	6,5 %
Biscuits	6,7 %
Bière	- 0,4 %
Eaux minérales	10,2 %
Emballage	3,1 %
Total Groupe	4,6 %

Pour plus d'information, composez sur votre minitel : 3616 - CLIFF

GROUPE BSN C'EST TOUT CE QUE J'AIME

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

CATASTROPHES

Un séisme a fait des centaines de morts dans le nord de l'Inde

Un tremblement de terre de magnitude 6,1 (selon les sismologues indiens, 7,1 selon les observatoires américains et celui de Hongkong) a très violemment secoué le nord de l'Inde, dimanche 20 octobre, à 2 h 53 (heure locale, soit samedi 19 octobre à 22 h 23, heure de Paris). Il aurait tué plus de cinq cents personnes et en aurait blessé plusieurs milliers d'autres dans le nord de l'Etat d'Uttar-Pradesh.

La zone la plus touchée est celle des alentours d'Almora, localité située à quelque 275 kilomètres au nord-est de New-Delhi. La région, située sur les premières pentes de l'Himalaya, est assez peu peuplée (à l'échelle indienne). Mais plus de quatre cents villages auraient été entièrement détruits ou très endommagés. Ce qui aurait fait des milliers de sans-abri.

La secousse a été ressentie dans tout le nord de l'Inde, en particulier à New-Delhi, dans les Etats d'Himachal-Pradesh, d'Haryana, du Pendjab, où elle semble avoir fait quelques dégâts, et dont les populations prises de panique se sont précipitées dehors. A Amritsar, la ville sainte des sikhs, les dévots ont couru dans le Temple d'or, le sanctuaire le plus révéré de la religion sikh. Au Cachemire, le séisme aurait endommagé une vingtaine de maisons et blessé une dizaine de personnes. A Chandigarh, capitale à la fois des Etats d'Haryana et du Pendjab, des maisons auraient subi quelques dégâts.

Dans la région touchée par le tremblement de terre, la secousse, outre les dégâts aux maisons, aurait détruit ou endommagé des routes, des ponts, des lignes téléphoniques et électriques. Les communications avec la zone du séisme sont donc particulièrement difficiles : il est ainsi possible que le bilan du tremblement de terre s'alourdisse dans les jours qui viennent. Et d'autant plus que des glissements de terrain ont obstrué le lit de plusieurs rivières dont ces « barrages » pourraient ne pas résister longtemps à la pression de l'eau accumulée derrière eux. – *(AFP, AP, Reuter, UPI.)*

EN BREF

□ **Un gendarme auxiliaire tué dans la banlieue toulousaine.** – Un gendarme auxiliaire, Philippe Tremblier, dix-neuf ans, a été tué, dimanche soir 20 octobre, dans la banlieue de Toulouse par deux suspects qu'il tentait d'interpeller après un contrôle de routine.

□ **Rassemblement de militants pour le respect de la vie.** – Près de dix mille personnes se sont rassemblées samedi 19 octobre, dans l'après-midi, au Trocadéro, à Paris, pour *« fêter et défendre la vie de la naissance de l'individu à la mort naturelle »*. Cette manifestation était organisée par les associations familiales catholiques.

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT

50 mots clés de la culture générale contemporaine

Explications et commentaires

LOTO SPORTIF

RÉSULTATS OFFICIELS

LOTO 19H55 SAMEDI 19 OCTOBRE 1991

11 14 17 34 43 47 — 4

4 458 140 F

98 600 F

5 885 F

20H35

1 12 20 26 28 29 — 34

50 676 010 F

SPORTS

AUTOMOBILISME : le grand prix du Japon

Ayrton Senna, de la magie à la maîtrise

En se laissant doubler dans les derniers mètres du grand prix du Jepon de formule 1 automobile, dimanche 20 octobre à Suzuka, Ayrton Senna a permis à son équipier autrichien Gerhard Berger de signer sa première victoire depuis deux ans qu'il pilote une McLaren Honda. Le Brésilien était, il est vrei, assuré de remporter son troisième titre mondiel aprèe l'abandon, sur sortie de piste, du Britennique Nigel Mensell (Williams-Renault), dès le neuvième des cinquante trois tours de la course. L'ultime épreuve de la saison, le 3 novembre à Adélaïde (Australie), permettra de départager pour le titre mondial des constructeurs McLaren Honda, qui a repris la première place après eon doublé eu Japon, et Williams Renault.

C'est en... téléspectateur dans le stand Williams-Renault que Nigel Maosell a suivi le cavalier seul d'Ayrton Senna vers son troisième sacre. Après les accrochages, très discutables au niveau de l'éthique sportive, qui avaient décidé de l'attribution des titres 1989 à Alain Prost et 1990 à Ayrtnn Seona sur ce même circuit de Suzuka, l'hypothèse d'un troisième dnel nù tous les coups auraient été permis, o'était pas à exclure après les dérapages verbaux des deux postulants ao titre 1991. Les injures échangées lors du briefing précédant le grand prix d'Espagne et quelques déclarations d'intimidation trahissaient la pression à laquelle les deux hommes étaient soumis. Mais si le suspense n'a duré que neuf tours, c'est sur un dérapage beaucoop plus classique, entraînant une sortie de piste, qu'il a pris fin. Les anti et les pro Mansell, l'un des pilotes les plus controversés de la formule 1, jugeront sans doute différemment l'ultime rebondissement du duel qui aura caractérisé la saison 1991.

Mansell ronge son frein

En abordant la grande courbe à droite qui lui a été fatale, le Britannique a-t-il été victime d'une pédale de frein un peu trop *«spongieuse»*, comme il l'a prétendu? Emporté par sa fougue, s'est-il dangereusement rapproché de son rival, au point de perdre un peu trop d'adhérence dans les turbulences aérodynamiques provoquées par la McLaren? Déporté vers l'extérieur de la piste, Nigel Mansell s'est, en tous cas, retrouvé définitivement immobilisé dans le bac à sable.

Malchanceux lorsqu'il avait perdu le titre en 1986 après l'éclatement d'un pneu au grand prix d'Australie, trop fougueux en 1987 où, accidenté aux essais du grand prix du Japon, il n'avait pu empêcher le troisième sacre do Brésilien Nelson Piquet, son équipier, Nigel Mansell peut, cette fois, invoquer des circonstances atténuantes. Champion do monde des constructeurs depuis 1986 avec Williams puis McLaren, Honda qui n'avait pu triompher qu'une fois, en 1988, sur sa propre piste d'essais, devant le public japonais, avait, en effet, consenti un effort exceptionnel pour permettre à Ayrton Senna et à Gerhard Berger de disposer à Suzuka d'un moteur au moins aussi performant que le V 10 Renault.

Avee eette dernière version du V 12 Honda, allégée, plus puissante et dotée de papillons d'accélératioo à commande électronique supprimaot le traditionnel câble d'accélérateur, les deux pilotes McLaren avaient déjà dominé les séances de qualificatinn. Parti eo course derrière Gerhard Berger, Ayrton Senna avait, semble-t-il, d'abord décidé de favoriser l'échappée de son coéquipier en *«bouchonnant»* iotelligemmeot Nigel Maoeell, condamné à vaincre pour garder ses chances. A l'abri d'un dépassement grâce à un moteur qui lui apportait visiblement de meilleures reprises en sortie de virage, le Brésilien pouvait jouer avec les nerfs et le matériel (freins, pneus et tenue de route) de son adversaire en le freinant dans les parties sinueuses.

Cette tactique a réussi au delà des espérances d'Ayrton Senna puisque Nigel Mansell n'a «rongé son frein» que neuf tours avant de sortir de piste. Débarrassé de son rival, le Brésilien a aussitôt démontré qu'il était le plus rapide en rejoignant puis en dépassant Gerhard Berger dès le dix-huitième tour avant de récompenser son équipier, souvent contraint à l'abandon cette saison en testant les dernières évolutions du moteur Honda, en lui offrant la victoire dans les derniers mètres.

Des trois titres mondiaux obtenus par le Brésilien (1988, 1990 et 1991), le dernier est sans conteste le plus méritoire, puisqu'il l'a conquis avec une voiture moins performante que celle de son plus dangereux rival durant la majeure partie de la saison. Pour atteindre ce but, le funambule des circuits a parfois dû renoncer à conduire, comme à son habitude, à la limite de ses propres capacités et de celles de sa voiture avec pour seules ambitions la pole pnsitioo ou la victoire. *«Magic»* Seooa est devenn cette année *«Maître»* Senna en faisant preuve d'un sens tactique et d'une maîtrise technique lui permettant de gérer plus intelligemment ses courses dans l'optique du championnat.

Comme lors de son premier succès devant ses compatriotes à Sao Paulo où, épuisé par une boîte de vitesses récalcitrante, il o'avait pu terminer son tour d'honneur, Ayrton Senoa a dû surmnoter bieo des épreuves avant d'être couronné une troisième fois. Sa peur et ses appréhensions après deux violentes sorties de route heureusement sans conséquences physiques à Mexico et à Hockenheim. La «trahison» de ses ordinateurs de bord entraînant des pannes d'essences dans le dernier tour à Silverstone et à Hockenheim. D'autres pilotes se seraient découragés face à la supériorité manifeste des Williams Renault, mais pas Ayrton Senna qui o'a cessé de stimuler son entourage.

«Ça a été le championnat le plus dur pour moi, avouait-il après après son titre. *Nous avons connu beaucoup de difficultés après les quatre premiers grands prix, mais c'est grâce au travail considérable effectué par McLaren. Honda et Shell que nous avons pu progressivement combler notre retard sur Williams Renault, les soumettre à la pression, puis renouer avec la victoire. Nous avons su prendre des points quand nous n'étions pas en mesure de les battre avant de nous remettre en situation de réussir un doublé.»*

A trente et un ans, Ayrton Senna n'a jamais été aussi maître de son pilotage. Avec trois titres, il rejoint au palmarès du championnat du monde l'Australien Jack Brabham, l'Ecossais Jacky Stewart, l'Autrichien Niki Lauda, le Brésilien Nelson Piquet et le Français Alain Prost. Mais, des trois triple champions en activité, il est le seol susceptible d'égaler ou de dépasser le légendaire Juan-Manuel Fangio, couronné cinq fois.

GÉRARD ALBOUY

FOOTBALL

Jean-Pierre Papin agressé à Saint-Etienne

Jean-Pierre Papin, avant-centre de l'Olympique de Marseille et de l'équipe de France de football n'a pu participer au match de championnat de France OM-Saint-Etienne, samedi 19 octobre au stade Geoffroy-Guichard. A l'arrivée de l'équipe marseillaise devant la porte d'accès aux vestiaires, le capitaine de l'OM a reçu une «boîte» de bière vide sur la tête, lancée par un supporter stéphanois. Après avoir marché quelques mètres en se tenant le crâne, il s'est écroulé. Transporté d'urgence à l'hôpital Bellevue de Saint-Etienne, il l'a quitté une heure plus tard, les radios n'ayant relevé aucun traumatisme grave.

Jean-Pierre Papin, visiblement choqué, a pu assister en spectateur à la prestation de ses coéquipiers, dominés par les Stéphanois (1-0) à l'issue d'un match disputé dans une ambiance malsaina. Au cours de la rencontre, le gardien de l'AS Saint-Etienne, Joseph-Antnine Bell, ancien joueur de l'OM, a, lui aussi, été touché au visage par un projectile lancé des tribunes par des supporters de l'équipe provençale. Bernard Tapie, préaidant da l'OM, a qualifié de *«péripétie»* l'agression dont a été victime Jean-Pierre Papin mais les dirigeants marseillaia envisageraiant de demander l'annulation du résultat du match.

La soirée a été marquée par d'autres incidents, à Caen, où des échaufouréaa ont éclaté entre les forces de l'ordre et une centaine de supporters du Paris SG. Après la rencontre, plusieurs véhicules nnt été endommagés et des vitrines brisées. Deux policiers ont été légèrement blessés.

Les résultats sportifs du week-end

AUTOMOBILISME

Grand Prix du Japon

1. Berger (Aut., McLaren-Honda), les 310,527 km en 1 h 32 min 10 sec. (moyenne : 202,298 km/h); 2. Senna (Bré., McLaren-Honda), à 0 sec.3 ; 3. Patrese (Ita., Williams-Renault), à 56 sec; 4. Prost (Fra., Ferrari), à 1 min 20 sec. ; 5. Brundle (G-B, Brabbam-Yamaha), à 1 tour ; 6. Modena (Ita., Tyrrell-Honda), à 1 tour.

Championnat du monde des pilotes (après quinze grands prix). – 1. Senna (Bré.), 91 pts (champion du monde) ; 2. Mansell (G-B), 69 ; 3. Patrese (Ita.), 52 ; 4. Berger (Aut.), 41 ; 5. Prost (Fra.), 34 ; 6. Piquet (Bré), 25.

Championoet du moode des constructeurs. – 1. McLaren-Honda, 132 pts ; 2. Williams Renault, 121 ; 3. Ferrari, 55.

BASKET-BALL

Tournoi de Bercy

L'équipe professionnelle des Lakers de Los Angeles a remporté le tournoi de Paris-Bercy en battant difficilement en finale les Espagnols de Badalone (116-114). Pour la troisième place, Limoges s'est imposé contre Split (105-91).

CYCLISME

Tour de Lombardie

L'Irlandais Sean Kelly a remporté pour la troisième fois le Toor de Lombardie, samedi 19 octobre, en battant au sprint le Français Martial Gayant. Les deux hommes ont devancé de 35 s l'Italien Franco Ballerini et le Français Bruno Cornillet.

FOOTBALL

Championnat de France

PREMIÈRE DIVISION

(Quatorzième journée)

*Toulouse b. Cannes	2-0
*Metz b. Monaco	2-0
*Sochaux b. Lyon	1-0
*Auxerre b. Nancy	3-1
*Nîmes b. Lille	1-0
*Caen b. Paris-SG	2-0
*Saint-Etienne b. Marseille	1-0
*Lens et Le Havre	0-0
*Nantes et Montpellier	0-0
*Toulon b. Rennes	1-0

Classement. – 1. Marseille, 20 pts ; 2. Monaco, 19 ; 3. Paris-SG et Metz, 17 ; 5. Nentes, Le Havre et Nîmes, 16 ; 8. Caen, 15 ; 9. Auxerre, Montpellier, Lille et Toulouse, 14 ; 13. Saint-Etienne, Cannes et Lens, 13 ; 16. Toulon, 12 ; 17. Sochaux, 11 ; 18. Lyon, 10 ; 19. Rennee, 9 ; 20. Nancy, 7.

DEUXIÈME DIVISION

(Quatorzième journée)

Groupe A

*Angers b. Brest	3-0
*Rouen b. Ancenis	2-0
*Beauvais b. La Roche-sur-Yon	4-0
*Sedan et Bourges	1-1
*Orléans et Tours	1-1
*Louhans-Cuiseaux et Amiens	1-1
*Red Star b. Valenciennes	2-0
*Guingamp et Dunkerque	0-0
Laval b. *Le Mans	1-0

Classement. – 1. Angers, 19 pts ; 2. Valenciennes et Brest, 18 ; 4. Rouen, 17 ; 5. Laval, 16.

Groupe B

*Strasbourg b. Bastia	2-0
*Epinal et Perpignan	0-0
*Istres b. Saint-Seurin	5-0
*Nice b. Gueugnon	4-1
*Châteauroux b. Rodez	2-1
*Bordeaux b. Saint-Quentin	3-1
*Grenoble et Alès	0-0
Mulhouse b. *Annecy	2-0
*Ajaccio et Martigues	1-1

Classement. – 1. Strasbourg, 25 pts ; 2. Bordeaux, 23 ; 3. Istres, 21 ; 4. Perpignan, 19 ; 5. Rodez, 16.

TENNIS

Tournoi de Lyon

L'Américain Pete Sampras a facilement gagné le tournoi de Lyon, doté de 500 000 dollars, en battant en finale le Français Olivier Delaitre (6-1, 6-1). En demi-finales, Delaitre avait éliminé l'Espagnol Sergi Bruguera (6-4, 6-4), tandis que Sampras s'imposait cootre son compatriote Brad Gilbert (6-1, 6-2).

□ **M. Noël Le Graët, nouveau président de la Ligue nationale de football.** – M. Noël Le Graët, ancien président du club de deuxième division de Guingamp, a été élu président de la Ligue nationale de football (LNF), samedi 19 octobre. Il prend ainsi la succession de Jean Sadoul, décédé le 3 septembre dernier après vingt-quatre ans passés à la tête du football professionnel français. Il a été élu au troisième tour de scrutin par 66 voix sur 96. *«J'ai envie de parler d'argent,* a-t-il aussitôt déclaré. *Les clubs doivent faire un effort pour assainir leurs finances.»*

CLIO BACCARA

3 et 5 portes

1.4 automatique et 1.7

De série :

Climatisation

Sellerie cuir

Console stéréo 4x6 W

Direction assistée

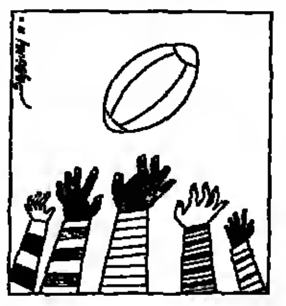
MODÈLE PRÉSENTÉ : CLIO BACCARA 3 PORTES 1.4 AUTOMATIQUE

PUBLICIS AURORE

RENAULT LES VOITURES A VIVRE

Essayez-la dans tout le Réseau Renault Paris-Ile-de-France.

LA COUPE DU MONDE DE RUGBY



QUARTS DE FINALE

Samedi 19 octobre

Angleterre b. France, 19-10.

Ecosse b. Samoa occidentales, 28-6.

Dimanche 20 octobre

Australie b. Irlande, 19-18.

Nouvelle-Zélande b. Canada, 29-13.

DEMI-FINALES

Samedi 26 octobre à Murrayfield : Ecosse-Angleterre (TF1, 14 h 30).

Dimanche 27 octobre à Lansdowne Road : Nouvelle-Zélande - Australie (Canal Plus, 15 h 15).

Les demi-finales de la Coupe du monde de rugby opposeront l'Ecosse à l'Angleterre (samedi 26 octobre, à Edimbourg) et la Nouvelle-Zélande à l'Australie (le lendemain, à Dublin). En *quarts de finale*, les Néo-Zélandais se sont imposés face aux étonnants Canadiens (29-13), dimanche 20 octobre, à Villeneuve-d'Ascq, à l'issue d'un match très spectaculaire. Un peu plus tôt, à Dublin, l'Australie avait peiné face à l'Irlande (19-18), qui menait encore à trois minutes du coup de sifflet final. Samedi, tandis que les Ecossais dominaient les Samoans (28-6), le Quinze de France avait été très décevant face à l'Angleterre (19-10). Finaliste en 1987, il n'a jamais pu déployer son jeu d'attaque face à des Britanniques très bien organisés. A cette occasion, Serge Blanco, capitaine de la sélection, a disputé son dernier match international. Le retour aux vestiaires a été marqué par un accrochage entre l'arbitre néo-zélandais David Bishop et Daniel Dubroca, l'entraîneur des avants français. Ce dernier aurait bousculé le directeur de jeu en le traitant de « tricheur ». L'incident n'a donné lieu à aucune plainte officielle.

L'Angleterre bat la France 19 à 10

La clé anglaise

L'équipe de France de rugby s'est inclinée face à celle d'Angleterre (19-10) en quart de finale de la Coupe du monde, samedi 19 octobre, à Paris. Les Français ont inscrit un essai par Jean-Baptiste Lafond, les Anglais en marquant deux par Rory Underwood et Will Carling.

Le rugby est ainsi fait que les vaincus prennent parfois des allures de « cocus magnifiques ». Ainsi, lorsque les Français sont sortis des vestiaires du Parc des princes, costumes gris et cravates rouges, l'œil tuméfié et le cheveu humide, ils se sont lancés dans une vaine course au réconfort, égarés dans les analyses techniques comme autant d'amoureux déconfits en quête de certitudes. Il fallut l'arrivée du troisième ligne Laurent Cabannes, gamin de Paname au verbe facile, pour que leur déception se trouve résumée en quelques mots : *« Je pensais serrer la main des anges, filer vers Roissy et prendre l'avion pour Edimbourg. Et je vais me retrouver dans ma piaule, à Paris. »*

Le Quinze de France se voyait déjà au stade de Murrayfield, en Ecosse, disputant une demi-finale contre l'équipe locale. Il rêvait d'une finale à Twickenham, d'une apothéose Nord-Sud contre les Australiens ou les Néo-Zélandais. Et le voilà écarté de la Coupe du monde, lui, le finaliste de 1987. Programmée jusqu'au 2 novembre (jour de la finale), son aventure n'aura finalement duré que deux semaines, le temps d'un « tour de chauffe » contre les Roumains (30-3), les Fidjiens (33-9) et les Canadiens (19-13), puis d'une défaite face aux Anglais (19-10).

Les joueurs français se sont-ils pour autant laissé berner, samedi après-midi ? Après la partie, certains d'entre eux l'assuraient volontiers en évoquant l'arbitrage souvent déroutant du Néo-Zélandais David Bishop, un intégriste du règlement que le pilier biarrot Pascal Ondarts a bien failli honorer d'une « châtaigne basque » en fin de partie. Un tel geste eût sans doute fait scandale, *mais il aurait soulagé* bien des cœurs gros au sein du Quinze de France, tant certaines décisions, ponctuées de pénalités anglaises (l'arrière Jonathan Webb a inscrit neuf points sur ce type de coups de pied), resteront discutables. *« Il n'a pas arrêté de nous renvoyer au cimetière des prétentieux avec des pénalités merdiques »*, conclura Cabannes.

Faute d'explications – les arbitres de la Coupe du monde n'ont pas le droit de s'exprimer à propos des matches, – les Français ont au moins quitté le deuxième Mondial de l'ovale avec la conviction qu'au jeu de la chandelle et du « bourre-pif », ils ne seront décidément jamais champions du monde. Car c'est bien à un rugby de tranchées qu'ils furent souvent conviés. Et s'ils ont été mystifiés, en cette journée de toutes les désillusions, c'est moins par un arbitre au sifflet surprenant que par ces tacticiens anglais, *stratèges incomparables* du pousse-ballon et du rentre-dedans.

En fait, les joueurs du Quinze de la Rose n'avaient aucune raison de ne pas miser sur la puissance de leurs avants. Cette stratégie leur avait permis de l'emporter lors des trois derniers matches du Tournoi des cinq nations disputés contre la France (11-0 à Twickenham en 1989, 26-7 à Paris en 1990, 21-19 à Twickenham en 1991). Cette fois, ils ont parfois poussé la logique du muscle conquérant jusqu'aux frontières de la bienséance, en particulier en début de rencontre.

De nouvelles turbulences

Ainsi, leurs premières « chandelles » (elles allaient être nombreuses) étaient-elles autant destinées à porter le jeu chez *l'adversaire qu'à mettre à mal* le « retraité » du jour, Serge Blanco, sans doute surpris de voir fondre sur lui quelques centaines de kilos tout de blanc vêtus. Une charge trop rugueuse de l'ailier Nigel Heslop nécessita même une de ces « mise aux poings » dont l'arrière-capitaine n'a guère usé en quinze ans de carrière et quatre-vingt-treize sélections. L'avertissement britannique était clair : les poètes du jeu en mouvement ne seraient pas à la fête.

Cette affaire anglo-française s'est donc réglée entre gens de corpulence. A ce jeu, les Français ont d'ailleurs été souvent surprenants. A aucun moment, ils n'ont rechigné à l'effort. A grandes enjambées, Laurent Cabannes ou Eric Champ ont même osé quelques incursions en camp adverse. *Quant à la première* ligne, elle n'a guère lésiné sur les percussions, têtes baissées, en terrain miné.

A plusieurs reprises, en début de seconde période, le pack français domina même son homologue et porta les débats en territoire anglais. Cela permit, indirectement, de dégager enfin un ballon pour l'opportuniste Jean-Baptiste Lafond (50ᵉ). Mais, dans leur souci d'humilier un adversaire réputé prétentieux et hautain, les Français ont manqué de lucidité et oublié leur tâches défensives, ce qui, en début de partie, avait permis à Jeremy Guscott de se faufiler entre les maillots bleus pour transmettre un ballon d'essai à Rory Underwood (20ᵉ).

Surtout, s'il est toujours resté un domaine où les avants n'ont cessé d'être malmenés, c'est bien en touche. *Dominés dans ce secteur*, ils n'ont eu aucune véritable munition d'attaque à offrir à leur trois-quarts. Les sélectionneurs avaient préféré Marc Cécillon à Abdel Benazzi, estimant qu'il serait peut-être un « sauteur » moins efficace mais qu'il compenserait cette lacune en étant plus conquérant au sol. Ce choix tactique s'est révélé déterminant dans l'échec français.

En mêlée, les quelques ballons parvenus jusqu'aux lignes arrière n'ont pas été exploités avec intelligence par des trois-quarts fébriles, qui hésitaient à lancer ces attaques en ligne que les Britanniques redoutent tant. L'ensemble du Quinze de France, atteint d'une soudaine timidité, a souvent paru craindre le jeu au large. Confrontés à une défense anglaise intraitable, notamment en *troisième ligne*, les lignes arrière sont restées blotties au ras de leur « paquet » très solide mais trop brouillon ; en tout cas beaucoup moins percutant, en fin de match, qu'un pack anglais auteur d'un ultime essai collectif attribué à Will Carling (81ᵉ).

Cette élimination laisse l'équipe nationale confrontée à de multiples problèmes. Celui de la conquête en touche est essentiel. Le sauteur idéal n'a toujours pas été trouvé. La question de la succession de Serge Blanco est moins préoccupante puisque Jean-Baptiste Lafond est un héritier tout désigné. Le pilier biarrot Pascal Ondarts et le troisième ligne toulonais Eric Champ, qui *renoncent* également à la sélection, trouveront aussi successeurs.

Mais d'autres interrogations restent en suspend, en particulier à propos des futurs entraîneurs du Quinze de France. Jean Trillo, le responsable des lignes arrière, quitte son poste mais son successeur n'est pas encore connu. Quant à Daniel Dubroca, l'entraîneur des avants, il n'a pas encore fait connaître sa décision. *L'ensemble du rugby* français, secoué par d'inextricables querelles d'hommes depuis deux ans, pourrait connaître de nouvelles turbulences à la suite de cet échec et à l'approche de la « retraite » du président de la fédération, M. Albert Ferrasse, en décembre prochain.

PHILIPPE BROUSSARD

CADRAGE

Généreuse passe

Si certaines phases de jeu exigent de transmettre précipitamment le ballon en espérant qu'il parviendra à bon port sans encombre (passe à terre lors *d'un plaquage*, passe « accouchée » d'un maul mal maîtrisé...), d'autres, plus aérées, requièrent une parfaite maîtrise technique. Ainsi, lors d'une attaque classique de trois-quarts, la beauté du geste importe-t-elle moins que le sens *du moment propice*. Les joueurs sont alors confrontés à la double menace de l'adversaire, qui leur fait face, et de la règle de l'en-avant, qui les oblige à donner le ballon à un partenaire situé en retrait par rapport à eux.

Le *demi de* mêlée agenais Pierre Berbizier, ancien capitaine du XV de France, décrypte ainsi ce type de passe : *« Tout est une question de bonne attitude au bon moment. Dans un premier temps, il faut aller chercher le ballon, « entrer dans la balle », comme l'on dit dans notre jargon. Le corps est séparé en deux parties, parfaitement dissociées : le buste et les bras se tournent vers le partenaire, tandis que jambes, elles, continuent de courir droit devant. »* Vient ensuite la transmission proprement dite. Les membres inférieurs restent dans l'alignement. Le buste pivote pour se tourner vers le partenaire.

A ce stade de l'action, l'hésitation n'est guère recommandée. Pierre Berbizier : *« L'important* n'est *pas de faire une belle passe qui arrivera dans de bonnes conditions dans les bras du coéquipier. D'ailleurs, on parle souvent de passe « propre » en évoquant un geste parfait avec un ballon transmis à la hauteur voulue, mais la passe la plus esthétique du monde ne sert à rien si l'adversaire arrive aussitôt sur votre copain ! Mieux vaut donner un ballon moins élégant mais que le partenaire aura le temps de maîtriser et de transmettre à son tour. L'essentiel est de bien voir le jeu, d'avoir un regard périphérique, qui englobe à la fois le partenaire et le défenseur opposé. Alors, il faut « sentir » l'instant idéal, maîtriser l'espace et le temps. Surtout, il faut avoir envie de donner. La passe est un acte de générosité. »*

Ph. Br.

L'Ecosse bat les Samoa occidentales 28 à 6

Jeffrey, le requin des Borders

L'Ecosse s'est qualifiée pour les demi-finales de la Coupe du monde de rugby en battant les Samoa occidentales 28-6, samedi 19 octobre à Edimbourg. *Les Ecossais se sont imposés au* terme d'une belle partie, par trois essais, dont deux de John Jeffrey, meilleur homme sur le terrain, quatre pénalités et deux transformations de Gavin Hastings.

EDIMBOURG

de notre envoyé spécial

Murrayfield est debout. Le public écossais offre un triomphe aux quinze Samoans qui esquissent un tour d'honneur puis poussent leur dernier cri de guerre – un hakka version polynésienne. Sur le terrain, un joueur au chardon s'est attardé, et applaudit à l'unisson. John Jeffrey n'est pas du genre à snober l'adversaire vaincu, surtout s'il s'est montré valeureux.

Samedi, pourtant, le « requin blanc », comme le surnomment ses camarades, a dévoré les joueurs du *Pacifique*, aussi *mats que lui* est pâle. Le blond troisième ligne aile a fait régner la terreur autour des regroupements, en prenant les Samoans à leur propre piège : le plaquage, qu'il pratique de manière aussi rugueuse que ses adversaires.

John Jeffrey s'est surtout illustré en marquant deux des trois essais de son équipe, portant à onze son record personnel – meilleure performance pour un avant écossais. Deux essais comme seul il sait en marquer : en chipant la balle dans les pieds du pack et en se faufilant par un trou de souris, au ras du regroupement.

A trente-deux ans, Jeffrey entretient sa fabuleuse santé en travaillant dix heures par jour, aux côtés de son père, dans leurs fermes des collines des Borders, aussi ravinées que son visage. La région, au sud de l'Ecosse, a toujours été considérée comme le réservoir de l'équipe nationale. Parce que la tradition d'un jeu populaire rude, à l'opposé de celui d'Edimbourg la bourgeoise, s'y est développée très tôt. Mais aussi à cause de l'histoire. Les Borders, partie intégrante de l'Ecosse, sont l'équivalent de l'Alsace-Lorraine dans les luttes avec l'ennemi anglais. La population y est unie dans l'exécration des voisins du sud. John Jeffrey n'échappe à ce ressentiment national. Il attend de pouvoir une nouvelle fois bouter le quinze à la Rose hors de Murrayfield, samedi prochain. Et ce jour-là, quoi qu'il arrive, il n'applaudira pas.

Jé. Fé.

L'Australie bat l'Irlande 19 à 18

Campese l'exceptionnel

L'Australie s'est qualifiée d'extrême justesse pour les demi-finales de la Coupe du monde de rugby en battant l'Irlande d'un point, 19 à 18, dimanche 20 octobre à Dublin. Les Wallabies, qui menaient grâce à deux essais de David Campese, ont été dépassés au score par des Irlandais déchaînés mais trop limités techniquement, dans les dernières minutes d'une partie passionnante. Ils se sont imposés sur un essai de Michael Lynagh à quelques secondes de la fin.

DUBLIN

de notre envoyé spécial

Quand il ne tient pas le ballon, David Campese a l'air de s'ennuyer. Il erre le long de la ligne de touche, le dos parfois tourné au jeu, le regard fixé sur le bout de ses chaussures. Il s'agenouille *dix fois par match pour serrer ses* lacets, ou ramasser quelques brins d'herbe qu'il jette ensuite négligemment en l'air, l'esprit ailleurs. A Dublin ces périodes de désœuvrement étaient d'autant plus flagrantes qu'autour de lui régnaient le bruit et la fureur. *Fureur de quinze joueurs irlandais* survoltés, en train de prendre à la gorge les favoris australiens. Clameurs d'un Lansdowne Road qui n'en croyait pas ses yeux, s'apaisant seulement pour quelques secondes d'un silence anxieux, le temps de laisser le botteur Ralph Keyes tenter *ses pénalités*.

Mais son équipe peut bien tanguer, David Campese *ne s'intéressera pas davantage à l'obscur* combat de ses avants ou aux chandelles de son ouvreur Michael Lynagh. S'il se tient à l'écart, c'est qu'il s'estime taillé pour d'autres tâches. *« Mon grand plaisir est de jouer devant cinquante mille spectateurs et de réussir une action dont seul je suis capable*, explique-t-il en toute simplicité dans une autobiographie publiée récemment. *J'aime distraire et faire frissonner la foule. »*

Le public de Lansdowne Road se serait sans doute passé des *frissons que lui a procuré* Campese. Car chaque fois que l'ailier est sorti de son apparente léthargie, *chaque fois qu'il a touché* la balle, il a crucifié les espoirs d'une équipe irlandaise encore trop inexpérimentée. Première leçon : l'improvisation. Campese récupère une passe croisée de Lynagh, à quarante mètres de l'en-but et se lance dans un de ces slaloms dont il *raffole*. *« Dans ces moments-là*, dit le capitaine Nick Farr-Jones, *son cerveau ne sait même pas ce que vont faire ses jambes. »* L'Australien devient intouchable, comme protégé par un *décret* divin. *Les lignes* irlandaises semblent s'écarter devant lui et le joueur n'a plus qu'à se laisser guider vers la terre promise. *« J'appelle cela le pas de l'oie*, explique le rugbyman. *L'idée, c'est qu'il faut ralentir le plus possible pour embarquer le défenseur du mauvais côté. Mais il est vrai que je ne sais pas forcément où aller ensuite. »*

Deuxième leçon : le placement. Campese, qui a vu son centre Horan provoquer le décalage, s'arrête pratiquement pour attendre la passe, et redémarre sèchement vers son deuxième essai. *« Sa position dans le jeu est excellente et son sens de l'anticipation exceptionnel*, dit l'entraîneur australien Bob Dwyer. *C'est pour cela que pour un ailier, il touche si souvent de bons ballons : il se trouve toujours à l'endroit idéal. »*

Troisième leçon : l'habileté. A quelques secondes de la fin de la partie, le joueur orange crée le surnombre dans la défense verte. Plaqué par Clarke, il parvient à glisser la balle sous son ventre en la faisant rebondir. Lynagh n'a *même pas à se baisser pour la* ramasser et aplatir. Campese vient d'offrir la victoire à l'Austra*lie, en un singulier clin d'œil de* l'histoire, quatre ans après la demi-finale de Sidney, perdue *in extremis* contre la France.

Dandy de l'ovale

Il vient aussi d'arrondir son record mondial avec quarante-cinq essais *marqués* en soixante et une sélections. Deux chiffres impressionnants pour un joueur qui a seulement commencé sa carrière internationale en 1982, à dix-neuf ans, par un essai contre les All Blacks en Nouvelle-Zélande. David Campese, n'a pourtant jamais fait l'unanimité en Australie. On lui reproche encore cette énorme bévue de 1989, lorsqu'une passe mal assurée dans son en-but a coûté la victoire aux Wallabies face aux Lions britanniques. Comme si ce fils d'immigré italien devait payer son excès de tempérament latin, dans une équipe où l'on préfère la sécurité aux grandes envolées lyriques. On lui en veut surtout pour son franc-parler, qui le pousse à dominer une timidité maladive pour stigmatiser l'excès de jeu au pied ou les incohérences de sa fédération face à la *toute-puissance du jeu à treize*.

David Campese tient à faire figure d'exception dans tous les domaines. Sur le terrain, où il s'est taillé sur mesure une place *inédite d'arrière latéral* – un mélange entre le poste d'arrière, qu'il occupe avec son club, et celui d'ailier que lui a attribué Bob Dwyer. Cette situation le tient *souvent à l'écart de la ligne des* trois-quarts, mais elle lui permet d'assouvir son goût du risque, en lui offrant plus de choix dans les relances. Dans la gestion de sa carrière : Campese semble être l'un des premiers vrais professionnels du rugby – même si cela reste très officieux – puisqu'il partage son calendrier en deux hivers. Celui de la Nouvelle-Galles-du-Sud avec le club de ses débuts. Et celui du championnat italien, où il joue depuis six ans, au sein du Mediolanum de Milan, qui appartient à Silvio Berlusconi.

Suprême élégance du dandy de l'ovale : David Campese, âgé de seulement vingt-neuf ans depuis ce lundi, a décidé de prendre sa *retraite internationale* après la Coupe du monde pour s'installer définitivement en Italie. *« Il faut savoir partir à temps*, explique-t-il, *et ne pas attendre d'être mis dehors. Cela ne m'empêche pas d'espérer gagner la Coupe : ce serait une belle conclusion à ma carrière. »*

JÉRÔME FENOGLIO

La Nouvelle-Zélande bat le Canada 29 à 13

Héros détrempés

L'équipe de Nouvelle-Zélande s'est qualifiée pour les demi-*finales en dominant* celle du Canada (29-13), dimanche 20 octobre, à Villeneuve-d'Ascq (Nord). Les All Blacks, qui ont inscrit cinq essais, retrouveront les *Australiens* en demi-finale, dimanche, à Dublin.

VILLENEUVE-D'ASCQ

de notre envoyé spécial

Soit, les Canadiens sont fous. Et après ? Le rugby raffole des illuminés du jeu, surtout lorsqu'ils portent haut l'étendard de la vaillance. Or, en matière de courage physique et de folie tactique, les joueurs au *maillot rouge frappé de* la *feuille* d'érable n'ont guère de rivaux. Car il fallait bien se sentir une âme de kamikaze des mêlées pour oser lancer le défi du muscle aux champions du monde néo-zélandais, dimanche 20 octobre, au Stadium Nord de Villeneuve-d'Ascq.

Les Canadiens ont donc relevé ce double défis aux « Blacks » et aux intempéries. Quand bien même ont-ils encaissé cinq essais et quitté ainsi la Coupe du monde au stade des quarts de finale, ils resteront quelque part les vainqueurs de ce jour d'automne. Ils demeureront les héros détrempés, puis dénudés, de ce superbe match de « water-rugby » sur une pelouse pataugeoire.

Les esthètes en seront peut-être chagrinés, mais les Canadiens avaient opté pour la seule stratégie qu'ils maîtrisent vraiment, une tactique aussi vieille que ce jeu importé dans leur pays en 1864 : les avants *poussent, enfoncent, triturent* ; les arrières s'infiltrent, se faufilent, s'immiscent. Et le ballon avance, vaille que vaille, maul après maul, vers la ligne adverse, s'offrant parfois des escapades euphoriques dans les mains de surprenants trois-quarts. Deux fois, les All Blacks n'ont pu s'opposer à cette manœuvre de grand-père. Deux fois, les Canadiens ont inscrit un essai, grâce au demi de mêlée Chris Tynan (60ᵉ) puis au troisième ligne Al Charron (80ᵉ).

Bien sûr, cinq essais et quelques attaques bien menées sont venus rappeler que les Néo-Zélandais demeureraient, quoiqu'il advienne, *les favoris de la compétition*. Mais il a parfois suffi de voir ces mêmes « Blacks » se laisser aller, en fin de match, à quelques mouvements d'humeur et de poings pour comprendre *que les* joueurs à la feuille d'érable, percutants dans toutes les lignes, leur ont posé de réels problèmes. A plusieurs reprises, le pack noir a même dû reculer en mêlée !

L'équipe canadienne est donc la grande révélation de cette compétition, bien plus encore que la bande des plaqueurs samoans. En résistant aux Néo-Zélandais, elle a imposé son pays comme une puissance d'avenir du rugby.

Ph. Br.

SPECTACLES

LUNDI 21 OCTOBRE

CINÉMAS

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Hommage à la Warner Bros : les Diables (1971, v.o. s.t.f.), de Ken Russel, 14 h 30 ; Girlfriends (1677, v.o. s.t.f.), de Claudia Weill, 17 h 3D ; la Charge fantastique (1941, v.o. s.t.f.), de Raoul Walsh, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (A., v.o.) : Cinoches, 5e (46-33-10-82).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandale, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

ATLANTIS (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

L'AUTRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1e (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; *Pathé Hautefeuille, 6e* (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

AY CARMELA ! (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

BACKDRAFT (A., v.o.) : Forum Horizon, 1e (45-08-57-57) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; *Paramount Opéra, 9e* (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (47-07-55-88) ; *Gaumont Alésia, 14e* (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; *Pathé Wepler II, 18e* (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA BANDE A PICSOU (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; *Républic Cinémas, 11e* (48-05-51-33) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; *Denfert, 14e* (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BARTON FINK (A., v.o.) : Forum Horizon, 1e (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; *UGC Champs-Elysées, 8e* (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; *Escurial, 13e* (47-07-28-04) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

BOYZ'N THE HOOD (*) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1e (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; *Gaumont Ambassade, 8e* (43-59-19-08) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LA CHAIR (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

LE CHOIX D'AIMER (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

CITY SLICKERS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.) : *Forum Orient Express, 1e* (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.f.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES DOORS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

DOUBLE IMPACT (A., v.f.) : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

L'EXPÉRIENCE INTERDITE (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

FISHER KING (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1e (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; *La Pagode, 7e* (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; *Pathé Français, 9e* (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

GREEN CARD (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

HENRY V (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; *Saint-Lambert, 15e* (45-32-61-68).

HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

HOMICIDE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

HUDSON HAWK, GENTLEMAN ET CAMBRIOLEUR (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50).

LES FILMS NOUVEAUX

LES AMANTS DU PONT-NEUF. *Film français de Léos Carax* : Gaumont Les Halles, 1e (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; *14 Juillet Odéon, 6e* (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; *Gaumont Champs-Elysées, 8e* (43-59-04-67) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-76) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

CROC-BLANC. *Film américain de Randal Kleiser, v.o.* : Gaumont Les Halles, 1e (40-26-12-12) ; UGC *Odéon, 6e* (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Gaumont Les Halles, 1e (40-26-12-12) ; Rex, 2e (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-45-01) ; *Le Gambetta, 20e* (46-36-10-96).

TERMINATOR 2. (*) *Film américain de James Cameron, v.o.* : *Forum Horizon, 1e* (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; *UGC Normandie, 8e* (45-63-16-16) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; *Mistral, 14e* (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; *UGC Convention, 15e* (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.) : Forum Orient Express, 1e (42-33-42-26) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

JAMAIS SANS MA FILLE (A., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; *Paramount Opéra, 9e* (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; *Pathé Clichy, 18e* (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : *Cinoches, 6e* (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LIFE IS SWEET (Brit., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MILLER'S CROSSING (*) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

MISERY (*) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

MISSISSIPPI MASALA (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

MOHAMED BERTRAND-DUVAL (Fr.) : Forum Horizon, 1e (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; *Fauvette, 13e* (47-07-55-88) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

LA MORT D'UN MAITRE DE THÉ (Jap., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

NAVY SEALS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

POINT BREAK (*) (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.) : *Gaumont Les Halles, 1e* (40-26-12-12) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-66) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

RAGE IN HARLEM (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1e (42-33-42-26) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

RAOSAHEB (Ind., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

ROBIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A., v.o.) : *Forum Horizon, 1e* (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-67) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 16e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE ROI DES ROSES (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

LE SILENCE DES AGNEAUX (**) (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

SIMPLE MORTEL (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LA TENTATION DE VÉNUS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1e (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-78) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

THE INDIAN RUNNER (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

THE VOYAGER (All.-Fr.-Gr., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1e (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-56).

LES TORTUES NINJA II (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-All.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

TROUBLES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; *Gaumont Ambassade, 8e* (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

URGA (Fr.-Sov., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1e (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr.) : Forum Horizon, 1e (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-76-39) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; *Pathé Clichy, 18e* (45-22-46-01).

LE VOLEUR D'ENFANTS (Fr.-It.-Esp.) : *Forum Orient Express, 1e* (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

Y A-T-IL UN FLIC POUR SAUVER LE PRÉSIDENT 7 (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse, 6e* (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins, 13e* (45-61-64-95) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

LES SÉANCES SPÉCIALES

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois *Luxembourg, 6e* (46-33-97-77) 12 h.

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 15 h 30.

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 19 h.

ARIZONA JUNIOR (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) 22 h.

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

LE BAL DES SIRÈNES (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89) 14 h, 16 h, 16 h, 20 h, 22 h.

LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 17 h 40.

BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 20 h.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 20 h 10.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS *DE COSTARD* (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 15 h 40.

LE CHAGRIN ET LA PITIÉ (All.-Suis.) : *Reflet Logos II, 5e* (43-54-42-34) 12 h 05.

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 16 h.

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS D'AUTRUI (Pol., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle *Louis-Jouvet*, 5e (43-54-42-34) 12 h.

LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'AUTRUI (Pol., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

LES DIABLES (**) (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 12 h.

DIEU VOMIT LES TIÈDES (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) 16 h 15.

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 14 h.

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 21 h 40.

EUROPA EUROPA (Fr.-All., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 13 h 50.

L'EXTRAVAGANT MR RUGGLES (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 15 h.

LA FEMME FLAMBÉE (**) (All., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 16 h 20.

LE FLEUVE (Ind., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) 12 h.

LE GRAND BLEU (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h 15.

L'HOMME BLESSÉ (*) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 10 h 50.

HUSBANDS (A., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 15 h 40.

L'INCINÉRATEUR DE CADAVRES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 13 h 50.

JE T'AIME, MOI NON PLUS (**) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h.

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 16 h.

LE JUGE ET L'ASSASSIN (Fr.) : Epée *de Bois, 5e* (43-37-57-47) 12 h.

JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 18 h.

LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 22 h 15.

LOLITA (Brit., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 21 h.

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 10 h 40.

1984 (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 17 h 15.

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h.

OUTREMER (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 12 h.

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-61-68) 15 h.

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) 12 h.

QUERELLE (**) (Fr.-All., v.f.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 22 h 30.

LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h.

LA RUE SANS JOIE (All.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-66) 17 h.

SA MAJESTÉ DES MOUCHES (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 14 h.

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : *Utopia, 5e* (43-26-84-65) 22 h 20.

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Grand *Pavois*, 15e (45-54-46-85) 17 h 30.

THELONIOUS MONK (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-16-09) 22 h.

TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-61-68) 13 h 30.

37°2 LE MATIN (*) (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 16 h 15.

YEELEN (malien, v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 16 h.

THÉATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de relâche et de première sont indiqués entre parenthèses.)

BETRAYAL. *Marie-Stuart* (45-08-17-80) 22 h ; sam. 18 h 30 (16).

NOUS, THÉO ET VINCENT VAN GOGH. Lucernaire Forum. Centre national d'art et d'essai (45-44-57-34) (dim.) 21 h 30 (16).

LA NUIT EST LE MOMENT. Lucernaire Forum. Centre national d'art et d'essai (45-44-57-34) (dim.) 20 h (16).

LE SYNDROME DE STOCKHOLM. Palais des Glaces. Petit Palais (48-03-11-36) (dim.) 20 h 30 (16).

TARO ET HANAKO, PHÈDRE. Théâtre du Temps (43-55-10-88) (dim., lun.) 20 h 30 (16).

LE CAFÉ. Vanves (Théâtre Le Vanves) (46-45-46-47) jeudi, vendredi, samedi à 20 h 30 ; dimanche à 15 h (17).

ZAP. Tremplin-Théâtre des Trois-Frères (42-54-91-00) jeudi, vendredi, samedi à 20 h 30 (17).

LES AMERTUMES. Clichy. Théâtre Rutebeuf (47-39-26-58) (dim. soir, lun.) 21 h ; dim. 16 h (16).

L'ÉVEIL DU PRINTEMPS. Bonneuil-sur-Marne (salle Gérard-Philipe) (49-60-37-48) vendredi, samedi à 20 h 30 ; lundi, mardi à 14 h 30 (16).

UNE DES DERNIÈRES SOIRÉES DE CARNAVAL. Théâtre Renaud-Barrault (42-56-60-70) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h (16).

IPHIGÉNIE. Comédie-Française (40-15-00-15) *samedi, dimanche* 20 h 30 (19).

COMÉDIES BARBARES. Théâtre national de la Colline (43-66-43-60) (lun.) 20 h ; sam., dim. 15 h 30 (20).

LA PLUS FORTE ; PARIA. Guichet Montparnasse (43-27-68-61) (dim) 20 h 30 (21).

POKER A LA JAMAIQUE. Théâtre national de l'Odéon. Petite salle (43-25-70-32) (lun.) 18 h 30 (22).

LES TROYENNES. Centre culturel de la Clef (43-31-49-27) (lun.) 21 h (22).

LE BOUFFON ET LA REINE. Ranelagh (42-88-64-44) (dim. soir, lun.) 21 h ; dim. 17 h (22).

LES CAIMANS SONT DES GENS COMME LES AUTRES. Théâtre de la Main-d'Or-Belle-de-Mai (48-05-67-89) *(dim. soir, lun.)* 20 h 30 ; dim. 15 h (22).

WELCOME MISTER CHAPLIN. Saint-Cyr. Centre Elsa-Triolet (30-45-11-10) 21 h (22).

LES CHANTS DE MALDOROR. Paris-Villette (42-02-02-68) (lun.) 21 h (22).

CHARLUS. Mathurins (Petits) (42-65-90-00) (lun.) 18 h 30 (22).

LES MACLOMA TRIO. Tristan-Bernard (45-22-08-40) (lun.) 21 h (22).

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). No Woman's Land : 20 h.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). La Kabbale selon Aboulafia : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Violences, un diptyque, *Corps et tentations* : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Couac ! le Grand Orchestre du Splendid : 20 h 45.

DÉJAZET-(TLP) (42-74-20-50). Spécial Trempoint 91 : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Faux Jetons : 20 h 15. Les Babas cadres : 22 h.

ESPACE PIERRE CARDIN (42-65-27-41). Mères, portraits : 20 h 30.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Métral Family : 20 h 15. Elie Semoun et *Dieudonné M'Bala* : 22 h.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Les Dactylos : 19 h. La Plus *Forte et Paria* : 20 h 30. *Une femme* seule : 22 h 15.

HOTEL DE SULLY (44-61-21-50). Quelques heures de l'Heptaméron : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Poète à New-York : 21 h 30.

LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAURANT (42-23-86-83). Complainte pour une souris : 19 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Petite salle : Poèmes voyous : 20 h 15. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. *La Nuit et le Moment* : 20 h. *Nous*, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 30. Théâtre rouge. Une saison en enfer : 16 h 30. Mademoiselle Else : 20 h. Joseph et Nadiejda ou Théâtre au Kremlin : 21 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). Pat et Sarah : 21 h.

MARIE STUART (45-08-17-80). En véhémence : Guerre au ciel (monologue de l'ange) et Histoire d'ouvreuse : 20 h 30. Betrayal (version anglaise) : 22 h.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36). Chantal Ladessou : 20 h 30. Le Syndrome de Stockholm : 22 h.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). *Valérie* Lemercier au Palais-Royal : 20 h 30.

RENAISSANCE (42-08-16-50). L'Eloge de la chose : 18 h 30. Ecrit sur l'eau : 21 h.

THE SWEENY (46-87-66-37). Wax Museum et Here's Herbie : 20 h.

THÉATRE DE LA *MAINATE* (42-08-83-33). Le Fou de Bassan : 20 h 30.

THÉATRE DE MÉNILMONTANT *(40-09-88-75)*. L'Oiseau à l'*envers* : 20 h 30.

THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Cours de danse pour adultes et élèves avancés : 16 h. Les Gastronomades : 20 h 30. Noël Hardy : 22 h.

THÉATRE MODERNE (48-74-10-75). Maman n'est pas contente : 20 h 45.

RÉGION PARISIENNE

BONNEUIL-SUR-MARNE (SALLE GÉRARD-PHILIPE) (49-80-37-48). L'Eveil du printemps : 14 h 30.

GRANDE ARCHE DE LA DÉFENSE (42-96-96-94). La Maison d'os. Festival d'Automne à Paris : 20 h 45.

MALAKOFF (THÉATRE EN APPARTEMENT) (45-55-43-45). Jeux de langues : *19 heures*.

PARIS EN VISITES

MARDI 22 OCTOBRE

« La cathédrale orthodoxe russe : art et religion orthodoxe » (limité à 30 personnes), 14 h30, 12, rue Daru « Médecine et pharmacie sous l'Ancien Régime à l'apothicairerie des Invalides et le laboratoire de Parmentier », 16 h, cour d'honneur des Invalides, statue de Napoléon (Monuments historiques).

« *Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps* », 14 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris Autrefois).

« Versailles : Ermitage de Madame de Pompadour », 14 h 30, 23, rue de l'Ermitage (Office de tourisme).

« Le cimetière du Père-Lachaise », 14 h 30, *porte principale, boulevard* de Ménilmontant (C. Merle).

« Hôtels et jardins du Marais sud. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).

« *Des bords de Seine à l'église Saint-Eustache en passant par les Halles* », 14 h 30, métro Louvre (M. Flamenq).

« De Madame Caillaux à Stavisky : le Père-Lachaise et les grands faits divers », 14 h 45, angle rue de Bagnolet/rue de la Réunion (V. de *Langlade*).

« Le chapelle Saint-Symphorien, ancienne nécropole des Mérovingiens, et Saint-Germain-des-Prés », 15 h, parvis de Saint-Germain-des-Prés (P.-Y. Jaslet).

« Chez un cristallier », 15 h, 84, quai de Jemmapes (Tourisme culturel).

« L'histoire de Paris à travers les *collections du musée Carnavalet* » (1re partie), 15 h, entrée du musée, 23, rue de Sévigné (Paris et son histoire).

« La Sorbonne. Histoire de l'Université et du Quartier Latin. Evolution, réformes... », 15 h, 46, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le sculpteur Rodin à l'hôtel Biron », 15 h, 77, rue de Varenne. (Approche de l'Art).

CONFÉRENCES

MARDI 22 OCTOBRE

Salle des Ingénieurs, 9 bis, avenue d'Iéna, 14 h 30 : « Sumer. Déluge et tombes royales », par O. Boucher (Antiquité vivante) Cinémathèque, 11, rue Jacques-Bingen, 15 h : « Parenté de l'art roman en Bourgogne et en Suisse », par S. Saint-Girons (Regards sur l'art de la Renaissance).

Salle Notre-Dame-des-Champs, 92 bis, boulevard du Montparnasse, 15 h : « Les princes de la Renaissance : le triomphe des entrées royales sous Henri II » (Paris et son *histoire*).

Salle Charles-Viannot, 24, rue Saint-Roch, 16 h : « Ce qu'on attendait : *le nouveau catéchisme pour* adultes publié par les évêques de France. Présentation du texte », par *l'Abbé Déjond et M. Vié, entrée libre* (Centrale catholique des conférences). 23, rue François-Miron, 19 h 30 : « Les Templiers : le message de l'énigme sacrée », par J.-L. Chaumeil (Librairie Les100ciels) SICMF, 6D, boulevard Latour-Maubourg, 20 h : « Europe où est ta force, Europe où sont tes faiblesses », avec L. Chellabi, 38, rue Jacob, 21 h : « Céline et la philosophie du mal », par J.-M. Turpin (La Tisanière-Andrée Gautier).

le journal mensuel
de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue
des droits de l'homme

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

AFRIQUE CULTURELLE

Envoyer 40 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

CULTURE

MUSIQUES

Personne n'est parfait

Une vraie comédie musicale à la française savamment concoctée par Savary

MARILYN MONTREUIL
au Théâtre national de Chaillot

Le décor principal (de Michel Lebois) représente un humble bistrot banlieusard enchâssé dans les néons rutilants d'un flipper surdimensionné. C'est çà, *Marilyn Montreuil*, le nouveau spectacle de Jérôme Savary à Chaillot : une entreprise faussement modeste à la fois sensible et rouée, qui danse sur la corde raide du pastiche avant de se rattraper aux branches de la sincérité. Le livret que signe Savary (ainsi que les lyrics succincts mais sympa), reprend sans barguigner l'argument royalement ambigu de *Certains l'aiment chaud*, le film mythique de Billy Wilder (1959) avec Marilyn Monroe et son numéro de ukulélé d'un érotisme aussi torride que candide, avec Tony Curtis et Jack Lemmon travestis pour échapper à la mafia, et cette dernière réplique passée à la postérité : *«Personne n'est parfait»*.

Sur ce canevas qui a fait ses preuves, on assiste donc aux tribulations burlesques d'une petite chanteuse rêveuse et soiffarde, blonde et bien roulée, mais sans trop d'illusions tout de même : *«Mon Clark Gable/Il s'appelle P'tit Louis/ Mon Kennedy c'est le quai d'Saint Denis»*. De Montreuil à Montreuil en passant par Monte Carlo, elle connaîtra quelques miettes de gloire, l'ivresse acrobatique de descendre le grand escalier d'une revue emplumée, l'amour à petites doses, et puis retour à la case départ. Le tout en chansons. La québécoise Diane Tell, (on lui doit la musique aussi indolore qu'inodore), est l'héroïne de poche de cette histoire triste traitée drôle (la marque Savary). Même si elle n'a pour mission que d'incarner un «fac simili» de Marilyn, elle manque de moyens. Pas de moyens vocaux, elle chante fort et bien, mais trop saine, trop rose, trop gaie, elle manque de malheur...

En revanche, Michel Dussarat, *Gégé alias Gigi*, et Jean-Pierre Loustau, Riton alias Rita, trébuchant sur leurs talons hauts, sont formidablement dans le ton savaryen, désamorçant toujours le mauvais goût d'une pirouette un peu déchirante, (la leçon de flamenco «puro»), ou de quelques bouffées irrésistibles de délire et de vérité. Et le spectacle décolle carrément lorsque paraît Nanou Garcin dans le rôle de Corinne du groupe HL M. Zonarde, rockeuse, teignarde, elle avance au pas de charge dans la charge. Elle est super.

Pour le stress sous le strass, et ces poils sous les plumes, pour ces vieux chagrins saltimbanques recouverts de paillettes, pour Nanou la rockeuse et cette ambition folle de chanter la vie en français, *Marilyn Montreuil* vaut la peine finalement qu'on aille la voir, et surtout qu'on l'aime un peu.

DANIÈLE HEYMANN.

▶ Théâtre national de Chaillot, salle Jean-Vilar, à 20 h 30, jusqu'au 11 janvier 1992. Tél. : 47-27-81-15.

ARTS

Dispersion de la collection Lignel

LYON
de notre bureau régional

Soixante-sept tableaux anciens de la collection Jean-Charles Lignel, dont un Metsu et plusieurs œuvres des ateliers de Rubens, Claes et Bassano, ont été proposés aux enchères le dimanche 20 octobre, à l'Hôtel des ventes de Lyon, par le commissaire-priseur Jean-Claude Anaf. Les deux tiers des pièces ont été dispersées, les plus attendues ayant été retenues par un organisme genevois avant la vente. La plupart des tableaux ont été acquis entre 1979 et 1986, époque où M. Lignel était président-directeur-général du journal *le Progrès*. S'il a choisi de renoncer à sa collection, c'est parce que, après trente-deux ans d'achats éclectiques, elle *«est devenue trop importante et couvre trop de centres d'intérêts»*.

La passion de la peinture lui est venue de sa grand-mère, Jeanne Delaroche, épouse du fondateur du *Progrès*, qui collectionnait, en particulier, des toiles des Nabis. Jean-Charles Lignel a possédé lui-même une galerie à Paris, pendant quelques années. Explorant systématiquement des pans de l'histoire de l'art, il a accumulé des tableaux des écoles flamande, hollandaise, allemande et française du XVIIème siècle. Ainsi, *Couple devant un étal de fruits, légumes et gibier*, d'Adrien Van Utrecht, adjugé 350 000 F, la plus forte enchère de la collection Lignel.

La seconde partie de la vente, provenant de divers collectionneurs a également connu un franc succès, dominée par une œuvre cosignée de Jan Brugel et David II Téniers, emportée pour 602 000 francs. *Le Sommeil de Vénus*, une huile sur toile de l'école française vers 1850, ayant appartenu à Maria Callas a été adjugé pour 155 000 F. Le produit des deux ventes s'élève à près de 4 millions de francs.

B. B.

Bruxelles gagne l'« Anneau »

Suite de la première page

La performance réalisée à Bruxelles ne peut être comparée qu'à ce qui s'est passé à Bayreuth lorsque la production du *Ring* par Chéreau a été remplacée par celle d'Harry Kupfer. A cela près que l'Orchestre de la Monnaie n'avait jamais joué *la Tétralogie*, que Sylvain Cambreling ne l'avait jamais dirigée, et que vingt chanteurs – soit plus que la moitié de la distribution – abordaient leur rôle pour la première fois. Les adieux du maître de maison seraient donc cette gageure délibérée.

Les dieux maudits, par Alberich dans «l'Or du Rhin»...

...et Hagen, fils d'Alberich, victime des filles du Rhin dans «le Crépuscule des dieux».

KLAUS LEFEBVRE

B. D., Hegel et Magritte

Le panache assuré, restait à ne pas ternir la réputation d'une maison au standig enviable et donc fébrilement jalousée. Restait à cet Opéra qui vit la consécration de Herrmann, de Bondy, qui se risqua à de nombreuses créations, qui accueillit la première mise en scène lyrique de Villégier, confia *Pelléas* à un cinéaste, paria sur Peter Sellars, restait à ne pas tomber – *horresco referens* – dans du sous-Chéreau, dans du Ruth Berghaus raté. Bernard Foccroule, jeune organiste et néanmoins successeur de Gérard Mortier, a déjà retenu Herbert Wernicke dans *Calisto* de Cavali pour la saison à venir. Metteur en scène doublé d'un décorateur *et d'un costumier*, le même Wernicke, à Garnier, a mis naguère, les Maîtres chanteurs dans des boîtes de chaussures, plongé à Amsterdam Bartok et son *Barbe-bleue* dans un cauchemar de pierres entassées peu à peu.

Cet Allemand plus allemand que nature – culture éléphantesque, culte masochiste des souvenirs de la guerre, usage presque abusif de la dérision sophistiquée – est de ces artisans complets qui inventent pour chaque œuvre un climat, un univers minéral ni végétal, un trait, un coloris particuliers. L'impression générale, à l'issue des quatre journées, est celle d'une *Tétralogie* passée par l'imagination d'un auteur de bandes dessinées qui aurait beaucoup lu Hegel et Marx, beaucoup aimé Buster Keaton et Charlie Chaplin, préféré la peinture de Magritte au cinéma de Leni Riefenstahl, et si profondément haï l'Allemagne que rien d'allemand, du pire au meilleur, ne lui est étranger.

Or du Rhin, clap, première. Voici des murs lépreux, la grande salle rectangulaire de quelque palais princier après attaque au mortier. Le programme fourni au spectateur (les illustrations y sont autant de clés à une lecture informée de la mise en scène) fait plus que suggérer que l'on se trouve dans la salle mosaïquée de la chancellerie du Reich par un beau matin de mai 1945. Au fond, une immense baie ouvre directement sur une forêt, sur des monts dénudés – ainsi Hitler, dans son « Berghof », se délassait-il au frais contact de la nature. Au sommet scintille, posée de guingois, une maquette de temple grec – Bismarck, c'est historique, se fit construire ce Wahalla au rabais.

Les filles du Rhin sont trois Esther William en coiffes et robes pailletées – ou comment les temps modernes se sont fabriqué des océans de rêve dans des piscines de cinéma. Le mobilier est réduit à un divan – celui de Freud, évidemment : Wotan y livrera son inconscient. Tout tourne autour d'un vieux piano à queue auprès duquel dort Erda – le piano de Wagner sans ambiguïté : l'objet est aussi préhistorique que l'archaïque déesse-mère Erda, tout est sorti de leurs entrailles, tout le mal vient de là.

Raconté aux enfants

Dans la famille Bidochon il y a le grand – père, la grand'mère... Dieux et démons sont ainsi désignés comme sur des cartes à jouer. Les dieux en bourgeois endimanchés et las, Wotan portant lance et casque ailé, Fricka (championne des liens familiaux et de la tradition) refusant de lâcher son bouquet de mariée; les géants Fasolt et Fafner en prolétaires exploités, droit sortis d'une aciérie de la Ruhr ; l'argentier Alberich en juif exploiteur, régnant sur un ghetto d'enfants voleurs ; Loge (ami de Wotan chargé de négocier l'or avec les démons) en danseur mondain collabo : chauve comme «le peuple de l'ombre» (Alberich, son frère Mime, son fils Hagen), nippé comme un dieu; sa perruque et ses poses efféminées disent son double jeu.

Des chevelus et des chauves, une lance et une épée, un divan et un piano, trois nymphes et une femme voilée. Clairement exposée dès le prologue, cette signalétique va être systématiquement déclinée au gré des trois journées. S'y ajoutera la peau d'ours et le costume de pâtre bavarois hérités par Siegfried de Siegmund ; la corne cassée que, walkyrie désarmée par la féminité, Brünnhilde tient à la main. S'y ajoutent enfin des blocs de granit envahissants, une lourde corde de marin, poids et fil rouge du destin. Et les quatre épisodes se dérouleront précisément sans que rien ne s'embrouille dans les embardées du récit, sans qu'on puisse un instant oublier l'épisode précédent – les cadavres, éloquents repères, ne restent-ils pas amoncelés sur scène? – sans qu'un doute vous effleure sur qui est qui, qui fait quoi et pourquoi. C'est d'une certaine façon *le Ring* raconté aux enfants.

Mais sur un vrai rythme de théâtre bourgeois dans le prologue ; sur le tempo étiré d'une complainte romantique dans *la Walkyrie* (l'épisode le moins réussi : les belles histoires d'amour maudit vont mal à notre intello allemand); dans un climat atroce de sadisme infantile et de convulsive méchanceté pour les deux premiers actes de *Siegfried*, avant une caricature de don d'amour dans le troisième acte, ignoble tableau phallocratique dont on ne sait à quel degré l'interpréter.

Cent quatre séances de répétition

Mais *le Crépuscule* vient tout rectifier, enchevêtrement serré de tous les thèmes visuels et de tous les leitmotive musicaux. Hagen a la paupière de Von Stroheim, Gunter le parapluie de Chamberlain, Gutrune la blondeur cirantée de Gene Harlow, Siegfried a toujours une chaussette en tricot mal tirée (son père Siegmund les avait impeccables : c'est la dégénérescence des héros), toujours la même germanité arrogante et insupportable; on a signé sur son dos un honteux traité, l'armée allemande défile en rangs sur le plateau ; le feu prend paisiblement au Reichstag; le décor du *Ring* s'écroule pour de vrai. Tordue, détournée, voire inversée pour désamorcer toute lecture manichéenne, l'Histoire – notre histoire – est ainsi conviée à l'apocalypse. Dont il est dit qu'elle se remettra en marche, telle une *Tétralogie*, dès que le rideau sera tombé...

Après 104 séances de répétition, l'Orchestre et les chœurs de la Monnaie ont joué le monument wagnérien; Sylvain Cambreling les a dirigés avec quelque raideur dans les intermèdes orchestraux et un refus constant du laisser-aller ; aucune catastrophe notoire ne fut à signaler ni aucun (trop) audible trou de mémoire.

Certes, les cors ont canardé presque sans discontinuer et l'équilibre n'était pas toujours parfait entre les pupitres, on avait parfois une clarinette sur les genoux, les violons devenaient inaudibles, puis trop de cuivre, trop de cordes, une harpe envahissante.

Mais on ne saurait oublier que l'aventure du *Ring* ne fait que commencer pour les musiciens belges et leur chef. Cambreling, prenant en 1993 la responsabilité de l'Opéra de Francfort, accueillera cette production à la tête d'un orchestre plus expérimenté; puis elle devrait revenir à Bruxelles : on n'a pas fini d'en parler.

Parlons-en encore un instant pour la distribution. Pas de coups de fil aux imprésarios, des chanteurs pistés au bout du monde, longuement auditionnés et basta des vieux routiers : c'est la méthode Mortier. Dont les fruits s'appellent cette fois Janis Martin (splendide, infatigable, inoubliable Brunnhilde, sœur en puissance et en technique vocale de Gwyneth Jones), Alan Held (le Wotan conquérant et juvénile qui convient à *l'Or du Rhin*), Victor Braun (le Voyageur de *Siegfried* puis Gunther dans *le Crépuscule* : voix magnifique, magnifique acteur).

Foin de hiérarchie divine, on aurait dû commencer par le Mime hallucinant d'Uwe Schönbeck et le Loge interlope d'Hubert Delambroye, deux ténors aussi ambigus et expressionnistes l'un que l'autre. Aux côtés de partenaires plus traditionnels : l'Alberich tout terrain du Franz-Josef Kappelmann, la Fricka puis la Waltraute un peu incertaine de Livia Budaï-Batky, Franz Ferdinand Nentwig, Wotan très classique dans *la Walkyrie*, Artur Korn (Hagen et Hunding ténébreux), Ellen Shade (Sieglinde plus «gretchen» que nature)... Une mention spéciale pour la prometteuse et ravissante Freia de Margaret Jane Wray.

En première ligne, enfin, et dans des rôles héroïques pour lesquels les chanteurs se comptent aujourd'hui sur les doigts d'une main, le Siegmund du Gary Bachlund et le Siegfried de William Cochran. L'un et l'autre formidables et décevants. Beau comme un jeune premier de cinéma nordique, le premier garde la voix dans la poitrine (effet du trac, paraît-il); serrant constamment l'émission, il donne l'impression de souffrir singulièrement. Contre le second : un physique de lutteur de Sumo. Mais la voix rayonne, impavide, jusqu'au dénouement. Il est vrai que nul n'est parfait désormais chez les ténors wagnériens.

ANNE REY

▶ Jusqu'au 3 novembre, Opéra de la Monnaie, tél. : 217-22-11.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE S.A
Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet-Devallet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléfax : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez *LM*

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP.Paris RP

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : ______ Prénom : ______
Adresse : ______
______ Code postal : ______
Localité : ______ Pays : ______

111 MON 03

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Plus vite, moins cher !
1000 véhicules en stock permanent.
Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite !

NEUBAUER
vend et loue des Peugeot

227, bd Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.66.21
29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

CULTURE

MUSIQUES

FFF vaincra

La foudroyante ascension de Fédération française de funck, groupe-famille

FFF, pour Fédératiun française de funck, ce dernier terme comme dans *funk* et *rock* à la fois. Le sigle, partagé *nolens volens* par la Fédération française de football, se décline également en une série de jeux de mots plus uu moins putaches – Fiers Fistons du Finistère ou Fat Fair Foot, que les bilingues apprécieront.

C'est que les six membres de FFF ne sont pas bien vieux ; leur groupe, tout ueuf. Il y a à peine cinq ans que Marco Prince (chanteur, tromboniste) et Nicolas Baby (aujourd'hui bassiste, à l'époque batteur) unt commmencé à jouer ensemble, du jazz-rock. En septembre 1990, le groupe avait trouvé sa compostion défiuitive. Outre les deux fondateurs, avaieut adhéré : Krichou, batteur antillais qui professe le plus graud respect puur *Dédé Saint-Prix* ; Yarol, guitariste fanatique (et pratiquant) de Heavy Metal ; aux claviers, Felix, jeuue homme de bonne éducation musicale (classique, jazz) et, au saxophone, un extra-terrestre breton qui navigue depuis luugtemps eutre rock, funk et jazz, Philippe Herpin, dit Pinpin, qui a joué avec Marquis de Sade, fondé les Sax Pustules et participé à Anches Doo Too Cool. Son grand âge relatif lui assure également le rôle de mémoire musicale du groupe.

Quelques jours avant le début de leur première vraie tuurnée (jusqu'ici ils ont joué dans des festivals, assuré des premières parties, donné quelques concerts à leur enseigne), FFF répète dans une cave de l'Hôpital éphémère, anciennement Bretonneau. Sommé de trouver une référence musicale commune à tous ses membres, le sextuor lâche à l'unisson un poignée de noms : James Brown, Sly Stoue, George Clinton et Serge Gainsbourg (avant même la mort du grand homme, FFF repreuait sur scène sou *Requiem pour un con*).

Pour le groupe, les douze derniers mois ont été chargés. FFF a d'abord trouvé un éditeur, Philippe Conrath, avant de jouer en décembre 1990 aux Transmusicales de Rennes, en fin d'après-midi, dans la petite salle de l'Ubu. Devant la scène il suffisait de lever le bras pour toucher un directeur artistique, un agent, un producteur de spectacles. Finalement, c'est Epic, filiale de Sony Music, qui a emporté le morceau.

En mars 1991, après avuir envoyé les maquettes de quelques *titres à plusieurs producteurs*, les fédérés attirent l'attention de Bill Laswell, pilier de la scène new-yorkaise qui a produit aussi bien Mick Jagger que des déviants musicaux comme Limbomaniacs.

Croisés à New-York alors qu'ils passaient leurs journées à Brooklyn, dans le studiu de Laswell, et leurs nuits dans les clubs de Manhattan, les Français n'en revenaient pas de leur bonne fortune : sur les étagères du studio où ils enregistraieut dormaieut les dernières bandes de Jimmy Hendrix, et ils venaient d'être admis au sein de la Black Rock Coalition, le regroupe*ment des musiciens de rock noirs* fondé par Vernon Reid, le guitariste de Living Colour.

Bill Laswell, personnage imposant qui jouit dans les cercles musicaux new-yurkais d'une réputation de tyran clairvoyant, expliquait ainsi sa collaboration avec FFF : *« Je savais que la scène parisienne, parce qu'on y trouve des musiciens de toutes origines, finirait par produire une musique intéressante. FFF a été le premier exemple qui soit arrivé jusqu'à moi. »*

Un album vinyle

Blast Culture (Epic, EPC 468700), le premier album, a attendu octobre pour arriver chez les disquaires : *« Nous n'avions pas réalisé la somme de travail qu'exige la sortie d'un disque, une fois qu'il est enregistré*, explique Marco Prince. *Nous voulions contrôler tous les détails, de la pochette au logo, et à chaque fois il a fallu solliciter l'avis de six personnes. »*

Pour l'instant, la major est bonne enfant et Epic se prête aux exigences du groupe : un album viuyle sera pressé (*« Notre premier disque, et ne pas l'avoir en vinyle comme ceux de James Brown ou de Sly Stone ? C'était impossible »*), alors que Sony Music est à l'avant-garde de l'élimination de ce support. FFF a tourné son premier clip avec le vidéaste musicien Don Letts, qui fut l'auteur des vidéos du Clash, a fait remixer son premier 45-tuurs par George Clinton.

Reste à vendre des disques, à remplir des salles de concert sur leur seul uom. FFF ne rechigne pas à la tâche, qu'ils jouent pour le tuut-ruek à Rennes on pour les gamins du centre aéré voisiu sur le parvis d'une eité d'Aubervilliers, c'est la même tension joyeuse, la même assurance tranquille qui porteut leurs excès, emmenés par Marco Prince qui en fait toujours un peu plus alurs qu'on était convaincu qu'il en avait déjà fait dix fuis trop.

Quant au disque, il passe sans peine la norme française. Depuis les Négresses vertes, aucun groupe indigène u'avait ajouté quelque chose à ses performances scéniques dès son premier album. *Blast Culture* est plus qu'un souvenir udéquat des concerts, grâce à la production de Laswell qui – paradoxalement – tire le groupe vers le rock, mais aussi à uue qualité d'écriture qui transparaît dans des textes en français, en anglais ou en créole.

Tout n'est pourtant pas joué. Au contraire des alternatifs d'hier, des rappers d'aujourd'hui, FFF ne dispose pas d'un public déjà constitué. Le succès de leurs homologues américains – Fishbone ou Living Colour – n'a pas encore traversé l'Atlantique à la suite du rap. D'autre part, FFF ne peut s'appuyer sur un discours politique comme le faisait hier Bernrier Nuir. FFF est l'une de ces familles que l'on a vu émerger ces deux dernières années sur la scène parisienne, avec Malka Family, Human Spirit ou les Coquines. Les familles se sont agrégées autour de genres – le funk, le reggae – de lieux, comme l'Hôpital éphémère. Elle sont plus portées sur la jam-session que sur l'agit-prop. Question d'époque, de musique.

THOMAS SOTINEL

► **Le 22, à Amiens, la Lune des pirates ; le 25, à Saint-Brieuc, *dans le cadre d'Art-Rock* ; le 26, à Quimper, Ker-Opus ; le 27, à Brest, les Hespérades ; le 29, à Paris, New-Morning ; le 30, à Bruxelles, Ancienne-Belgique ; le 31, à Orléans, salle des Carmes.**

PHOTO

Tingaud pour mémoire

Le photographe expose et publie ses dix ans d'« Intérieurs »

C'est une Vierge en plâtre, offerte à sa mamun par un gars de la marine, un souvenir de bourlingue, une icône que la mère conserve – entre deux roses kitsch – dans son sac en plastique pour mieux la protéger, protéger son enfant. L'objet semble iustallé sur un euiu de *mur* depuis des siècles, en parfaite harmonie avec le papier peint. Beau ou laid, utile ou superfin, peu importe : le cadeau parle du passé.

Les portraits d'intérieurs de Jean-Marc Tingaud à Paris, Naples, Marrakech, Zagreb ou Berliu joueut essentiellement sur la mémoire, au-delà des couleurs dont la fidélité impressionnante met en valeur les espaces intimes d'une chambre, d'un séjour uu d'une cuisiue, qui ne demandaient qu'à se faire oublier. Archéologue, Tingaud donne uue force insoupçonnée à des objets insignifiants.

C'est la lumière et la couleur que l'on remarque en premier. Le procédé Dye Transfer de Kudak – 775 dollars le tirage – donne une matière douce, avec des tons justes. Mais la couleur est rarement gratuite, et les effets formels naissent d'une réflexion rigoureuse sur la mémoire et le rapport à la réalité, poursuivie sans dévier depuis dix ans, depuis toujours.

« Ce sont des intérieurs d'une grande banalité, explique le photographe. *Avec des repères culturels forts. Si les gens ne sont pas dans le cadre, c'est quand même leur portrait que l'on voit. Tant ils ressemblent à leurs intérieurs. Je n'interviens jamais sur les objets. Le cadre est en revanche une intervention majeure : je travaille à la chambre, parfois avec des éclairages, mais la lumière artificielle vient toujours de l'endroit d'où naît la lumière naturelle. Le cadre est plus important que le choix de l'instant. J'ai photographié des objets deux ans après les avoir repérés. Tout était encore en place. Je vais vers le dépouillement. Mon angle de vision s'est rétréci : trouver des espaces de simple poésie devient difficile. »*

Les cadres sont minutieusement choisis en fonction de leur cohérence ehromatique, mais surtout de leur capacité à faire basculer le spectateur dans le passé. *« Entre le papillon qui vole et le même, épinglé dans une boîte, s'écrit toute une histoire avec une fin inéluctable, une mise en abîme qui ne cesse de me troubler. Je guide le navire avec mes images, mais je sais que je serai emporté par les eaux. »* Pessimiste, Tingaud ? Plutôt un *« optimiste désespéré »*, qui enregistre sur les murs de Nouméa ou de Portland, sur ceux de l'île de Maré ou de Lunéville, les mêmes traces de lutte contre l'oubli, contre la mort.

MICHEL GUERRIN

► **« Intérieurs », au Centre national de la photographie, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Jusqu'au 5 novembre. Catalogue remarquable aux éditions Contrejour, 200 p., 400 F.**

Jean-Marc Tingaud présente également ses « Œuvres récentes » à la galerie Thierry-Salvador, 6, avenue Delcassé, 75008 Purle. Tél. : 45-62-36-59. Jusqu'au 31 octobre.

VENTES

Un bilan désastreux pour le marché de l'art en 1990-1991

La saison 1990-1991 a été l'une des pires qu'ait jamais connues le marché mondial de l'art, avec une baisse en valeur de plus de 70 % par rapport à l'année dernière.

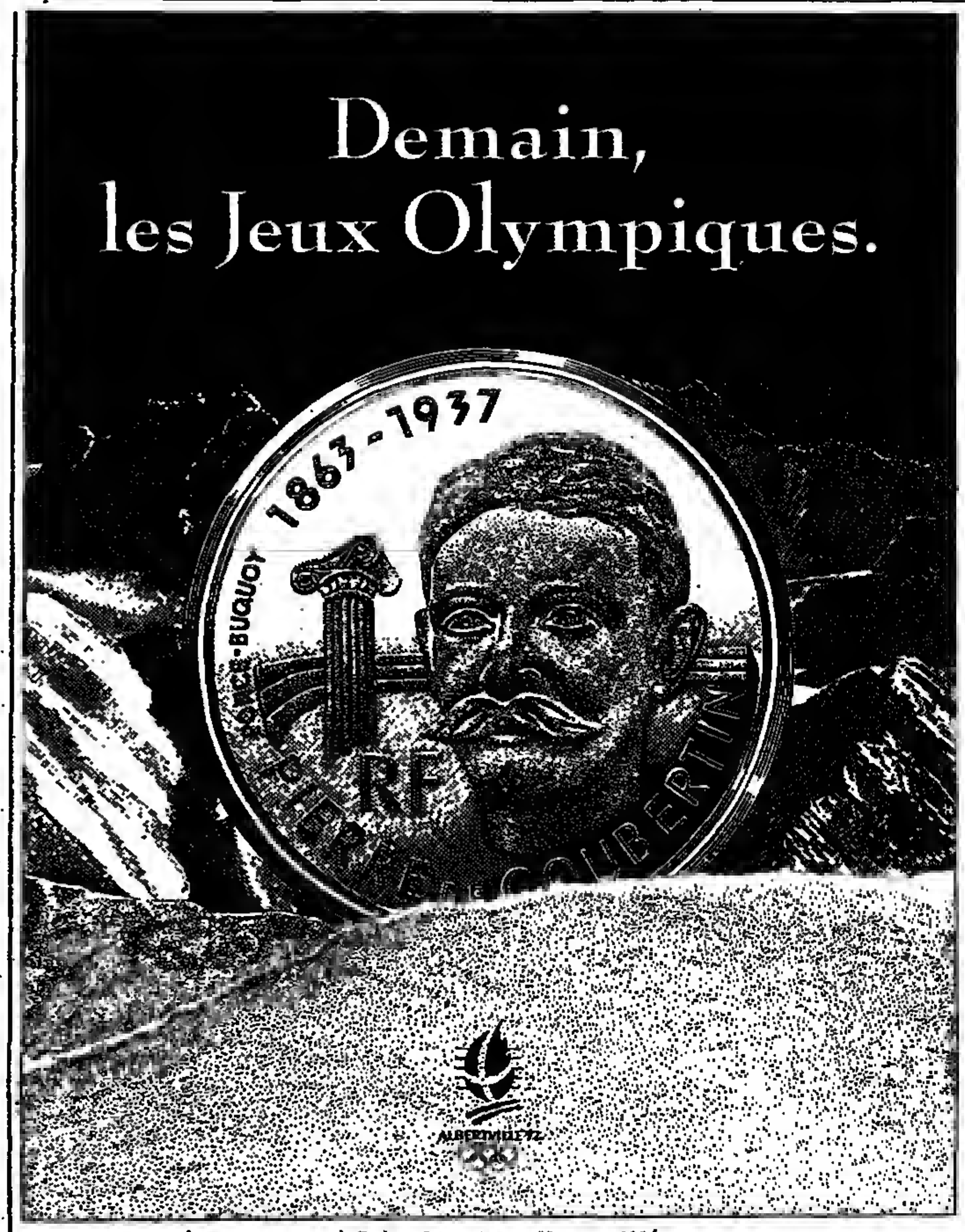
Dans sa 23e édition, l'Index des ventes d'art – édité en Grande-Bretagne – précise que les ventes aux Etats-Unis ont chuté de 74 %, de 75 % en France et de de 70 % en Grande-Bretagne. Cette dernière vuit d'ailleurs sa part de marché mondial sérieusement réduite, qui passe de 32 % en 1988-89 à 25,8 % en 1989-90 et à 24,4 % la dernière saison.

Le ehiffre d'affaires tutal des marchands d'art dans le muude n'a atteint que 844 millions de livres (8,5 milliards de francs environ), contre 2,8 milliards de livres (environ 28 milliards de francs) l'année précédente, qui avait enregistré les grands reeords puur les œuvres impressiunnistes et mudernes. 73 œuvres out dépassé le milliun de livres en salles des ventes, au lieu de 369 la saison précédente. *L'Ecluse*, de John Constable, acquis pour 9,8 millions de livres par le baron Thyssen, Boruemisza lors d'une vente chez Sotheby's, à New-York en novembre dernier, figure en tête des records de vente. Derrière lui, *la Tasse de chocolat*, de Renoir, emportée pour 8,3 millions de livres chez Sotheby's New-York et *les Chevaux de course - sortie de pesage*, de Degas (5,5 millions de livres chez Christie's à Londres).

DANSE
DU 22 AU 26 OCT 20H30
ODILE DUBOC
LA MAISON D'ESPAGNE
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4e

CORTEX
du 4 au 27 octobre
Chorégraphie
MAGUY MARIN
LOCATION
FNAC - Virgin Megastore

Demain, les Jeux Olympiques.



"Pierre de Coubertin," monnaie en or 22 carats, 3000 francs.

Il y a bientôt 100 ans, Pierre de Coubertin faisait revivre les Jeux Olympiques, et en 1992 la Savoie accueille les Jeux d'Hiver. La Monnaie de Paris frappe leurs Monnaies Officielles et participe ainsi à leur financement. Une collection de 10 monnaies d'or 22 carats et d'argent massif. A partir de 250 francs.

EN VENTE AU CRÉDIT LYONNAIS, A LA POSTE, OU PAR MINITEL 3615 MONNAIE

MONNAIES DE COLLECTION
MONNAIE DE PARIS
11, QUAI DE CONTI - 75006 PARIS

RENSEIGNEMENTS ET COMMANDE AU : (1) 47 00 00 00

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70
L'essentiel sur
CONTRAT ET RELATIONS DU TRAVAIL
par Claude ORLIAC
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

LA TOTALE ! 18 DÉCEMBRE

COMMUNICATION

Ample succès pour la troisième édition de la fête du livre

La fureur tranquille

Plus nombreuses et diverses que les deux années précédentes, les manifestations de « La fureur de lire » ont connu, samedi 19 et dimanche 20 octobre, un tranquille succès.

Les premières rigueurs de l'automne n'ont pas dissuadé Parisiens et provinciaux de répondre aux multiples invitations que leur avaient lancées les professionnels du livre, tant institutionnels que privés. En ces temps plus que maussades pour l'édition française, ce constat d'affluence ne peut que réjouir, même si les effets à terme restent problématiques et difficiles à mesurer.

Dans la capitale, c'est à nouveau dans le périmètre des arrondissements du centre de Paris que ce constat a pu être fait de la manière la plus spectaculaire. La Bibliothèque nationale, en particulier, n'a rien perdu de son prestige. Et si beaucoup de visiteurs empruntaient les navettes qui les menaient sur le chantier de l'autre grande bibliothèque, il en était aussi de nombreux à rester rue de Richelieu pour les multiples animations-débats et expositions qui leur étaient proposées.

De 60 000 à 70 000 personnes se sont ainsi pressées à la BN durant ces deux journées, *dans une atmosphère familiale et détendue*. Quelque deux cents personnes ont assisté samedi à un débat sur les ateliers d'écriture. Non loin de là, dans le jardin du Palais-Royal, le grand kiosque dressé par les NMPP et qui présentait deux mille titres a reçu la visite de plus de quinze mille personnes.

« Référendum en faveur de l'esprit »

Affluence également au Jardin des Plantes pour un Salon du livre scientifique (10 000 personnes pour la journée de samedi), à l'Hôtel des Invalides, aux marchés aux livres de la place Maubert et de celle de l'Odéon (livres de théâtre)... Les librairies qui avaient choisi de rester ouvertes et de proposer animations (autour des Editions POL, à la Terrasse de Gutenberg, ou des dix ans de Michel Chandeigne à la Librairie Corti) et expositions, n'ont pas non plus regretté ce surcroît de travail. L'opération de la mairie de Paris, qui offrait à tout acheteur de 150 francs de livres de choisir parmi trois ouvrages devenus introuvables et réédités par ses soins, a dû contribuer à ce succès.

La Maison des écrivains, de son côté, en liaison avec le ministère de la culture, la direction du livre, le Centre national des lettres et la FNAC, avait organisé un concours réservé, en hommage à Rimbaud, aux poètes de dix-sept ans. Un volume a rassemblé les meilleurs textes et cinq d'entre eux ont été couronnés par M. Lang dimanche soir.

La région parisienne et la province n'ont pas été en reste. Là aussi, les librairies et les bibliothèques municipales ont joué pleinement le rôle culturel qu'elles assument d'ailleurs, bien que moins visiblement, tout au long de l'année.

M. Jack Lang, ministre de la culture, et M^{me} Evelyne Pisier, directeur du livre, n'ont pas caché, en fin de fête, leur satisfaction. Le ministre s'est déclaré *« rassuré »* par *l'« ampleur inégalée »* de la manifestation, dans laquelle il veut voir un *« référendum en faveur de l'esprit »*, et *« le signe d'une certaine santé spirituelle »*.

PATRICK KÉCHICHIAN

Premier « news magazine » de l'après-socialisme

La Hongrie s'offre un nouvel hebdomadaire d'informations générales

BUDAPEST

de notre correspondant

Fidèle aux traditions hongroises, le nouvel hebdomadaire magyar *Europa* cultive les symboles : il sort dans les kiosques mardi 22 octobre, la veille de la Fête nationale, commémorant le début de l'insurrection anti-communiste de 1956. Tiré à 120 000 exemplaires, *Europa* se définit comme le *« premier news magazine »* de l'après-socialisme. Objectif : devenir le *« Stern hongrois »*.

Tout comme le journal allemand, *Europa* sera une revue grand public, avec une priorité donnée à l'image. *« Il n'y aura pas de poèmes ou de littérature dans nos pages »*, ironise le rédacteur en chef Gabor Szücs, qui dirige aussi *Kurir*, l'un des principaux quotidiens du pays.

Comme pour mieux se démarquer des journaux de l'ancien temps, *« un peu gris et sérieux »*, les nouvelles publications mettent l'accent sur la photo et la couleur. *Europa* n'échappe pas à cette règle. Près de la moitié des vingt journalistes de l'hebdomadaire sont des photographes, et les quatre-vingt-seize pages du journal seront largement dominées par les illustrations. A l'image d'*Europa*, la plupart des quotidiens qui ont été créés depuis le début de la « transition » il y a trois ans, s'attaquent au créneau populaire.

Et ceux qui existaient déjà ont sensiblement modifié leur profil. Mais, après le journal à sensation *Réforme*, *Europa est le premier à se lancer sur le marché des hebdomadaires généralistes.* Un pari que Gabor Szücs n'a pas hésité à relever après le succès relatif de *Kurir*.

Dépenses sous haute surveillance

Les deux éditions (l'une le matin et l'autre l'après-midi) de ce quotidien créé en juillet 1990 se vendent à 120 000 exemplaires. Fort de cette expérience, il se montre confiant : *« Il y a une grande demande, surtout de la part des publicitaires. Nous vendons déjà des espaces pour le sixième numéro* d'Europa *sans que personne n'ait encore vu le produit ! »*

Mais l'avantage principal, c'est l'existence d'un groupe de presse déjà constitué. Les actionnaires de l'hebdomadaire sont les mêmes que pour le quotidien *Kurir* ; 51 % des parts sont détenues par l'entreprise Kontrax, un géant du mobilier de bureau, et 25 % par la banque d'Etat Posta Bank, aussi présente dans le capital du journal *Magyar Nemzet*, racheté par Hersant (*le Monde* du 17 septembre).

Autre atout : le groupe possède sa propre imprimerie et est sur le point de s'installer dans des nouveaux locaux capables d'accueillir les deux titres. Conséquence : les frais lourds étaient déjà presque écartés, et *« seul »* un investissement de l'ordre de 60 millions de forints (environ 5 millions de francs) suffisait pour lancer l'hebdomadaire.

Même si *Europa* représente un défi, il ne met pas en cause la survie du groupe porté par le quotidien, et trois autres revues spécialisées dans la cuisine, le tourisme et la famille.

Mais pas question de laxisme. Gabor Szücsz va surveiller les moindres dépenses. Un nouveau central téléphonique sera installé pour filtrer les appels longue distance, les photocopies privées non-professionnelles seront payantes et, pour empêcher le détournement du matériel, chaque employé recevra une *« prime »* de 100 forints (8,50 francs) pour l'achat de stylos !...

YVES-MICHEL RIOLS

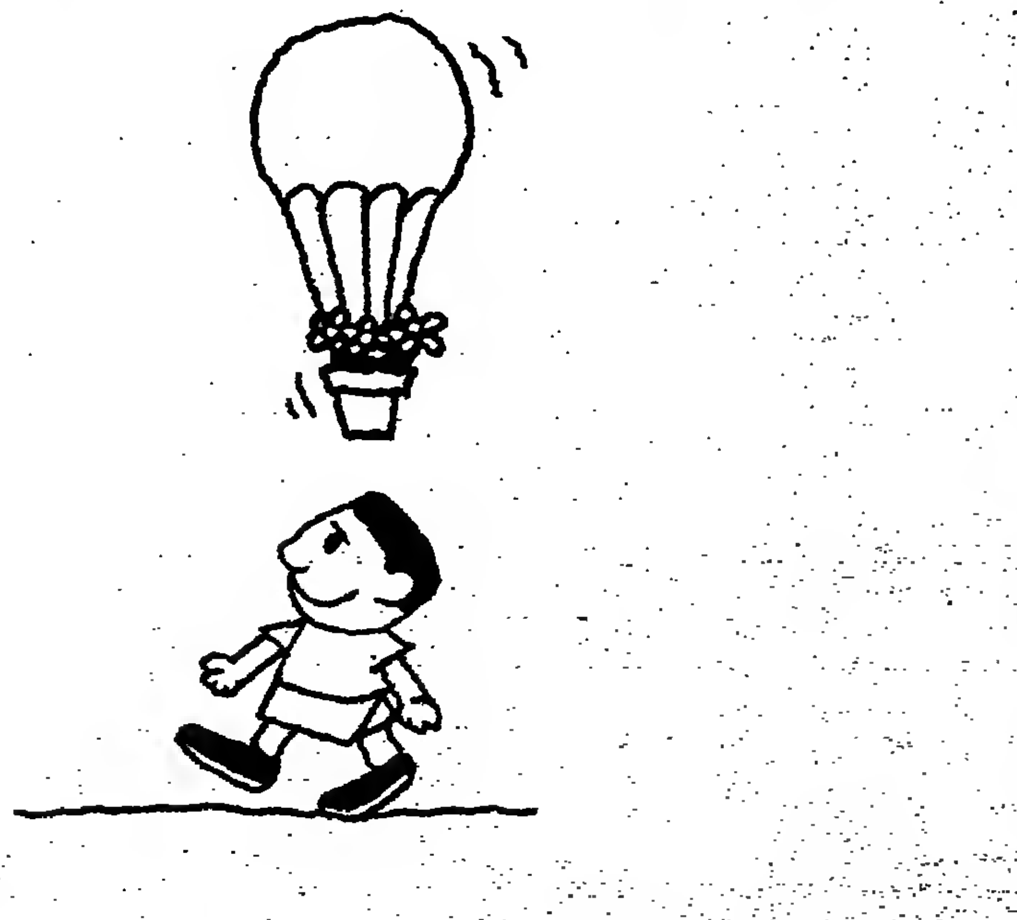
LES "PRIX UAP - PRÉVENTION" ATTENDENT VOS PROJETS

Vous avez élaboré un solide projet de prévention des accidents domestiques ou des accidents de la route, de protection de l'environnement ou de médecine préventive. Parce que vous donner une chance, c'est donner des chances supplémentaires à la vie, UAP-PRÉVENTION va vous aider. Les prix, d'une somme globale de 320000 francs, iront aux projets les plus efficaces. Demandez dès aujourd'hui à UAP-PRÉVENTION le règlement ainsi que votre dossier de candidature, à retourner au plus tard le 6 janvier 1992. UAP-PRÉVENTION - Tour LITWIN - 10, rue Jean-Jaurès - 92807 PUTEAUX CEDEX - Tél. (16-1) 47 74 50 41.

L'UAP-PRÉVENTION et la vie comptent sur vous.

UAP PRÉVENTION

Quelque chose nous dit que de plus en plus d'accidents vont rater leur coup.



BDDP

Diffusion insolite de presse dominicale en Belgique

Comme des petits pains

BRUXELLES

de notre correspondant

Les Belges ont-ils trouvé le moyen de réaliser le rêve de tout éditeur de journal : vendre du papier imprimé *« comme des petits pains »* ? *« Dimanche matin, le journal en vente dans les bonnes boulangeries »*. Cette publicité sur des affiches aperçues dans les rues de Bruxelles et de la Wallonie, a annoncé aux populations le premier numéro, dimanche 20 octobre, d'un nouveau titre francophone à la diffusion pour le moins insolite, sur un créneau tant bien que mal occupé par le *Journal du dimanche* français.

Le problème des hebdomadaires dans le royaume tient au nombre limité de points de vente le jour du repos dominical. Seules les 350 librairies ouvertes le dimanche à Bruxelles et en Wallonie peuvent commercialiser – jusqu'au lundi soir – les 32 pages nées d'une association des Editions Mondiales avec quelques hommes d'affaires belges pour financer une équipe journalistique réduite mais entreprenante. L'innovation consiste à associer à l'aventure quelque 400 boulangers prêts à se diversifier de telle sorte que, comme l'écrit *Jean-Paul Marthoz*, le rédacteur en chef, le lecteur puisse trouver les nouvelles du samedi, de sport et des pages magazines *« entre le café chaud et les pains au chocolat »*.

La Fédération wallone des diffuseurs de presse a protesté. *« Que diraient les boulangers si les marchands de journaux se mettaient à vendre du pain le jour de leur repos hebdomadaire ? »*, a-t-elle demandé dans un communiqué. Un *modus vivendi* paraît toutefois possible entre les différents commerces, quartier par quartier. Les responsables de *Dimanche matin* s'estimeraient heureux s'ils parvenaient à en écouler durablement 30 000 exemplaires (le point d'équilibre financier) au prix de 40 francs belges (6,60 francs français).

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

DÉFENSE

Face aux 25 000 charges nucléaires de l'URSS « il nous faut rester vigilants »

estime l'amiral Lanxade

« L'Union [soviétique], *même réduite à la seule Russie, demeurera, pour de longues années encore, une puissance militaire majeure disposant de capacités suffisantes, notamment nucléaires, pour pouvoir, de nouveau, dans une autre situation politique, menacer l'indépendance des nations de l'Europe »*, affirme le chef d'état-major des armées françaises, l'amiral Jacques Lanxade, au mensuel *Armées d'aujourd'hui*.

Face aux 25 000 charges nucléaires entreposées en Russie pour la plupart, dont 14 000 têtes tactiques plus difficiles à contrôler, *« il nous faut rester vigilants et ne pas faire d'impasses sur le long terme »*, ajoute l'amiral Lanxade, qui redoute *« une montée de périls d'un nouveau genre »* avec l'imbrication des populations en Europe centrale et méridionale.

« Le lien transatlantique, qui constitue l'essence même de l'Alliance, restera indispensable pour faire contrepoids à la puissance militaire russo-soviétique, ajoute-t-il, *mais le rôle politique et militaire européen devra croître (...). Notre but est clair : parvenir à une capacité de défense propre à l'Europe, lui permettant d'agir en puissance souveraine tout en préservant le lien transatlantique. C'est l'objectif que recherchent les douze de la Communauté européenne dans la conférence intergouvernementale qui devrait, d'ici à la fin de l'année, définir les étapes de la future union politique. Et, dans cette perspective, l'Union de l'Europe occidentale (UEO) pourrait offrir un cadre approprié à la coopération entre Européens de l'Ouest en matière de sécurité et de défense. »*

□ **Des avions de l'OTAN en exercice à Metz.** – Les équipages des avions de combat de cinq pays membres de l'OTAN ont été invités, par l'armée de l'air française, à séjourner, du lundi 21 au vendredi 25 octobre, sur la base de Metz pour participer à l'exercice « Ample-Train » qui vise à entraîner les pilotes et les mécaniciens à œuvrer ensemble pour préparer des missions communes à partir de bases, en Centre-Europe, qui sont autres que celles des pays d'origine. Douze avions de combat français et alliés sont présents à Metz. Il s'agit, outre des Jaguar français, de Phantom F4 allemands, de Tornado britanniques et italiens, de F-16 néerlandais et de F-111 américains.

22 La réforme de la Poste
23 La lutte des pays baltes pour l'indépendance économique
24 Marchés financiers
25 Bourse de Paris
26 OPA : les assiégés de la City
— Gigantesque scandale d'initiés à Francfort

Les manifestations paysannes et la réforme de la politique agricole commune

Impunité

Les agriculteurs sont-ils *au-dessus des lois?* On ne compte plus les bâtiments publics souillés de purin ou détruits, les trains arrêtés et les routes coupées. Les ministres ne peuvent plus participer à des inaugurations ou à des réunions sans être protégés par des escadrons de gendarmes mobiles. M. Jean-Michel Baylet, ministre du tourisme, en sait quelque chose qui a vu saccagées, le 18 octobre, les tables du banquet auquel il était convié à Moissac (Tarn-et-Garonne). Et aussi M. Alain Calmat, ancien ministre et député (apparenté PS) du Cher, malmené et contraint par trois cents agriculteurs à les accompagner à la préfecture, ainsi que le rapporte notre correspondant à Bourges.

D'abord tétanisés par cette montée de la violence, le gouvernement et la majorité ont commencé, dimanche 20 octobre, à réagir. On a entendu M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, rappeller, que *«dans une démocratie, aucun problème ne peut trouver sa solution par la force et la violence»*. Les présidents socialistes de conseils généraux, réunis à Marseille, ont condamné *«les dérives inacceptables»* des manifestations d'agriculteurs. Le président de la République a convoqué à l'Elysée son premier ministre, le garde des sceaux et le ministre de l'intérieur pour trouver des parades à ces débordements.

La différence de traitement réservé par les forces de l'ordre aux infirmières et aux agriculteurs est étonnante. Pourtant bien pacifiques, celles-là ont eu droit au canon à eau, alors que les pouvoirs publics se faisaient tout petits devant les gros bras paysans. Il faut dire que, depuis des décennies, les gouvernements de droite comma de gauche ont toujours cédé au monde agricole. Sécheresse ou gel, crise de la viande ou surproduction de lait, tout a été occasion pour accroître les subventions et les aides aux premiers bris de vitres. Les agriculteurs sont fondés à croire que les exactions paient.

Pourtant, à trop casser et quel que soit la drame qu'ile vivent, ces derniers pourraient finir par lasser les citadins dont ils espèrent la solidarité, en ces temps de libéralisme, et qui pourraient trouver très ingrats ces agriculteurs dont M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a rappelé qu'ils *«verraient leurs revenus divisés par deux»* si la marché des produits agricoles fonctionnait normalement *«sans les corrections de l'Etat et de la politique agricole commune»*.

ALAIN FAUJAS

«Il ne faut pas jeter la pierre à la Commission européenne»

déclare M. Louis Mermaz

Sept dirigeants syndicaux de Tarn-et-Garonne étaient encore entendus, *«à titre de témoins principaux»*, le lundi 21 octobre à le gandarmerie da Montauban (Tarn-et-Garonne), à la suita d'una plainte de l'association organisatrice du «dîner de l'excellence», présidé le 18 octobre, à Moissac, par M. Jean-Michel Baylet, ministre du tourisme, qui avait tourné court en raison de l'intervention musclée d'un groupe d'agriculteurs. D'autres manifestations ont eu lieu pendant le week-end, notamment à Bourges (Cher), où M. Alain Calmat, ancien ministre et député apparenté socialiste, a été, indique notre correspondant, pris en otage par des agriculteurs.

M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture et de la forêt, e levé un voile, le 19 octobre à Paris, sur la position que la France défendra les 21 et 22 octobre devant ses collègues de la CEE à propos de la réforme de la politique egricole commune (PAC). Il l'a fait à l'occasion du colloque organisé par l'association Priorités eujourd'hui, dont il est le fondateur, et qui avait pour thème «Aménagement du territoire et environnement».

«Il faut une autre politique agricole commune, cela est vrai, et la Communauté européenne peut faire évoluer nos structures rurales plus vite que nos seules institutions et réformes nationales,» a déclaré le mioistre de l'agricultnre. *«Ne jetons pas systématiquement la pierre à la Commission, elle représente une force qui peut nous aider à bouger utilement»*.

Quatre principes et trois orientations

Selon M. Mermaz, la France défendra les quatre principes de base suivants devant ses collègues :

– garder à l'Europe sa pleine capacité de production pour assurer son autosuffisance et maintenir, *voire accroître, ses parts de* marché à l'extérieur;

– cesser d'épuiser les finances publiques en subventions mécaniquement calculées en fonction des quantités produites et *«utiliser plus intelligemment l'argent des Etats et de la CEE»*;

– constituer evec d'autres pays européens un groupe d'Etats capables, dens la négociation du GATT, *«de résister aux assauts des Etats-Unis»*, Washington devant cesser *d'«envahir le marché européen avec les aliments du bétail à bas prix»*;

– reconnaître à certaines régions françaises partieulièrement touchées par la crise de l'élevage bovin (Massif central, Ouest, certaines régions de l'Est) *«une priorité à produire, et envisager, pour ces zones, des quotas assortis de prix garantis»*.

Quant aux réformes en profondeur, qui, indépendamment de la PAC, sont du ressort du gouvernement français, elles concernent, a souligné M. Mermaz, trois orientations : l'allègement de l'impôt foncier non bâti afin de favoriser l'élevage extensif; la mise en place d'un système de préretraite pour les agriculteurs les plus âgés qui veulent se retirer et libérer des terres; le développement des cultures à usage industriel. *«L'agriculture française se trouve à un moment de son histoire à la fois passionnant et dangereux,* a conclu M. Mermaz. *Il faut qu'elle prenne un lournant qui ne doit pas, évidemment, se transformer en un tête-à-queue»*.

FRANÇOIS GROSRICHARD

Avec un point culminant le jeudi 24 octobre

Une semaine sociale agitée

Les mouvements sociaux devreient ee pnursuivre cette semaine avec un point culminant la jeudi 24 octobre, jour d'une grève interprofessionnelle appelée par FO et soutenue par le CGT. Après lea deux séances de négociations infructueuses sur les salaires, FO et la CGT ont appelé les agents de la fonction publique à y participer.

Du côté des infirmières, les *négociations ouvertes durant le* week-end n'ont pas suffi à leur faire abandonner leur bataille : dèe mardi 22 nctobre, une *«marche* de protestation», appelée per la Cordinatinn nationale infirmières, accompagnera *une nouvelle journée de* grève dans lee hôpitaux, à laquelle eppellent la quasi-totalité des syndicats de médecins hospitaliers. Le collectif interhôplteux (CRC-autonomes, CFDT, FO, CGT) a appelé l'ensemble des personnels hospitaliere à se mobiliser les mardi 22 et jeudi 24 octobre.

Dans le domaine des transports, laa perennnels d'Air Inter at d'UTA, inquiets dee restructurations en cours, manifesteront mercredi 23 octnbre. Le même jour et jusqu'à vendredl, les contrôleurs de le SNCF eeront en grève à l'eppel de leurs eyndicats FO, CGT et CFDT.

A la RATP, métro et autobus risquent d'être rares jeudi en raison de la participation à la grève interprofessionnelle de la majeure partie des syndicats.

Enfin, lee dnckers devaient décider ce lundi 21 ocinbre d'une journée d'action contre la remise en cause de leur statut.

En quittant la présidence de la Federal Deposit Insurance Corp.

M. William Seidman critique l'insuffisance du fonds d'assurance bancaire américain

Le jour de son départ, la 16 octobre, de la Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC), M. William Seidman a confié ses impressions au quotidian populaire *USA Today*. Il savait pertinemment qu'il laissait un cadeau empoisonné à M. William Taylor, la futur président da cet organisme, chargé d'assurer la profession bancaira : *«Le meilleur conseil que je pourrais donner à mon successeur? Il le trouvera dans les trois enveloppes que j'ai préparées à son intention. Sur la première, assortie de la mention «A ouvrir en cas de première crise», j'ai écrit :* «Mettez tous les problèmes sur le dos de votre prédécesseur.» *Dans la seconde, en cas de nouvelle crise, il trouvera :* «Mettez tout sur le compte de la situation économique.» *La troisième ne comporte que quelques mots :* «Préparez trois enveloppes!»

NEW-YORK

de notre correspondant

Au rythme où vont les faillites bancaires aux Etats-Unis, les 70 milliards de dollars dont l'administration Bush a prévu de doter au plus vite le Federal Deposit Insurance Corp. Pour indemniser les déposants dans la perspective de nouvelles déconfitures bancaires apparaissent d'ores et déjà insuffisants, a averti M. William Seidman, président de cet organisme, en guise de testament, dans une lettre adressée à la commission bancaire du Sénat.

Depiris 1985, date à laquelle M. Seidman avait pris ses fonctions, plus d'un millier de banques américaines (1 048 exactement), généralement des établissements de taille petite ou moyenne, ont fermé leurs portes et le FDIC, un organisme créé en 1934 et qui gère 18 milliards de dollars, prévoit encore 160 à 180 faillites cette année et au moins 200 en 1992, par rapport aux quelque 7 300 établissements dont il assure les dépôts sont assurés par cet organisme (sur un total de 12 000 banques aux Etats-Unis, *toutes* n'étant pas soumises à cette réglementation). Si le pays ne sort pas au plus vite de la récession, et d'une manière vigoureuse – deux espoirs pour l'instant déçus, – l'industrie bancaire, qui subit actuellement sa plus grave crise depuis la grande dépression des années 30, va connaître de nouvelles déconvenues, estime M. Seidman, soulignant que les bénéfices de l'ensemble des banques, déjà très inférieurs à ceux des années précédentes, ont encore baissé au deuxième trimestre 1991 pour s'établir à 4,6 milliards de dollars, contre 5,6 milliards pour les trois premiers mois de l'année.

«La danse de l'aigle»

Dans le passé, ses prévisions généralement pessimistes – d'un pessimisme confirmé ultérieurement dans les faits – et son franc-parler à propos du scandele des Cnisses d'épargne dont il a aussi hérité ont toujours eu le don d'irriter la Maison Blanche. A tel point que M. John Sununu, directeur de cabinet du président Bush, après avoir mené discrètement campagne contre le patron du FDIC, avait publiquement réclamé sa tête eu printemps 1990. *Mais M. Seidman* est un homme coriace. Ses allures de cow-boy (il arbore volontiers un chapeau Stetson sur son crâne rasé à la Yul Brynner, de magnifiques boots et... un blazer bleu, pour se rendre au siège du Federal Deposit Insurance, au cœur de Washington) ne sont pas seulement destinées à attirer l'attention des photographes. Originaire du Nouveau-Mexique, nù il possède toujours un ranch, il a installé en bonne place sur son bureau dans la capitale fédérale une statuette d'un Indien Pueblo interprétant «la danse de l'aigle», pour signifier d'où lui vient sa détermination.

Mais c'est sartont auprès du Congrès, toujours frondeur à l'égard de l'exéeuif, suspecté de vnuloir limiter son rôle, qu'il a cherché et trouvé ses appuis. Et finatement obtenu de la Maison Blanche de pouvoir mener son action jusqu'au terme de son mandat de six ans, à la mi-octobre, à l'âge de soixante-dix ans. Même si le nom de son successeur ételt eonnu depuis plusieurs mois.

Beauenup plus jeune (il a cinquante-deux ans), M. William Taylor vient de la Réserve fédérale où il dirigeait jusque-là les services de supervision bancaire après evoir été, pendant vingt-six ans, l'un des principaux régulateurs de la profession. Une fonction qui lui a permis de bien connaître quelques gros sinistres (notamment la quasi-faillite de la Continental Illinois, la grande banque de Chicago, en 1984) et de se faire epprécier du président Bush, qui l'a désigné à la présidence du FDIC dès que M. Seidman a enfin signifié sa volonté de céder la place. A l'unenimité de ses vingt-deux membres, le commission bancaire du Sénat a approuvé cette nomination qui doit être confirmée – une *simple formalité, semble-t-il* – prochainement par l'ensemble du Sénat.

L'une des premières tâches de M. Taylor, quinzième président du FDIC, sera de trouver le meilleur moyen de recapitaliser ce fonds d'assurance bancaire en prévision des nouveaux sinistres que devrait connaître la profession. Son travail se trouvera allégé du fait qu'à la différence de son prédécesseur – lequel coiffait non seulement cet organisme d'assurance mais aussi le Resolution Trust Cy, l'organisme créé en 1989 pour liquider les nombreuses *caisses d'épargne en faillite*, – il n'aura la responsabilité que du FDIC. La présidence de la RTC, la plus importante institution financière aux Etats-Unis, a été confiée par le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, à M. Albert Casey, un ancien président d'American Airlines.

M. Seidman, lui, a pris une semi-retraite à Georgetown, pour commencer à rédiger des Mémoires qu'il a déjà annoocées particulièrement caustiques. Parallèlement, il mettra soo expérience des affeires financières au service de la chaîne de télévision *CNBC*, spécialisée dans l'actualité éconnmique, nù il se risquera aux nnuvelles fonetions de commentateur. *«Un job qui demande beaucoup de travail et qui est bien mal payé»*, ronchonne-t-il déjà. Heureusement, il eura aussi l'occasinn de prononcer quelques discours dans le traditionnel eircuit des conférenciers de haut vol, récemment libérés du service public. Au prix moyen de 20 000 dollars par intervention.

SERGE MARTI

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FINANCIÈRE GRAVOGRAPH

a acquis auprès de VEV

GRAVOGRAPH INDUSTRIE INTERNATIONAL

Le RES a été organisé par

Rothschild & Cie

Septembre 1991

Avec le micro-ordinateur «Macintosh Powerbook»

Apple veut s'implanter sur le marché des portables

Moins de trois semaines eprès avoir scellé un vaste accord de coopératinn avec IBM, Apple Computer Inc. entame un nouvel épisode de sa *«renaissance»*, selon l'*expression* de son président, M. John Sculley (*le Monde* du 4 octobre). Venant chasser sur les terres de Toshiba, Compaq et quelques nutres (dont Bull-Zenith), le constructeur informatique américain lance une nouvelle gamme d'ordinateurs portables, deux ans après avoir raté son entrée sur ce marché avec le Mac portable, trop lourd et trop cher (30 000 francs environ).

Ultra-légers et relativement peu coûteux, les nouveaux «Macintosh *Powerbook*» ont donc une mission précise : permettre à Apple d'entrer en force sur un des segments du marché de l'informatique les plns prometteurs en terme de croissance et qui devraient représenter, d'ici peu, 20 % des ventes mondiales de micro-ordinateurs. En France, où ses nouveaux portables seront commercielisés dès novembre, Apple compte ainsi s'adjuger, en 1992, 16 % de ce merehé en développement (il devrait se vendre 170 000 portables dans l'Hexagone cette année contre 125 000 en 1990).

Pour réussir son pari, Apple aligne trois modèles complémentaires : les Macintosh 100, 140 et 170. De couleur gris nnthracite et d'un poids de 2,3 kilogrammes pour les plus petits à 3,1 pour les haut de gamme, ceux-ci présentent un format «A 4» et ont une autonomie de deux heures et demie à quatre heures suivant les modèles. Le modèle d'entrée de gamme a été conçu per Sony et sera en grande partie produit au Japon. Equipé d'on processeur 68 000 cedencé à 16 Mhz et d'une mémoire de 2 mégaoctets (Mo) extensible à 8 Mo, il n'a que *4,6 centimètres d'épaisseur*, le lecteur de disquette n'étant pas intégré. Le modèle haot de gamme fonetionne avec un processeur 68 030 cadencé à 25 mhz et est doté d'nne mémoire de 4 Mo extensible à 8 Mo. Les prix publics conseillés s'échelonneront de 13 900 à 31 900 francs.

Avee ces nouveaux portables, Apple espère échapper au marasme de l'industrie informatique, qui pèse sur ses résultats malgré la croissance de son chiffre d'affaires et le contraint à réduire de 10 % ses effectifs daos le monde.

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

SECTEUR PUBLIC

La réforme des P et T

La commission parlementaire du service public demande que la Poste puisse expérimenter des prêts sans épargne

La commission supérieure du *service public* des Postes et Télécommunications, chargée de veiller à l'application de la réforme des P et T et composée en majorité de parlementaires, demande une extension prudente des activités des services financiers de la Poste : ceux-ci devraient être autorisés, d'une part à offrir des prêts au logement avec épargne préalable différents de l'épargne-logement *actuelle*, d'autre part à expérimenter dans quelques régions, et pendant une durée *limitée*, la distribution de prêts (immobiliers ou à la consommation) sans épargne préalable, en partenariat avec un établissement de crédit (la création d'une filiale spécialisée nuirait à l'unité de la Poste). *D'autre part*, la Poste devrait pouvoir consentir des découverts aux titulaires de CCP et les facturer selon les mêmes modalités et avec la même souplesse que les banques.

Les membres de la commission estiment en effet que l'établissement créé par la réforme doit disposer des moyens de garantir son développement à long terme. Or l'absence de prêts sans épargne préalable menace ce développement : de 1986 à 1990, la Poste a perdu 2,2 % du marché de l'épargne, la perte étant particulièrement sensible chez les vingt-cinq-cinquante ans ; malgré une percée dans les SICAV, 75 % de sa collecte correspond à des produits vieillissants (*CCP et épargne-logement*). Ils contestent les arguments du rapport Ullmo (risques d'importantes pertes de parts de marché par les banques, accroissement de l'endettement des ménages). Mais ils admettent qu'il faut permettre de s'adapter aux banques, fragilisées par la concurrence et le coût croissant de leurs ressources. Surtout, ils sont partagés sur le rôle de service public de la Poste en matière financière et sur la nature des prêts qu'elle doit distribuer.

G. H

La destruction de la centrale EDF Arrighi à Vitry

Disparition d'une sexagénaire

VITRY-SUR-SEINE

de notre correspondant

La centrale électrique Arrighi de Vitry-sur-Seine a été détruite mercredi 16 octobre. *Six cents kilos* d'explosifs ont rayé du paysage du Val-de-Marne cette centrale *thermique* qui en *faisait* partie depuis soixante ans (1). Avec sa destruction, ce sont *douze* hectares de terrains qui vont être libérés.

Bien qu'elle parle aujourd'hui de réaliser une unité de production électrique avec une turbine à gaz *de 140 mégawatts*, l'EDF n'a aucun projet précis concernant le déficit du site. Face à ce flou, la CGT, soutenue par le PCF, qui est ici sur ses terres (un maire, *un député, un conseiller général*, président de l'assemblée départementale, tous communistes), se montre très déterminée. *Elle* ne veut pas entendre parler de destruction sans reconstruction d'une *centrale thermique de deux fois* 250 mégawatts brûlant du charbon lorrain et utilisant la technique dite du « lit fluidisé circulant », peu polluante. Les travaux de reconstruction, *selon ses calculs*, créeraient mille emplois pendant quatre ans, puis deux cent-cinquante à EDF *même*. Elle fait valoir que la région parisienne, qui ne produit que 6 % de son électricité, consomme 20 % de la production française.

En bordure de Seine, desservi par la SNCF, proche d'autoroutes, le site bénéficia d'une situation enviable. *La CGT craint* que l'EDF ne cherche à tirer profit de ces terrains (2) et qu'ils servent de tête de pont à l'opération « Seine-amont », le projet gouvernemental de rééquilibrage de *Paris à l'est, avec la construction* de bureaux et de logements provoquant, dans le même temps, la disparition de deux cent-cinquante entreprises (douze mille emplois) *de la zone industrielle* de Vitry.

FRANCIS GOUGE

(1) Construite en 1931, Arrighi fut la plus grande puissance européenne dans les années 50 et elle reste aujourd'hui encore la seule centrale en France à être équipée de turbines à gaz pouvant fonctionner en cycle mixte

(2) EDF déclare maintenant qu'il n'y aura pas de constructions immobilières sur le site et qu'il ne sera pas détourné.

ÉTRANGER

Après une chute de 19,5 % du PNB cette année

Les conjoncturistes allemands prévoient un net rebond en ex-RDA en 1992

La croissance économique des cinq Lander de l'ancienne RDA devrait devenir positive l'an prochain, estiment les économistes d'outre-Rhin. Selon un rapport *commun* aux cinq principaux instituts de conjoncture, publié lundi 21 octobre, le produit national brut (PNB) de l'ex-RDA chutera de 19,5 % cette année, mais, à partir de ce niveau très bas, rebondira de plus de 10 % en 1992. Le taux de chômage se stabilisera vers le milieu de l'an prochain, le nombre de demandeurs d'emploi atteignant 1,5 million environ, *soit près de 20% de la population* active. *« On ne peut pas dire qu'on soit en train de passer rapidement le creux de la vague, mais il n'y a aucune raison de sombrer dans la résignation »*, souligne le rapport. Les économistes s'inquiètent en revanche de la vague d'augmentation de salaires (+ 16 % cette année, + 36 % l'an prochain) et de ses conséquences inflationnistes, susceptibles de mettre en péril le processus de restructuration de l'économie. Les économistes recommandent une renégociation des conventions collectives déjà signées, afin que les augmentations reflètent les progrès réels de la production. Dans la partie occidentale de l'Allemagne, le taux de croissance devrait fléchir à 2 % l'an prochain contre 3,5 % cette année, tandis que le taux d'inflation restera élevé jusqu'à la mi-1992 (entre 4,5 % et 5 %), avant de se stabiliser aux alentours de 3,5 %.

Forte baisse des mises en chantier de logements aux Etats-Unis

Les mises en chantier de logements aux Etats-Unis ont fortement reculé en septembre : – 2,2 % par rapport au mois précédent. Ce recul, qui a surpris les milieux économiques, intervient après cinq mois de progressions mensuelles consécutives (la dernière en date étant celle d'août avec *+ 0,6 % par rapport à juillet*). Pour les neuf premiers mois de l'année, les mises en chantier restent ainsi inférieures de 19,4 % au niveau moyen atteint au cours de la même période de 1990. Après trois trimestres de baisse (4e trimestre 1990, 1er et 2e trimestres 1991), la prochaine publication du montant du produit intérieur brut (PIB) américain pour le troisième trimestre montrera très probablement une reprise de la croissance, due notamment à la reconstitution des stocks. Il n'empêche que les derniers indicateurs de conjoncture montrent que la reprise de l'été n'est pas complètement convaincante quant à son ampleur.

Selon un jugement de la Haute Cour de Londres

Price Waterhouse est « libre » de coopérer à l'enquête officielle sur la BCCI

Price Waterhouse, le cabinet comptable de la Banque of Credit and Commerce International (BCCI), est *« libre »* de coopérer à l'enquête officielle des autorités britanniques sur les fraudes dont la BCCI est suspectée, selon un jugement rendu vendredi 18 octobre par la Haute Cour de Londres. Price Waterhouse avait sollicité l'avis de la justice londonienne sur de nouvelles demandes d'informations et de documents transmises par le Bureau des fraudes britannique (SFO), afin de déterminer si la fourniture de ces documents était compatible avec son devoir de confidentialité envers la BCCI.

Par ailleurs, l'association de défense des déposants britanniques de la BCCI a protesté, samedi 19 octobre, contre les fortes amendes réclamées à la banque par les autorités américaines, risquant de *« profiter aux contribuables américains »* aux dépens des créditeurs. Selon elle, les autorités judiciaires et monétaires américaines *« essaient d'obtenir des centaines de millions de dollars d'amendes et de dommages civils, bien que, sur les quelque 19 milliards de dollars de dépôts dans le monde, seulement 50 millions concernent les Etats-Unis »*.

EN BREF

□ **Hausse de 4,3 % de l'indice du coût de la construction en France.** – L'indice INSEE du coût de la construction, qui sert de référence *aux révisions annuelles des loyers* du secteur privé, a atteint le chiffre 992 (à partir d'une base 100 au quatrième trimestre 1953) au deuxième trimestre 1991, soit une hausse de 4,3 % par rapport au deuxième trimestre 1990 (951), selon un avis publié au *Journal officiel* samedi 19 octobre. Dans les logements dont les baux ont été conclus au deuxième trimestre, les loyers pourront donc augmenter de 4,3 %.

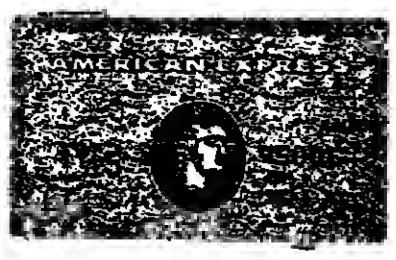
□ **Un directeur de banque japonaise entre dans les ordres.** – Un des directeurs généraux et membre du conseil d'administration de la Sumitomo Bank, troisième banque japonaise et mondiale, éclaboussée l'an *dernier par un scandale* financier, a démissionné pour devenir moine bouddhiste. M. Tadao Shimomura, cinquante-trois ans, n'était pas mêlé à l'affaire des prêts frauduleux qui, en octobre 1990, avait coûté leurs postes au prestigieux président de la banque Sumitomo, M. Ichiro Isoda, et à *deux de ses directeurs (le Monde* du 9 octobre 1990).

Partez en Amérique avec les meilleurs.

Tous les hommes d'affaires rêvent de voyager aux U.S.A. sans encombre. Avec American Airlines et American Express, vous êtes sur la bonne voie.

Un service reconnu dans le monde entier

Vous comprendrez pourquoi à bord de nos vols transatlantiques, notre service international Flagship a été primé. Repas et vins délicieux y sont servis par un personnel attentif et chaleureux. Si vous choisissez de voyager en Première Classe ou en Classe Affaires, vous bénéficierez de nombreux avantages réservés aux V.I.P. L'extrême confort de nos fauteuils recouverts de cuir et de laine d'agneau est un exemple parmi d'autres.



Un service international 24 h sur 24

Acceptée quasiment partout dans le monde, votre carte American Express est une compagne inestimable lors de vos voyages. En cas de perte ou de vol, une assistance permanente vous permettra de la remplacer en toute urgence sur un simple coup de fil. Où que vous soyez dans le monde, il y aura toujours un bureau American Express tout proche.

Un réseau de correspondances inégalé

American Airlines assure 200 vols hebdomadaires au départ de l'Europe vers les États-Unis. Mais qu'en est-il une fois arrivé aux U.S.A. ? Aucune autre compagnie aérienne ne dessert chaque jour autant de villes américaines. Grâce à un réseau de correspondances très important, American Airlines relie plus de 250 destinations en Amérique du Nord, au Canada, au Mexique, aux Caraïbes, en Amérique Centrale, en Amérique du Sud et dans le Pacifique. Partout où va American Airlines, la carte American Express sera la bienvenue. Elle est reconnue dans les meilleurs restaurants, les plus grands hôtels et magasins sur tout le territoire américain.

American : le N°1 du voyage

Lors de votre prochain voyage d'affaires, choisissez le bon numéro ! American Airlines et American Express.

AmericanAirlines Cards

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

La lutte des pays baltes pour l'indépendance économique

Les liens de Tallin, de Riga et de Vilnius avec l'ancienne URSS restent étroits et les dirigeants des nouveaux Etats s'interrogent sur l'avenir de leurs relations avec Moscou

Huit des Républiques de l'ancienne Union soviétique ont signé vendredi 18 octobre un projet d'union économique. Les pays baltes, nouvellement indépendants, ont fait savoir qu'ils ne souhaitaient pas rentrer dans cette union.

VILNIUS

de notre envoyée spéciale

La Lituanie n'est plus officiellement un pays bilingue. Dans les rues de Vilnius, les plaques indicatrices rédigées en russe ont été dévissées, laissant des traces sombres au-dessous des panneaux en lituanien. Sur la place principale de la ville, on s'active encore à niveler le terrain sur lequel se dressait il n'y a pas si longtemps la grande statue de Lénine.

La langue russe quitte peu à peu la rue. *Dans les entreprises*, elle est encore loin d'avoir disparu. A l'usine Sigma, de Vilnius, la plupart des murs sont encore couverts de caractères cyrilliques. A la société Dzintars, de Riga, les slogans communistes n'ont même pas encore été retirés, et on entend bien peu parler letton dans les couloirs.

L'indépendance politique, la Lituanie et les deux autres pays baltes l'ont finalement gagnée. Depuis septembre, les trois pays jouissent de leur nouvelle distance vis-à-vis de l'URSS. Mais l'indépendance économique reste un objectif très lointain. Au regard des entreprises, Moscou est toujours très proche. Les dirigeants de Vilnius, de Riga et de Tallinn le savent tous. Pour autant, ils envisagent bien différemment l'avenir économique de leur pays.

Depuis l'invasion de 1940, les économies des trois pays baltes ont été très étroitement intégrées à celles de l'URSS, les usines faisant, dans leur quasi-totalité, partie d'un système de production centralisé. On ne pouvait produire sans matière première en provenance de l'URSS, on ne pouvait trouver de débouchés ailleurs que chez le grand voisin.

Pas de programmes précis

Aujourd'hui, fiers de leur indépendance, les dirigeants des trois pays baltes ont hâte de reconstruire leur économie. Ils ont déjà tous leur banque centrale, leur ministère du commerce extérieur, leur projet de monnaie. Mais aucun n'a défini de programme de réformes économiques précis, ni trouvé la clé des futures relations avec l'ancienne Union soviétique. Le chaos qui règne actuellement à Moscou et dans les autres Républiques ne les y aide guère.

On pourrait penser que la propension naturelle de trois jeunes Etats, similaires à bien des égards, et qui ont traversé des épreuves communes, serait de s'unir. Quelques conversations suffisent pourtant à constater qu'une véritable alliance des pays baltes est peu concevable, au moins à court terme.

Même entre les deux guerres, le rapprochement entre les trois Etats n'a jamais pu dépasser le stade des vœux pieux, faute de véritable volonté politique. Aujourd'hui, la création d'un marché commun est d'autant plus difficile à imaginer que les trois économies, loin d'être complémentaires, ont développé des compétences relativement proches, dans les domaines agricole et de l'industrie légère, principalement. Elles seront donc concurrentes plutôt qu'alliées.

Un accord spécifiant que les trois pays n'érigeraient pas de droits de douane entre eux a été signé. Mais de là à former une véritable zone de libre-échange... *« La coopération fondamentale pourrait avoir lieu avec les pays occidentaux »*, entend-on à Vilnius. *« Je préfère que la Lettonie noue des relations avec des pays très développés, comme Hong-Kong »*, réplique-t-on à Riga. *« Nous sommes trop similaires pour créer un marché. Au cours des cinquante dernières années, nous avons tous travaillé pour fournir de la viande et des biens de consommation à l'URSS »*, conclut-on à Tallin.

Des approches différentes

Même à l'égard de l'URSS, les trois Etats ont des approches très différentes. La seule véritable unanimité, en dehors de celle qui se fait pour sortir de la situation *d'« économie exploitée »*, touche la création d'une monnaie indépendante. Mais quand ? Partout le mystère est le même. *« Nous sommes techniquement prêts à lancer notre monnaie. Mais nous préférons attendre de suivre les développements économiques et politiques »*, lance le ministre des affaires sociales de Lituanie, M. Vytenis Aleskaitis. *« Nous allons changer notre monnaie contre... la monnaie commune européenne ! »*, ironise le premier ministre letton, M. Ivars Godmanis.

L'Estonie affirme vouloir réduire la part de l'Union soviétique dans ses échanges commerciaux à 50 % d'ici cinq ans, alors qu'elle se monte à plus de 90 % aujourd'hui. La revitalisation des liens traditionnels avec la Finlande, séparée à peine par un bras de mer, incite les économistes du pays à l'optimisme.

En Lettonie, les dirigeants sont plus circonspects et savent que l'ancien géant communiste sera leur partenaire privilégié pendant encore de longues années. D'ailleurs, le premier ministre letton a participé à la rencontre d'Alma-Ata et n'a pas exclu que la Lettonie devienne membre associé de l'accord économique qui a été signé le 18 octobre entre huit des anciennes Républiques socialistes. Il y a quelques jours, M. Godmanis interrogeait le secrétaire d'Etat français au commerce extérieur, M. Jean-Noël Jeanneney, en visite à Riga : *« Combien d'années se sont écoulées avant que les relations entre la France et ses anciennes colonies deviennent normales ? »* Réponse embarrassée...

Les représentants des deux autres pays réagissent pour leur part vivement aux projets d'alliance économique avec l'URSS : *« L'union aura la même monnaie, un tarif douanier commun, même les prix resteront les mêmes... Si rien n'a changé, à quoi bon avoir eu notre indépendance ? »*, s'exclame le ministre estonien chargé de l'approvisionnement, M. Alexander Sikkal, à propos d'une possible collaboration de son pays avec la future union économique.

Sur le problème de la dette soviétique, la « sage » Lettonie s'oppose une fois de plus aux deux autres Etats. *« Il faut trouver une manière équitable de partager la dette »*, déclare le premier ministre, alors que dans les deux pays voisins, on s'indigne à l'idée de devoir rembourser les dettes de l'« occupant ». Il faut dire que les Russes représentent plus de 30 % de la population de Lettonie, alors que dans les deux autres pays, ils sont plus nettement minoritaires.

La peur du rouble

Selon les calculs de la banque Paribas, si la dette était remboursée en proportion des exportations annuelles de chacune des Républiques, la Lituanie devrait verser aux créanciers étrangers 880 millions de dollars, la Lettonie 680 et l'Estonie 480, sur un total de 65 milliards.

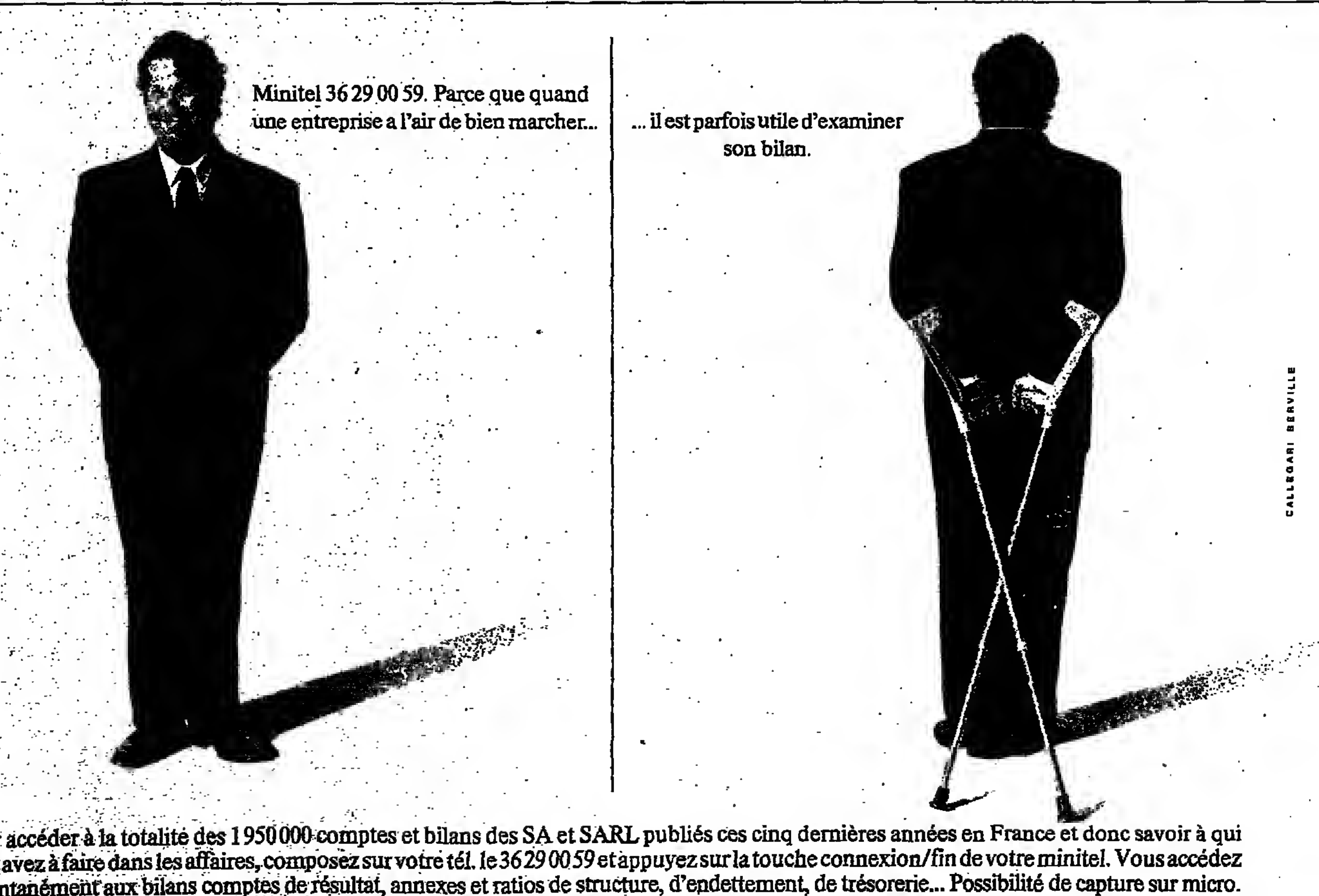
Faute de mieux, la Lettonie lit son avenir économique principalement dans celui de l'Union soviétique. L'Estonie, elle, compte beaucoup sur ses relations étroites avec son voisin du nord, la Finlande. Quant à la Lituanie, ses responsables ont déjà rédigé des projets de réformes économiques, un calendrier de privatisations, distribués en anglais aux étrangers en même temps qu'une liste d'une centaine d'entreprises à vendre.

Tous s'unissent sur un point : la nécessité d'attirer les investisseurs étrangers. *« Venez vous installer chez nous »*, disent-ils aux hommes d'affaires étrangers de passage chez eux. Vous aurez ainsi de meilleurs chances de... *« conquérir le marché soviétique »* ! Avec 8 millions d'habitants à eux trois, les pays baltes ont conscience du peu d'intérêt qu'ils présentent pour les étrangers, en dehors de leur proximité avec l'URSS et de leur connaissance du pays. Un comble pour des Etats qui viennent de rompre politiquement avec Moscou, au terme d'un très long bras de fer.

En attendant, les pays baltes survivent comme ils peuvent. Les *entreprises* tentent de libéraliser leur économie et de nouer des liens économiques directs avec les Républiques soviétiques, mais, sauf exception, les grands contrats avec le « centre » seront reconduits pour l'an prochain. Faute de nouvelle monnaie, le rouble est toujours en circulation. Les peurs vont bon train.

On redoute que les Russes ne viennent dévaliser les magasins et, pour se protéger, *on* exige des acheteurs la présentation de cartes d'identité nationales, comme en Lettonie, ou on distribue aux salariés des coupons d'achat, comme en Lituanie. Certains vont jusqu'à prédire que si la privatisation des entreprises publiques était mise en route immédiatement, des Russes pourraient venir acheter avec leurs roubles les entreprises du pays et saper tout espoir d'indépendance économique ! Malgré la consécration internationale des trois nouveaux Etats en septembre, leur indépendance est encore loin d'être acquise...

FRANÇOISE LAZARE



Pour accéder à la totalité des 1950000 comptes et bilans des SA et SARL publiés ces cinq dernières années en France et donc savoir à qui vous avez à faire dans les affaires, composez sur votre tél. le 36 29 00 59 et appuyez sur la touche connexion/fin de votre minitel. Vous accédez instantanément aux bilans comptes de résultat, annexes et ratios de structure, d'endettement, de trésorerie... Possibilité de capture sur micro.

MINITEL 36 29 00 59. TOUS LES COMPTES ET BILANS DE TOUS LES GREFFES DE FRANCE.

INPI

ÉCONOMIE

Selon une enquête du Business Risk International

Les investisseurs étrangers classent le Pérou en tête des pays à très grande insécurité

Le terrorisme et la délinquance se sont intensifiés ces *dix dernières années au Pérou*. D'après une enquête réalisée par le Business Risk International en septembre et publiée par *Fortune*, le Pérou vient en tête de liste des pays classés selon leur degré d'insécurité par les investisseurs, devançant El Salvador, l'Inde, la Turquie et la Colombie. Sur cinq attentats commis dans le monde, un se produit au Pérou.

LIMA

de notre correspondante

La violence croissante au Pérou a été le thème du cinquième *congrès de la CONSIEP, la confédération* des chefs d'entreprise péruviens. A cette occasion, un sondage auprès des cent plus grandes firmes révèle que le terrorisme gonfle les coûts de production de 12,3 % en moyenne (un taux supérieur au coût de la main-d'œuvre), qu'un établissement sur cinq a subi des dégâts à la suite d'un attentat et que la moitié des patrons ont reçu des menaces de subversifs présumés (menaces qui peuvent provenir réellement de terroristes mais aussi de vulgaires délinquants). Seuls 1 % des chefs d'entreprise reconnaissent céder au chantage en payant pour subvenir aux besoins de ladite « guerre populaire ».

L'extorsion est pratiquée par les deux organisations insurgées, le Sentier lumineux et le mouvement révolutionnaire Tupac Amaru. La *première a aussi recours* à l'assassinat du patron, du contremaître ou même du dirigeant syndical, tandis que la deuxième pratique des enlèvements. *Les six principaux* managers kidnappés ont été libérés contre une rançon de plus de 1 million de dollars (5,8 millions de francs). Les attentats sont de plus en plus nombreux dans la capitale. Le sénateur Enrique Bernales, président de la commission parlementaire de pacification, en a dénombré 522 en 1990, sur un total de 1 227 dans tout le pays (il y en a eu 1 116 au premier semestre de cette année). Le premier grand attentat à Lima avait eu lieu en 1983, le Sentier lumineux avait alors incendié le Bayer, les pertes avaient atteint trente millions de dollars.

Les premières cibles visées par le Sentier lumineux ont été les mines de la cordillère des Andes (il s'y approvisionne en vivres, en médicaments et, surtout, il y puise son arsenal de mèches et de bâtons de dynamite) et les coopératives agricoles. Aujourd'hui, les attaques terroristes touchent les deux tiers du pays. Dans les vallées tropicales, le secteur agro-industriel est constamment menacé et dans la capitale et ses alentours, toute entreprise est une virtuelle cible.

Hommes armés et chiens de garde

M. Julio Favre, président du comité organisateur du congrès de la CONSIEP assure : *« Si nous ne voulons pas être dévalisés et décapités, nous devons affronter le terrorisme en payant de notre personne et de notre poche »*. Il a mis en pratique cette politique il y a deux *ans, après qu'une de ses firmes eut* été dynamitée par le Sentier lumineux. Aujourd'hui, toutes ses entreprises sont protégées par d'imposantes grilles ou de hauts murs, des hommes armés et des chiens de garde. Il se déplace en voiture blindée et toujours escorté par de nombreux gardes du corps. Pour être à l'abri d'un attentat ou d'un hold-up, certaines compagnies vont jusqu'à investir le quart de leurs recettes et donnent à leurs entreprises l'allure d'une prison ou d'un blockhaus.

Cela explique le boom récent des agences de sécurité et de surveillance. Huit cents agences sont reconnues officiellement, elles emploient plus de 100 000 personnes et offrent entre autres : système de protection électrique, circuit fermé de télévision, sentinelle, chien de garde, voiture blindée, vitres à l'épreuve des balles, gilet pare-balles, armes de divers calibres et toute la panoplie de James Bond. Néanmoins, la violence urbaine et la violence politique font en moyenne chaque jour dix morts et cela depuis trois ans. D'où l'exode des capitaux et des hommes d'affaires.

NICOLE BONNET

□ ***Lafarge nouveaux matériaux* renforce ses positions en Espagne.** – Lafarge nouveaux matériaux (du groupe Lafarge-Coppée) a pris une option de 49 % sur le capital de la firme espagnole Texsa, jusqu'alors filiale à 97 % du groupe espagnol de bâtiments et travaux publics Lain. Texsa réalise un chiffre d'affaires d'1 milliard de francs dans les matériaux « spécifiques », comme les produits d'étanchéité de toiture et d'imperméabilisation de façades. Lafarge nouveaux matériaux, leader national dans le secteur des matériaux prêts à l'emploi, prévoit 3,8 milliards de francs de chiffre d'affaires pour l'année 1991. La transaction, qui doit être confirmée avant la fin de l'année, et dont le montant est encore inconnu, illustre la confiance du groupe français, déjà implanté en Espagne, dans les perspectives de croissance de ce marché.

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	10 octobre 1991
Total actif	651 300
dont	
Or	172 747
Disponibilités à vue à l'étranger	133 448
Ecus	56 823
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 256
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	60 750
Concours au Trésor public	26 440
Titres d'Etat (bons et obligations)	49 475
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	568
Effets privés	76 085
Effets en cours de recouvrement	24 754
Total passif	651 300
dont	
Billets en circulation	255 909
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	62 000
*Compte courant du Trésor public	11 888
Reprises de liquidités	14 936
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 722
Ecus à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	57 171
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	196 074

TAUX DES OPÉRATIONS

– Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9 %
– Taux des pensions de 5 à 10 jours	10 %
– Taux des avances sur titres	12 %

TCHÉCOSLOVAQUIE
Plus de 2 millions de candidats à l'actionnariat

Plus de 2 millions de Tchécoslovaques voudraient participer à l'actionnariat populaire, qui leur permettra d'acquérir des parts de *l'entreprise de leur choix*, a rapporté mercredi 16 octobre le quotidien économique *Hospodarske noviny*. En revanche, 3,4 millions ne sont pas encore décidés à participer à cette privatisation par les « coupons » qui, pour un investissement minimal, pourront être échangés contre des actions d'une valeur nominale jusqu'à cent fois supérieure (*le Monde* du 27 août). Environ 90 % des Slovaques et 29 % des Tchèques, parmi ceux qui veulent investir sans l'aide d'un « *fonds d'investissements* », ont déjà fait leur choix pour l'entreprise dont ils voudraient devenir actionnaires, selon un sondage effectué en septembre parmi mille Tchécoslovaques. Huit millions de carnets ont été mis en vente dans tous les bureaux de poste du pays le 1er octobre.

Le gouvernement prévoit qu'environ 40 % du patrimoine privatisable, pour une valeur de 300 milliards de couronnes (57 milliards de francs), ira à l'actionnariat populaire, qui n'est que l'une des formes de privatisation prévues par la législation.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1990

	11-10-91	18-10-91
Valeurs franç. à rev. variable	118,2	117,8
Valeurs industrielles	125,4	124,7
Valeurs étrangères	114,7	116
Pétrole-Energie	141	140,1
Chimie	122	128,1
Métallurgie, mécanique	126,1	123,3
Electricité, électronique	113,8	112,7
Bâtiment et matériaux	128	126,5
Ind. de consom. non alim.	128	130,1
Agroalimentaire	127,5	129,5
Distribution	123,1	122,4
Transports, loisirs, services	114,4	113,5
Assurances	105	107,8
Crédit bancaire	122,7	122,2
Sicomi	98,3	98,1
Immobilier et foncier	86,3	84,7
Investissement et portefeuille	107,8	107,8
Base 100 : 28 décembre 1990		
Valeurs franç. à revenu fixe	108	108,2
Emprunts d'Etat	108,8	107,2
Emprunts garantis et assimilés	105,8	105,8
Sociétés	106	105,1
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	4 012,8	3 999,3
Valeurs étrangères	4 278	4 324,5
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	579,2	577,2
Valeurs étrangères	571,2	577,7
Base 100 : 31 décembre 1990		
Indice des val. fr. à rev. fixe	118	119,3
Emprunt d'Etat	99	98,4
Emprunts garantis et assimilés	117,9	118,2
Sociétés	117,2	117,4

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

	11-10-91	18-10-91
Indice général	490,7	491,7
Produits de base	439,8	436,8
Construction	487,2	488,4
Biens d'équipement	272,9	280,5
Biens de consom. durables	487,7	485,4
Biens de consom. non durables	887,9	884,2
Biens de consom. alim.	808,3	816,1
Services	483,2	482,4
Sociétés financières	404,1	382,4
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	488,9	481,7
Valeurs industrielles	482,3	481,7

TOKYO, 21 octobre ↑
Au-dessus des 25 000 points

La Bourse de Tokyo a continué sur sa lancée lundi 21 octobre. L'indice Nikkei a terminé en hausse de 121,99 points à 25 016,81, soit un gain de 0,48 % par rapport à vendredi. L'indicateur de la place a ainsi refranchi la barre des 25 000 points délaissée depuis le 14 juin dernier. Environ 220 millions de titres ont changé de mains contre 500 millions pour la journée de vendredi.

Selon les courtiers, le Kabutocho a réagi à la hausse des bons *du gouvernement* et aux espoirs grandissants d'une baisse des taux d'intérêt par la Banque du Japon. L'annonce, vendredi 18 octobre, par l'ancien ministre des *finances* et *futur premier* ministre, M. Kiichi Miyazawa, d'une nécessité de baisser les taux d'intérêt a continué de doper le marché.

VALEURS	Cours du 18 octobre	Cours du 21 octobre
Akaï	1 050	1 080
Bridgestone	1 190	1 170
Canon	1 540	1 530
Fuji Bank	2 790	2 810
Honda Motors	1 600	1 690
Matsushita Electric	1 530	1 530
Mitsubishi Heavy	748	745
Sony Corp.	5 200	5 050
Toyota Motors	1 600	1 580

FAITS ET RÉSULTATS

□ **General Dynamics met en vente Cessna.** – Le groupe américain spécialisé dans l'armement General Dynamics a décidé de vendre sa *filiale (à 10 %)*, l'avionneur Cessna, pour se consacrer à ses activités traditionnelles dans les avions de combat, les sous-marins, les chars et les missiles. Cessna est le premier fabricant mondial d'avions à réaction d'affaires. Il a dégagé, au cours de son dernier exercice, un bénéfice de 106 millions de dollars (615 millions de francs) pour un chiffre d'affaires *de 716 millions de dollars (4,2 milliards de francs)*.

□ **Perte de 700 000 francs pour Onet au premier semestre 1991.** – Le groupe Onet (nettoyage industriel) a annoncé une perte (part du groupe) de 700 000 francs avant impôts au premier semestre 1991, alors qu'il avait gagné 48 millions de francs au premier semestre 1990. Avec les intérêts minoritaires, le résultat imposable s'élevait à 0,2 million de francs contre 51 millions sur la période correspondante de 1990. Le groupe explique ces résultats *« médiocres »* par le ralentissement de la croissance économique et un certain retard d'adaptation à la situation. Son chiffre d'affaires (1,76 milliard de francs) s'est cependant accru de 7,3 % par rapport au premier semestre de 1990.

□ **Paul Prédault table sur une hausse de 6 % de son bénéfice net en 1991.** – Le groupe *Paul Prédault* (jambon) réalisera cette année un bénéfice net de 44 millions de francs contre 41,5 millions en 1990, soit une hausse de 6 %. Le groupe, qui a présenté son tableau de marche à l'horizon 1994, table sur un bénéfice net de 59,4 millions de francs en 1992, 67,15 millions un *an après et 77,35 millions de francs* en 1994. Le chiffre d'affaires sera pour l'exercice en cours de 1,07 milliard de francs. Pour 1992, les ventes devraient être de 1,114 milliard, de 1,232 milliard en *1993* et de 1,4 milliard à la *fin* de l'année 1994. Cette progression s'entend après restructuration et investissements. Le groupe Paul Prédault veut investir 23 millions l'an prochain, 63 millions l'année suivante et 42 millions de francs en 1994. Pour cela, le groupe va procéder à une augmentation de capital de 58 millions de francs dans le courant du mois de novembre sous forme d'actions à bon de souscription d'action.

□ **Mas d'Auge (œufs) veut réaliser 15 millions de bénéfice en 1991.** – La société Mas d'Auge, qui livrera 1,25 milliard d'œufs en grandes et moyennes surfaces cette année, réalisera un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs et dégagera un bénéfice de 15 millions pour l'exercice en cours, a annoncé son président M. René Bardouin. En 1990, Mas d'Auge avait réalisé un chiffre d'affaires de 850 millions de francs et un bénéfice net de 10 millions après provisions sur des sociétés de diversification peu rentables, notamment dans l'import-export de matériels et d'engins de travaux publics. Mas d'Auge s'est recentré sur son métier et a acquis plusieurs petits producteurs au début de l'année. Mas d'Auge a directement en propriété 3 millions de poules pondeuses et a passé des accords avec des producteurs détenant près de 5 millions de pondeuses.

□ **SCOA : réduction des pertes et augmentation de capital.** – Le groupe de négoce international SCOA espère réduire ses pertes de moitié en 1991 après une perte de 355,2 millions de francs en 1990. Pour le premier semestre de cette année, les pertes du groupe ont été réduites de près de moitié à 74,6 millions de francs contre 137,9 millions de francs au premier semestre 1990. Selon son président, M. Jacques Marcelin, *« la SCOA ne va pas transformer du jour au lendemain ses pertes épouvantables en bénéfices radieux. »* Il souligne cependant que *« le groupe qui avait été repris au bord de l'agonie avait aujourd'hui les moyens de vivre. »* D'autre part, M. Marcelin a annoncé une prochaine augmentation de capital du groupe, dont le montant n'est pas encore fixé. Celle-ci sera soumise aux actionnaires le 6 décembre, et M. Marcelin ne cache pas qu'il serait satisfait de pouvoir obtenir 1 milliard de francs, tout en étant réservé sur l'acceptation de ce montant par le conseil.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	3750	3758	Immob. Hôtelière	828	....
Amault Associés	284	....	Internt. Computer	155	....
B.A.C.	130	....	I.P.B.M.	72	72
Bque Vernes	820	818	Loca Investis.	230	....
Boiron (Ly)	345	345	Locamic	72 20	73
Boisset (Lyon)	233	231	Marne Comm.	107	104
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	887	885	Molex	162	....
Calberson	396	396	Publ.Filipacchi	287	....
Cardif	700	695	Razel	530	515
C.E.G.E.P.	140	140	Rhône-Alp.Ecu (Ly.)	319	....
C.F.P.I.	280	....	S.H.M.	180	176
C.N.I.M.	940	935	Select Invest (Ly)	98	....
Codetour	291 50	....	Serbo	379	....
Conforama	785	785	S.M.T. Goupil	120	....
Creeks	173	....	Sopra	264 80	257 10
Dauphin	405	405	TF1	354	350
Delmas	1250	....	Thermador H. (Ly)	290	....
Demachy Worms Cie	321	....	Unilog	217	219
Devanlay	980	....	Viel et Cie	88	....
Deville	268 50	....	Y. St-Laurent Groupe	858	835
Dollfus	141	140			
Editions Belfond	248	245			
Europ. Propulsion	261	260			
Finacor	134	....			
Frankoparis	122	....			
GFF (group.fon.f.)	147 50	149 50			
Grand Livre	434	....			
Gravograph	195	....			
Groupe Origny	930	930			
Guintoli	963	963			
I.C.C.	230	228 10			
Mecove	120	120			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 18 octobre 1991

Nombre de contrats : 49 448

COURS	ÉCHÉANCES Déc. 91	Mars 92	Juin 92
Dernier	107,48	107,50	107,74
Précédent	107,42	107,48	107,78

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Déc. 91	OPTIONS D'ACHAT Mars 92	OPTIONS DE VENTE Déc. 91	OPTIONS DE VENTE Mars 92
108	0,36	0,90	0,90	–

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 7 401

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 882	1 895,50	1 906
Précédent	1 871	1 892	1 903

CHANGES

Dollar : 5,76 F ↓

Le dollar s'inscrivait en très légère baisse à Paris lundi 21 octobre, s'échangeant à 5,76 francs contre 5,7715 francs le vendredi à la cotation officielle. A Tokyo, en revanche, la monnaie américaine repassait la barre des 130 yens.

FRANCFORT	18 octobre	21 octobre
Dollar (en DM)	*1,6958*	*1,6925*
TOKYO	18 octobre	21 octobre
Dollar (en yens)	129,85	130,60

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (21 octobre)	8 3/4 - 8 7/8 %
New-York (18 octobre)	5 %

BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 28-12-90*)

	17 octobre	18 octobre
Valeurs françaises	120,90	121
Valeurs étrangères	116,10	116,1
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	494,76	491,70
(SBF, base 1 000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 855,47	1 864,20

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

	17 octobre	18 octobre
Industrielles	3 027,06	3 077,14

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

	17 octobre	18 octobre
100 valeurs	2 588,70	2 601,10
30 valeurs	1 986,80	1 968,80
Mines d'or	164,30	165,90
Fonds d'Etat	86,56	86,46

FRANCFORT

	17 octobre	18 octobre
Dax	1 564,51	1 563,25

TOKYO

	18 octobre	21 octobre
Nikkei Dow Jones	24 894,82	25 016,81
Indice général	1 881,70	1 892,12

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. +	ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	ou dép. –
$ E.-U.	5,7642	5,7652	+ 195	+ 205	+ 365	+ 385	+ 1050	+ 1110
$ can.	5,1119	5,1151	+ 32	+ 50	+ 65	+ 89	+ 257	+ 332
Yen (100)	4,4187	4,4205	+ 99	+ 113	+ 193	+ 212	+ 681	+ 731
DM	3,4092	3,4108	– 14	+ 2	– 18	+ 4	– 63	– 9
Florin	3,0252	3,0265	– 9	0	– 15	0	– 50	+ 10
FB (100)	16,5500	16,5570	– 30	+ 20	– 60	+ 40	– 190	+ 100
FS	3,8926	3,8959	+ 29	+ 41	+ 46	+ 70	+ 150	+ 202
L (1 000)	4,5585	4,5611	– 90	– 68	– 160	– 134	– 494	– 432
£	9,9144	9,9219	– 133	– 104	– 231	– 185	– 524	– 393

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U	5 1/8	5 1/4	5 3/16	5 5/16	5 3/16	5 5/16	5 3/16	5 5/16
Yen	6 5/8	6 3/4	6 9/16	6 11/16	6 5/16	6 3/8	5 15/16	6 1/16
DM	9	9 1/4	9 1/16	9 3/16	9 1/16	9 3/16	9 1/4	9 3/8
Florin	8 3/4	9	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 5/16	9 7/16
FB (100)	9 1/8	9 3/8	9 1/8	9 3/8	9 1/8	9 3/8	9 1/4	9 1/2
FS	7 1/4	7 3/4	8	8 1/8	8	8 1/8	8 1/8	8 1/4
L (1 000)	10 1/2	10 15/16	10 3/4	11 1/8	10 7/8	11 1/4	11 1/4	11 5/8
£	10 3/8	10 1/8	10 1/2	10 5/8	10 3/8	10 1/2	10 3/16	10 5/16
Franc	8 3/4	8 7/8	8 7/8	9	9	9 1/8	9 1/8	9 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Lundi 21 octobre : Hervé Allard, Président de la Société de desserts surgelés Prodat

Mardi 22 octobre : Marc Brunschweiler, dirigeant du Centre de rencontre et d'initiative pour le développement local (« Le Monde Initiatives » publie le 23 octobre une enquête sur les services de proximité).

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 21 OCTOBRE

Cours relevés à 10 h 12

Règlement mensuel

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
4051	C.N.E 3%	4090	4100	4100	+0 24
850	B.N.P. T.P.	886	870	870	-1 81
880	Cr.Lyon. T.P.	902	892	892	-1 11
1390	Renault T.P.	1381	....	....	....
1580	Rhone Poul. T.P.	1482	1495	1495	+0 80
1070	Saint Gobain T.P.	1052	1050	1050	-0 19
845	Thomson T.P.	894	891	891	-0 34
830	ACCOR	718	720	718	....
695	Air Liquide	675	675	674	-0 15
605	Alcatel-Alsthom	607	608	608	+0 16
1680	Als.Superm.	1531	....	....	....
375	ALSPI	341 80	341 80	341 80	....
2320	Arjom. Prioux	2380	2394	2394	+0 59
505	AGF Sté Centrale	492 50	490 80	490 60	-0 39
1000	Aux. Entrepr.	932	949	949	+1 82
235	Avenir H. Média	180 80	195	195	-0 76
850	Axa (ex Cie Midi)	927	927	926	-0 11
235	Axa Midi Ass.	286	285	284 80	-0 64
167	Bafip	157	152 80	152 80	-2 88
120	Bail-Equipem.	115 10	....	....	....
775	Bail Investiss.	762	762	762	....
520	Bancaire	527	525	530	+0 57
780	Bazar H.-V.	758	730	730	-3 69
625	Beghin-Say	611	608	615	+0 82
1020	Berger (M)	1005	998	999	-0 60
340	Bertrand Faure	339 50	340	340	+0 93
750	Bic	709	700	700	-1 27
990	B.I.P.	981	....	....	....
385	BIS	323 50	324	324	+0 03
305	B M P (C)	308 30	305	305	-1 07
800	Bolloré Tech.	805	800	800	-0 62
2380	Bongrain	2500	2470	2470	-1 20
790	Bon-Marché	808	808	808	....
610	Bouygues	604	605	605	+0 17
127	BP France	138 50	138 50	138 50	....
965	B S N	978	981	981	+0 31
1070	Canal Plus	1064	1063	1062	-0 19
300	Cap Gem.S.	300 90	300	300	-0 30
2040	Carrefour	2017	2023	2023	+0 30
165	Casino	153	153	153	....
99	Casino ADP	97	97 50	97 50	+0 52
1360	Castorama D.I.	1540	1530	1530	-0 65
176	C.C.F.	174 80	172	171 80	-1 56
67	CCMC Ly.	58 30	58 20	58 20	-0 17
340	C.D.M.E.	321	320	320	-0 31
230	C.E.G.I.D.	209	208	208	-0 48
210	Centrest (Ny)	181	185	185	+2 21
470	C.E.P. Comm.	425	420	420	-1 18
134	Cerus	128	128	128	....
....	Cetelem	622	622	622	....
320	CF Int.	312	310	310	-0 64
300	CGI Info.	302	304	304	+0 66
1090	C G I P.	1020	1020	1020	....
830	CGP	824	....	....	....
895	Chargeurs S A.	950	952	952	+0 21
500	C I C A (M)	515	501	501	-2 72
335	Ciments franç.	264	270	270	+2 27
890	Clarins	777	797	797	+2 57
456	Club Méditer.	438 70	435	435	-0 84
148	CMB Packa.	145 10	145 90	145 90	+0 80
640	Colas	605	597	597	-1 32

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
245	Cpt. Entrep.	244 50	245	245	+0 20
1100	Compt Mod.	1140	1140	1140	....
129	Concept S.A.	123 10	....	....	....
290	CPR (Paris Réu.)	273 80	273 10	273 10	-0 15
1110	Créd. Foncier	1105	1105	1105	....
500	Cr Lyon.(CI)	538	530	530	-1 49
1180	Credit Nat.	1176	1176	1176	....
200	CSEE	211 90	204	204	-3 73
2170	Damart	2020	2020	2020	....
395	Dassault Aviation	368	370	370	+0 54
182	Dassault Electr.	188	188 90	188 90	+0 50
1390	De Dietrich	1370	1385	1385	+1 09
123	Dév.P.d.C.(Li)	125	126 10	126 10	+0 88
240	Dév.R.Sud-Est	203	209	209	+2 80
330	O M C	334	326	326	-2 40
385	Docks France	368	357	357	-0 28
535	Dynaction	500	501	501	+0 20
2500	Eaux (Gle)	2421	2430	2434	+0 64
750	E.B.F.	740	740	740	....
400	Ecco	392	....	....	....
400	Elf Aquitaine	405 10	405 50	405 80	+0 10
270	Esp-Elf (Certif)	260	258	258	-0 77
335	Essilor	330 20	330	330	-0 06
185	Essil.Int.(DP)	170	170	170	....
645	Esso	644	642	642	-0 31
1580	Eurafrance	1511	1510	1518	+0 46
915	Eurocom	694	682	682	-1 73
139	Eurodisneyland	137 50	137 20	137 20	-0 22
4240	Euromarché	4207	....	....	....
1020	Europe 1	995	995	995	....
80	Eurotunnel	42 65	42 80	42 45	-0 24
1260	Exor	1142	1140	1140	-0 16
1330	Facom	1276	1278	1280	+0 39
122	Financial	129 40	127 10	127 10	-1 78
310	Fives Lille	332 80	330	330	-0 78
2480	Fromager. Bel	2500	....	....	....
1580	Gal.Lafayette	1550	1601	1601	+3 29
1980	G.A.N.	1865	1850	1850	-0 80
470	Gascogne (B)	470	....	....	....
1390	Gaz et Eaux	1262	1285	1285	+1 82
810	Géophysique	726	723	723	-0 41
580	Gerland Ly.	579	576	576	-0 52
545	Groupe Cité	495	484	484	-0 21
410	GTM-Entrep.	391	....	....	....
1340	Guyenne-Gas.	1320	1330	1330	+0 76
198	Hachette	165 50	166	166	+0 30
510	Havas	467 50	464 10	464 10	-0 73
1460	Hutchinson	1916	1910	1910	-0 42
315	Ifia	320	318	318	-0 63
275	Imétal	251 50	....	....	....
180	Immob. Phénix	188 50	....	....	....
75	Ingénico	71 70	71 30	71 30	-0 56
4150	Inst. Mérieux	4450	4450	4450	....
480	Interbail	459 90	455 10	455 10	-1 04
865	Intertechnique	810	802	802	-0 99
825	J. Lefebvre	835	....	....	....
860	Klepierre	697	697	697	....
720	Labinal	752	741	741	-1 46

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
385	Lafarge	343 80	342 70	342 70	-0 23
320	Lebon	315	315	315	....
3870	Legrand	3984	3950	3950	-0 85
1970	Legrand (DP)	2133	2125	2125	-0 38
520	Legris Industries	490	490	490	....
780	Locindus	780	780	780	....
4110	L.V.M.H.	4249	4260	4260	+0 26
555	Lyon.Eaux-Dumez	534	534	534	....
145	Majorette Ly.	134	133	133	-0 75
315	Mar. Wendel	313	312 50	312 50	-0 16
177	Matra	180	178	177 50	-1 39
535	Merlin-Gerin	531	....	....	....
88	Metaleurop	73	72 10	72 10	-1 23
72	Métrologie In.	52 40	51 10	51 10	-2 48
124	Michelin	131 80	130 50	131 80	-0 80
73	Midi. Bt. Sa *	70 50	70 50	70 50	....
175	Min. Salsig (Ny)	156 10	....	....	....
92	MMB	86 20	86 10	80 10	-0 12
157	Modifinor	150	....	....	....
1270	Navig. Mixte	1295	1262	1262	-2 55
114	Nord-Est	101	100 80	100 50	-0 50
290	Nordon (Ny)	286	286	286	....
540	Nouv Galeries	475	....	....	....
215	Olipar	188 80	....	....	....
850	Oréal	674	677	677	+0 45
445	Paribas	438	....	....	....
178	Pechiney Int.	172 50	....	....	....
315	Pechiney (CIP)	295	....	....	....
445	Penhoet	415	422 50	422 80	+1 81
1250	Pernod Ricard	1216	....	....	....
630	Peugeot	611	612	612	+0 16
275	Pinault	272	274 50	274	+0 74
475	Plastic-Omn.	531	535	535	+0 75
465	Pollet	444 80	445	445	+0 80
515	Primagaz	546	546	546	....
895	Printemps	845	841	841	-0 59
2470	Promodès	2605	....	....	....
615	Radiotechn.	550	....	....	....
4480	Redoute (La)	4884	....	....	....
260	Rémy et Associés	254	....	....	....
420	R. Poulenc CIP	443	445	445	+0 45
355	Robur Financ.	352 10	351 50	351 50	-0 06
70	Rochette (La)	57	57 10	57 10	+0 18
1930	Roussel Uclaf	1801	....	....	....
3150	R. Impérial Ly *	3120	3150	3150	+0 96
161	Sade (Ny)	177 50	177 50	177 50	....
1650	Sagem	1668	1640	1640	-1 68
476	Saint Gobain	458 20	456	456	-0 48
1440	Saint Louis	1337	....	....	....
1780	Salomon Ly.	1749	1730	1730	-1 09
370	Salvepar (Ny)	319	....	....	....
980	Sanofi	1027	....	....	....
1660	S.A.T.	1511	....	....	....
240	Saul. Chât.	236 90	235	235	-0 80
1260	Saupiquet (Ns)	1150	1220	1220	+2 52
750	Schneider	668	676	670	+0 30
29	SCOA	33	30	30	-9 08
800	Scor s.a.	589	....	....	....

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1680	S.E.B.	1700	....	..	....
425	Sefimeg	495	496	496	+0 20
111	Selectibanque	115 80	117	117	+1 30
420	Sextant A.	251	255 10	255 10	+1 63
1010	S F I M.	891	855	855	-4 04
255	S G E.	249	247	247	-0 50
465	Simco	484 80	485	485	+0 04
780	Sk. Rossignol	776	....	....	....
495	Sligos	490	485 80	485 20	-0 98
480	Société Géné.	463 10	463	463	-0 02
114	Sodecco (B)	86	86	86	-3 03
149	Sodero (Ns)	151 50	151	151	-0 33
770	Sodexho	800	....	....	....
70	Sogenal (Ny)	69	68 80	68 80	-0 29
365	Sogerap	370	....	....	....
1570	Somm-Allib.	1315	1320	1316	+0 09
1380	Source Perrier	1339	1345	1341	+0 15
780	Sovac	752	745	745	-0 93
415	SPEP	373 50	....	....	....
495	Spie-Batignol.	455	454	454	-0 22
870	Strafor	801	....	....	....
340	Suez	326 86	325 80	325 50	-0 40
940	Synthelabo	915	....	....	....
146	Thomson CSF	144 20	145	145	+0 55
880	Total	920	919	920	....
148	– (certif.)	156 50	155	155	-0 96
260	Tuffaut Fin.	252 10	255	255	+1 15
515	U.A.P.	530	530	530	....
360	U F B Locab.	366 50	...	...	....
830	U I C	840	....	...	....
520	U I F	515	....	....	....
855	U I S	796	792	792	-0 50
670	Unibail	690	....	....	....
585	Valéo	587	555	588	+0 35
330	Vallourec	325	....	...	....
350	Via Banque	345	349	349	+1 16
345	Worms et Cie	344 50	347 10	347 10	+0 75
1200	Zodiac	1055	....	....	....
1240	Elf Gabon	1270	1290	1290	+1 57
117	Amax	121 50	122 40	122 40	+0 74
125	Amer. Barrick	141	140 80	140 60	-0 28
150	Amer. Express	122	121	121	-0 82
220	A.T.T.	224 50	....	....	....
215	Anglo Amer.C.	217 40	217	217	-0 18
370	Amgold	393	405 10	405 10	+3 08
280	Banco Santander	267	264	264	-1 12
845	B.A.S.F.	785	806	806	+2 88
975	Bayer	964	954	954	-1 04
65	Buffelsfont.	88	87 50	87 50	-0 74
107	Chase Manh.	105 10	....	....	....
157	De Beers	180 10	168	188	+1 76
2180	Deutsche Bank	2169	2162	2162	-0 32
1180	Dresdner Bank	1168	1145	1145	-2 80
97	Driefontein	69	70 60	70 60	+2 32
265	Du Pont-Nem.	265 20	....	....	....
290	Eastman Kodak	263	262 50	262 50	-0 19
17	East Rand	17 20	17 50	17 80	+1 74
45	Echo Bay	47 20	47 50	47 50	+0 64

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
265	Electrolux	233	....	....	....
163	Ericsson	146 20	149 90	149 80	+2 53
340	Exxon Corp.	351	354 20	354 26	+0 91
174	Ford Motor	171	....	....	....
43	Freegold	47 90	49 90	49 80	+3 97
24	Gencor	23 45	23 70	23 70	+1 07
400	Gén. Elect.	411 50	416 50	416 50	+1 26
210	Gén. Motors	215 80	220 50	220 80	+2 16
375	Gén. Belgique	333 10	....	....	....
86	Gd. Métropol.	84 50	84 90	84 86	+0 36
102	Guinness	104 50	103 80	193 80	-0 68
22	Hanson PLC	21 50	21 80	21 80	+0 47
30	Harmony Gold	35 15	36	36	+2 42
275	Hewlett Packard	286	...	...	...
45	Hitachi	45	44 85	44 86	-0 33
835	Hoechst	795	770	770	-3 14
85	Homestak	89 20	88	88	+6 87
128	I.C.I.	125 80	127 50	127 50	+1 51
605	I.B.M.	574	578	578	+0 70
330	I.T.T.	328	333 50	333 50	+1 86
200	Ito Yokado	213 80	210 30	210 30	-1 64
88	Matsushita	68	67 80	67 95	-0 07
17 50	Maxwell	15 75	....	....	....
189	Mc Donald's	210 50	210	215	+2 14
785	Merck	751	780	780	+1 20
515	Minnesota M.	534	....	....	....
58	Mitsubishi	64	....	....	....
395	Mobil corp.	408 70	409 10	409 10	+0 10
630	Morgan J.P.	374	372 20	372 20	-0 48
32120	Nestlé	32850	32600	32600	-0 78
157	Norsk Hydro	150 50	149 20	149 20	-0 80
96	OFSE	105 30	...	....	...
1610	Pétrofina	1820	1826	1826	+0 33
425	Philip Morris	421	....	....	....
108	Philips	80	100	100	+2 04
84	Placer Dome	68 35	70 80	70 05	+2 48
490	Procter Gamble	485 60	483 70	483 70	-0 39
192	Quilmès	187 50	182	182	-2 93
23	Randfontein	25 20	....	....	....
275	Rhone Poul. Rorer	286	....	....	....
460	Royal Dutch	470	473 50	473 80	+0 63
64	R T Z	58	....	....	....
1 59	Saat.& Saatchi	1 27	1 25	1 25	-1 57
41	St Helena	42 20	....	....	....
380	Schlumberger	401 60	398 50	398 50	-0 77
49	Shell transp.	50 10	...	. ..	....
2170	Siemens	2180	....	. ..	....
780	Siemens Nixdorf	606	....	....	....
250	Sony	232 30	....	....	....
92	Sumitomo Bank	112	....	....	....
245	T.D.K.	234 80	....	....	....
64	Telefonica	65 20	....	....	....
30	Toshiba	29 50	....	....	....
480	Unilever	490 30	....	....	....
285	Unit.Techn.	267	....	....	....
365	Vaal Reefs	380	....	....	....
1260	Volkswagen	1149	....	....	....
335	Volvo	310 50	....	....	....
1060	Wagons lits	1413	1413	1413	....
199	West. Deep.	214 10	...	....	....
340	Xerox Corp.	347	....	....	....
119	Yamanouchi	132 50	....	....	....
1 66	Zambia Cop.	1 80	1 65	1 65	+3 13

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	122 80	3 63
Emp.Etat 9,8%78	100 45	2 70
10,80% 79/94	102 36	1 38
Emp.Etat 13,4%83	....	11 16
Emp.Etat 12,2% 84	102 71	0 43
Emp.Etat 11% 85	....	7 25
10,26% mars 86	....	6 25
OAT 10% 5/2000	....	4 01
OAT 9,9% 12/1997	....	0 46
OAT 9,8% 1/1996	....	7 06
ORT 10,30% 1985	1802	....
PTT 11,2% 85	180 80	9 11
CFF 10,30% 86	....	8 95
CFF 10,25% nov 90	....	6 10
CNA 10 % 1979	101	0 01
CNB Bques 5000F	....	2 78
CNB Paribas 5000F	....	2 78
CNB Suez 5000F	....	2 78
CNE 11,5% 85	101	3 85
CNI 1/82 5000F	....	2 78
CNT 9 % 86	97 40	4 36
CRH 10,90% déc.85	107 80	7 92
CHARB FCE 3% 100	....	....
CNCA	1021	....
Cerus	....	....
Alcatel 5 % janv. 89	....	....
Ly. Eaux cv 6,5%	....	....
Thoms.-cv 9,2% 86	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ex fin.)	1120	1116
Applications Hydr.	1560	....
Arbel	449	440 10
Bains C.Monaco	1193	1190
B.Hypoth.Europ.	380 20	....
B.N.P. Intercont.	281 10	281 10
Beghin-Say (C.I.)	455	....
Bénédictine	3440	....
Bidermann Internat.	490	....
Blanzy Ouest	2360	1834 o
B T P.	70	70
Cambodge	865	865
Carbone Lorraine	586	599
Case Poclain	11 75	11 75
C.E.G.F (Frigor.)	492	....
Centenaire Blanzy	462 20	....
Cerabati	90	....
Champex Ny	113	....
CIC (CIP)	229 [illegible]	228

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I.M.	1115	1136
C.I.T.R.A.M. (B)	2800	....
Codetal	97 20	....
Cofimeg	256	....
Cogifi	342	349
Comiphos	505	511
Cie Industrielle	5520	....
Cpt Lyon Alemand	392	389
Concorde	820	920
Comp. Mét.Prov.	36	...
Crédit Gén.Ind.	186	....
Cr Universel (Cie)	480	480
Créditel	112 10	....
Darblay	640	....
Degremont	1761	1770
Delalande	1983	....
Delmas Vieljeux	3415	....
Didot Bottin	1256	....
Eaux Bassin Vichy	2345	2320
Eaux Vittel	858	840
Ecia	289	286
Electro-Finan.	774	....
Electro-Banque	315	315
Ent.Mag. Paris	4200	....
[illegible]	1707	1710
Finalens	245 80	....
F.I.P.P.	130	....
F.N.A.C.	1655	1700
Foncière (Cie)	506	....
Foncières Euris	380	350
Fonc.Lyonnaise	611	615
Francia	520	....
Fougerolle	795	910
France I.A.R.D.	704	701
France SA (La)	1658	1656
From. Paul-Renard	2600	....
Gaumont	722	711
Geofim	317	317
Gévelot	525	....
G.F.C.	375	375
G.F.I.I.	287	....
Grds Moulins Paris	1480	....
Groupe Victoire	1286	1284
G.T.I. (Transport)	465	470
Immobail	338	335
Immobanque	730	729
Im.Marseillaise	5250	....
Imm. Plaine-Monceau	296	296
Immofice	460	....
Invest.(Sté Cle.)	3280	....
Lambert Frères	283	281
Lille Bonnières	1346	....
Locafrancière	470	....
Locatel	190 40	....
Louis Vuitton	785	790
Louvre	2975	2930
Lucia	1380	1348
Machines Bull	33	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Mag.Uniprix	180	....
Magnant	750	....
Métal Déployé	550	....
Mors	83 80	81 50
Navigation (Nie)	215	....
Optorg	315 80	315 80
Oréal (C)	335	....
Origny-Desvroise	880	880
Palais Nouveauté	1207	....
Paluel-Marmont	625	....
Parfinance	166	....
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	268	267 50
Paris Orléans	225 50	223 30
Partners Invest.	369 80	....
Pathé Cinéma	700	....
Piper Heidsieck	1505	....
Porcher	463	....
Promodès (CI)	1170	....
Publicis	750	750
Rochefortaise	111	111
Rosario	258 50	251
Rougier	385	....
S.A.C.E.R.	386	390
S.A.F.A.A.	150	....
S.A.F.I.C. Alcan	280	220 80o
SAFT	1330	....
Saga	345	350
Saint Dominique (F.)	116 50	115 50
Salins du Midi	638	630
Savoisienne M.	168	....
S.C.A.C.	770	755
Sevelle Maubeuge	420	423
S.Eaux Part. (M)	142	....
Silic	610	520
Simim	201	203
S.I.P.H.	191	....
S.M.C.I.	97	....
Sofal	520	....
Soflo	362	....
Soficel	1240	1205
Sofimas (ex Saram)	82 50	...
Sofragi	2251	....
Sophia	401	410
Sopagi	142	....
Soudure Autogène	858	855
Sovabail	343	....
Sceni	725	....
Taittinger	3210	3150
Testut-Aequitas	639	....
Tour Eiffel	220	220
Ufiner	1110	....
U.T.A.	4083	4083
Vicat	365	...
Viniprix	1811	1850
Virax	127 50	122 40o
Maroc Sté Brasseries	225	...

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	620	....
Akzo Nv Sico	358	....
Alcan Aluminium	122 30	....
American Barrick	135 60	135 10
American Brands	248 10	....
Arbed	640	....
Asturienne Mines	139 50	....
Banco Popular Espa.	595	....
B.Reglements Int.	23000	....
Can.Pacifique	50	....
Chrysler Corp.	51	....
C.I.R.	10 70	....
Commerzbank	770	....
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	298	....
Fiat	22 30	....
GBL (Brux Lamb.)	520	....
Gevaert	580	....
Glaxo Holdings Ltd	143	....
Goodyear Tire	250	....
Grace and Co (WR)	215	....
Honeywell Inc.	310	....
Johannesburg	84	....
Koninklijke Pakhoed	150	....
Kubota	29 80	....
Latonia	310	310
Midland Bank	26	....
Noranda Mines	85	....
Olivetti priv.	9	....
Pfizer Inc.	384	....
Procter Gamble	472	488 50
Ricoh	27 50	...
Robeco	303 50	....
Rodamco NV	168 80	....
Rolinco	304	....
Saipem	5 86	....
Saxa Group	24 70	....
SKF Aktiebolaget	80	....
Tenneco Inc.	200	....
Thorn Electrical	78	....
Toray Ind.	28 10	80 80d
Vieille Montagne	3000	...
Wagons Lits	1065	1120
West Rand Cons.	10	...

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	310	..
Calciphos	112	....
C G H Cogedor	43	40 o
C. Occid. Forestière	180	....
Chambourcy (M)	978	...
Cochery Bourdin	360	....
Copirex	590	..
Drouot Assurances	402	...
Elf Antargaz	1400	...
Europ. Accum.	64 55	....
Europ Soulres Ind.	20	....
Gechot S.A.	59 90	...
Groupe Exensace	55	...
Guy Degrenne	475	...
Haribo Ricqlès Zan	210	..
Hoogovens	297	....
IN2	300	.
Jaeger	125	....
Lecteurs du Monde	239 70	....
Nicolas	781	....
Paternelle RD	1410	....
Particip. Percier	355	....
Quadrant	240	...
Rorento N.V.	212	....
St-Gobain-Emballage	2000	....
Sems Metro	205	....
S.E.P.R.	1150	....
S.P.R. act. B	349	....
Télémécanique Elect.	3350	....
Ufinex	380	..
Waterman	1300	....

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 21/10	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 771	....	....	....
Ecu	6 977	....	....	....
Allemagne (100 dm)	340 760	....	....	....
Belgique (100 F)	16 558	....	....	....
Pays-Bas (100 fl)	302 390	....	....	....
Italie (1000 lires)	4 558	....	....	....
Danemark (100 krd)	88 450	....	....	....
Gde-Bretagne (1 L)	9 922	....	....	....
Grèce (100 drachmes)	3 083	....	....	....
Suisse (100 f)	390 080	....	....	....
Suède (100 krs)	93 540	....	....	....
Norvège (100 k)	87 040	....	....	....
Autriche (100 sch)	48 429	....	....	....
Espagne (100 pes)	5 410	....	....	....
Portugal (100 esc)	3 980	....	....	....
Canada (1 $ can)	5 107	....	....	....
Japon (100 yens)	4 437	....	....	....

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 21/10
Or fin (kilo en barre)	66600	.....
Or fin (en lingot)	66800	.....
Napoléon (20f)	383	.....
Pièce Fr (10 f)	380	.....
Pièce Suisse (20 f)	393	.....
Pièce Latine (20 f)	384	.....
Souverain	490	.....
Pièce 20 dollars	2070	.....
Pièce 10 dollars	1032 50	.....
Pièce 5 dollars	570	.....
Pièce 50 pesos	2495	.....
Pièce 10 florins	402	.....

SICAV (sélection) 18/10

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1043 68	1016 22	Fructifrance	871 16	849 91	Poste Croissance	20616 35	20595 75
Action	223 88	217 99	Fructimmo	28 39	27 70	Poste Gestion	51991 69	51961 69
Agepargne	803 16	768 57	Fructi-Première	11026 55	10863 60◆	Première Oblig.	10953 95	10943 01
Améri-gan	7962 70	7848 83	Fructivar	5103 42	5090 69	Prévoy. Ecureuil	113 65	112 52
Amplitude	640 97	622 30	Futuroblig	1359 06	1326 91	Prof'Associations	27832 86	27832 86
Arbitrages Court.T.	6797 34	6797 34	Gestilion	14519 26	13949 51	Proficus	1116 79	1089 55
Associc	1140 70	1140 70	Gest.Associations	172 16	188 37	Quartz	130 95	127 76
Atout Futur	387 45	378	Horizon	1228 86	1193 16	Réalvalor	866 97	549 97
Aurecic	1332 76	1293 94	HLM Monétaire	13131 33	13131 33	Rentacic	162 88	180 47
Avenir Alizes	1724 13	1680 32	Interepar	113434 71	110130 79	Revenus Trimestr.	5381 88	5328 80
Axa Capital	162 61	155 61	Interoblig	13662 07	13394 19	Revenu-Vert	1157 61	1140 70
Axa Court Terme	7471 27	7471 27	Intersélection Fce	532 87	522 42	St Honoré Bio-Alim.	950 10	907 02
Axa Europe	127 59	122 09	Japacic	172 37	167 35◆	St Honoré Bons du Tr.	10625 14	10572 28
Axa Investissements	123 44	118 12	Jeunepargne	273 77	269 72◆	St Honoré Global	233 86	222 80
Axa NPI	116 58	114 43	Laffitte Amérique	245 37	235 37	St Honoré Invest.	759 20	724 77
Axa Première	113 22	112 68	Laffitte Europe	242 64	232 75	St Honoré Mat Plac.	196 59	187 68
Axa Sélection	144 87	138 44	Laffitte Expan.	251 46	241 20	St Honoré Pacifique	598 75	571 60◆
Axa Valeurs PER	125 67	120 28	Laffitte France	307 44	294 91	St Honoré PME	523 74	499 99
BSD Avenir	111 44	108 16	Laffitte Immobil.	226 17	216 87	St Honoré Real	14135 04	14078 73
Capimonétaire	5961 11	5955 15	Laffitte Japon	418 79	401 72	St Honoré Services	493 03	474 07
Capioblig	6165 40	6034 71	Laffitte Oblig.	139 10	133 43	Sécuricic	1651 89	1651 89
Capitacic	1247 68	1229 24	Laffitte Rendement	200 38	192 21	Sécuri-Gan	13258 33	12998 36
Cerden Pierre	28 55	27 85	Laffitte Tokyo	353 62	339 20	Sécuritaux	1317 29	1317 29
Cosmis	1260 84	1230 80	Latitude	2133 15	2129 98	Sicasden	717 99	707 38◆
Comptavalor	3314 42	3309 46	Lion C.T.	11886 56	11886 50	Sicav Associations	1750 58	1747 96
Convertimmo	354 61	347 95	Lion L.T.	6669 80	6475 69	SFI-CNP Assur.	671 79	652 22
Creditor	491 64	477 32	Lion Association	11632 41	11632 41	S.G. Fr. opportunités	1071 88	1050 80
Crédit Mutuel Capital	1225 02	1201 ◆	Lion Institution	28001 40	27931 57	Sicav 5.000	425 51	414 12
Dieze	1248 48	1218 01	Lionplus	927 22	909 04	S.I. Est	1478 30	1415 80
Drouot France	857 47	820 55	Lion Trésor	2177 51	2155 95	Slivafrance	659 11	641 47
Drouot Investiss.	1045 64	1000 51	Lion 20-000	24876 14	24876 14	Slivam	424 32	412 96
Drouot Sécurité	258	246 89	Livret Bourse Inv.	551 14	535 08	Slivarente	214 87	210 86
Ecucic	1052 42	1036 87◆	Livret Portefeuil.	719 04	698 10	Slivinter	459 80	447 86
Ecupar	131 64	125 97	Méditerranée	167 46	179 39	S.N.I.	1242 20	1206 02
Ecureuil Capitalisation	2446 63	2422 41	Mensuel CIC	10094 54	9993 59	Sogenfrance	1024 71	1004 62
Ecureuil Géovaleurs	2240 47	2175 21	Monecic	5448 86	5448 80	Sogepargne	302 21	296 28
Ecureuil Investissement	420 10	407 96	Monedon	64023 70	64023 70	Sogevar	1055 54	1034 84
Ecureuil Monepremière	63184 16	63184 16	Mone.J.	68788 12	68788 12◆	Sogimor	1346 23	1319 83
Ecureuil Monétaire	37225 41	37225 41◆	Monévalor	77383 28	77383 28	Soleil Investissements	514 01	580 39
Ecureuil Trésorerie	2302 22	2302 22	Mutualité dépôts	12840 63	12815	Solstice	2188 97	2163 50
Ecureuil Trimestr.	2038 08	2015 82	Mutuelle Unie Sél.	157 16	150 41	Stratégie Action	800 19	769 41
Elicash	2 634065	2 634065◆	Natio Court Terme	267890 00	267890	Stratégie Rendement	1340 71	1286 51
Energie	284 41	271 51	Natio-Epargne	16845 89	16678 80	Technocic	1070 95	1039 76
Eparcic	3394 47	3394 47	Natio-Ep. Ren.	122 43	116 15	Techno-Gan	5981 46	5751 42
Eparcourt-Sicav	4420 65	4409 63	Natio Epargne Trésor	7460 69	7445 86	Thesora	977 06	620 85
Epargne Associat.	25767 39	25650 21	Natio-Imm.	1207 17	1174 86	Transplus	145 55	139 28
Epargne Capital	10209 65	10108 77	Natio-Inter.	1388 92	1351 75	Trésor Plus	1227 64	1215 49
Epargne Court Terme	636 50	636 50◆	Natio-Monétaire	23891 79	23891 79	Trésor Real	13570 63	13570 63
Epargne Croissance	1784 43	1736 87	Natio Obligations	550 13	535 41	Trésoricic	122239 97	122239 97
Epargne Industrie	84 04	91 52	Natio-Patrimoine	1448 63	1409 86	Trilion	5193 78	5112 88
Epargne J.	65779 21	65779 21	Natio-Placements	66348 17	66348 17	U.A.P.Investiss.	455 24	438 79
Epargne Long Terme	198 45	193 15	Natio-Revenus	1040 78	1030 43	U.A.P. Act. F.	581 61	560 78
Epargne Monde	1275 26	1241 13	Natio Sécurité	12327 19	12327 19	U.A.P. Act. Sél.	536 24	513 24
Epargne Obligat.	199 08	193 76	Natio-Valeurs	854 37	831 50	U.A.P. Aedifi.	595 32	573 80
Epargne Première	13767 65	13665 18◆	Nippon-Gan	6295 08	6052 94	U.A.P. Altefi	209 87	202 28
Epargne Quatre	1094 37	1065 08◆	Nord Sud Dévelop.	1489 25	1486 28	U.A.P. Alto	163 52	167 61
Epargne-Unie	1324 22	1291 92	Obli-Associations	146 07	144 62	UAP Moyen Terme	132 28	127 50
Epargne Valeurs	454 89	442 51	Oblicic-Mondial	2571 49	2533 49	UAP Prem. Catég.	11013 89	10615 86
Epsilon	1230 60	1218 42◆	Oblicic-Régions	1045 26	1029 81	Uni-Associations	126 88	126 88◆
Euro Cash capi.	7963 82	7963 82◆	Oblig. tres caté.	170 80	168 14	Uni-Foncier	1303 05	1271 27
Eurinvest capi.	655 12	636 04◆	Oblilion	1338 05	1324 61	Unifrance	575 14	569 15
Eurocic Leaders	1065 64	1035 57	Oblisécurité Sicav	12164 54	12164 54	Uni-Garantie	1381 17	1356 75
Eurodyn	1187 63	1158 68	Optimat	33892 28	33227 75	Uni Régions	1401 32	1367 14
Euro Gan	6855 82	6592 13	Oraction	1065 61	1039 62	Unirente	2718 45	2652 10
Fonsicav	13571 32	13571 32	Orvalor	6653	6424 01	Univar	224 68	224 88◆
France-gan	9922 62	9540 98	Paribas Capitalisation	1426 17	1405 09	Univers Actions	1241 08	1210 61
France Garantie	289 28	268 74	Paribas Epargne	19748 97	19592 23	Univers-Obligation	1875 21	1829 47
France Index Sicav	110 13	106 91	Paribas Opportunités	132 54	127 14	Valorg	1801 21	1949 26
France Investiss.	343 31	334 94◆	Paribas Patrimoine	592 57	569 41	Valreal	50377 43	50352 25
France Obligations	476 33	471 61	Paribas Revenus	94 86	93 72	Vatban	27285 19	27257 90
Francic	454 24	441 01	Patrimoine Retraite	212 89	208 52			
Francic Pierre	111 10	107 92	Pervalor	640 33	627 77			
Francic-Régions	1216 62	1163 13	Placement A	1332 35	1306 23◆			
Fructi-Associations	33 49	33 48	Placement J	6830 45	6816 82◆			
Fructi-Capi	39 69	39 10	Placement M	63050 16	62824 31◆			
Fructi Court	134197 48	134197 48	Placement Nord	962 01	943 15◆			
Fructidor	239 66	236 12	Plénisor	1155 82	1127 63			
Fructi-Epargne	32 75	31 95	Plénitude	131 21	127 70			

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ◆ : prix précédent - ■ : marché continu

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MONTANT DES OBLIGATIONS
5 000 francs.

PRIX D'ÉMISSION
100,68 % soit 5 034 francs par obligation.

TAUX D'INTÉRÊT
9 % l'an, avec premier coupon payable le 4 novembre 1992.

JOUISSANCE ET RÈGLEMENT
4 novembre 1991.

DURÉE
11 ans.

AMORTISSEMENT NORMAL
au pair le 4 novembre 2002.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ
possible par rachats en Bourse.

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL
8,90 % au règlement.

Une fiche d'information (visa COB n° 91-394 du 16 octobre 1991) est disponible sans frais auprès des établissements chargés du placement et au siège de la BFCE 21, bd Haussmann, 75009 Paris.
Balo du 21 octobre 1991.
L'émission sera close sans préavis.

La BFCE émet en octobre 1991 1 milliard de francs d'obligations à taux fixe avec la garantie de l'Etat.

BFCE Banque Française du Commerce Extérieur

ETRE CORRESPONDANT EN VALEURS DU TRESOR C'EST :

ETABLIR
des prix à la demande sur toutes les Valeurs du Trésor,

PARTICIPER
de manière significative aux adjudications des Valeurs du Trésor,

CONTRIBUER
à la liquidité du marché des Valeurs du Trésor,

REALISER
le placement de Valeurs du Trésor auprès des investisseurs français et étrangers,

ASSURER
une organisation rigoureuse des procédures administratives et comptables,

ENTRETENIR
des relations étroites avec la Direction du Trésor.

LDC

LOUIS DREYFUS FINANCE SA
Correspondant en Valeurs du Trésor

Diffusion de nos cotations des Valeurs du Trésor sur écran Reuters pages LDCO (OAT), LDCP (OAT), LDCQ (BTAN), LDCR (BTF)

Tél : (1) 40.66.11.10
87, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris cedex 16

FRI Communication

MARCHÉS FINANCIERS

Poursuite des OPA à Londres

Les assiégés de la City tentent de se défendre

Un accord amical, une tentative de prise de contrôle hostile, les raiders semblent vouloir à *nouveau* tout essayer sur le marché boursier de Londres agité depuis l'été (*le Monde* du 25 septembre) par une frénésie d'offres publiques d'achat (OPA) après une longue période de calme. Mais les assiégés font tout pour se défendre.

Le conglomérat britannique BTR (British Tyre and Rubber) détient désormais 91 % du capital du fabricant d'emballage en verre Rockware Group, sur lequel il avait lancé une OPA amicale de 197,2 millions de livres (1,95 milliard de francs) en août dernier. Cette première grande offensive de BTR dans l'industrie du verre depuis l'échec de son OPA sur Pilkington en 1987 permet à ce géant de l'emballage en verre de s'emparer, d'un coup, du tiers de ce marché en Grande-Bretagne, pays dont il était paradoxalement absent. Cette OPA qui finit bien est l'un des deux raids boursiers qu'a lancés BTR à la Bourse de Londres au cours de l'été.

Si cette offre sur Rockware Group a dès le départ été acceptée par les membres du conseil d'administration de la firme convoitée, il en va tout autrement pour celle lancée sur Hawker Siddeley et qui engage des fonds dix fois plus importants.

Confortable plus-value

Vendredi 20 septembre, le conglomérat britannique annonçait son intention de prendre le contrôle de ce groupe d'ingénierie pour 1,5 milliard de livres. Immédiatement la direction de Hawker Siddeley rejetait la proposition, la qualifiant de *« non sollicitée »* et d'*« inadéquate »*. A la mi-octobre, la firme a même présenté une défense *« radicale »* contre BTR en annonçant la vente de la moitié de ses activités et la suppression de 8 000 emplois. Cette technique de restructuration est souvent utilisée par les firmes agressées pour se défendre et décourager leurs acquéreurs. Il s'agit en somme de réaliser avant eux leur plan pour éviter un changement de contrôle de l'entreprise, le raider n'y voyant plus de possibilités de gains.

Cette politique s'est particulièrement développée aux Etats-Unis au milieu des années 80, l'exemple le plus célèbre étant celui de Goodyear. Pour faire renoncer M. Jimmy Goldsmith à son OPA sur le numéro un mondial du pneumatique de l'époque, les dirigeants de la firme d'Akron ont dû, paradoxalement et sous sa pression, se séparer de certaines activités. M. Goldsmith s'est alors retiré en revendant ses titres à l'entreprise. Il empochait au passage une confortable plus-value.

La même tactique a été employée par le même raider moins de trois ans plus tard, en juillet 1989, mais cette fois-ci en Grande-Bretagne. Son dévolu était alors jeté sur BAT (British American Tobacco) avec une OPA fracassante de 13 milliards de livres, la deuxième de l'histoire boursière mondiale par son montant, après celle – réussie – de 25 milliards de dollars (142 milliards de francs) de la firme d'investissement new-yorkaise KKR Kohlberg-Kravis-Roberts sur le géant américain de l'alimentation Nabisco.

Pour se défendre, après de longues hésitations, BAT, numéro un mondial du tabac, mettait alors un terme à sa politique de diversification et changeait de stratégie, abandonnant deux de ses quatre secteurs d'activités pour se concentrer sur ses deux activités les plus rentables : le tabac et l'assurance. Au mois d'avril 1990, M. Jimmy Goldsmith jetait l'éponge après avoir salué et approuvé ironiquement cette réorganisation dont il s'attribuait la paternité (*le Monde* du 25 avril 1990).

Depuis plusieurs mois, ICI, premier industriel de Grande-Bretagne et quatrième chimiste mondial, applique la même tactique pour échapper aux convoitises de son compatriote, le conglomérat Hanson, entré à hauteur de 2,8 % dans son capital au mois de mai dernier. Ce dernier suit avec attention l'évolution du groupe, avec un sens certain du suspense. Lord Hanson, le patron du conglomérat, distille régulièrement ses commentaires sur la réorganisation en cours, sans préciser clairement ses intentions et sans passer à l'offensive. De plus, depuis la mi-septembre Hanson a lancé une OPA amicale de 351,4 millions de livres sur Beazer, le quatrième constructeur du pays.

Quant à Racal Holdings, un groupe essentiellement engagé dans la sécurité et l'électronique professionnelle, il a pour l'instant uniquement rejeté l'offre de reprise de 753 millions de livres déposée par le conglomérat Williams Holdings le 17 septembre dernier.

Enfin, que fera la compagnie pétrolière indépendante Lasmo pour résister à son concurrent Ultramar qui veut en prendre le contrôle pour 1,167 milliard de livres ? La proposition a été désavouée immédiatement par les dirigeants qui la jugent *« non sollicitée, extrêmement mal venue »* et *« largement sous-évaluée »*. Dès le lendemain, vendredi 18 octobre, le marché s'est mis à espérer une surenchère venant d'Elf-Aquitaine, qui a immédiatement démenti, ou de British Gaz. Car de toute façon, quelle que soit l'issue d'une OPA, les cours de la firme convoitée s'emballent pendant la bataille. A la grande joie des boursiers.

DOMINIQUE GALLOIS

A la Bourse de Francfort

Près de 200 personnes entendues dans une affaire de délit d'initiés

Près de 200 personnes font désormais l'objet d'une information judiciaire dans le cadre du gigantesque scandale d'initiés qui a éclaté au grand jour début juin à la Bourse de Francfort. *« Nous sommes toujours tombés sur de nouveaux noms au cours de nos investigations »*, a indiqué M. Hubert Harth, le porte-parole du parquet de Francfort, tout en ajoutant qu'il ne pensait pas que le cercle des suspects s'élargisse encore de manière notable.

La justice allemande, qui enquêtait sur 30 personnes à la fin juillet, étendait son cercle de recherches à 45 personnes un mois plus tard, puis à 150 à la mi-septembre et désormais à 200. L'origine remonte à un délit d'initiés découvert au sein de la Deutsche Bank à la veille de l'été (*le Monde* du 3 juillet).

Pendant trois semaines au mois de juin, des rumeurs diverses circulaient sur des irrégularités qui auraient été commises par la direction des affaires boursières de la Deutsche Bank. La première banque allemande annonçait le 1er juillet le licenciement immédiat de son sous-directeur chargé du négoce des options. Le 4 juillet, le parquet de Francfort ouvrait une enquête pour fraude fiscale contre quatre salariés de la Deutsche Bank soupçonnés d'avoir utilisé leurs fonctions pour mener de fructueuses opérations boursières pour leur propre compte.

L'enquête s'est alors progressivement déplacée sur le marché boursier. Elle affecte désormais 200 personnes opérant à la Bourse de Francfort sur les 1 300 qui y travaillent. L'enquête en cours révèle donc l'insuffisance du système de surveillance allemand et pourrait déboucher sur l'instauration d'une réglementation boursière, notamment en matière de délits d'initiés, l'Allemagne étant l'un des derniers pays européens à ne pas disposer de telles protections.

DIRECTION GENERALE

800 HEURES DECISIVES POUR VOTRE CARRIERE

CPA - Plein Temps
Jouy-en-Josas

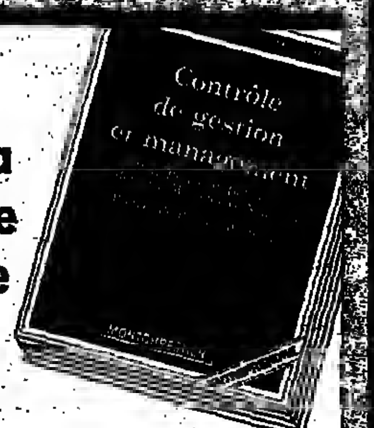
Programme résidentiel de 12 semaines dont 2 à l'étranger.
Prochaines sessions :
Printemps : 30 mars/19 juin 1992
Automne : 28 septembre/18 décembre 1992

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS : AU 60.19.25.10 Marie-Christine Drumare

GROUPE CPA

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Pour maîtriser la stratégie de l'entreprise



Contrôle de gestion et management

Auteurs :
P.-L. Bescos, P. Dobler, C. Mendoza-Martinez, G. Naulleau
enseignants à l'ESCP (Ecole Supérieure de Commerce de Paris)

Préface de Patrice Marteau,
directeur de la planification et du contrôle de gestion, groupe BSN

480 pages. Prix public : 260 F

COLLECTION ENTREPRENDRE
MONTCHRESTIEN
26 rue Vercingétorix 75014 Paris
Tél. (1) 43.35.01.67 - Fax : (1) 43.20.07.42

Le Monde des Dirigeants

POSTES A PLUS DE 400 KF

Directeur de l'Agence pour l'implantation des entreprises étrangères en Ile-de-France

Le Conseil Régional a créé en 1989 avec les principales parties prenantes à l'aménagement de l'Ile-de-France (Conseils Généraux, Villes Nouvelles, Aéroports de Paris, AFTRP, compagnies consulaires) une association pour l'accueil des entreprises étrangères en Ile-de-France qui a trois objectifs :

- promouvoir l'image de l'Ile-de-France auprès des investisseurs internationaux ;
- prospecter les entreprises étrangères susceptibles de s'installer en Ile-de-France ;
- accueillir et piloter celles qui prospectent dans notre région avant de retenir définitivement leur site d'installation en Europe.

L'Agence vient de connaître une période de rodage qui a permis son émergence. Le nouveau Directeur devra lui donner un second *souffle qui l'installera définitivement comme l'interlocuteur privilégié* de toutes les entreprises américaines ou japonaises désireuses de s'implanter en Europe.

Aussi le titulaire du poste devra bien connaître le monde des entreprises internationales et posséder parfaitement au moins *l'anglais. Il aura également de bonnes notions en matière* d'immobilier d'entreprise et une excellente aptitude aux contacts avec les élus ainsi qu'à l'animation des partenaires et relais institutionnels du Conseil Régional.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre *candidature sous référence A.DDE.01 M à notre Conseil :*

EQUIPES ET ENTREPRISES
3, rue de la Bourse 75002 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

PARIS • LONDRES • MANCHESTER • FRANCFORT • STUTTGART • MILAN • MADRID

FRANCE SUD

FILIALE D'UNE PUISSANTE FIRME MULTINATIONALE

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Notre activité se répartit sur plusieurs sites industriels dans des villes universitaires.

Bras droit du Directeur Général, lui-même basé au siège à Paris, vous serez le Directeur opérationnel de nos unités du Sud de la France - 350 personnes...

Dans le cadre de la mise en oeuvre des grandes orientations de notre groupe, vous définirez objectifs et plans d'action.

Véritable Chef d'Entreprise, coordinateur de l'équipe de Direction, responsable de vos résultats, vous développerez notre activité en rationalisant des moyens de production de haute technicité.
Vous pratiquerez un management d'équipe, fondé sur une politique d'information et d'animation.

Vous êtes Ingénieur "généraliste", par exemple AM, vous possédez une *solide expérience de direction opérationnelle*. Nous vous proposons d'enclencher une nouvelle étape de votre carrière avec l'autonomie de la PMI et le dynamisme d'un groupe.

Merci de bien vouloir nous présenter votre projet de carrière en adressant un dossier de candidature sous la référence LL/2940-01, à notre Société Conseil. Confidentialité assurée.

JMLP
JMLP Consultants SA
91 rue du Fg St Honoré
75370 PARIS cedex 08

Le Monde des Carrières Européennes en Entreprises

LUXEMBOURG

AUTOMOTIVE ENGINEER

Responsible for the technical interface betwean the company and its originel equipment customars in tha truck/farm/industrial vehicle industry in France and othar european countries.

EDUCATION : Diploma engineer.

EXPERIENCE : Tire and/or vehicle industry.

LANGUAGES : French, english and preferably italian and german.

LOCATION : Paris/Rueil.

Send applications and C.V. to : GOODYEAR FRANCE - Direction des Rassources Humaines - B.P. 310 92506 RUEIL-MALMAISON CEDEX.

GOODYEAR

MEDIAPA

Schlumberger Industries

HAUTES TECHNOLOGIES ET GRANDS MARCHES INTERNATIONAUX

3614 — En permanence, sur votre Minitel tous les postes et projets fin d'études *INGÉNIEURS ET CADRES* proposés par Schlumberger

■ **SCHLUMBERGER INDUSTRIES est le premier fabricant mondial dans le domeine des équipements et des services d'ecquisition, de transmission et de treitement des données liées é la gestion de l'énergie.**

Notre unité, implantée en BELGIQUE, conçoit, produit et vend partout dans le monde des équipements de contrôle non destructif destinés à tous les secteurs de l'industrie, notemment l'Aéronautique, le Spatial, les Transports... Nous recherchons notre

RESPONSABLE DES VENTES EXPORT

Basé à HERVE (à 15 km de LIÈGE) *et en relation avec les* responsables techniques et marketing, vous participez à l'élaboration de la politique commerciale et vous en suivez l'application.
Vos responsabilités couvrent l'organisation, l'animation et le soutien d'un réseau complet d'agents en **Europe, Extrême Orient, Amérique Latine et USA.**
Vous êtes en outre directement opérationnel sur une zone spécifique et vous encadrez une équipe de 2 à 3 Ingénieurs Commerciaux.

Ce poste nécessite impérativement une solide expérience (3 ans au moins) de la vente à l'export et, si possible, des compétences en matière de SAV.
Il s'adresse à un candidat de formation supérieure commerciale, ayant de bonnes bases techniques (électronique, physique...) et possédant de réelles qualités de contact et d'encadrement.

Une grande mobilité et la maîtrise de l'anglais sont impératives. La connaissance de l'allemand serait un plus.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, en précisant la référence LME/2110, au Service du Personnel

SCHLUMBERGER INDUSTRIES
Division Sécurité et Contrôle
BALTEAU S.A. rue du Calvaire 40 - B4650 HERVE - BELGIQUE

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

3e arrdt
BEL IMMEUBLE. GD
STUDIO POUTRES
REFAIT. PX SACRIFIÉ.
45-04-23-15.

5e arrdt
SQUARE ST-MÉDARD
Imm. pierre de tail. rénové ascens. 4e étg. Balc. 4 p., 2 bains, poss. 2 300 000 F. - 45-04-24-30.

16e arrdt
MUETTE
Pptaire vd 2 p. tt cft. refait 42 m². 25 000 F/m². 45-04-24-30.

AV. PAUL-DOUMER
Pptaire vend dernier étg. ascens. Gd 2-3 pces. REFAIT. 45-04-24-30.

92 Hauts-de-Seine
PART. VEND APPT. 75 m² ASNIÈRES (pr. gare Colombes) 3e ét., dble exp. E/O a. vis-à-vis Tt conf Dble liv. 2 gr.ch Dress. Cuis. équip. et s.-d.-b neuve(s) Pts bld appt.-cav.-asc. park. ttc 830 000 F Tél. 40-85-08-69

Province
SPÉCIAL INVESTISSEURS
LOI MÉHAIGNERIE
Livraison fin 91, encore quelques appartements en Province, bien situés, à partir de 400 000 F.
GARANTIE LOCATIVE 3 ANS
Gestion locative intégrée.
Rentabilité locative élevée.
GROUPE BAMA.
Constructeur immobilier.
Tour Montparnasse.
45-38-66-61.

PENSEZ A RÉDUIRE VOTRE IMPOT DE 60 000 F*
(couple marié)
Dans le cadre de la Loi Méhaignerie nous disposons encore de quelques appartements en Province, à partir de 400 000 F livrables fin 91.
Rentabilité locative élevée.
Gestion locative intégrée.
GARANTIE LOCATIVE 3 ANS.
GROUPE BAMA
Constructeur immobilier
Tour Montparnasse.
45-38-66-61.

DEAUVILLE
Dans IMMEUBLE résident., part. vd *beau studio, prox.* Hôtel Royal, 150 m² plage. 27 m² hab., 19 m² jard. priv. Park., cave, tt conf. Etat impecc. 43-59-69-74 matin.

DEAUVILLE
Le Canisy
Côté mer, appt à vendre. 76 m². S'adresser après 20 heures au (16) 31-88-50-77.

appartements achats

Rech. URGENT 100 à 120 m² PARIS. Préfère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, 9e. Paiement compt. 48-73-48-07.

EMBASSY SERVICE
rech. pour CLIENTS ÉTRANGERS APPARTS DE HAUT DE GAMME PARIS. RÉSIDENTIEL
TÉL. : (1) 45-62-16-40

locations meublées demandes

Paris
RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants étrangers d'importants groupes anglo-saxons LUXUEUX APPARTEMENTS MEUBLÉS DURÉE 1 A 2 ANS. LOYERS GARANTIS.
TÉL. : (1) 45-27-12-19

locations non meublées demandes

Paris
EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, 75008 Paris, recherche APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS HOTELS PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-OUEST
T. (1) 45-62-30-00

locations non meublées offres

Paris
7, place Jussieu
2e étage, appt 2 pces séj. + 1 chbre, cuis., s. d'eau wc. 4 615 F cc. On visite mardi 14 h - 16 h.

bureaux bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM.
Constitutions de sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
43-55-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO
Burx, secrét., tél., télex, fax.
Domicil. : 190 à 395 F/M.
CIDES 47-23-84-21.

GARE DE L'EST bur. 8 m² rentabilité possib. 10 %. 162 000 F. 43-56-15-81.

SIÈGE SOCIAL
Burx équipés ts services.
Démarches R.C.-R.M.
SODEC SERVICES
CHPS-ÉLYSÉES 47-23-55-47
NATION 43-41-81-81

Local 382 m² sur Monaco, bonne situation à 300 m du nouveau *Palais des Congrès* (avenir commercial assuré) OAB 8 000 000 FF. Loyer 40 000 FF/mois hors charges. Tél. : 93-25-70-64 93-15-37-77.

hôtels particuliers

VINCENNES BOIS CHATEAU HOTEL PARTICULIER. S/3 nivx, Gd liv., 4 chbres. 4 bains. Terrasse. Gar. 6 500 000 F. - 45-04-24-30.

RETROUVEZ LA RUBRIQUE Le Monde International

PAGE SUIVANTE

CARNET DU Monde

Naissances

– M. Frédéric ANCEL
et Mme, née Marie-Eglé de Rochecouste,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Alexandre.

Bayonne, le 21 juin 1991.

Adoptions

– Aude et Daniel
GOUDINEAU-LE CLEC'H

ont la joie d'annoncer l'arrivée de

MATTHIEU-RAJU

né au Népal, le 12 octobre 1988.

80, avenue Lefebvre,
78300 Poissy.

Mariages

– Albertville. Lyon.

Paule et René DELMOND-VILLIARD

sont heureux de faire part du mariage de leur fils

Jérôme
avec
Mlle Véronique DOUX.

Les cérémonies civile et religieuse ont été célébrées, le samedi 28 septembre 1991, à Albertville.

Décès

– **M. Robert BÉGUIN**

s'est endormi dans la paix du Seigneur le 14 octobre 1991, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

De la part de
Mme Robert Béguin,
son épouse,
Odile et Jan Moreau,
Yves et Françoise Béguin,
Jean-Louis et Françoise Béguin,
Brigitte et Jérôme Barré,
ses enfants,
Laurence, Olivier, Sylvie, Marianne, Iris, Claire, Aurélie, Thomas, Christophe, Estelle et Nathalie,
ses petits-enfants,
Ses sœur, frères, beau-frère, belles-sœurs,
Et toute sa famille.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Bernard BERTIN,
administrateur civil,

survenu à Paris, le 12 octobre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Châteauvieux (Loir-et-Cher).

De la part de
Mme Marie Bertin,
Ses enfants et petits-enfants,
17, rue Varet,
75015 Paris.

– Mme Arsène Belloir,
son épouse,
M. Albert Belloir,
M. et Mme Lucien Belloir,
M. et Mme Michel Bigotte,
ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Arsène BELLOIR,

survenu le 16 octobre 1991, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le samedi 19 octobre, en l'église de Mennetou-sur-Cher, sa paroisse.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Mennetou-sur-Cher, dans le caveau de famille.

90, rue de la Blatière,
41320 Mennetou-sur-Cher.

(Né le 26 mars 1898 à Valognes (Manche), Arsène Belloir avait été typographe au journal *le Temps* à partir de 1929. Le 1er décembre 1944, il entra au *Monde* pour diriger le service de composition de notre journal, rue des Italiens. Il occupera cette fonction jusqu'à sa retraite, le 30 juin 1961. Tous ceux qui l'ont connu au journal en ont gardé le souvenir d'un professionnel remarquable mettant sa grande force de caractère au service de notre maison. La direction et le personnel du *Monde* présentent à la famille d'Arsène Belloir leurs plus sincères condoléances.)

– Denise Burgos-Heude,
sa femme,
Ses parents et toute sa famille,
Ses nombreux amis,
ont la douleur d'annoncer la mort, le 18 octobre 1991, après une longue lutte courageuse contre le cancer, de

Jean-Jacques HEUDE,
agrégé de lettres classiques.

L'inhumation aura lieu à Calais, sa ville oatale.

Un concert du souvenir réunira ultérieurement à Paris tous ceux qui l'ont aimé et estimé.

215, rue Raymond-Losserand,
75014 Paris.
11, place des Fusillés,
62100 Calais.

– *Jacques Lassalle, administrateur* général de la Comédie-Française,
La Société des comédiens français,
La troupe,
Le personnel du théâtre,
ont la tristesse de faire part du décès de

Claude LOCHY,
pensionnaire de la Comédie-Française,
chevalier des arts et des lettres,

survenu le jeudi 17 octobre 1991, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 21 octobre, à 10 h 30, en la chapelle de l'hôpital Saint-Joseph, à Lyon.

(*Le Monde* du 19 octobre.)

– Mlle Laurence Mabileau,
M. René Mabileau,
Mme Claudine Mabileau,
M. et Mme Albert Mabileau
et Bernard,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques MABILEAU,
ancien directeur
de l'Institut d'études politiques d'Alger,
professeur émérite
à l'université de Caen,
chargé d'enseignement
à l'Ecole polytechnique,

survenu le 12 octobre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Saint-Hilaire-Saint-Florent (Maine-et-Loire).
La famille remercie sincèrement toutes les personnes qui s'associeront à leur peine.

35, rue Alain-Chartier,
75015 Paris.

– Mme Robert Mary, née Janine Benedetti, son épouse,
M. et Mme Jean-François Mary et leurs enfants Olivia et Pierre-François,
M. Jacques Mary,
M. et Mme Jean-Louis Mary et leur fils Adrien,
M. et Mme Jean-Laurent Mary et leurs enfants Antoine et Juliette,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jehasse, née Laurence Mary, sa sœur, et leurs enfants,
M. et Mme Henry Mary,
son frère et sa belle-sœur et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Robert MARY,

survenu à Paris, le 17 octobre 1991, dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu à Rongères (Allier) dans l'intimité familiale.

– Mme Jean Monnet,
née Denise Bergstrasser,
M. et Mme Antoine Monnet
et leurs enfants,
M. et Mme Gilles Monnet
et leurs enfants,
Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part de la mort de

Jean MONNET,
architecte DPLG,
expert judiciaire,

survenue le 12 octobre 1991.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

9, rue José-Maria-de-Heredia,
75007 Paris.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques	92 F
Abonnés et actionnaires	80 F
Communicat. diverses	95 F
Thèses étudiants	50 F

– *Les familles Pelletier, Bourquelot,* Daurat, Meljac,
ont la tristesse de faire part du décès de

Lucile PELLETIER,
ancien administrateur civil
de l'Assistance publique,

survenu le mardi 15 octobre 1991.

Selon sa volonté, l'incinération a eu lieu au Père-Lachaise dans la plus stricte intimité.

117, boulevard Saint-Michel,
75005 Paris.

– Le docteur et Mme Jean-Paul Schoeller,
M. et Mme Yves Appia,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Bernard Schoeller,
leurs enfants et petit-fils,
Et toute la famille,
font part du décès de leur père, grand-père, arrière-grand-père et parent,

M. André SCHOELLER,

dans sa quatre-vingt-quatorzième année, le 19 octobre 1991.

Le service religieux aura lieu le mercredi 23 octobre, à 14 heures, en l'église réformée de Paris-Luxembourg, 58, rue Madame, Paris-5e.

12, rue de l'Abbé-de-l'Epée,
75005 Paris.
78, rue de Vaugirard,
75006 Paris.
55, rue Vaneau,
75007 Paris.

Avis de messe

– Une messe sera célébrée, mercredi 23 octobre, à Saint-Germain-des-Prés, Paris-6e, à 11 heures, pour

Edouard MAC'AVOY,
artiste peintre,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
officier des Arts et Lettres,

décédé à Saint-Tropez, le 27 septembre 1991.

Anniversaires

– *Que tous* les fidèles à la *mémoire* de

M. Pierre Louis
LAJUGIE de LA RENAUDIE

lui accordent leurs pensées, leurs prières.

Communications diverses

– La CEE prend en charge la formation de vos cadres au *Japon* pendant dix-huit mois. L'Euroinfocentre Provence-Alpes-Côte d'Azur et Pa Consulting Group Méditerranée organisent une réunion d'information sur le programme ETP le 20 novembre 1991, à 17 heures, en présence d'anciens participants, dans les salons du CMCI, 2, rue Henri-Barbusse, à Marseille. Contact : Martine Liogier, *Euroinfocentre*. Tél. : 91-39-33-77.

– Toute personne ayant une créance remontant à avant le 30 avril 1975 sur la société Cong Ty Vanco, qui était installée 134, rue Yen-Do, à Saïgon (Vietnam), est invitée à en aviser d'ici le 31 décembre 1991 l'OFAC (Office of Foreign Assets Control), US Treasury Department, bureau de licence, 2221 ANX, Washington DC 20220, avec copie à Me B.W. Badager, 205 N. Monroe St. Media, PA 19063 (USA), en joignant un bref justificatif.

Soutenances de thèses

– « *L'attitude syrienne* à l'égard du problème palestinien de 1947 à 1967 ». Une thèse de doctorat sera soutenue par M. Amin Churabeh, sous la direction du professeur Dominique Chevallier, le 29 octobre 1991, à 10 heures, salle des Actes à la Sorbonne.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

CORRESPONDANCE

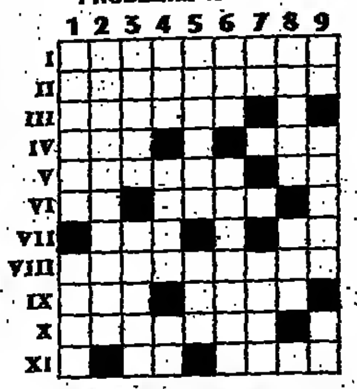
M. Jean-Claude Barreau répond au conseil de réflexion sur l'islam en France

Mis en cause par le CORIF (Conseil de réflexion sur l'islam en France) à propos de son livre sur l'islam (le Monde *du 15 octobre), M. Jean-Claude Barreau, président de l'Office des migrations internationales, nous a déclaré :*

Je suis sidéré par les déclarations du CORIF. En affirmant que mon livre *De l'islam en général et du monde moderne en particulier « contrevient à l'esprit et à la lettre de la Constitution de la France... qui condamne expressément la discrimination sur des critères d'appartenance religieuse »*, le CORIF confond le respect que l'on doit aux personnes avec la liberté que l'on conserve de comparer les idéologies et religions. Aucun individu ne doit être discriminé pour sa religion ou ses opinions, mais *faut-il* pour *autant* renoncer à la possibilité de comparer par exemple l'islam à l'hindouisme ou le marxisme au libéralisme ? Cela reviendrait à dire que la Constitution de la France condamne la liberté de penser garantie par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ! Quant à m'accuser de *« discrimination raciale »*, l'accusation est tellement absurde me concernant que je ne veux même pas la relever.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5633



HORIZONTALEMENT

I. On siffle quand elles sont joyeuses. – II. Après la pluie mais avant le beau temps. – III. A de grosses côtes. – IV. Traverse le Tyrol. Peut être pris au salon. – V. Rendu plus sombre. Conjonction. – VI. Préposition. Où l'on peut respirer. – VII. Lieu d'apprentissage. Pronom. – VIII. N'est pas un bon motif. – IX. Qui peut faire rougir. Un coin d'où l'on peut surveiller. – X. Un petit cercle. – XI. Participe. Graisse de ruminant.

VERTICALEMENT

1. Nous a apporté son concours. Un verre de café. – 2. Une cloison bien décorée. – 3. Dans un repas russe. Peut donner le change. – 4. Passé à Berne. Fit disparaître « les mouches ». Article. – 5. Quinte coupée. Peut marquer le coup. – 6. Autrefois, faisait fureur. Qui ne font pas partie de l'effectif. – 7. Un agrément d'autrefois. On peut s'y perdre quand il est mauvais. – 8. La maison du berger. Se jette dans le Rhin. – 9. Pronom. Qui ne fait pas de vagues. Tient bien la bouteille.

Solution du problème n° 5632

Horizontalement

I. Imperturbables. – II. Nerf. Alliance. – III. Affaire. Sites. – IV. Mate. Mœurs. An. – V. Omit. Aérien. – VI. Vic. Tep. Viral. – VII. Avalé. Ré. Slow. – VIII. Babélisme. Sens. – IX. Laine. Nature. – X. Emeute. Fémur. Ra. – XI. Mélo. Amer. – XII. Harler. Ricaneur. – XIII. Orée. Uni. Hot. Se. – XIV. Louise. Emeu. Têt. – XV. Ans. Irisé. Tous.

Verticalement

1. Inamovible. Holà. – 2. Me. Ami. Mouron. – 3. Praticable. Reus. – 4. Effet. Veau. Lei. – 5. Talitre. Si. – 6. Trampoline. Ruer. – 7. Io. Pesé. – 8. Rares. Fériés. – 9. Bleu. Vréneli. Me. – 10. Am. Raie. Amoché. – 11. Bisser. Tu. Août. – 12. Lai. Rassurant. – 13. Entailler. Me. Tu. – 14. Scène. Onéreuses. – 15. Es. News. Arrêt.

GUY BROUTY

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
International

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Inflight catering is the most dynamic and cosmopolitan of service industries and as Europe's foremost operator, Forte Airport Services produces millions of high quality meals to meet the exacting standards of over 150 of the world's most famous airlines at international airports worldwide.

As the Director of the senior management team at our thriving Orly Airport operation, you are responsible for the control, administration and profitability of the entire business - one which employs a 450 strong, multi-unionized workforce to produce literally thousands of meals a day and which operates under the most stringent, time, quality and legislative constraints. The Production, Distribution, Sales and Marketing logistics involved, therefore, are extremely complex. To oversee all these functions and maintain optimum performance you will need an extremely high degree of commercial awareness, gained at senior management level in an equally demanding, pressurized service industry.

An excellent communicator in your native French, you should also possess a fluent command of written and verbal English, together with strong people management, team building and leadership skills.

This truly demanding, virtually autonomous role at the head of one of our most prestigious European operations carries an excellent remuneration package. If you feel qualified, write, in English, with full CV to Mr A.L. Wilton, Director - European Operations, Forte Airport Services SARL, Orly Frêt 636, 94393 Orly Aerogare, Cedex, Paris.

FORTE
RETAIL SERVICES

Vous êtes INFIRMIÈRE/IER D.E.

Vous aimez les nouveautés et souhaitez 1 an de dépaysement ou plus
Le travail en équipe et les soins personnalisés vous intéressent :

Ces aspects, vous les trouverez au CHUV,
Centre Hospitalier Universitaire Vaudois,
situé à Lausanne, Suisse, au bord du lac Léman.
Des postes sont disponibles dans les services de

MÉDECINE ET SES SPÉCIALITÉS
CHIRURGIE ET SES SPÉCIALITÉS
GYNÉCOLOGIE - OBSTÉTRIQUE - PÉDIATRIE
SOINS INTENSIFS ADULTES ET ENFANTS

Condition : être âgé de 22 à 30 ans.
Nous offrons : • Salaire mensuel brut : 3920 F minimum + 13e salaire • Restaurant d'entreprise • Possibilités de logement.
Engagement : Dès juin 1992.

Adressez-nous votre dossier complet jusqu'au
30 NOVEMBRE 1991 à :

COORDINATION DES SOINS INFIRMIERS
MONT-PAISIBLE 16 – CHUV – CH - 1011 LAUSANNE
Des entretiens de candidatures seront organisés en France à fin janvier 1992. Vous serez renseignés personnellement.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Banques : l'impératif informatique

Face à la compétition internationale le système financier français doit poursuivre sa modernisation

« BON élève mais doit poursuivre son effort. » Telle est schématiquement la conclusion du rapport sur l' « Evaluation technologique du système financier français » présenté début octobre par Yves Ullmo, *secrétaire général* du Conseil national du crédit (CNC). La France n'a pas à rougir de son savoir-faire, qui la place dans le peloton de tête des pays développés dans le domaine des technologies bancaires et financières.

Mais pour préserver l'acquis des 15 à 20 milliards de francs consacrés en moyenne annuellement par la profession aux investissements, il faut maintenir, voire développer les efforts de modernisation, d'autant que les concurrents, européens, américains ou japonais, conscients de certains de leurs retards, se sont mis à investir des sommes considérables sur de courtes périodes.

En préconisant la poursuite des efforts, le rapport du CNC n'a pu manquer de poser trois questions : *celle de la rentabilité des investissements*, et donc de la facturation des services qu'ils contribuent à moderniser ; celle de l'interbancarité, spécificité très française, qui ne doit pas être privilégiée au détriment de la *compétition économique* ; enfin, celle de la réglementation dans le cadre de l'ouverture *internationale, notamment de* l'avènement du marché unique européen.

Une réelle réussite

Au cours des dix à vingt dernières années, la banque et la *finance française ont énormément* investi, développant de grands projets communs, interbancaires et de place, le meilleur exemple étant celui des cartes bancaires, qui lui donne une avance technologique indéniable par rapport, notamment, à ses concurrents européens. Parallèlement, des programmes ambitieux de modernisation ont été menés au sein des sociétés elles-mêmes, avec des issues plus ou moins heureuses selon les domaines et les établissements.

Dans la banque de réseaux (type BNP, Crédit agricole...), la réussite est réelle : la plupart des opérations bancaires sont automatisées, de même que la comptabilité, les échanges entre banques ou les relations télématiques avec la clientèle. Elle l'est moins dans les activités de marché et de gestion de titres. Enfin, *« il faut noter un certain retard*, constate élégamment le rapport, *dans des domaines généraux tels que les outils d'aide à la commercialisation des produits, la « banque mathématique », les systèmes de pilotage bancaire (risques, contrôle de gestion, tableau de bord...), les réseaux internationaux ».*

Conclusion du constat : *« Si l'on tentait un classement (...), l'industrie bancaire française se classerait au plan mondial dans les trois premières places dans la mise en œuvre des technologies. »* Mais il est impératif de préserver cet acquis. *« Pour mieux tirer profit des systèmes interbancaires mis en œuvre, achever les projets engagés, poursuivre la recherche de la productivité et de la qualité des services »*, il faut maintenir, voire renforcer, l'industrialisation et l'effort d'investissement.

Il n'est plus question, désormais, d'affirmer, comme le répétaient annuellement les banquiers lors de la présentation de leurs comptes, que les dépenses informatiques ne seraient pas récurrentes et que leurs charges finiraient par ne plus peser sur les exercices futurs. Elles font désormais partie du paysage, survie oblige, d'autant que l'ouverture européenne et internationale, va livrer la finance française à une concurrence de plus en plus exacerbée.

Si certains rivaux européens ou extra-européens avaient pris quelque retard sur la France, ils sont en train de le rattraper à grandes enjambées sur les cinq dernières années, *« l'écart d'investissement par rapport aux plus grands investisseurs étrangers (en Europe et aux Etats-Unis) se* [chiffrant] *globalement par un facteur 3, et plus dans certaines activités (facteur estimé à 10 dans les activités de marché et titres et de gestion de titres par rapport au Japon) »*, note le rapporteur Hervé Sitruk.

De nombreux obstacles

Globalement, le budget informatique moyen annuel des Français (350 *millions de dollars, soit* environ 2 milliards de francs) se situe au niveau de celui des Japonais (300 *millions de dollars*), à la moitié de celui des Anglais et des Allemands (respectivement 620 et 600 millions) et au quart de celui des Américains (1 250 millions de dollars). Mais, rapporté aux effectifs, l'écart se creuse : avec un personnel peu nombreux, le Japon tient la dragée haute aux Américains, aux Allemands, aux Français et aux Anglais, alourdis par des effectifs pléthoriques.

Cependant, si la poursuite de l'effort d'investissement s'impose, le groupe de travail est bien conscient qu'elle bute sur plusieurs obstacles, dont le principal est la capacité de financement des établissements eux-mêmes, réduite notamment par la baisse des marges bancaires. Cela imposera *« une plus grande sélectivité des projets, une approche moins globale des développements et un plus important effort d'organisation pour tirer toute la productivité potentielle des investissements réalisés »*. L'effort exigera aussi que les établissements choisissent leur voie. Certains de ceux qui ont engagé des investissements importants voudront les amortir en développant une activité de prestataire de services auprès de tiers, banquiers ou non. *« Cette démarche n'est pas spécifique à la France*, souligne le rapport, *elle constitue une tendance lourde de l'évolution de certains établissements vers le double métier de banquier et de prestataire de services technologiques dans le domaine financier. »*

En évoquant le problème des contraintes financières, le groupe de travail n'a pu éviter d'aborder celui de la rentabilité des investissements, en constatant que *« la rentabilité n'a pas suivi le niveau des investissements »*, que ce soit à l'intérieur des banques ou sur le plan interbancaire.

Dans le premier cas, cela remet à l'ordre du jour le bon vieux débat sur la tarification des services bancaires, qui est en France la plus basse d'Europe. *« La clientèle qui bénéficie du service n'a pas suffisamment pris conscience des investissements réalisés par la communauté bancaire et financière, et considère que les recettes de l'intermédiation suffisent à couvrir les coûts de ces investissements. »* En clair, les clients s'imaginent que les crédits paient les chèques. Même si cela était mathématiquement vrai, le raisonnement serait de toute façon malsain sur le plan de la gestion.

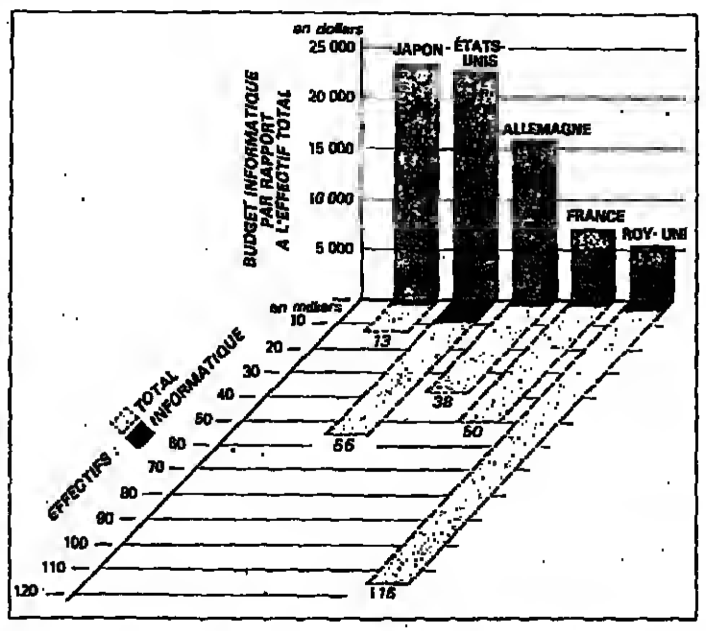
En matière interbancaire, le problème est tout aussi complexe. *« L'interbancarité est une caractéristique majeure du système bancaire et financier français, au service de la clientèle qui en bénéficie et souhaite son maintien ; elle s'est traduite au plan technologique par des systèmes techniques réalisés et gérés en commun. »* D'où des débats contradictoires, selon la taille et la spécificité de l'établissement, sur la prise en charge et le partage du coût des investissements réalisés en commun tout autant que des frais d'exploitation des systèmes collectifs qui en ont résulté.

Le rapport recommande donc de mener la réflexion sur l'interbancarité non seulement en tenant compte de l'intérêt commun mais aussi en prenant en considération la compétition économique. Cela, en langage technocratique, donne : *« Le débat coopération-compétition est désormais ouvert et ne peut être évacué. »*

Dernière interrogation du groupe de travail : l'ouverture internationale, avec les risques qu'elle présente, notamment sur le plan des normes (les normes françaises ayant été établies parfois avant des normes internationales), ou sur le plan des règles proposées par la Commission européenne, qui peuvent être diamétralement opposées aux pratiques françaises.

Rentabilité des investissements, bonne définition de l'interbancarité et environnement réglementaire dans le cadre du marché unique européen : tant que ces trois questions-clés *« n'auront pas trouvé de réponse, elles constitueront des freins majeurs aux investissements technologiques »*, conclut le rapport.

CLAIRE BLANDIN



Trois fois moins qu'au Japon

L'enquête menée pour le compte de Bull, en juillet 1990, auprès de plusieurs établissements financiers internationaux : Crédit lyonnais, Société générale et Paribas pour la France ; Deutsche Bank et Dresdner Bank pour l'Allemagne ; Natwest et Barclays pour le Royaume-Uni ; Citicorp, Chase Manhattan et Bank of America pour les Etats-Unis ; Sanwa Bank, Industrial Bank of Japan, Sumitomo Bank, Dai-Ichi-Kangyo Bank, Mitsubishi Bank et Nomura Securities pour le Japon.

Une automatisation variable

	1979				1990			
	Volume en opérations	Taux d'automatisation	Volume en montant	Taux d'automatisation	Volume en opérations	Taux d'automatisation	Volume en montant	Taux d'automatisation
TOTAUX	2340 MF	16 %	15968 MF	5 %	8940 MF	45 %	67512 MF	15 %
Répartition								
Prélèvements	7 %	100 %	2 %	100 %	9 %	100 %	2 %	100 %
Cartes	2 %	100 %	0 %	100 %	19 %	100 %	1 %	100 %
Chèques	77 %	0 %	39 %	0 %	55 %	4 %	28 %	1 %
Effets de commerce	4 %	11 %	13 %	6 %	2 %	65 %	6 %	70 %
Virements	10 %	80 %	46 %	8 %	15 %	90 %	63 %	12 %

Source : Conseil national du crédit 1991. *(MF : millions de francs)*

La concurrence imparfaite

Entre le protectionnisme classique et le laisser-faire libéral, l'Europe doit mettre en œuvre une politique industrielle stratégique

par Jean-Luc Fuguet et Robert Zarader

LA décision de la Commission européenne sur l'affaire De Havilland a mis en évidence une contradiction entre la politique de concurrence et la politique industrielle. En fait, ces deux politiques ne s'opposent pas compte tenu des enseignements de la « nouvelle théorie du commerce international » (1). L'approche théorique de la politique industrielle s'avère indissociable de cette reformulation de l'analyse de l'échange international.

Eclairant d'un jour nouveau les thèses protectionnistes – et plus prosaïquement interventionnistes, – ces travaux fournissent les arguments d'une action stratégique de l'Etat vis-à-vis des firmes et du fonctionnement des marchés (2). Le pouvoir américain en a bien perçu les vertus en finançant, durant les années 80, de multiples programmes de recherches – notamment au MIT (3), – soucieux de donner une légitimité scientifique aux mesures étatiques destinées à enrayer la pénétration du marché américain par les produits japonais.

Les fondements du « renouveau théorique » sont simples : dans la réalité, la nature de la concurrence s'est éloignée de la vision traditionnelle de la concurrence parfaite. L'existence de monopoles, d'oligopoles ou encore de concurrences monopolistiques fait de l'imperfection des marchés une règle dans bien des secteurs d'activité.

En bref, une norme nouvelle apparaît avec la concurrence imparfaite. Pour l'analyste, elle relève de deux évolutions majeures : la prise en compte des économies d'échelle et de la différenciation des produits. Dès lors, les acteurs du marché (Etats, firmes) se comportent, en tenant compte de ces règles nouvelles, comme des joueurs développant leurs stratégies propres. L'intérêt immédiat de cette « norme imparfaite » réside dans son très fort degré de réalisme et dans son pouvoir explicatif. Aussi, dans ses développements les plus fondamentaux, la « nouvelle théorie du commerce international » conclut-elle à la remise en cause du caractère optimal du libre-échange généralisé.

Elle réhabilite, dans le même propos, le rôle de l'Etat pour mener à bien des politiques commerciales et industrielles stratégiques, dans la mesure où les règles du libre-échange ne sont plus partout opérantes.

Un avantage compétitif

Dans de nombreux secteurs d'activité (électronique, automobile, informatique, etc.), le commerce international traduit les effets de taille – souvent originels – des marchés nationaux. Cela s'explique par le fait que lorsqu'il y a des économies d'échelle, c'est-à-dire lorsque le coût moyen d'un bien produit diminue avec l'augmentation du niveau de la production, les firmes qui bénéficient du marché le plus large en tirent un avantage compétitif.

Lire la suite page 30

▶ Economistes.

(1) E. Helpman et P. R. Krugman, *Market Structure and Foreign Trade : Increasing Returns, Imperfect Competition and the International Economy*, MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 1985.

(2) E. Helpman et P. R. Krugman, *Trade Policy and Market Structure*, MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 1989.

(3) M. Dertouzos, R. Lester et R. Solow et la commission du Massachusetts Institute of Technology sur la productivité industrielle, *Made in America*, MIT, 1989 (traduction française Interéditions, 1990).

COMPTE OPTIMAL

Pourquoi se priver du 1er compte chèque qui rapporte 7 %* l'an ?

Le premier compte chèque qui rapporte 7 % * l'an.
Un compte chèque classique, c'est bien... mais c'est se priver de faire travailler une bonne partie de son argent. C'est pourquoi de plus en plus de Français choisissent de placer leurs liquidités sur un Compte Optimal, le compte chèque qui rapporte 7 %* l'an.

Votre argent reste disponible à tout moment.
Le Compte Optimal fait travailler tous les jours et automatiquement la totalité de votre argent, à 145 F près : ce compte repose sur la Sicav Optimal dont la valeur de part est de 145 F. Votre argent reste disponible à tout moment grâce au chéquier et à la carte bleue Visa internationale. Bien sûr, votre versement initial (25 000 F minimum) vous rapporte immédiatement et reste à votre entière disposition.

Le service Cortal : votre plus sûr allié.
Un banquier, spécialiste des placements, qui vous écoute, disponible et de bon conseil. C'est cela Cortal. Un service unique en France, réservé jusqu'alors à des investisseurs privilégiés :
- en ligne immédiatement, un spécialiste financier pour vous conseiller de 9 h à 20 h, du lundi au vendredi ;
- un lien permanent par téléphone ou minitel qui vous permet de passer vos ordres, même la nuit, même le week-end ;
- d'entrée, une information objective et claire avec le " Guide Cortal de vos placements ", l'Information mensuelle, la Lettre trimestrielle : une mine de conseils pour les clients Cortal. Et enfin, un relevé mensuel unique regroupant l'ensemble de vos placements.

La garantie Compagnie Bancaire.
Cortal est une société de la Compagnie Bancaire, premier groupe européen spécialisé dans les services financiers, une garantie de sécurité pour vos placements.
Pour ouvrir un Compte Optimal, 25 000 F suffisent.
Pour connaître toutes les caractéristiques du Compte Optimal®, appelez gratuitement le numéro vert 05 10 30 30 ou retournez le coupon-réponse ci-dessous.

* taux annualisé de la Sicav Optimal constaté depuis janvier 1990.

Je souhaite recevoir, sans engagement de ma part, un dossier complet d'information sur le Compte Optimal.
Nom
Prénom
Adresse
Code postal
Ville
Tél. (dom.)
Tél. (bur.) Age
Profession
Renvoyez dès aujourd'hui ce bulletin sans l'affranchir à : CORTAL, Libre-réponse 9703-75, 75789 Paris Cedex 16
NUMÉRO VERT 05.10.30.30
JFM MON

CORTAL
IL N'Y A QUE VOUS QUI PUISSIEZ JUGER A QUI CONFIER VOTRE ARGENT.

La concurrence imparfaite

Suite de la page 29

Usant d'une protection plus ou moins directe et affirméc, certains pays comme le Japou se sout appuyés sur ce type de comportement stratégique pour tirer bénéfice – et faire profiter leurs firmes – de l'avantage du «premier parti» et des économies d'échelle, aggravant ainsi le déséquilibre aux dépens des concurrents internationaux. Le jen conjnint du degré d'écounmie d'échelle, du taux de concentration du marché et de la taille ou de la protection – souvent temporaire, – du marché national permet même d'effacer certains avantages technologiques des concurrents (1).

Prenons l'exemple de l'instrumentation automobile où, en matière de capteurs ou de nouveaux matériaux, les firmes françaises oat d'excellents niveaux technologiques, tout en ue pouvant pas les matérialiser et les intégrer suffisamment tôt et massivement en raison d'un différentiel de taille de marché trop important vis-à-vis des firmes nippones. L'enjeu des asymétries de taille apparaît plus fortement encore lorsque l'on sait que les économies d'échelle sout d'autant plus élevées que la firme investit massivement en dépenses de recherche et développement (R et D), ces coûts fixes étant alors plus facilement amortis grâce aux effets de taille. Ainsi, teut en ayant des capacités technologiques très affirmées, un pays – ou un groupe de pays comme l'Europe – pent connaître des difficultés sur certains marchés de produits élaborés on technologiquement avancés, voire en être exclu.

Sans aller jusque-là, l'alignement sur les prix du pays bénéficiant des économies d'échelle les plus fortes comprime tellement le taux de marge des firmes des autres pays que ceux-ci peuvent être, en situation d'équilibre commercial, des importateurs nets de toutes les ressources incorporées nécessaires à la production d'un bien (1). Ces situations font que ces déséquilibres commerciaux cumulés perdurent, en s'amplifiant même en raison des effets réels induits au niveau des firmes (contraction des bénéfices, altération des capacités de financement, etc.).

Chacune sur leur marché national, les firmes informatiques et électroniques européennes sont confrontées aux effets de ces évolutions : la crise actuelle en témoigne, de même que le rôle des groupes japonais (Fujitsu, NEC). Dans les restructurations en cours, dans le cas présent, les effets de taille sont conjugués aux effets de prix. La théorie éclaire ainsi le paradoxe industriel de l'Europe : des firmes nationales – (souvent protégées grâce à la dynamique des marchés publics on la socialisation des dépenses de R et D) – restaient confrontées à des marchés trop étroits, nationaux et insuffisamment européens ! Voilà quelques leçons à méditer.

L'asymétrie entre pays s'amplifie dès qu'nu y ajoute une réalité quotidienne du consommateur et une variable-clé de la compétitivité moderne : la différenciation du produit. Face aux goûts différenciés des consommateurs, la gamme disponible – et son ampleur – est directement déterminée par la taille du marché domestique. Constat d'évidence pour certains, cette réalité quotidienne échappe pourtant, comme les économies d'échelle, à la théorie traditionnelle (rendements d'échelle constants, produits homogènes...). Lorsque la différenciation porte sur les caractéristiques des produits, le laisser-faire ne conduit pas toujours à l'optimum (réduction des profits, éliminatioa des produits du petit pays, etc.).

Une légitime défense

Même lorsque les pays sont identiques l'incertitude persiste, car la production de biens différenciés est alors indéterminée : on ue sait pas qui doit fabriquer quoi (1)! Lorsque la différenciation concerne la qualité des produits, la taille du marché domestique constitue, là encore, on avantage compétitif (amortissement des dépenses de R et D liées à la qualité, gamme plus large, etc.).

Le jen des acteurs s'y adapte avec, d'un côté, l'extension des politiques de gamme (automobile, micro-informatique), de l'autre l'accélération du renouvellement – donc la consommation de biens de plus en plus rapidement amortis et remplacés. Cela amène le plus souvent à des concentrations fortes dans les secteurs où le renouvellement est particulièrement rapide et les dépenses de R et D marginales élevées.

Ainsi les pays européens souffrent, dans un grand nombre de secteurs, d'un handicap de taille de leur marché respectif, notamment face au Japon et aux Etats-Unis. De ce point de vue, l'intégration des marchés européens a beaucoup à apporter, mais celle-ci ue pourra être que graduelle afin de limiter le coût des ajustements et des restructurations des firmes et des marchés qui dépasseront largement les seules lignes de produits (3).

Encore faut-il, pour que les gains potentiels soient effectifs, y compris au uiveau des firmes, que le plus grand marché du monde reste suffisamment captif pendant cette période. La protection du « grand marché », durant sa constitution progressive, devient une nécessité qui peut être largement étayée par une littérature moderne pour laquelle les bienfaits de la politique commerciale et industrielle stratégique relèvent d'arguments très souvent proches de ceux, traditionuels, qui visent à la recherche du « tarif optimal ».

Cette dimension reconnue d'une politique commerciale et industrielle stratégique de l'Etat constitue un moyen de promouvoir les exportations. Le cas du Japon est exemplaire : sans fermeture du marché des composants électroniques, la Japon n'aurait jamais été exportateur net, et les groupes japonais auraient été incapables de concourir sur leur propre marché. Le même constat peut être étendu à l'électronique automobile ainsi qu'à une grande partie de la micro-électronique. On peut en tirer quelques principes.

La protection tarifaire ou l'octroi de subventions à l'exportation se révèlent être des armes économiques redoutables pour transférer les profits des firmes étrangères aux acteurs nationaux (Etats, firmes, consommateurs), cela par le jeu des parts de marché ou de la fixation des prix et des marges. L'éventail des actions est large et leurs effets différenciés : les subventions à la production s'avèrent le meilleur moyen d'améliorer l'allocatinn des ressources, alors que la protection douanière ou les subventinns à l'exportation sont mieux adaptées pour conduire au transfert de profits ou à l'amélioration des termes de l'échange.

En revanche, les contingentements, spectaculaires, se révèlent, d'une manière générale, moins efficaces. Dans cet esprit, une étude récente est particulièrement édifiante : elle montre qu'en matière d'automobile et d'informatique, en cas de « confrontation CEE-Japon », la protection douanière et les subventions à l'exportation sont, dans tous les cas de figure, favorables à la CEE, quelle que soit la stratégie japonaise. Les principes d'une politique stratégique européenne, industrielle et commerciale, doivent s'exprimer aussi bien au niveau des Etats que des firmes.

Trois formes d'actinu peuvent d'ores et déjà être exploitées :

La première concerne l'élimination, au sein de la CEE, du « dumping réciproque », dont on connaît les effets négatifs tant au plan théorique que pratique. Il suffit de considérer l'état de l'électronique grand public européenne, dont la détérioration s'est accrue suite à la guerre des prix entre groupes européens. A l'inverse, on peut déjà mesurer l'effet positif de la régulation européenne au travers des accords d'auto-limitation en sidérurgie.

Les règles du jeu

La deuxième forme d'action repose sur la nécessité d'une « coordinatinn industrielle ». Il s'agit de réglementer, si nécessaire, le jeu des relations entre industries (notamment entre industries intermédiaires et clientes) et entre firmes, en aidant – au niveau de l'Etat – à la production d'un bien ou en incitant à un comportement coopératif entre firmes. Cette politique, qui a d'autant plus d'impact qu'elle concerne une industrie intermédiaire fortement reliée au système industriel (micro-électronique, nouveaux matériaux, instrumentation...), est à la base du développement d'après-guerre du Japon.

Enfin, le troisième champ d'action de la politique industrielle stratégique de l'Europe porte sur la « division européenne des processus productifs ». Celle-ci trouve aujourd'hui son expression au sein d'expériences concluantes comme Airbus, Ariane et demain, on l'espère, la télévision haute définition (TVHD). Les firmes européennes – et les Etats – ont ainsi intérêt à définir et développer des produits européens (recherche commune, politique de normes, etc.), notamment dans les secteurs à fort contenu technologique, dans la mesure où les stratégies coopératives permettent un meilleur amortissement des coûts fixes de R et D.

Les leçons de la théorie sont explicites. La voie de l'action est tracée. La « loi du marché » ne peut tout expliquer et les thèses du libre-échange sont très souvent disqualifiées par la réalité de la concurrence. Expliquer les différentiels de développement industriel des Etats ou des firmes par des « accidents de l'histoire » ne satisfait ni les analystes ni les décideurs.

Les succès industriels du Japon ou la stabilisation du déficit de la balance des produits industriels américains (vis-à-vis du Japon) reposent, avant tout, sur l'adoption d'une politique industrielle stratégique. Les Etats-Unis ont eu recours à la politique des quotas dans de nombreux domaines, à des subventions indirectes au profit des firmes de l'informatique et de l'électronique notamment, grâce aux programmes militaires et spatiaux, ou encore à des protections déguisées (réglementation liée à l'environnement, la pollution ou la sécurité...).

Seuls les Etats – nationaux ou communautaires – peuvent assurer efficacement la protection de leurs offreurs nationaux, en imposant, de manière régalienne, aux firmes et aux autres partenaires commerciaux des règles du jeu dans un « univers imparfait ». L'interventionnisme européen doit s'exprimer comme l'une des formes principales de cette « politique industrielle stratégique », qui plus est lorsqu'elle est justifiée – y compris théoriquement – comme une opportunité historique incontournable et un moyen terme efficace, rejetant tout à la fois le protectionnisme classique et le laisser-faire libéral.

JEAN-LUC FUGUET et ROBERT ZARADER

Quoi de neuf pour nos vieux jours ?
LA RETRAITE EN QUESTION
25 F.
HATIER
Collection Enjeux.

BIBLIOGRAPHIE

Le flair des dirigeants

COMMENT passer de l'intuition à l'action, de l'anticipation à la réalisation, de la prospective à la stratégie, lorsqu'on est un chef d'entreprise digne de ce nom ? Michel Godet, qui ne recule devant aucune audace, vient de sortir un « manuel » pour affiner le flair des dirigeants. Notre auteur, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, se paie le luxe, cette fois, de mettre sa casquette savante.

Ce livre de méthodes, qui réjouit le préfacier Jean-Louis Beffa, patron de Saint-Gobain, s'adresse surtout aux hommes de terrain mais il est des analyses qui peuvent faire réfléchir un plus large public, voire des clins d'œil qui réjouiront le lecteur. Michel Godet a raison d'insister sur le fait que *« les leviers du développement ne sont pas seulement rationnels, mais aussi émotionnels et comportementaux »* et de faire plonger très loin les racines du *management*.

En se référant à deux modèles exemplaires, l'Eglise et l'armée, il fait jaillir de vieux préceptes qui, adaptés aux circonstances de l'industrie, perdent d'un coup toute leur rouille. De même en est-il avec des pionniers de l'organisation du travail, comme Henri Fayol ou Mary Parker Follet qui avait déjà inventé ce que l'on appellera plus tard le « management participatif ».

Toutefois, pour s'adapter au monde en mutation, l'homme a toujours besoin de nouveaux outils et c'est à leur découverte que Michel Godet consacre l'essentiel de son livre. Exploration dont les praticiens feront leur miel.

PIERRE DROUIN

▶ ***De l'anticipation à l'action***, de Michel Godet. Dunod, 392 p., 230 F.

Avec le chômage, les États ont beaucoup de travail.
25 F.
HATIER
Collection Enjeux.

alternatives ECONOMIQUES
EN KIOSQUE 30 F
HORS SÉRIE
LES CHIFFRES DE L'ÉCONOMIE
édition 1991
20 thèmes – 80 tableaux et graphiques
les chiffres essentiels de l'année 1991, en France et dans le monde
ALTERNATIVES ECONOMIQUES · 12 RUE DU CHAIGNOT 21000 DIJON · TEL : 80 30 97 76

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Compagnie Financière de Paribas

Les comptes consolidés du Groupe Paribas au 30 juin 1991: une amélioration des résultats d'exploitation malgré une hausse des provisions.

ACTIVITÉ

en milliards de francs	1er sem. 1991	31.12 1990	variation	1er sem. 1990
Crédits à la clientèle	467	443	+ 5 %	431
Dépôts de la clientèle	403	349	+ 15 %	291

Au 30 juin 1991, les participatinns du Groupe représentent, en valeur estimative, 65 milliards de francs (contre 49 milliards de francs au 31 décembre 1990).

RÉSULTATS

en milliards de francs	1er sem. 1991	½ année* 1990	variation	1er sem. 1990
Résultat net global	2,05	2,04	+ 0,5 %	3,55
Part de la Cie Financière	1,30	1,27	+ 2,3 %	2,49
dont:				
• Résultat en revenu	0,78	0,19	+ 310 %	0,17
• Résultat en capital	0,52	1,08	- 51,8 %	2,32

* Les résultats du semestre sont comparés à la moitié de l'année 1990, en raison de la plus-value exceptionnelle de 1,3 milliard de francs avant impôt dégagée au 1er semestre 1990 sur la cession d'un immeuble.

La relative stabilité du résultat part de la Compagnie Financière s'analyse en un redressement important du résultat en revenu et une diminution du résultat en capital, une plus-value exceptionnelle ayant été dégagée au 1er semestre 1990.

La croissance du résultat en revenu s'explique par la hausse du produit net bancaire (plus de 11 %) et la maîtrise des frais généraux (moins de 3 % de progression).

Le résultat brut d'exploitation est ainsi passé à 5,49 milliards de francs, enregistrant une progression de 27 % par rapport à la moitié de l'année 1990.

En raison de la montée des risques de crédit, les banques du Groupe ont poursuivi leur effort de provisionnement: la dotation nette aux provisions sur créances douteuses s'élève à 3,23 milliards de francs contre 2,48 milliards de francs pour la moitié de l'année 1990, ce qui représente une hausse de 31 %.

RÉSULTAT PAR ACTION

en francs	1er sem. 1991	½ année 1990	variation	1er sem. 1990
Résultat par action	15,4	20	- 23 %	39,1

Les opérations Poliet/Ciments Fançais ont augmenté à la fois le bénéfice net (de 150 millions de francs environ pour la part de la Compagnie Financière) et le nombre de titres en circulation. En l'absence de ces facteurs, le résultat par action aurait été de 17,1 francs (au lieu de 15,4 francs). Cette légère dilution est uniquement due à la baisse sensible des résultats de la société Ciments Français au cours du premier semestre 1991, en raison de la mauvaise conjoncture de ce secteur d'activité.

FONDS PROPRES

Les fonds propres comptables du Groupe au 30 juin 1991, y compris intérêts minoritaires, s'élèvent à 57,8 milliards de francs (contre 44,7 milliards de francs au 31 décembre 1990). Ce montant n'inclut pas le résultat du premier semestre. L'accroissement s'explique pour l'essentiel par les opérations Poliet/Ciments Français et l'autofinancement 1990. Le ratio Cooke qui découle de ces fonds propres s'établit au 30 juin 1991 à 9,2 %, dont 8,1 % au titre des fonds propres stricto sensu.

ACTIF NET ESTIMÉ*

en milliards de francs	30.06.1991**	31.12.1990
Global	83,5	69,2
Part de la Cie Financière	56,6	43,7
Par titre	670 F	687 F

* Sans tenir compte des valeurs de fonds de commerce.
** Sans avoir pris en compte le résultat du 1er semestre (15,4 francs par action).

PARIBAS ACTIONNARIAT
3, rue d'Antin - 75002 PARIS - Tél. : (1) 42 98 17 88 - 36.16 CLIFF

Le Japon tenté par l'Amérique latine

Sollicité, Tokyo propose de nouveaux crédits, en évitant de froisser Washington

BIEN qu'il existe des liens anciens entre le Japon et l'Amérique latine (les communautés d'origine japonaise au Brésil et au Pérou comptent respectivement 600 000 et 100 000 personnes), cette partie du monde a longtemps été à la périphérie des intérêts de Tokyo. Jusqu'à ces dernières années, les entreprises nippones y ont certes investi, mais sans grande conviction : leurs implantations, favorisant les industries locales de substitution aux importations, avaient surtout pour but de faciliter les achats japonais de matières premières (bois, minerai, produits de la mer du Chili en particulier).

Quoique en progression, les investissements japonais dans la région étaient restés jusqu'à la fin des années 70 à un niveau relativement faible (6 milliards de dollars en 1988). La crise de la dette extérieure des pays *latino-américains*, à partir du début des années 80, a refroidi les investisseurs nippons, alors que les banques avaient réduit leurs engagements dans la région.

Les échanges commerciaux ronronnaient : à la fin de la décennie 1980, le commerce entre le Japon et l'Amérique latine ne représentait guère plus de 4 % des échanges nippons contre 7 % pour le Proche-Orient, 15 % pour la CEE, 28 % pour les Etats-Unis et 30 % pour l'Asie (1 % avec l'Afrique comme avec l'URSS). Quant à l'aide gouvernementale au développement, elle ne dépassait pas 10 % du total (environ 250 millions de dollars au cours des années 1980).

Mais, au début de la décennie suivante, cette stagnation paraît toucher à sa fin. Si des développements concrets se font encore attendre et si Tokyo est loin d'avoir défini une politique précise à l'égard de cette partie du monde, se manifestent des signes d'un nouvel intérêt.

Une reprise des engagements financiers japonais dans cette partie du monde est évidente : en quelques années, le Japon est devenu l'un des principaux bailleurs de fonds de l'Amérique latine, et il entend assumer un rôle de leader dans la constitution d'un fonds de secours à la région, dont l'idée a été lancée par le président George Bush.

Une crainte des blocs

Plusieurs facteurs expliquent cet intérêt subit. Tout d'abord, dans le contexte du nouvel ordre mondial qui est en train de se constituer, Tokyo a pour préoccupation majeure d'éviter que ne se constituent des blocs économiques qui limiteraient un libre-échange que les Japonais estiment vital.

Ensuite, l'Amérique latine, zone d'influence traditionnelle des Etats-Unis, est une région où Washington compte trouver des partenaires pour partager le fardeau du redressement économique. Les Japonais y voient une chance à la fois de s'assurer des sources en matières premières et des débouchés éventuels mais aussi d'infléchir les tendances centripètes qui risquent, à leurs yeux, de déboucher sur la constitution d'une entité économique fermée.

Tokyo paraît aujourd'hui conscient que l'Amérique latine constitue un enjeu qui n'est pas à négliger. Le Japon, qui y a eu jusqu'à présent un profil bas, n'y est *pas mal vu. Au contraire, il est sollicité*. Pour les dirigeants latino-américains, le Japon, grâce à ses contributions financières (aide et investissements) et son apport technologique, est perçu comme un levier pour de sortir de l'ornière. Il pourrait aussi constituer par une présence économique croissante, un contrepoids au pouvoir des Etats-Unis.

Tokyo semble très prudent en ce domaine, bien qu'il poursuive aussi ses propres intérêts dans la région. Les actions de Washington en vue de la création d'un « marché commun » en Amérique latine ont fortement inquiété les Japonais. En devenant partie prenante dans le jeu latino-américain, ils comptent les infléchir.

Sur le plan politique, cependant une *sérieuse hypothèque pèse sur la* politique du Japon à l'égard de l'Amérique latine : toutes ses initiatives restent, jusqu'à nouvel ordre, largement subordonnées au maintien des bonnes relations nippo-américaines. En d'autres termes, Tokyo n'ouvrira certainement aucune crise avec Washington à propos d'un différend dans une région considérée comme une *chasse gardée américaine*.

La présence des communautés

Dans le passé, des discordances ont pu se manifester entre Tokyo et Washington à propos de l'Amérique latine : le Japon n'a par exemple pas immédiatement appliqué un boycott à l'égard de l'Argentine *dans la guerre des Falkland* ; en ce qui concerne Panama, il a reconnu un gouvernement que Washington proclamait sans légitimité ; au Nicaragua, il était prêt à accorder une aide économique aux sandinistes après les élections de 1989. En général, cependant, Tokyo s'aligne sur Washington, et les dirigeants nippons présentent parfois leur assistance à l'Amérique latine comme une faveur (ou un devoir) envers les Etats-Unis.

En Amérique latine, les Japonais poursuivent essentiellement quatre objectifs économiques : s'assurer un accès aux matières premières (minerai, *pétrole*, produits agricoles) ; être présents, et par conséquent avoir leur mot à dire, dans une région où est situé le canal de Panama : un tiers des importations japonaises (en provenance de Colombie, du Venezuela, du Brésil et des ports orientaux des Etats-Unis) y transitent ; constituer à terme une plate-forme d'exportation en direction des Etats-Unis ; enfin, élargir les relations avec les pays du Pacifique.

Dans leur implantation, les Japonais comptent beaucoup sur la présence des communautés d'origine nippone du Brésil et du Pérou. De ce point de vue, l'élection de Alberto Fujimori à la présidence du Pérou a ravivé les mémoires. Ces communautés constituent des atouts pour pénétrer les sociétés de ces pays. En outre, ces deux Etats lourdement endettés (le Pérou pour 13 milliards de dollars et le Brésil pour 60 milliards), ont besoin des capitaux nippons.

Le Japon a affirmé son nouvel intérêt pour l'Amérique latine lors de la dernière réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement (BID) qui s'est tenue à Nagoya en mars 1991 (*le Monde* du 9 mars). Hôte de la réunion et seul pays asiatique de la *BID*, le Japon a défendu l'idée que de nouveaux prêts sont absolument nécessaires aux pays d'Amérique latine afin de remettre leur économie sur la voie du développement.

Le Japon s'est engagé à contribuer, pour 500 millions de dollars au cours des cinq prochaines années, au Fonds d'investissements pour l'Amérique latine proposé par les Etats-Unis (dont le montant total s'élève à 1,3 milliard de dollard). Il est en outre à l'origine de la création d'un fonds spécial d'assistance technique au sein de la BID.

Les autorités japonaises ont aussi décidé, en mai 1991, de fournir des crédits en yens d'une valeur de 300 millions de dollars au Chili et au Mexique. Elles se préparent à ouvrir de nouvelles lignes de crédit au Pérou et au Nicaragua. Les Japonais s'emploient à persuader d'autres pays de constituer un fonds de 2,2 milliards de dollars en faveur du Pérou afin que Lima soit en mesure de rembourser sa dette.

Après avoir manifesté une certaine froideur à l'égard du nouveau président péruvien, les Japonais semblent décidés à venir financièrement en aide à ce pays. Mais à la suite d'attentats dont ont été victimes des experts techniques japonais en *poste* au *Pérou*, Tokyo a décidé en juillet de retirer temporairement du Pérou ses équipes de coopérants.

de Tokyo
PHILIPPE PONS

Les principaux partenaires
(en millions de dollars – 1990)

	Exportations	Importations
Mexique	2 271	1 931
Brésil	1 225	3 173
Chili	483	1 522
Colombia	442	276
Venezuela	238	640
Argentine	196	539
Pérou	70	572
Amérique latine	10 280	9 851

(Source : MITI)

D'abord au Pérou

Il y a presque un siècle que les autorités nippones encouragèrent l'émigration en Amérique latine, d'abord au Pérou puis au Brésil. Les immigrants étaient des fils de paysans sans terres, endettés, qui ne trouvaient pas à vivre sur l'archipel : l'essor économique du Japon au lendemain de la réforme de Meiji s'est en *effet réalisé en grande partie sur* le dos de la paysannerie.

Bien que durant la seconde guerre mondiale, le gouvernement péruvien ait fait interner aux Etats-Unis plusieurs milliers de ses ressortissants d'origine japonaise, la communauté nippone au Pérou tient aujourd'hui une place importante dans la vie nationale. Les liens entre les deux pays sont les plus anciens.

A la suite de la découverte de l'archipel nippon par les navigateurs portugais au milieu du dix-septième siècle, les Japonais développèrent leur présence aux Philippines, alors colonie espagnole : au début du siècle suivant, ils étaient près de trois mille Japonais à Manille (1).

Certains, empruntant les routes maritimes des Espagnols, se rendirent en Amérique latine. Des études récentes tendent à montrer que des Japonais auraient même déjà vécu au Mexique, au Pérou, en Argentine et au Brésil dès le seizième et le dix-septième siècle. Un Japonais participa à la construction du fameux Ponte de Piedra sur la rivière Rimac qui traverse Lima, et, en 1703, on trouvait une vingtaine de Nippons dans cette ville de vingt-trois mille habitants.

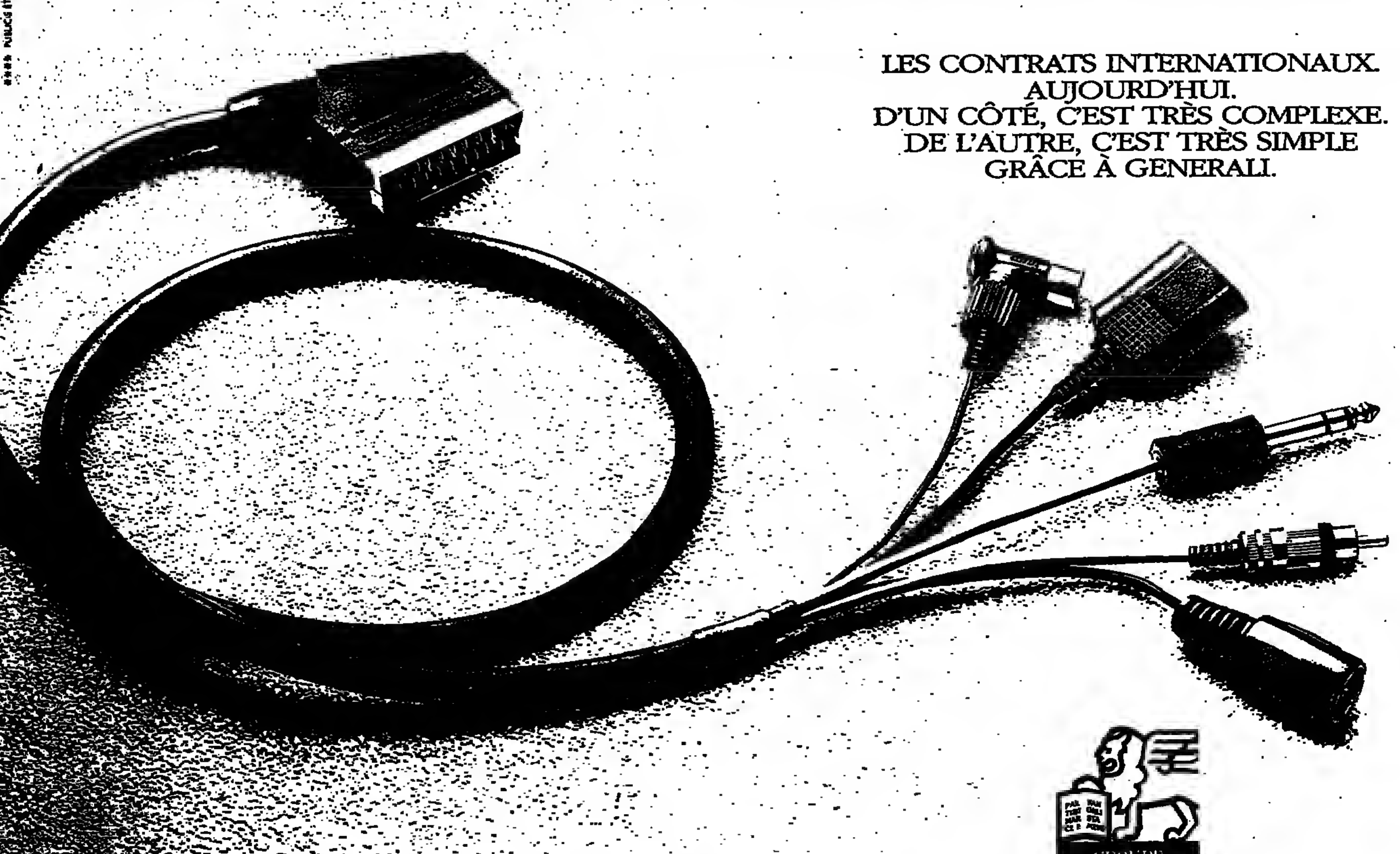
Le Pérou fut en tout cas le premier pays d'Amérique latine à établir des relations diplomatiques avec le Japon en 1873. Vingt ans plus tard arrivèrent les premiers émigrants. Et c'est l'un de leurs descendants qui est *devenu président de la République* du Pérou, Alberto Fujimori, dont la famille est originaire du Kyushu.

Ph. P.

(1) Sur ce commerce actif des Japonais au cours de l'époque ancienne, on peut se reporter au livre érudit de Charlotte von Verschuer, *le Commerce extérieur du Japon, des origines au seizième siècle* (Maisonneuve et Larose, 1988, 208 p., 140 F).

Ont déjà été présentées les relations avec l'Amérique latine de l'*Espagne* et du *Portugal* (16 juillet), de la *CEE* (23 juillet), de la *France* (30 juillet), de l'*Italie* (3 septembre) et des *Etats-Unis* (10 septembre), ainsi que la position des *Caraïbes* face à Washington (15 octobre). En outre, les numéros des 6, 13, 20 et 27 août de « Champs économiques » ont été consacrés à une série d'études et de reportages sur « Le destin de l'Amérique latine ».

LES CONTRATS INTERNATIONAUX.
AUJOURD'HUI.
D'UN CÔTÉ, C'EST TRÈS COMPLEXE.
DE L'AUTRE, C'EST TRÈS SIMPLE
GRÂCE À GENERALI.



dans plusieurs pays, une entreprise multinationale doit connaître et respecter réglementations nationales. Et ce monde là est plus complexe que jamais. le Groupe Generali en maîtrise toutes les difficultés. Par sa couverture mondiale, de ses réseaux locaux et leur connaissance des spécificités nationales, il peut offrir aux un "service global international" qui leur simplifie vraiment la vie. Avec Generali, la tranquillité aussi est "sans frontières".

GROUPE GENERALI

L'ASSUREUR SANS FRONTIÈRES.

En France: Concorde, Compagnie Continentale d'Assurances, l'Equité, Fédération Continentale, Generali France, Européenne de Protection Juridique, Lutèce, Europ Assistance.

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Les pays modernes du tiers-monde

LA *« révolution silencieuse »*, comme l'appelle Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international (FMI), est en train de changer la face du monde. Ses résultats sont, d'ores et déjà, suffisamment tangibles pour qu'on puisse parler de l'apparition d'une nouvelle catégorie de pays : les pays « modernes » de l'ex-tiers-monde. Leurs caractéristiques : s'ils ont encore de gros efforts à faire pour combler leur retard accumulé en matière d'infrastructures, d'éducation, d'organisation, d'efficacité des *services administratifs*, et, bien sûr, en matière de revenus *par tête*, ils sont à l'heure du monde d'aujourd'hui pour l'orientation de leur politique économique, le *contenu des réformes* (fiscale, bancaire, juridique, etc.) qu'ils mettent en œuvre, la qualité de leurs investissements privés et publics.

Comme, par rapport à leur PIB, ils investissent trois à quatre fois plus que dans les pays développés (Japon excepté), l'idée d'un rattrapage progressif et peut-être *rapide* est plausible, *sinon* encore certaine (la rechute brutale du Brésil est de nature à tempérer les plus solides optimismes). Sans doute, ces pays sont loin d'être (encore ?) la majorité, mais ils constituent désormais la référence. Voilà un impondérable qui pourrait être à son tour un puissant facteur de développement.

Pour sortir du sous-développement, souvent synonyme de misère, il est enfin admis que la voie à suivre est précisément celle qui tourne le dos à la révolution bruyante, confiscatrice, stérilisante. Au vu des discours prononcés la semaine dernière, du haut de la tribune de l'assemblée générale de la Banque mondiale et du FMI, à Bangkok, sur les thèmes devenus universels de « privatisation » et de « libéralisation », les sceptiques cachant mal leurs nostalgies pourraient être tentés de n'y voir qu'une nouvelle idéologie se substituant à l'ancienne. L'hymne au secteur privé, feront-ils peut-être remarquer, a remplacé l'exaltation du secteur public. *Les exhortations à l'exportation* succèdent aux fulminations contre le marché international dans lequel les esprits tenus pour éclairés de naguère voyaient un mauvais lieu où les riches manipulaient les termes de l'échange au détriment des pauvres. Succomber à cette *nouvelle tentative de nivellement*, ce serait passer à côté de l'essentiel pour se donner le vain plaisir de dénoncer certaines naïvetés et abus des jusqu'au-boutistes du *« libéralisme »*.

Il a fallu, à la vérité, aux partisans de l'ancienne idéologie, qui tenaient encore le haut du pavé jusqu'au sein de la Banque *mondiale au début des années 80* (date à laquelle elle gagna encore les élections dans un des plus grands pays d'Europe occidentale !), une formidable dose d'enfermement intellectuel pour soutenir leur thèse centrale : l'économie de marché, peut-être bonne pour les pays déjà développés – et encore ! –, n'est pas adaptée aux pays qu'on disait du « tiers-monde ». Or, de par leurs structures, ou leur manque de structures, l'imposition à ces pays d'un système centralisé de commandement économique et du collectivisme patrimonial représentait une somme de contraintes encore plus insupportables que dans le cas d'un pays déjà hautement industrialisé comme, par exemple, la Tchécoslovaquie. Les grandes *entreprises*, sur lesquelles il est facile, du *moins* dans un premier stade, de mettre la main, y étaient rares ; la *proportion des salariés, dans la population* active, très faible (pas de salariat concevable sans un important capital accumulé) ; les courroies de transmission du *pouvoir, distendues ; le centre de pouvoir* lui-même, la plus souvent sans foi ni loi.

Pour mesurer la capacité d'étouffement des énergies par les régimes collectivistes dans les pays *pauvres, rien* de plus démonstratif que le spectacle donné par la libération, fût-elle des plus incomplètes, de ces énergies. Il aura suffi que le gouvernement *vietnamien soulève un tout* petit peu le couvercle pour qu'une multitude de petits entrepreneurs s'engouffrent dans la brèche. Rares, grâce à Dieu, ont été les nations qui ont eu à subir une mise au pas aussi radicale que le Vietnam, mais, presque toutes, dans le vaste *tiers-monde, ont été victimes* de *l'ingérence* intempestive, dans la vie économique, d'appareils d'Etat d'autant plus interventionnistes et tatillons qu'ils étaient *incompétents* et *inefficaces*.

C'est ici qu'intervient la « révolution silencieuse ». Non pas que, brusquement, les gouvernements et leurs administra*tions soient devenus plus diligents* et *plus* expéditifs. Mais une prise de conscience s'est incontestablement produite, et elle commence, dans un certain nombre de cas, à produire ses effets. Rappelons-nous le discours sur la « conditionnalité » du Fonds monétaire. Il est vrai que celui-ci subordonne souvent ses concours financiers à des conditions dont la dureté le disputait à l'irréalisme. De sanglantes émeutes, à Casablanca, à Tunis, au Caire, à Caracas et ailleurs, furent indirectement provoquées par le dogmatisme des experts internationaux. C'est eux qui dictaient aux gouvernements concernés des mesures aussi explosives qu'un triplement immédiat du prix des produits de première nécessité. L'objectif était de supprimer les subventions budgétaires. Le remède était pire que le mal.

MAIS tirant prétexte de ces terribles erreurs, les porte-parole officiels du tiers-monde en étaient venus, dans les conférences internationales, à présenter une critique caricaturale de la notion de « conditionnalité ». Ils se berçaient de l'idée qu'il suffirait de stimuler la croissance, à coups de crédits, pour *résoudre les problèmes d'équilibre*, faisant l'impasse sur cette évidence : impossible de concevoir l'octroi de prêts internationaux sans demander aux débiteurs *souverains certains engagements* de bonne gestion. Silencieusement d'abord, puis en le proclamant haut et fort, les gouvernements du sous-continent asiatique, de l'Afrique et de l'Amérique latine, sont de plus en plus nombreux à penser que sans gestion sérieuse des *finances publiques, sans régulation* stricte du crédit intérieur – et extérieur, – aucune activité économique ne peut prospérer. A Bangkok, ce fut le représentant de l'Inde, un Etat longtemps voué à la pratique et à la bonne conscience du dirigisme, qui fut le premier à déplorer le relâchement, dans son pays, de la *« discipline budgétaire »* et ses effets funestes. Vantant les mérites du mouvement de libéralisation amorcé dès le début des années 80, il s'engagea à aller beaucoup plus loin : *« Nos réglementations* et *contrôles ont perdu toute utilité, il est grand temps de les démanteler »*, a-t-il dit. *« Nous avons pris de sévères dispositions de discipline budgétaire et monétaire »*, a, pour sa part, déclaré le délégué du Bangladesh.

Ce qui frappe, c'est la parallélisme des réformes introduites d'un continent à l'autre par les *gouvernements* dont la politique sert désormais de modèle. Un pays en voie de développement type est, de nos jours, un pays qui introduit la TVA pour *éliminer* les *« distorsions »* inhérentes à une taxe sur le chiffre d'affaires « en cascade », qui abaisse son tarif douanier (encore très élevé en moyenne) ; en bref, c'est un pays qui vise avant tout à favoriser l'éclosion d'un secteur privé dynamique par la libération des prix, la levée des restrictions sur les investissements étrangers et d'autres mesures de même inspiration. Le principe directeur est de remplacer les contrôles obsolètes par une politique budgétaire et monétaire à la Bérégovoy !

Les pays du tiers-monde « modernes » ont retrouvé le chemin de la croissance ; sans prétendre toutefois faire aussi bien *que la Thaïlande, où 1991*, année de *« très sensible ralentissement »*, sera tout de même marquée par une augmentation de 7 % environ du PIB. Ils épargnent une part considérable de leur revenu national qui peut dépasser *largement 20 %*. Grâce à l'adjonction des capitaux extérieurs, ils peuvent ainsi consacrer à l'investissement des ressources relativement très importantes, *représentant dans certains* cas plus de 25 %, voire plus de 30 % du PIB.

ILS ont réduit leur taux d'inflation au-dessous de 10 %. *Ce* taux est ramené au-dessous de 7 % là où la politique monétaire a obtenu le plus grand succès. Ces pays ont plus ou moins sta*bilisé leur monnaie, rompant* avec la tradition désastreuse (longtemps encouragée par le Fonds monétaire) des taux de change glissants à la brésilienne. Le souci des gouvernements stabilisateurs, Thaïlande et Tunisie pour prendre ces deux exemples, serait plutôt d'éviter que cette *stabilisation* ne débouche, au bout de quelques années, sur une surévaluation, puisque, *dans* les pays industrialisés dont la monnaie sert de référence – dollar, franc, panier de devises fortes, – le niveau général des prix monte moins vite. Cela conduit les autorités à se donner pour objectif la stabilité du « taux de change réel », construction statistique, il est vrai, particulièrement fuyante (parce que faisant entrer *en ligne de compte la* difficile comparaison entre l'inflation intérieure et l'inflation extérieure), mais dont les économistes du Fonds monétaire, nul*lement découragés par de* cuisantes expériences du même genre, font grand cas. Retenons ici que le dogmatisme s'est réfugié dans la technique et espérons, avant de reprendre le sujet, que les fausses tranquillités fournies par des indicateurs imprécis ne conduiront pas à nouveau à des situations d'impasse.

En s'appuyant sur l'exemple des deux pays cités au paragraphe précédent, on s'efforcera de compléter, de manière plus concrète, le portrait-robot du pays *« moderne » naguère* classé dans le tiers-monde. On commencera par décrire le stratagème dont ont usé les dirigeants thaïlandais pour passer, depuis bientôt quatre ans, d'un déficit (chronique mais modéré) du budget à un surplus. Qui sait s'il ne pourrait pas servir ailleurs ?

(A suivre)

LECTURES

BERNARD MARIS

La France sans identité

Contrairement à un mot célèbre, le franc n'est pas la France. La rigueur monétaire trace des lignes de défense qui n'autorisent que les drôles de guerre. Le vrai terrain de la souveraineté, c'est l'industrie. Trois ouvrages soulignent la fin de l'exception française, et, peut-être, le désir inavoué de « s'en étranger », selon une chère expression présidentielle.

Malthusianisme ?

Entre l'Etat et le marché. L'économie française des années 1880 à nos jours (1), sous la direction de Maurice Lévy-Leboyer et Jean-Claude Casanova. On y entre par un chapitre flamboyant, à la Zeldin, un vrai chapitre des passions françaises : « La capacité d'innovation », de Jean-Jacques Salomon. Quelle belle analyse ! Nos entrepreneurs furent des « sous-offs » plus que des capitaines, centraliens et gadz'arts – Peugeot, Michelin, Levassor, Blériot, Latécoère – qui innovèrent par expérience, par apprentissage et non par rupture.

Malthusiens ? Non, bien sûr ! Et pourtant le décalage, le déclin, le retard, l'inefficacité et l'inégalité... Voilà les mythes lancinants de notre imaginaire, que cet ouvrage rejette très largement.

Retard ? Oui, retard séculaire par rapport à l'Angleterre en termes de marché, de protection sociale, d'urbanisme. Mais la France la dépasse partout aujourd'hui (Jean-Charles Asselain). Déclin ? Oui, la France était la première pour l'automobile et l'avion ; mais elle demeure la deuxième exportatrice du monde par tête d'habitant, devant le Japon (Jean-Claude Casanova).

Inégalités ? Oui, mais la consommation de masse a homogénéisé de façon extraordinaire les comportements, dit André Babeau, et la dispersion des revenus y est désormais comparable à celle des pays égalitaires, souligne Christian Morrisson. *Fiscalité injuste ?* Oui, mais elle a permis cette « révolution tranquille » des revenus.

L'industriel *frileux* ne chemine pas à contre-pied du banquier *orthodoxe*, lequel n'est pas toujours coupable de non-assistance à PMI en danger (Alain Plessis). En vérité, l'industriel a froid s'il est enfermé : la tradition protectionniste depuis Méline jusqu'à la deuxième guerre, la politique coloniale canalisent vers l'outre-mer *le* commerce extérieur, désormais structurellement déficitaire hors de l'empire.

Catastrophique et rémanente tradition du *pré carré*, où la politique étrangère est indissociable du commerce, au détriment de ce dernier, et finit en coups politico-médiatiques qui arrêtent de la quincaillerie électronique à Poitiers ! Au-delà de l'étude des mentalités, ce livre est une remarquable analyse de cent ans de politique économique, avec toutes les séries longues, les graphiques, et les références appropriés.

Le colbertisme, c'est le « champion national », apte à fabriquer français le gros ordinateur ou le gros *supersonique*. L'hercule de foire, gonflé et dégonflé à la pompe du crédit public, lequel est finalement mieux distribué dans les bureaux que le chromosome du risque. On a le sentiment qu'à l'exception de l'élan d'*après-guerre*, la *politique* industrielle fut globalement funeste (Christian Stoffaës).

Funeste plan Freycinet (1879), qui fixe les capitaux dans l'industrie traditionnelle, et rate le tournant de l'électricité. Funeste rendez-vous manqué avec le téléphone, par une administration obnubilée par l'idée de perdre son *monopole*. Funeste récupération étatique de l'aéropostale – la première nationalisation de fait –, dans le but inavoué de faire du *militaire*, et premier exemple de catastrophe commerciale organisée par la technocratie.

Funeste plan-calcul, funeste filière à uranium naturel, funeste procédé Secam, funeste supersonique, funestes plans sidérurgiques, en attendant peut-être le funeste nucléaire. Alors, exit les colbertiens, les saint-simoniens, leurs verbigérations et leurs rares succès (Ariane, Airbus, TGV) ?

Trop petite pour jouer aux Américains – le militaire et l'espace –, mais trop grande pour se contenter du civil et du technique comme les Allemands, la France est évidemment condamnée à dépasser la petitesse de ses grands airs. Rêvant de faire du capitalisme sans capitalistes, elle cherche une spécificité sans plus guère de spécialités, hormis une forte réserve de paysans et un système éducatif monumental, bientôt monument historique.

Il faut lire cette *« fin de la spécificité française »* (Maurice Lévy-Leboyer). On en retire un certain désenchantement, mais peu d'inquiétude. La France sut toujours commencer par perdre avant de gagner. Encore quelques défaites, et tout ira bien.

Angélisme ?

La France ou la souveraineté menacée (2), de Jean-François Bensahel, refuse passionnément de voir la France décliner industriellement. *« La France n'est pas la Louisiane. »* Ah, l'émouvant jeune homme ! Mais après l'exaspération des inégalités (faux), le déclin du politique (banal), l'idéologie économique (intéressant), la montée des juristes (très *intéressant*), *tout à* coup, parlant du libre-échange et de la concurrence, notre candide révèle une perspicacité hors du commun.

Les dés du libre-échange sont pipés (protectionnisme caché, etc.), soit, mais, surtout, la France, un peu bécasse, occupe à Bruxelles la place du prosélyte appliqué. Une récente affaire de rachat laisse à penser qu'effectivement, le nez sur l'agriculture et le cerveau dans les limbes monétaires, elle n'a pas vraiment compris où se jouait le futur européen.

Il se jouera, dit Jean-François Bensahel, sur les capacités d'attraction de l'entreprise, ce « nomade », c'est-à-dire sur le terrain du droit de la concurrence, des cessions et de la forme juridique des firmes, où non seulement notre retard est considérable, mais où nous ferons face au système redoutable du *lobbying* et des *lawyers* anglo-saxons.

Bientôt, on s'arrachera chez nous non pas des services ni de l'intermédiation, dont les autres nations n'ont que *faire, mais des techniques*, de l'intelligence et de la recherche. Bref, du patrimoine industriel.

La France, angélique, croit au libre-échange comme un pacifiste aux pactes de non-agression. Et notre bouillant auteur de nous livrer la énième interprétation militaire de l'économie japonaise. Terriblement impressionnante. L'une des meilleures du genre. L'appétit de profit n'est que le leurre de la volonté de puissance. Les Français, demeurés au stade du bernard-tapisme ou du social-européanisme godiche, s'imaginent que l'économie, c'est faire du profit...

Erreur ! Tragique erreur ! L'économie, *martèle-t-il*, c'est du combat pour la souveraineté. Chez lui, l'économie acquiert de la grandeur : *« L'économique, redescendu sur terre, redevient absolument l'un des domaines de la politique. »* Belle, noble phrase. Et ce livre est plein de noblesse, rien moins qu'un délire chauvin. Même s'il parle d'élite et de peuple. *Il surprend.*

Colbertisme ?

La France en panne (3), d'Alain Cotta, [illegible], nous en réserve une belle. Encore la politique industrielle, la France, sa mission, Colbert et le reste, mais, sous la *harangue*, la plus saugrenue des armes : l'inflation... On se pince. On la croyait au placard entre l'indexation et le contrôle des prix. Et non ! Elle va faire une sortie. Contre le vieil ennemi, « mécanique comme la marche de ses soldats », frénissez compagnes.

Le casque à pointe dûment désigné, avant de *revenir* à cette invraisemblable histoire d'inflation, savourons le style d'Alain Cotta, drôle, sa faiblesse pour la « rousseur des Françaises », l'allégorie religieuse (l'Ouvrier Apaisé baisant les *pieds de saint François...*) et son incroyable prestesse des chiffres et des mots. Essayons-nous au bonneteau.

La désinflation et la désindexation, rondement menées par les socialistes, restaurèrent les profits. Ces profits s'investirent en Amérique. En France, la hausse des taux d'intérêt réels fit ressurgir les rentiers. *« Tout se passe comme si les entreprises empruntaient aux banques pour prêter aux Sicav. »* La bulle du rentier. Conséquence : débâcle industrielle et commerciale. Bien.

Mais en même temps, l'épargne s'effondre... Bizarre... D'autant qu'en période d'inflation, quand le taux d'intérêt réel était négatif, les Français épargnaient. *Mais, dit l'auteur, « dans le domaine économique, la complexité règne en maître, une série de causes n'a jamais la même série d'effets ».* Nous voilà soulagés, les Français ne sont pas comme les autres, et ils ne méritaient pas moins que la théorie hétérodoxe d'Alain Cotta.

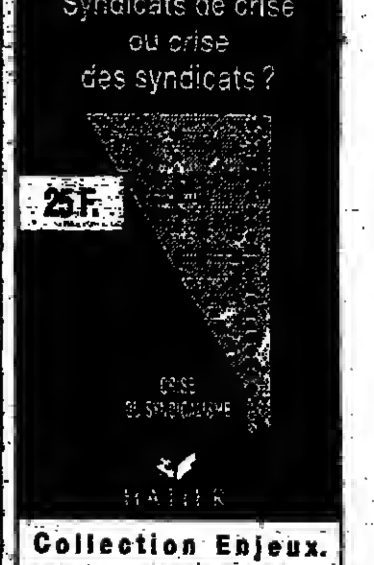
Qui n'est pas, tout à fait, celle de la relance. Car une relance en 1992 cumulerait, outre les faiblesses des relances Chirac et Mauroy, celle de s'appeler Cresson. Il faut du déficit budgétaire pour les revenus les plus faibles. C'est vague. Mais à l'évidence, on ne s'embarrasse pas des modalités. *« Redonnez-leur de l'inflation, et les Français feront le reste. »*

Trois ficelles à un Italien et l'on entend une barcarolle, trois points d'inflation à un Français et il vous fait un miracle économique. D'ailleurs, en attendant Colbert, il faudrait voir à italianiser notre économie, sinon la mexicaniser : *« La croissance ne prend son envol qu'à coups de traites sur l'avenir, que celles-ci soient ou non honorées à l'échéance. »*

Empli de joyeusetés économiques, d'impertinences antidogmatiques, ce livre mérite, au-delà du pur plaisir, d'être lu pour deux réflexions essentielles : la croissance, c'est l'endettement plus l'industrie ; les socialistes sont en train de répéter l'erreur historique de Churchill, qui, en maintenant la parité de la livre, tua l'industrie anglaise au profit de la City.

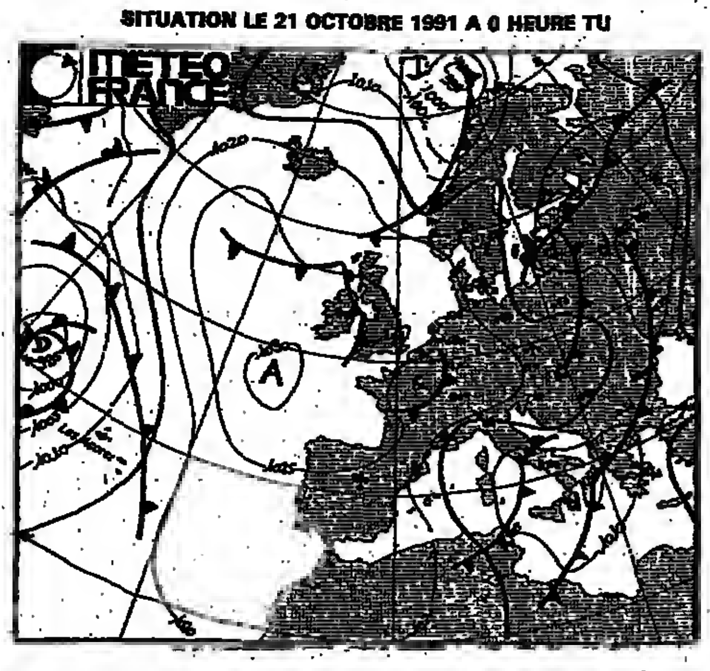
Mais pourquoi s'en faire ? Les Français peuvent toujours se prélasser à l'ombre du palais Brongniart en achetant allemand. C'est la pente naturelle, dit Alain Cotta. Ils peuvent même envisager l'assistance d'une grande Allemagne. N'est-ce pas l'Allemagne qui inventa l'assurance sociale ?

1. Gallimard, 704 p., 280 F. *(En librairie à partir du 5 novembre.)*
2. Odile Jacob, 265 p., 130 F.
3. Fayard, 190 p., 89 F.

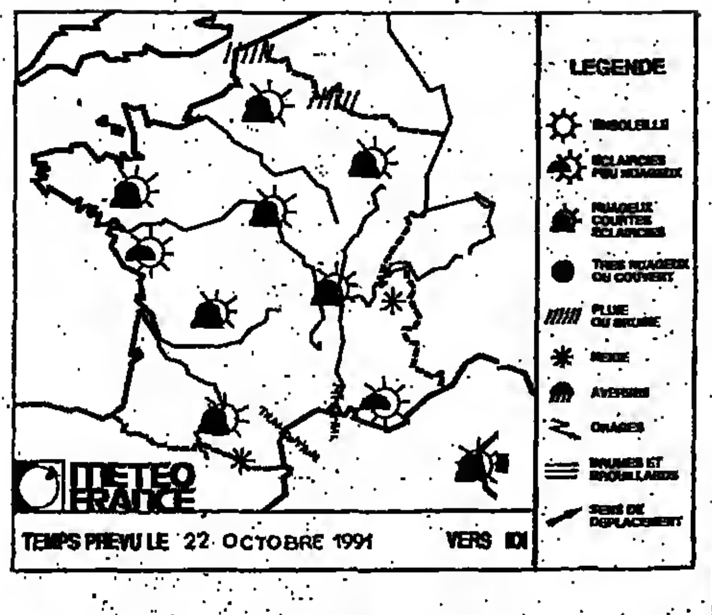


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21 OCTOBRE 1991 A 0 HEURE TU



Prévisions pour le 22 octobre 1991

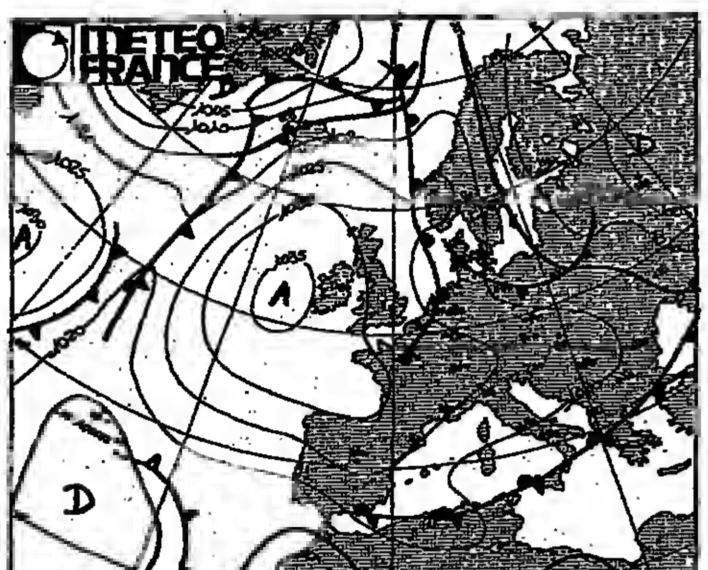


Mardi 22 octobre : temps froid et nuageux. – *Les brouillards seront nombreux le matin et mettront du temps à se dissiper.* Le ciel sera ensuite assez gris sur la plupart des régions. Des petites pluies se produiront sur le Nord-Est. Il neigera sur les Pyrénées au-dessus de 800 mètres. Le Midi méditerranéen sera privilégié avec du soleil. Le mistral et la tramontane faibliront jusqu'à 50 kilomètres/heure en soirée.

Les températures minimales seront de l'ordre de 1 à 4 degrés en général, localement 0 à – 3 degrés dans le Nord-Est et le Centre-Est et 5 à 7 degrés près de la Méditerranée.

Les maximales atteindront 6 à 9 degrés en général, 11 à 13 degrés dans l'Ouest et le Sud-Ouest et 15 à 17 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 23 OCTOBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 21-10-91

Valeurs extrêmes relevées entre le 20-10-1991 à 18 heures TU et le 21-10-1991 à 6 heures TU

FRANCE

AJACCIO	13	6	N
BIARRITZ	12	7	N
BORDEAUX	12	5	C
BOURGES	9	4	N
BREST	12	8	N
CAEN	10	5	N
CHERBOURG	10	9	N
CLERMONT-FER.	8	8	P
DIJON	8	5	P
GRENOBLE	11	4	N
LILLE	9	1	D
LIMOGES	7	6	P
LYON	9	5	C
MARSEILLE	13	8	N
NANCY	9	5	C
NANTES	12	9	D
NICE	13	8	D
PARIS-MONTS.	10	5	C
PAU	10	8	N
PERPIGNAN	12	9	N
RENNES	11	3	N
ST-ETIENNE	6	5	C
STRASBOURG	10	5	P
TOULOUSE	9	6	C
TOURS	10	4	N
POINTE-A-PITRE	33	22	N

ÉTRANGER

ALGER	16	9	P
AMSTERDAM	11	1	B
ATHÈNES	25	21	D
BANGKOK	27	23	P
BARCELONE	17	7	D
BELGRADE	9	8	P
BERLIN	7	1	D
BRUXELLES	10	1	B
LE CAIRE	32	19	D
COPENHAGUE	5	4	C
DAKAR	30	27	N
DELHI	30	17	D
DJERBA	25	15	N
GENÈVE	9	2	N
HONGKONG	–	23	D
ISTANBUL	24	18	D
JÉRUSALEM	23	13	D
LISBONNE	18	9	D
LONDRES	10	2	B
LOS ANGELES	28	15	C
LUXEMBOURG	8	2	C
MADRID	13	0	D
MARRAKECH	25	–	D
MEXICO	–	–	–
MILAN	18	4	D
MONTRÉAL	7	– 2	D
MOSCOU	11	7	C
NAIROBI	27	13	N
NEW-YORK	11	6	D
OSLO	4	– 2	N
PALMA-DE-MAJ.	16	9	P
PÉKIN	19	5	D
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	19	11	N
SINGAPOUR	30	24	C
STOCKHOLM	1	– 5	C
SYDNEY	30	17	C
TOKYO	20	15	D
TUNIS	18	11	P
VARSOVIE	10	1	A
VENISE	15	6	D
VIENNE	9	2	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

Les mammouths rouges

CE fut une image somptueuse. Battus et contents, le torse nu sous la pluie glaciale, les mammouths canadiens se sont offert un tour d'honneur, de joie, dans le stade-piscine de Lille. Les tuniques rouges d'un rugby du Nouveau Monde, ce paquet d'avants extraordinaire, 105 kilogrammes de moyenne, pouvaient pavoiser. Ils venaient de planter, au courage, en force, à ne jamais vouloir subir la loi du plus fort, deux essais aux All Blacks. C'était assez pour sortir tête haute de la Coupe du monde après une passionnante partie de *rugby-polo*.

Le rugby, qui se voudrait planétaire, a marché d'un grand pas vers la seule chose qui compte désormais : la consécration télévisuelle. Ces Canadiens, par exemple. Venus d'une terre de mission, connus de leurs seuls parents et amis, ils ont sans doute fait plus pour leur sport en quelques retransmissions télévisées qu'en des années d'apostolat confidentiel.

Le Canada sait désormais que le rugby existe. Et même qu'il peut être un sport aussi formidable, aussi viril, aussi télégénique que le hockey sur glace ou le football américain. On essayait d'imaginer, en voyant ces images rouge et noir, ces gros plans sur des gueules insensées, ces charges de cavalerie dans des giclées d'eau, l'impact que tout cela pouvait avoir du côté d'Ottawa, de Toronto, de Vancouver ou de Montréal. L'avenir le dira. Mais il serait bien étonnant que les missionnaires rouges n'aient point réussi l'essentiel : susciter des vocations.

La vocation, une vocation à la fierté combattante, les Irlandais, du Sud et du Nord, l'ont toujours eue. Ils ne rentrent jamais sur un terrain sans hurler le mot-ressort du *rugby irlandais* : «*prouds*», fiers, soyons fiers. Ils le furent assez pour relever le défi australien. Les images, là encore, furent inégalables d'un match qui sut ne dire ni oui ni non, jusqu'à cette dernière cruauté venue de l'ailier australien Campese, l'évadé de Lansdowne Road. Il n'empêche : les caméras avaient suffisamment fouillé les tribunes irlandaises pour montrer qu'on y levait sérieusement le coude à la fierté retrouvée.

Ce qui ne sera pas le cas du rugby français. Depuis des jours, les oracles annonçaient que le salut viendrait de la fuite en avant, de «notre» capacité à faire courir les «gros» Anglais, qui, l'aura-t-on remarqué, portent désormais cocarde sur les ailes de leurs maillots. Horreur ! les «gros» couraient plus vite, sautaient plus haut, poussaient plus fort que les nôtres. C'est tout. Et, d'une manière générale, c'est suffisant pour gagner au rugby.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ○ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 21 octobre

TF 1

20.50 Variétés : Stars 90. Avec Frédéric Mitterrand, Jean-Claude Brialy, Albert Dupontel, Philippe Bouvard, Brigitte Lahaie, Philippe Castelli, Guy Montagné, Patrick Sébastien, Evelyne Leclercq, Olivier de Kersauson, Sim, Patrick Mille, Marie Gillain, Jacques Paget, Michel Fugain, Yannick Noah, *Thierry Hazard, Poupa Claudio*, Kassav', Paul Young, Anaïs, Yves Duteil, Christophe Deschamps.

22.50 Magazine : Ciné stars. Invité : Arnold Schwarzenegger.

23.50 Magazine : Va y avoir du sport. *Rugby ; Formule 1 ; Cyclisme.*

1.00 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. Finale, en direct d'Antibes.

22.25 Cinéma : La Sirène du Mississippi. ■■ Film français de François Truffaut (1969). Avec Jean-Paul Belmondo, Catherine Deneuve, Michel Bouquet.

0.25 Journal et Météo.

FR 3

20.10 Divertissement : La Classe.

20.45 Cinéma : Cosa Nostra. ■ Film franco-italien de Terence Young (1972). Avec Charles Bronson, Lino Ventura, Jill Ireland.

22.50 Journal et Météo.

23.10 Magazine : Océaniques. Les Arts, magazine d'Alain Jaubert. Buren, par Claude Berri ; Martenot, par Romano Prada ; L'ENSBA, par Michel Le Bayon ; Chambas dans le métro, par Jacques Meny ; La Grande Bibliothèque de France, par Pierre-André Boutang et Madeleine Gaillard ; Petit courrier ; Livres.

0.05 Magazine : Minuit en France. La Nuit palombe, de Pierre Pommier.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Mr. North. ■ Film américain de Danny Huston (1988). Avec Anthony Edwards, Robert Mitchum, Anjelica Huston.

21.55 Flash d'informations.

22.05 ▶ Cinéma : Medo, poste restante. ■■ Film français d'Alexandre Adabachian (1989). Avec Marianne Groves, Oleg Yankovsky, Isabelle Gelinas.

23.45 Cinéma : Vampire... vous avez dit vampire ? 2. □ Film américain de Tommy Lee Wallace (1988). Avec Roddy McDowall, William Ragsdale, Traci Lin.

1.25 Cinéma : Treize femmes pour Casanova. □ Film austro-franco-italien de François Legrand (1976). Avec Tony Curtis, Marisa Berenson, Jean Lefebvre.

LA 5

20.50 Magazine : Les absents ont toujours tort.

23.00 Cinéma : La Garce. ■■ Film français de Christine Pascal (1984). Avec Isabelle Huppert, Richard Berry, Vittorio Mezzogiorno.

0.35 Le Club du télé-achat.

0.55 Journal de la nuit.

M 6

20.30 Magazine : Mode 6.

20.40 Cinéma : A nous les garçons. □ Film français de Michel Lang (1984). Avec Claire Vernet, Roland Giraud, Hervé Guybet.

22.30 Série : L'Heure du crime.

23.20 Magazine : Culture pub. A chacun sa médaille ; A qui profite la palme ; La pub se distingue ; Les récompenses de Culture pub ; Planète pub ; Des coups ; Le cadeaux bonus.

23.50 Six minutes d'informations.

LA SEPT

20.00 Documentaire : Entre deux mondes. De Daniel Leconte et Jean-Louis Saporito.

21.00 Cinéma : Ils étaient neuf célibataires. ■■■ Film français de Sacha Guitry (1939).

23.00 Court métrage : Flash-back.

23.05 Documentaire : Salsa opus 4. Venezuela : un visa pour les barrios.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le Grand Débat. Qui est français ? Avec Bernard-Henri Lévy, Gérard Noiriel, Françoise Gaspard, Raoul Girardet, Jean-Yves Le Gallou.

21.30 Dramatique. Les Fumées bleues, de Jean-Pierre Kremer.

22.40 La Radio dans les yeux. L'actualité du théâtre.

0.05 Du jour au lendemain. Avec Daniel Mesguish (L'Eternel Ephémère).

0.50 Musique : Coda. Nocturnes sans noctuelles, musiques autour des poèmes de Vivre avant l'éveil, d'Emily Dickson.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert (en direct de l'Opéra-Comique) : Ouverture sur des thèmes juifs, Visions fugitives (extrait, transcription pour quatuor à cordes de Barchai), Quatuor à cordes n° 1 en *si mineur* op. 50, Quatuor à cordes n° 2 en fa majeur op. 92, de Prokofiev, par Pascal Moraguès, clarinette, Ludmila Berlinskaïa, piano, et le Quatuor Borodine.

23.07 Poussières d'étoiles. Renseignements sur Apollon.

Mardi 22 octobre

TF 1

17.00 Série : 21 Jump Street.

17.55 Sport : Football. Coupe des coupes : IFK Norrköping-AS Monaco, en direct de Suède.

19.50 Divertissement : Pas folles les bêtes.

20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.

20.40 Sport : Football. Coupe d'Europe de l'UEFA : Cannes-Dinamo de Moscou, en direct de Cannes.

22.40 *Magazine* : Ciel, mon mardi !

0.30 Journal, Météo et Bourse.

A 2

18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.

18.30 Magazine : Défendez-vous.

18.50 Série : Mister T.

19.10 Jeu : Question de charme.

19.40 Divertissement : La Caméra indiscrète

20.00 Journal et Météo.

20.45 Mardi soir : Good Morning Vietnam. ■ Film américain de Barry Levinson (1988). Avec Robin Williams, Forest Whitaker, Tung Thanh Tran.

22.55 Débat : Radio folle.

FR 3

18.15 Magazine : Une pêche d'enfer. Invité : Jean-Michel Jarre.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.

20.00 Un livre, un jour. *Histoire de la boxe*, d'Alexis Philonenko.

20.10 Divertissement : La Classe.

20.45 ▶ Téléfilm : Largo Desolato. *L'aventure intérieure d'un philosophe dissident.*

22.20 Journal et Météo.

22.45 Mardi en France. Programmes des télévisions régionales.

23.40 Magazine : Océaniques. Moscou : trois jours en août, de Iossif Pasternak.

0.30 Musique : Carnet de notes. Jazz. *Violento*, par Caratini, Beytelman, Mosalini et Ducret.

CANAL PLUS

16.05 Cinéma : Docteur Petiot. ■■ Film français de Christian de Chalonge (1990). Avec Michel Serrault, Pierre Romans, Zbigniew Horoks.

18.00 Canaille peluche. Captain Planet.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Ça cartoon.

18.50 Le Top.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.

20.31 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma : Music Box. ■■■ Film américain de Constantin Costa-Gavras (1989). Avec Jessica Lange, Armin Mueller-Stahl, Frederic Forrest.

22.30 Flash d'informations.

22.40 Cinéma : Tuer n'est pas jouer. ■ Film britannique de John Glen (1987). Avec Timothy Dalton, Maryam d'Abo, Jeroen Krabbe (v.o.).

LA 5

18.00 Sport : Football : IFK Norrkoping-AS Monaco. Coupe des coupes, 2e tour.

19.05 Série : Kojak.

20.00 Journal et Météo.

20.40 Journal des courses.

20.50 Cinéma : Top Gun. ■ Film américain de Tony Scott (1986). Avec Tom Cruise, Kelly McGillis, Val Kilmer.

22.45 Magazine : Ciné Cinq.

23.00 Téléfilm : Le Feu de la passion.

0.40 Le Club du télé-achat.

M 6

18.05 Série : Mission impossible.

19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Cosby Show.

20.30 Mode 6.

20.40 Téléfilm : Crinière de feu. *La difficile intégration d'une famille australienne dans un petit village de Nouvelle-Zélande.*

22.25 Documentaire : 60 Minutes. La Colonie de la torture, de Jamie Doran. *Le Chili de Pinochet.*

23.15 Magazine : La 6e Dimension. Japon : main basse sur la planète.

23.45 Six minutes d'informations.

LA SEPT

16.00 Documentaire : Living Music. De Christopher Swann. 2. Ferrare.

18.55 Documentaire : Le Rêve perdu de Nicolas Vassilievitch Kazakov. De Daniel Leconte. 1. Le Palais des illusions.

18.50 Documentaire : Théodore Géricault.

20.00 Documentaire : Cinémémo. La Famille Bartos, le père et ses trois *fils, de Peter* Forgacs.

20.45 Série : Portraits d'Alain Cavalier. 4. La Fleuriste.

21.00 Théâtre : Le Soulier de satin. Pièce de Paul Claudel, mise en scène d'Antoine Vitez (4e journée).

FRANCE-CULTURE

De 11 h à 11 h 20 Espace éducation, en collaboration avec *le Monde* : « Comment définir aujourd'hui les métiers de l'innovation ? », avec Henri Guillaume, directeur de l'ANVAR.

20.30 Archipel médecine. Hôpital dans la ville ou ville dans l'hôpital ?

21.30 Les longues peines. Débat, avec Irène Terrel, Jean-Jacques De Felice, Antoine Lazarus.

22.40 Les Nuits magnétiques. La rencontre (1).

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Haïku.

20.30 Concert (donné le 19 octobre à l'Abbatiale d'Ambronay) : Messe en si mineur BWV 232, de Bach, par le Chœur de la Bachgesellschaft de Salzbourg et le Concert des nations, dir. Jordi Savall.

23.07 Poussières d'étoiles. Plein ciel-Studio 116. Archives : Acousmathèque n° 122, de Bernager.

Le Monde

Après les incidents provoqués par les agriculteurs

M. François Mitterrand demande au gouvernement de faire respecter l'autorité de l'Etat

M. François Mitterrand, qui doit être, mardi 22 octobre de *8 heures à 9 heures*, *l'invité d'une émission spéciale de France-Inter*, a convoqué, samedi soir, à l'Elysée, le premier ministre, Mme Edith Cresson, le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, et le ministre de la justice, M. Henri Nallet, *« afin d'examiner diverses dispositions en matière d'ordre public »*. Cette réunion faisait suite aux nouveaux incidents provoqués par les agriculteurs en colère.

Quand le président de la République avait accepté, vendredi dernier, l'invitation que lui avait transmise France-Inter de participer, mardi matin 22 octobre, à une émission spéciale, il l'avait fait avec l'intention d'évoquer surtout les affaires européennes dans la perspective du prochain sommet néerlandais de Maastricht.

Entre la rencontre franco-italienne des 17 et 18 octobre à Viterbe et la rencontre franco-espagnole prévue les 25 et 26 octobre à Bayona, M. François Mitterrand se proposait notamment de réaffirmer ses convictions sur la nécessité de *« réussir Maastricht »* pour engager la construction politique de l'Europe des Douze dans une *« étape décisive »*. Il voulait commenter lui-même, notamment, l'initiative franco-allemande du 14 octobre qui préconise un renforcement des responsabilités européennes en matière de défense.

« Coup de poing sur la table »

Les opérations de « commando » qui ont eu lieu dans la soirée de vendredi à l'initiative de paysans excédés et les incidents qu'elles ont provoqués à Moissac, Bourges, Nancy et Nevers, où étaient visés trois membres du gouvernement, MM. Jean-Michel Baylet, Michel Sapin et Pierre Bérégovoy, ont modifié le caractère de cette intervention présidentielle.

M. Mitterrand évoquera donc aussi cette jacquerie paysanne ainsi que les autres conflits sociaux qui vont s'étaler tout au long de la semaine, en particulier la grève des infirmières au sujet de laquelle *l'Hôtel Matignon* se montre critique pour la façon dont le ministre délégué à la santé, M. Bruno Durieux, a géré jusqu'à présent ce dossier.

La convocation impromptue à l'Elysée, samedi soir, du premier ministre, du ministre de l'intérieur et du ministre de la justice, pour *« examiner diverses dispositions en matière d'ordre public »*, n'a fait qu'ajouter au sentiment de crise suscité par la multiplication des manifestations à travers le pays, mais le chef de l'Etat a voulu que tout le monde comprenne que sa patience n'était pas sans limites.

Bien que, selon l'Elysée, cette réunion n'ait débouché sur *« aucune décision »*, il est clair que M. Mitterrand estime qu'un seuil critique risquerait d'être atteint si le gouvernement n'intervenait pas plus fermement pour faire respecter l'ordre public.

Selon certaines indications recueillies, lundi matin, dans son entourage, le président de la République a voulu *« donner un coup de poing sur la table »* en priant Mme Edith Cresson, MM. Philippe Marchand et Henri Nallet, de *« prendre les mesures nécessaires »* pour assurer la sécurité des personnes et des biens, faire respecter la légalité républicaine et l'autorité de l'Etat devant la tournure de plus en plus violente prise par les manifestations paysannes, souvent accompagnées d'exactions et de saccages divers.

Il ne s'agissait pas pour lui d'intervenir directement, mais de rappeler le gouvernement à ses devoirs et de faire savoir à tous ceux qui manifestent sur la voie publique qu'il existe *« une ligne rouge à ne pas franchir »*.

Et en matière de « ligne rouge » M. Mitterrand se montre volontiers sévère quand certaines bornes sont dépassées. Lorsque le 3 juin 1983 des policiers contestataires étaient venus manifester à proximité de l'Elysée (en violation de la règle absolue qui, depuis la manifestation antiparlementariste du *6 février 1934, interdit la présence* de tout cortège dans le périmètre Palais-Bourbon-place Beauvau-Elysée), il avait demandé au ministre de l'intérieur de l'époque de se préparer à abandonner ses fonctions s'il n'était pas déterminé à faire preuve de sévérité dans les vingt-quatre heures. Gaston Defferre avait alors adressé une démission en blanc au président de la République qui n'y avait pas donné suite.

ALAIN ROLLAT

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Désordre public

QUI c'est qui commande dans ce pays ? Sorti du Mimi, il n'y a plus un chat. Le gouvernement est aux abonnés absents. Calfeutrés dans leurs palais derrière des barrières d'huissiers à chaîne, nos princes n'osent plus mettre le pied dehors.

Sauf à prendre la fuite en hélico, faut qu'ils mobilisent des blindés pour pas être assommés à coups de fourche, de boulons, d'œufs et de tomates pourries par l'*inadmissible* jacquerie des paysans qui marchent en tracteurs sur les préfectures, enfoncent les grilles et les portes, renversent les tables des banquets, incendient les bagnoles et arrêtent les TGV...

L'ordre public, ils s'en tamponnent et ils ont raison, c'est pas contre eux qu'on envoie la troupe, c'est contre les infirmières matraquées, aveuglées au gaz lacrymogène sous prétexte que leur paisible marche sur l'Elysée met en péril le chef de l'Etat ! Elles ont eu tort, c'est vrai.

Si elles s'étaient adressées au premier ministre, elles l'auraient trouvée en larmes, elle aussi. Très émue, je cite, par ce qui leur est arrivé. Manquait plus qu'elle leur demande de lui administrer des calmants !

Non, mais où on va là ? C'est tout de même pas à l'Elysée de nous rappeler que les ministres sont des citoyens comme les autres et qu'ils ont le droit de circuler librement ! En être réduit à réunir une cellule de crise pour essayer de le faire respecter, ce droit, de mémoire de République on avait encore jamais vu ça.

Sans porter atteinte, bien entendu, à celui de manifester. Puisque aussi bien le seul moyen de se faire entendre, là, aujourd'hui, c'est de descendre dans la rue pour aller gueuler, comme au temps de la révolution, sous les fenêtres du château !

Moi, j'enrage quand je vois les mecs de l'opposition, démangés par l'envie de reprendre le pouvoir plus tôt qu'à leur tour, réclamer le départ de ceux à qui nous l'avons démocratiquement confié. Et qui, au lieu d'assurer la paix sociale, se livrent à la plus pitoyable des guerres, celle de la succession au trône !

P.S. – A propos des incidents de la route, je vous ai dit l'autre jour que Georges Sarre s'était fait piéger par un radar pour excès de vitesse. Il m'a téléphoné. C'est pas lui, c'est moi. J'avais entendu ça à la radio et j'ai pas freiné pour vérifier. Mea culpa !

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats
Un entretien avec Algirdas-Julien Greimas 2

La guerre civile en Yougoslavie 4

Le pape au Brésil
Des foules moins nombreuses que prévu 9

La controverse sur un « gouvernement de coalition »
« D'une République à l'autre », par André Passeron 11

L'inquiétude des socialistes
M. Fabius appelle à la « double rénovation » de la gauche et du PS 12

La commémoration de la fusillade de Châteaubriant
M. Marchais a présidé la cérémonie 12

Infirmières
Une nouvelle manifestation mardi 22 octobre 13

Coupe du monde de rugby
En demi-finales, l'Ecosse face à l'Angleterre et la Nouvelle-Zélande face à l'Australie 16

Les métissages de FFF
Un groupe multiracial qui cherche encore son public 19

Un « news-magazine » en Hongrie
« Europa » veut être le premier « news-magazine » de l'après-socialisme 20

SECTION B

La réforme de la politique agricole commune
M. Louis Mermaz défend la Commission européenne 21

L'indépendance économique des pays baltes
Riga, Tallin et Vilnius s'interrogent sur leurs relations avec Moscou 23

L'insécurité au Pérou
L'importance du terrorisme et de la délinquance décourage les investisseurs 24

CHAMPS ÉCONOMIQUES

• Banques : l'impératif informatique • La concurrence imparfaite • Le Japon tenté par l'Amérique latine • La chronique de Paul Fabra .... 29 à 32

Services

Abonnements 18
Annonces classées 27-28
Carnet 28
Loto sportif 11
Loto 11
Marchés financiers 24-25
Météorologie 33
Mots croisés 28
Radio-Télévision 33
Spectacles 17

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 20-21 octobre 1991 a été tiré à 512 132 exemplaires.

Mort du peintre Jean Leppien

Le peintre Jean Leppien est mort, samedi 19 octobre, à Courbevoie. Agé de quatre-vingt-un ans, il était l'un des derniers témoins actifs des développements de la peinture abstraite et de l'histoire du Bauhaus.

Jean Leppien est né, en 1910, à Lunebourg, au nord de l'Allemagne, dans une famille huguenote de négociants et de pasteurs. De la peinture, il en a fait dès son plus jeune âge, et ne s'est pas arrêté. Son premier tableau abstrait date de 1927. Son arrivée comme élève d'Albers, Kandinsky et Klee, au Bauhaus de Dessau, date de 1929. Au début des années 30, il travaille avec Moholy-Nagy, à Berlin. 1933 : il fuit l'Allemagne nazie, s'installe à Paris. *Vient la* guerre. Leppien s'engage dans la légion étrangère. Démobilisé, il vit dans la clandestinité. Résistance, arrestation, prison, libération en *1945 par les Alliés. Il* retrouve sa femme, miraculeusement réchappée d'Auschwitz. Et repart à zéro.

De son œuvre antérieure restée à Berlin, de ce qu'il a fait à Paris, il ne reste rien.

Mais Leppien se fait beaucoup d'amis, parmi les défenseurs de l'art abstrait – les écrivains et critiques Charles Estienne, Michel Seuphor, Léon Degand ; les artistes Deyrolle et Gilioli, – et participe à la création du salon des réalités nouvelles, entièrement voué à l'abstraction. Après sa première exposition personnelle, en 1949, chez Colette Allendy, il sera soutenu par plusieurs marchands qui diffuseront son œuvre en Allemagne et en Italie surtout.

Jean Leppien n'a jamais été une vedette consacrée de la scène artistique. Il est de ces peintres qu'on a toujours aimés en se disant qu'un jour il faudrait bien leur rendre un juste hommage. Ce qui n'a pas été vraiment fait. A Paris tout du moins. C'est dommage : on aurait pu ainsi mesurer la qualité du travail à chaque étape de l'œuvre, produite avec une belle régularité, pas ennuyeuse, parce que renouvelée, estimable mais trop honnête, trop sincère, pour qu'on puisse spéculer avec elle.

Fidèle à ses premiers maîtres, à ses engagements de jeunesse, Leppien aura toujours pensé la peinture comme un exercice rigoureux qui n'empêche ni la fantaisie ni la sensibilité. Ni la jubilation intérieure, quand le point, la ligne ou la croix trouve sa juste place dans le champ des couleurs.

GENEVIÈVE BREERETTE

□ ***La Truffe* envisage une nouvelle souscription.** – La première souscription publique lancée par le nouveau quotidien *la Truffe* n'ayant permis de recueillir avant le 15 octobre que 13 500 actions sur les 20 000 espérées, ses dirigeants ont déposé auprès de la COB un dossier pour une nouvelle souscription, envisagée pour la mi-novembre.

URSS

Ouverture des travaux du Parlement

Le nouveau Parlement soviétique, complètement remodelé après l'échec du putsch d'août, a ouvert ses travaux lundi 21 octobre, avec la participation de sept Républiques seulement. L'Ukraine, la Géorgie et l'Arménie ont refusé d'y désigner des députés, tandis que l'Azerbaïdjan et la Moldavie se sont contentés d'y envoyer des observateurs.

Ouvrant la session, le président Mikhaïl Gorbatchev a plaidé pour une vaste réforme économique de l'URSS. – *(AFP.)*

□ **Nouveaux suicides de fonctionnaires du PC.** – Un ancien responsable du département international du Comité central du PCUS, Dmitri Lissovolik, *s'est suicidé jeudi* 17 octobre en se jetant par la fenêtre de son appartement à Moscou. Vendredi, c'était au tour de l'ancien chef de la section idéologique du PC pour la région de Volgograd, Sergueï Klimov, de se donner la mort : il a été retrouvé pendu chez lui. – *(Tass.)*

Deux cents hélicoptères manœuvrent dans le centre-ouest de la France

Durant quatre jours, du lundi 21 au jeudi 24 octobre, deux cents hélicoptères de la Force d'action rapide (FAR) vont manœuvrer dans le centre-ouest de la France, plus exactement dans un quadrilatère formé par les villes de Limoges, Angers, Nantes et Angoulême. L'exercice baptisé « Damoclès 91 » rassemble les moyens de la 4e division aéromobile (DAM) de la FAR, soit trois mille hommes et huit cents véhicules relevant de six régiments différents, sous les ordres du général de division de Reviers, commandant la DAM.

Cet exercice en terrain libre a été organisé pour tester la capacité de la DAM à s'engager très rapidement loin de ses bases de départ, qui, en la circonstance, sont principalement dans l'est de la France. La plupart des phases de « Damoclès 91 » devraient se situer sur une ligne Ruffec-Bellac, dans la zone sud-est de Poitiers.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 21 octobre

Repli

La Bourse de Paris cédait du terrain lundi dès les premières transactions. En retrait marginal de 0,04 % à l'ouverture, les valeurs françaises abandonnaient en moyenne 0,25 % aux alentours de 11 heures. Dans ce contexte, on relevait les baisses de SCOA, CFF, CSEE. Du côté des hausses, on notait celles de Imétal, Ciments français, La Rochette.

IUA
INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA *Master of Business Administration*

■ Université de San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration
for International Management

■ *Filière d'admission* : 3e CYCLE
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit ; médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ *Programme de 12 mois à San Francisco*, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, **conduisant au :**

M.B.A. *en Management International*

IUA
Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71
Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : Pacific C. of HONG KONG

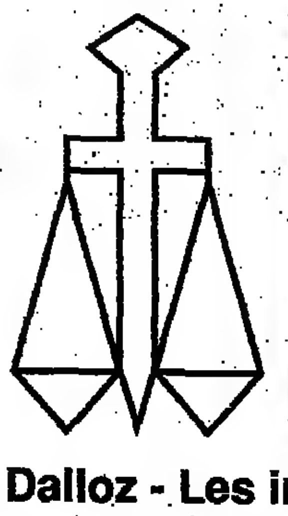
Le mensuel
PASSAGES
ELIE WIESEL PARLE DE DIEU
Numéro d'octobre
vente en kiosque 30 F

meubles
Chapo
Tél. 40 51-06 70

Livres anciens sur les
PROVINCES DE FRANCE
Catalogues par Provinces
Librairie GUENEGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91

(Publicité)
Etudes en Université
CALIFORNIE
FLORIDE
Stage linguistique ou études
Année : 60 000 F env.
Semestre : 35 000 F env.
Cours, logement, repas inclus.
University Studies in America
French Office, 57, rue Charles-Laffitte
92200 Neuilly (1) 47-45-09-19

Nul n'est censé ignorer la dernière édition des codes



DALLOZ
CODE DE COMMERCE

Dalloz - Les indispensables